



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

43^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Débats de la Chambre des communes

Compte rendu officiel
(Hansard)

Volume 149 N° 027
Le lundi 9 mars 2020

Présidence de l'honorable Anthony Rota



TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve à la fin du présent numéro.)

CHAMBRE DES COMMUNES

Le lundi 9 mars 2020

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

• (1105)

[Traduction]

TRAVAUX DES SUBSIDES

MOTION DE L'OPPOSITION — LES DOCUMENTS CONCERNANT LES
RALENTISSEMENTS ÉCONOMIQUES

L'hon. Pierre Poilievre (Carleton, PCC) propose:

Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production de tous les documents produits par tout ministère, organisme ou société d'État depuis le 4 novembre 2015 concernant des avertissements ou des craintes de ralentissements économiques, leurs effets potentiels sur le cadre financier ou des avis ou recommandations sur la façon d'y faire face; que les documents soient remis à la Chambre dans les 45 jours suivant l'adoption de la présente motion.

Le Président: Comme c'est aujourd'hui le dernier jour désigné de la période des crédits se terminant le 26 mars, la Chambre suivra la procédure habituelle pour examiner les projets de loi de crédits et en terminer l'étude. Compte tenu des pratiques récentes, les députés sont-ils d'accord pour que l'on distribue maintenant les projets de loi?

Des voix: D'accord.

L'hon. Pierre Poilievre: Monsieur le Président, aujourd'hui, nous avons l'occasion de réfléchir à la conjoncture économique actuelle. Pour ce faire, je vais partager mon temps de parole avec le député d'Edmonton Mill Woods.

Commençons par la fable de la cigale et des fourmis:

C'était en hiver; leur grain étant mouillé, les fourmis le faisaient sécher. Une cigale qui avait faim leur demanda de quoi manger.

Les fourmis lui dirent: « Pourquoi, pendant l'été, n'amassais-tu pas, toi aussi, des provisions? »

« Je n'en avais pas le temps, répondit la cigale: je chantais mélodieusement. »

Les fourmis lui rirent au nez: « Eh bien! dirent-elles, si tu chantais en été, danse en hiver. »

Les fourmis s'étaient montrées responsables. Elles savaient que le soleil d'été ne durerait pas et que l'été n'était qu'une des saisons de l'année. Elles avaient travaillé fort pour accumuler du grain et le mettre de côté en prévision des temps difficiles qui ne manqueraient pas d'arriver, elles le savaient. Qu'a fait la cigale? Elle s'est dit que le soleil ne cesserait jamais de briller, que la vie serait toujours aussi facile, et qu'il était donc inutile qu'elle fasse quoi que ce soit à part danser, chanter et jouer.

Il n'y a pas si longtemps encore, le soleil brillait sur l'économie mondiale. Tout allait très bien en 2016, en 2017 et en 2018. L'économie américaine était florissante et connaissait même la meilleure croissance des 20 dernières années. Les prix des produits de base s'étaient remis de la baisse subie en 2014, et les taux d'intérêt étaient aussi bas qu'on pouvait l'espérer. On pourrait presque dire que les astres étaient parfaitement alignés pour produire une croissance élevée et des taux d'intérêt faibles, ce qui rendait l'économie plus lumineuse que jamais.

Les conservateurs ont alors dit: « Faisons comme les fourmis et profitons-en pour mettre du grain de côté car le soleil ne brillera pas indéfiniment. » Les libéraux ont répondu que nous devrions plutôt danser, chanter et dépenser. Ils ont dit que nous devrions vider les coffres et ne pas nous soucier des années de vaches maigres, car tout allait bien. Ils ont dit que c'était l'occasion de gaspiller et de célébrer, dans un moment d'autocongratulation, toutes ces richesses qui tombaient du ciel.

Les conservateurs ont prévenu que l'hiver finirait par arriver, que des problèmes finiraient par survenir et que nous voudrions alors nous tourner vers ces coffres débordants afin de pouvoir traverser les mois sombres et froids jusqu'à ce que le printemps revienne et que l'économie soit de nouveau florissante. Bien entendu, les ministériels, en face, ont dit non et ont déclaré préférer continuer de dépenser.

Qu'ont fait les libéraux? Année après année depuis leur arrivée au pouvoir, ils ont enregistré des déficits plus élevés que ce qu'ils avaient promis. Ils ont dit que les déficits ne dépasseraient jamais 10 milliards de dollars par année, mais ils ont atteint 29 milliards de dollars. Ils ont dit qu'ils allaient renouer avec l'équilibre budgétaire en 2019. Ce n'est pas ce qui s'est passé. Maintenant, ils prévoient que le budget ne sera jamais équilibré. Sous leur direction, le pays ajoutera 100 milliards de dollars à la dette nationale.

Voilà ce qu'ils ont fait pendant que le soleil brillait comme si les lois économiques des quatre saisons avaient été abolies, que les temps difficiles n'allaient jamais revenir et qu'il suffisait de chanter, de danser et de dépenser. Il semble que l'hiver soit bel et bien arrivé.

• (1110)

À 9 h 30 ce matin, j'ai lu un article de Bloomberg News. On pouvait y lire ce qui suit:

Les marchés canadiens ont subi des attaques sur tous les fronts lors de la chute des cours du pétrole qui a secoué l'ensemble du pays, l'un des plus dépendants des prix des ressources naturelles parmi le Groupe des Sept.

Les indices boursiers ont chuté de 10 %, la baisse la plus importante depuis octobre 1987. La valeur du dollar canadien a été fragilisée, et le rendement des obligations du gouvernement a dégringolé pour atteindre des niveaux plus bas que jamais. Les investisseurs évaluent avec beaucoup de pessimisme une économie qui a dégagé de peine et de misère une faible croissance au quatrième trimestre et qui est déjà aux prises avec le coronavirus.

Travaux des subsides

J'insiste sur un point de l'article de Bloomberg: au cours des trois derniers mois de 2019, nous avons enregistré une croissance de 0,3 %. C'était avant les barrages illégaux et l'arrivée du coronavirus qui a ensuite eu des répercussions économiques mondiales.

Je reviens à l'article de Bloomberg:

L'effondrement des cours du pétrole portera un autre coup dur à ce pays dépendant des ressources naturelles. Le secteur de l'énergie y représente environ 9 % du produit intérieur brut et une part inégale du marché boursier, soit 15 %.

Il ne faut pas oublier qu'il s'agit du secteur que le premier ministre a affirmé vouloir éliminer progressivement, et il semble sur la bonne voie pour y parvenir.

Il n'y a pas que les fourmis qui n'aimeraient pas l'approche adoptée par le gouvernement lorsque les choses allaient bien. Il en irait de même pour M. Keynes, le célèbre économiste que les gens de la gauche essaient aujourd'hui de s'approprier. Dans sa grande œuvre *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, il expliquait que, quand l'économie se porte bien, les gouvernements devraient dégager d'importants excédents et payer la dette afin de se constituer un coussin qui leur permettra de stimuler l'économie quand les choses vont moins bien. C'est exactement ce qu'avait fait le gouvernement conservateur précédent.

Pendant ses deux premières années au pouvoir, il a remboursé presque 40 milliards de dollars sur la dette sous Stephen Harper et Jim Flaherty. Il faut reconnaître que messieurs Chrétien et Martin avaient fait la même chose pendant les années précédentes. Cette décision de payer la dette a préparé le pays pour l'hiver qui allait venir. Lorsque celui-ci est arrivé, et ce fut tout un hiver, le Canada était mieux préparé à y faire face que tout autre pays du G7. Nous avons essuyé cette tempête hivernale de taille mieux que quiconque parce que nous avons amassé d'amples provisions grâce aux excédents dégagés par une planification responsable et le labeur des mois d'été.

Étant donné que le gouvernement actuel a fait le contraire, nous entrons dans cette période hivernale ci affaiblis et vulnérables. Maintenant qu'il nous a mis dans cet état de grande faiblesse et de grande vulnérabilité, que pouvons-nous faire pour traverser l'hiver? Les conservateurs ont un plan.

Ce plan vise à réduire le fardeau fiscal des travailleurs et des entrepreneurs pour stimuler le marché de l'emploi, l'esprit d'entreprise, les investissements et la consommation. Il éliminerait les obstacles nuisant à l'exploitation des ressources imposés par les projets de loi C-69 et C-48, qui nous empêchent d'abord de construire des pipelines pour les acheminer vers la côte Pacifique et, ce faisant, d'expédier nos ressources à partir cette côte.

Nous aurions besoin d'une règle de réduction des formalités administratives de type deux pour un. Autrement dit, si le gouvernement présente une nouvelle règle économique, il doit en abroger deux afin d'éliminer les formalités administratives qui freinent l'économie.

Nous remplacerions le gaspillage engendré par l'aide aux sociétés parasites, notamment les millions de dollars accordés à Bombardier, à Loblaw's, à Mastercard et à BlackBerry, par des baisses d'impôt pour l'ensemble des entrepreneurs afin qu'ils libèrent leur potentiel de création de richesse pour nous permettre de traverser ces temps difficiles. Autrement dit, nous voulons libérer la grande et redoutable puissance de la libre entreprise, qui est la seule source de prospérité qui nous permettra de traverser cette période difficile.

Nous croyons qu'il faut planifier de manière responsable pour les problèmes à venir. Cette planification n'a pas eu lieu. Par conséquent, les conservateurs prennent une fois de plus les devants en proposant un plan responsable qui permettra au Canada de traverser les périodes difficiles et de surmonter les difficultés et aux Canadiens de réaliser leur plein potentiel de façon à ce que toute personne qui travaille fort puisse réaliser ses rêves.

• (1115)

M. Darrell Samson (secrétaire parlementaire du ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale, Lib.): Madame la Présidente, mon collègue a soulevé de nombreux points importants. Je partage certaines de ses opinions, dont celle concernant la réduction des impôts des Canadiens. Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir en 2015-2016, notre priorité était de réduire les impôts. Il a donc raison lorsqu'il parle de l'importance de la réduction des impôts.

Cependant, je ne partage pas l'avis de mon collègue en ce qui touche aux dépenses. Nous n'avons pas dépensé d'argent. Nous avons renforcé le Canada en investissant dans les Canadiens. Il est important de noter que nous avons créé un million d'emplois et avons réduit le taux de chômage à son plus bas niveau en 40 ans.

Il y a une grande différence entre dépenser de l'argent et investir dans les Canadiens. Nous investissons dans les Canadiens depuis maintenant cinq ans. L'économie est très forte et nous sommes bien préparés à affronter toutes les tempêtes qui se présenteront à nous dans l'avenir.

L'hon. Pierre Poilievre: Madame la Présidente, voici les faits: le taux de chômage du Canada est supérieur à celui des États-Unis, du Royaume-Uni, du Japon et de l'Allemagne. Parmi les pays du G7, quatre ont un taux de chômage inférieur à celui du Canada. Le taux de chômage au Canada a été plus élevé que le taux moyen dans les pays du G7 chaque année depuis l'arrivée au pouvoir du premier ministre actuel.

La croissance économique est en ce moment de 0,3 % au pays. On prévoit qu'elle sera de 50 % inférieure à celle des États-Unis. Les chiffres concernant la croissance de l'emploi sous le gouvernement actuel n'ont rien de réjouissant.

Ce que nous demandons dans la motion — et je suis certain que le gouvernement l'appuiera —, c'est que le gouvernement produise l'ensemble des documents concernant le risque de ralentissement économique. Les fonctionnaires des ministères des Finances et de l'Industrie ont-ils prévenu le gouvernement du risque qu'un tel ralentissement se produise et de ses effets sur l'ampleur du déficit?

Nous voulons savoir si le gouvernement avait prévu l'un de ces problèmes. Nous les avons certainement vus venir. Nous avertissons régulièrement la Chambre que des problèmes de ce genre pourraient éventuellement survenir. Il s'avère que les temps durs sont arrivés, comme nous l'avions annoncé. Nous voulons savoir si le gouvernement était au courant des risques, s'il a ignoré les avertissements et s'il a pris des dispositions pour protéger les Canadiens contre les conséquences de ces problèmes.

M. Dane Lloyd (Sturgeon River—Parkland, PCC): Madame la Présidente, dans le budget de 2019-2020, que je viens de consulter, les libéraux prévoyaient que le prix du baril de pétrole West Texas Intermediate se situerait quelque part entre 55 et 65 \$. Ce matin, il dépassait à peine la barre des 30 \$.

Le député pourrait-il nous expliquer comment, à son avis, le gouvernement aurait pu mieux se préparer à cette chute vertigineuse et nous indiquer quelles en seront les conséquences sur l'économie canadienne?

L'hon. Pierre Poilievre: Le député vient de poser une très bonne question, madame la Présidente. Que le gouvernement ait basé ses prévisions sur un baril à 55 \$ illustre encore une fois à quel point le premier ministre ressemble à la cigale de la fable, qui était convaincue que le soleil brillerait toujours et que les temps durs ne viendraient jamais. Le premier ministre a donc mangé ses provisions et fait fi des occasions qui se présentaient à lui, laissant le pays faible et vulnérable en cas de pépin.

Car pépin il pourrait bien y avoir. Le prix du West Texas Intermediate dont parlait le député est le meilleur que nous puissions espérer, et le tableau n'est pas plus reluisant du côté du Brent. Bien sûr, le Canada ne peut vendre son pétrole au même prix que le West Texas Intermediate puisque sa capacité de transport par pipeline est insuffisante, alors nous devons nous contenter du prix du Western Canadian Select, qui est encore plus bas.

Résultat: les Canadiens de l'Ouest seront touchés de plein fouet par ce nouveau phénomène économique. Comme s'ils ne pâtissaient pas déjà assez des lois anti-exploitation des ressources naturelles, de l'immobilisme dans le dossier des pipelines ou du blocage des voies ferrées, qui les empêche d'écouler leur production agricole. C'est coup dur par-dessus coup dur.

En se montrant aussi réfractaire à l'exploitation des ressources naturelles, le gouvernement a déjà imposé un véritable régime d'austérité aux travailleurs de l'Ouest, mais on voit qu'ils sont loin d'être au bout de leurs peines. C'est justement pour cette raison que le plan des conservateurs ferait tomber les lois nuisant à l'exploitation des ressources naturelles, donnerait le feu vert aux grands projets en attente et libérerait l'énorme puissance de la libre entreprise, qui permet le mieux à l'économie des Prairies de se développer depuis des générations. Voilà comment nous survivrons aux temps durs.

• (1120)

L'hon. Tim Uppal (Edmonton Mill Woods, PCC): Madame la Présidente, c'est un honneur pour moi de prendre la parole au nom des résidents de ma circonscription sur cette motion très importante qui a été présentée par le député de Carleton et que j'ai eu le privilège d'appuyer.

Dans le cadre de mes consultations continues auprès des électeurs et de mes interactions avec eux, j'écoute les préoccupations de tous les gens d'Edmonton Mill Woods. Une des préoccupations qu'ils expriment le plus souvent est leur incapacité à trouver du travail, surtout dans le secteur de l'énergie.

Pas plus tard que cette fin de semaine, j'ai entendu l'histoire de James, un résident de ma circonscription qui commence à peine à fonder sa famille. Il avait un excellent emploi, bien rémunéré, avec des avantages sociaux. Il travaillait pour une entreprise qui poursuivait ses activités en Alberta depuis plus de 25 ans. Malheureusement, il a été mis à pied, car l'entreprise a dû fermer ses portes pour aller s'installer aux États-Unis.

Depuis plus d'un an, James n'arrive pas à trouver du travail en raison de la situation économique qui règne en Alberta. Le ralentissement économique nuit directement à son niveau de vie. Les difficultés comme celles de James engendrent de la frustration, du

Travaux des subsides

désespoir et un sentiment d'impuissance qui sont à l'origine de la crise d'unité nationale dans l'Ouest canadien.

Pire encore, un nombre sans précédent de petites entreprises déclarent faillite. Les Canadiens ont vu le gouvernement augmenter les taxes et dépenser inutilement l'argent des contribuables, tout en accumulant d'énormes déficits. Les Canadiens sont inquiets, et avec raison.

Nous sommes ici aujourd'hui pour participer à un débat important. Nous demandons au gouvernement de fournir tout document concernant des avertissements ou des craintes de ralentissements économiques, leurs effets potentiels sur le cadre financier ou des avis ou recommandations sur la façon d'y faire face; que les documents soient remis à la Chambre dans les 45 jours suivant l'adoption de la présente motion.

Nous réclamons tout document préparé depuis novembre 2015, car la situation économique actuelle n'est pas apparue soudainement du jour au lendemain. Les experts sont nombreux à avoir lancé des avertissements au fil des années.

Ce sont non seulement les habitants de ma circonscription d'Edmonton Mill Woods, mais aussi toute la population de l'Alberta qui ont subi les répercussions que les décisions du gouvernement libéral ont eues sur l'économie. L'Alberta a connu des pertes d'emplois durant quatre mois consécutifs à la fin de l'année dernière. On parle de près de 10 000 emplois perdus sur une période de quatre mois. Ce sont 10 000 familles chez qui un être cher est revenu à la maison avec l'annonce dévastatrice qu'il ou elle venait de perdre son emploi.

Les investissements fuient l'Alberta parce que les règlements qui étouffent le secteur énergétique rendent la construction de pipelines presque impossible au Canada. Au lieu d'alléger le fardeau réglementaire et d'adopter des règles judicieuses qui rendraient le Canada plus attrayant pour les investisseurs, le gouvernement a imposé le plus lourd fardeau réglementaire qui soit à l'égard des travaux. Par conséquent, dans le secteur pétrolier et gazier du Canada, des projets de près de 200 milliards de dollars ont été annulés, et 200 000 travailleurs ont perdu leur emploi au cours des cinq dernières années.

Des mesures comme le projet de loi C-69, surnommé « anti-pipelines », et le projet de loi C-48, le moratoire relatif aux pétroliers, ont ciblé injustement l'Alberta et paralysé son économie. On peut voir les effets de ces mesures législatives et du peu de confiance qu'inspire le gouvernement. Pour citer un exemple récent, rappelons que Teck a décidé de ne pas donner suite au projet de mine Frontier, qui aurait créé 7 000 emplois en construction et 2 500 emplois à long terme, en plus d'apporter des milliards de dollars d'investissements.

Les investissements continuent de fuir le Canada alors que la demande de pétrole est en pleine croissance à l'échelle mondiale. Les investissements étrangers au Canada ont diminué de plus de 50 % depuis l'arrivée au pouvoir de l'actuel premier ministre. On peut penser à la décision récente de Warren Buffet, qui s'est retiré d'un projet de gaz naturel liquéfié de 9 milliards de dollars au Québec parce qu'il était peu impressionné de voir comment le gouvernement gère les barrages ferroviaires illégaux et le désastre qui touche les infrastructures.

Travaux des subsides

Ces effets négatifs sont encore aggravés par l'alourdissement du fardeau fiscal par les libéraux. Depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement libéral, en 2015, 81 % des Canadiens à revenu moyen paient davantage d'impôts, une augmentation qui, dans le cas de l'impôt sur le revenu, atteint 840 \$ par famille, en moyenne.

• (1125)

Que ce soit par l'annulation de l'allègement fiscal pour les familles, des crédits d'impôt pour les activités artistiques et sportives des enfants ou des crédits d'impôt pour les études et les manuels scolaires, le gouvernement a trouvé le moyen d'augmenter le fardeau fiscal de tous les Canadiens. En raison de ces politiques, 48 % des Canadiens sont à 200 \$ de ne pas pouvoir payer leurs factures et rembourser leurs dettes. Un tiers des Canadiens sont fauchés à la fin du mois, sont incapables d'effectuer leurs paiements et s'endettent encore plus. À leurs préoccupations croissantes s'ajoute la crainte que leur inspire le gouvernement en gérant l'économie de manière aussi lamentable.

La réalité est aussi dure pour les entreprises. Celles-ci se font imposer de nouvelles taxes sur le carbone et elles doivent cotiser davantage au Régime de pensions du Canada et à la caisse de l'assurance-emploi. Des milliers d'entreprises de proximité de notre magnifique pays ne sont plus admissibles au taux d'imposition des petites entreprises ou ne peuvent plus en bénéficier autant qu'avant. Tandis que les autres pays du G7, comme les États-Unis, le Royaume-Uni et la France, ont tous entrepris des réformes fiscales majeures au cours des dernières années afin de simplifier leur code fiscal et de diminuer les impôts en général, le Canada poursuit sur sa lancée, dans la direction opposée, en alourdissant les impôts et la réglementation, en asphyxiant l'économie et en gaspillant l'argent des contribuables.

Le gouvernement alourdit ainsi le fardeau fiscal tout en augmentant les dépenses publiques à un niveau sans précédent. Pendant les quatre premières années du gouvernement libéral, le premier ministre a ajouté plus de 72 milliards de dollars à la dette nationale, et ce, après avoir fait cette promesse pendant les débats de 2015: « Je regarde les Canadiens droit dans les yeux et je suis honnête avec eux comme je l'ai toujours été. Nous avons dit que nous sommes résolus à avoir des budgets équilibrés, et c'est vrai. Nous rétablirons l'équilibre budgétaire en 2019. »

Or, la réalité, en cette fin de l'exercice financier 2019-2020, c'est qu'il y aura un autre déficit et que près de 100 milliards de dollars auront été ajoutés à la dette nationale. Rien ne laisse entendre que les dépenses ont stimulé la croissance économique de quelque façon que ce soit.

D'ailleurs, ces dépenses inconsidérées n'ont pas donné grand-chose. Pensons au programme d'infrastructures de 187 milliards de dollars, qui, selon le directeur parlementaire du budget, ne s'est pas traduit par une augmentation des projets d'infrastructure au Canada parce que le plan d'infrastructures n'existait pas. Pensons aussi aux 40 millions de dollars qui ont été versés à BlackBerry, alors que le PDG de l'entreprise a admis ouvertement qu'il n'en avait pas besoin, aux 12 millions de dollars accordés à Loblaw's pour que cette entreprise, qui a fait des profits de plusieurs centaines de millions de dollars l'année dernière, puisse s'acheter de nouveaux réfrigérateurs, ou encore au cadeau de 50 millions de dollars à Mastercard. Voir de tels exemples, cela n'a pas de prix.

Les Canadiens en sortent encore perdants lorsqu'ils voient l'argent qu'ils ont durement gagné être dilapidé en subventions à

des entreprises bien vues des libéraux. Comparons cela avec le plan conservateur que mon collègue de Carleton a proposé.

Nous sommes le parti qui défend les intérêts des contribuables et, en tant que tel, nous avons élaboré un plan en cinq étapes axé sur les réductions d'impôts pour les travailleurs et les entrepreneurs qui vise à éliminer progressivement le déficit, à supprimer la paperasse bureaucratique pour libérer les entreprises, à mettre fin à la politique des largesses envers les entreprises chouchoutées des libéraux ainsi qu'au gaspillage libéral dont nous sommes témoins depuis quatre ans. C'est le genre de mesures dont nous avons besoin pour que notre économie continue à fonctionner, et c'est pour cette raison que nous proposons cette motion.

Je suis fier d'appuyer cette motion à la Chambre aujourd'hui. Les Canadiens ont constaté que le gouvernement a augmenté les impôts, dépensé sans compter et accumulé des déficits colossaux. Les Canadiens s'inquiètent pour l'économie, et à juste titre, étant donné la sombre réalité que reflètent les marchés boursiers aujourd'hui. Les libéraux n'ont pas mis à profit la période de vaches grasses, ce qui nous place dans une position de faiblesse et de vulnérabilité face à la tourmente économique.

Au lieu de rembourser la dette, le gouvernement l'a alourdie alors que le climat mondial était à la stabilité et à la prospérité; il a dépensé comme jamais auparavant. La croissance économique au Canada a ralenti pour atteindre 0,3 % au cours du quatrième trimestre, le pire résultat en presque quatre ans, et cela, c'était avant qu'on ne ressente les répercussions des barrages illégaux et du coronavirus. Les barrages ont contribué à freiner notre économie pendant des semaines et ils ont eu un effet sur les petites entreprises partout au pays. Les impôts vertigineux, les dépenses inconsidérées et les déficits colossaux dont le premier ministre est responsable ont placé le Canada dans une position de faiblesse et de vulnérabilité incroyable, au moment où se profile l'éventualité très probable d'une récession d'origine purement canadienne.

• (1130)

Tandis que nous continuons d'observer les répercussions de ces barricades illégales sur l'économie canadienne et que l'inquiétude quant aux répercussions de la COVID-19 s'intensifie, il est temps que le gouvernement fasse enfin preuve de transparence envers les Canadiens, qu'il nous fournisse ses plans concernant des avertissements ou des craintes de ralentissements économiques et leurs effets potentiels sur le cadre financier, ainsi que des avis et des recommandations sur la façon d'y faire face. Les Canadiens redoutent ce qui les attend. Les habitants de ma circonscription, Edmonton Mill Woods, de l'ensemble de l'Alberta et des quatre coins du pays n'en peuvent plus de la position de faiblesse et de vulnérabilité qu'ils doivent au gouvernement.

Les conservateurs du Canada ont un plan pour favoriser l'essor de l'économie nationale, récompenser l'ardeur au travail, éliminer le gaspillage et permettre aux Canadiens de réaliser leur plein potentiel. Nous continuerons de parler au nom des vaillants entrepreneurs et des Canadiens, qui ne manquent pas de cœur à l'ouvrage, et d'exiger que les libéraux remettent notre économie sur les rails afin que nos concitoyens puissent retourner au travail.

Travaux des subsides

M. Sean Fraser (secrétaire parlementaire du ministre des Finances et de la ministre de la Prospérité de la classe moyenne et ministre associée des Finances, Lib.): Madame la Présidente, il y a différents points sur lesquels je ne suis pas d'accord avec le député, mais je vais centrer ma question sur un seul d'entre eux. De façon très succincte, le député a mentionné son objection aux améliorations que nous avons apportées au Régime de pensions du Canada. Lorsque je me rends dans les communautés que je représente, une des choses que les aînés me répètent le plus est qu'ils peinent vraiment à suivre la croissance du coût de la vie. Ai-je bien entendu que le plan du Parti conservateur du Canada serait de supprimer les améliorations en question, ce qui ferait que les aînés recevraient moins d'argent à la retraite? Si c'est le cas, pourquoi le député veut-il réduire les montants que reçoivent les aînés afin de financer on ne sait trop quel projet qu'ont les conservateurs?

L'hon. Tim Uppal: Madame la Présidente, j'ai parlé d'un plan pour les entreprises canadiennes qui leur permettrait de redonner du travail aux gens. Nous voulons alléger le fardeau des entreprises, en particulier des petites entreprises, qui contribuent à l'essor du pays. Le gouvernement libéral a tellement fait gonfler la bureaucratie et augmenté le fardeau de certaines entreprises que ces dernières n'arrivent plus à faire ce qu'elles font de mieux, soit faire croître l'économie et soutenir les travailleurs, afin qu'ils puissent subvenir aux besoins de leur famille.

[Français]

M. Michel Boudrias (Terrebonne, BQ): Madame la Présidente, il est évident que nous comparissons avec les collègues conservateurs en ce qui concerne les effets et les impacts économiques du ralentissement du secteur de l'énergie, quoi qu'on en pense. Nous comprenons que l'économie dans l'Ouest repose essentiellement sur l'énergie.

Je ne sais pas si mon collègue est conscient que trois facteurs importants font qu'aujourd'hui ce pétrole n'est pas concurrentiel sur le marché international. La première des choses est que ce type de pétrole nécessite l'équivalent de quatre barils de pétrole pour en produire un, ce qui le rend dès le départ non concurrentiel sous les 50 \$ le baril environ.

Depuis 2012, l'Arabie saoudite a littéralement baissé le cours de son pétrole en augmentant les impôts dans son propre pays pour garantir un dumping à l'échelle internationale. Ce sont deux éléments qui font que présentement le pétrole canadien n'est pas concurrentiel et ne le sera probablement pas avant longtemps. C'est une réalité d'affaire et non politique dans les circonstances.

Je comprends les préoccupations locales et sociales que cela peut susciter notamment sur le plan économique, mais est-ce que mon collègue a envisagé d'éventuelles solutions de transition pour sa province?

[Traduction]

L'hon. Tim Uppal: Madame la Présidente, mon collègue dit que le prix du pétrole sur le marché mondial constitue un facteur. C'est vrai. Toutefois, j'ai vu des sociétés cesser leurs activités en Alberta et déménager plus au sud, au Texas, où la réglementation est moins stricte et où l'industrie jouit d'un appui global supérieur qui leur permet de prospérer. La lourde réglementation imposée par le gouvernement libéral nuit à l'industrie. Je pense notamment au projet de loi C-69, ou encore au projet de loi C-48, qui lui, rend difficile l'acheminement du pétrole de l'Alberta vers les marchés internationaux. Le problème, c'est la mauvaise gestion exercée par le gouvernement actuel.

J'espère que mes collègues du Bloc appuieront la motion pour que nous puissions voir les documents et les avertissements qui ont été donnés au gouvernement bien avant que ne survienne la situation économique actuelle. Voyons ce que disent ces documents et quelle a été la réaction du gouvernement. J'estime qu'une telle transparence est importante pour permettre à la Chambre et aux députés de faire leur travail.

• (1135)

M. Matthew Green (Hamilton-Centre, NPD): Madame la Présidente, le collègue du député a pris la parole pour nous régaler des fables d'Ésope. Il a parlé des variations de ces histoires, mais il n'a pas réussi à transmettre la compassion ni la charité que véhiculent les fables d'Ésope, et il n'a pas non plus souligné que l'une des variantes du récit met en vedette l'escarbot, un insecte imprévoyant qui découvre que les pluies hivernales font disparaître les excréments dont il se nourrit.

Depuis toujours, les conservateurs s'assurent que les riches sociétés pétrolières et gazières reçoivent des milliards de dollars en subventions. Le député va-t-il enfin reconnaître que les milliards de dollars de subventions versés au secteur pétrolier et gazier à même l'argent des contribuables ne cadrent absolument pas avec le fonctionnement du libre-marché, ni d'ailleurs avec la fable de son collègue?

L'hon. Tim Uppal: Madame la Présidente, aucune subvention n'est accordée au secteur pétrolier et gazier. La réalité, c'est que nous parlons de supprimer les règlements contraignants et non nécessaires qui paralysent le secteur énergétique et qui causent les nombreuses pertes d'emploi qui affligent l'Alberta.

M. Sean Fraser (secrétaire parlementaire du ministre des Finances et de la ministre de la Prospérité de la classe moyenne et ministre associée des Finances, Lib.): Madame la Présidente, c'est toujours un plaisir d'intervenir à la Chambre, et, en l'occurrence, de contribuer au débat qui porte en grande partie sur la santé financière et économique de notre pays en cette période difficile et incertaine à l'échelle mondiale.

Le parrain de la motion s'est donné beaucoup de mal pour rabaisser la performance de l'économie canadienne dans le but de se faire du capital politique. Je suis en désaccord sur la grande majorité des points qu'il a soulevés au cours de son allocution. Il est donc quelque peu paradoxal que je prévoie soutenir cette motion, car les documents susceptibles d'être présentés ne sont pas des documents que nous avons intérêt à cacher à l'opposition ni à la population canadienne.

Je souhaite à présent aborder certains thèmes clés qui permettront de donner un aperçu du contexte économique et financier actuel, de souligner plusieurs nouveaux défis auxquels l'économie canadienne est confrontée, et de présenter certaines des mesures que nous avons mises en place ces dernières années. Ces mesures ont donné des résultats bien au-delà de ce que je croyais possible lorsque j'étais candidat durant la campagne électorale fédérale de 2015.

J'estime d'abord utile de décrire le contexte dans lequel nous nous trouvons.

Financièrement parlant, le Canada est en excellente posture par rapport aux autres pays développés. Il a tout ce qu'il faut pour surmonter les obstacles qui se pointent maintenant à l'horizon.

Travaux des subsides

La théorie voulant que nous soyons au contraire incapables de surmonter ces mêmes obstacles sous prétexte que nous aurions dépensé de manière inconsiderée repose tout simplement sur de fausses prémisses. Personnellement, je suis persuadé qu'il s'agit d'une simple tactique pour marquer des points en misant sur la désinformation, plutôt que d'arguments de fond qui contribuent à la vigueur du discours démocratique au Canada.

Les bases de l'économie canadienne sont solides. La croissance de l'emploi se maintient à un niveau extraordinaire depuis plusieurs années, et ce sont les Canadiens à faible revenu et ceux de la classe moyenne qui en profitent le plus, ce qui est tout aussi important. Grâce aux mesures prises pour rendre l'économie canadienne plus concurrentielle, c'est la santé financière de tout le pays qui s'est améliorée.

La saine gestion économique a toujours été une priorité pour le gouvernement. La lettre de mandat que le premier ministre a adressée au ministre des Finances précise justement que ce dernier doit continuer de réduire la dette en fonction de l'économie et préserver le pouvoir financier du pays au cas où il aurait à faire face à un ralentissement économique.

Nous prévoyons investir dans les Canadiens afin de favoriser la croissance, et ce, tout en veillant à conserver une marge de manœuvre financière suffisante pour fonctionner si jamais la situation exigeait un changement de cap. La chose prudente à faire sur le plan financier consiste parfois à tirer parti des occasions d'investissement qui existent.

Si on regarde la situation de l'économie canadienne à l'heure actuelle, on peut voir que le ratio dette-PIB diminue et devrait continuer de le faire. C'est le meilleur ratio dette-PIB du G7. Le Canada est l'un des deux seuls pays du G7 à avoir une cote de crédit AAA, la cote la plus élevée pouvant être attribuée par une des grandes agences de notation. Il n'y a actuellement qu'une dizaine de pays dans le monde qui ont une cote de crédit aussi élevée.

Qui plus est, dans les budgets fédéraux que nous présentons, nous parons à toute éventualité afin de pouvoir faire face à des événements qui n'étaient pas nécessairement prévisibles au moment de l'élaboration du budget, plus précisément aux problèmes qui pourraient se présenter, mais qui n'étaient pas apparents le jour de la présentation du budget. Voilà une des mesures que nous prenons pour faire face aux nouveaux problèmes. Je vais maintenant en aborder quelques-uns.

Bien entendu, la propagation de la COVID-19 — ou coronavirus, comme l'appellent la plupart des ménages canadiens — ces dernières semaines n'était pas un phénomène évident il y a quelques mois. Quand nous nous sommes rendu compte qu'il fallait lutter contre ce problème, nous avons réagi de façon professionnelle à chaque étape du processus.

Dans un dossier comme celui du coronavirus, je tiens à préciser que, bien qu'il s'agisse également d'un enjeu économique, notre priorité absolue consiste à protéger la santé des Canadiens. Je suis épaté par le leadership de l'Agence de la santé publique du Canada et par le degré de collaboration qui existe avec nos partenaires internationaux, qu'il s'agisse du G7 ou du FMI sur le plan économique, ou de l'Organisation mondiale de la santé au chapitre de la santé publique. Je suis aussi épaté par l'excellente coordination entre les ministères fédéraux qui est assurée par le Centre des opérations du gouvernement et qui a été déclenchée ces dernières semaines par la situation de la sécurité publique, ainsi que par la co-

ordination qui est assurée par l'Agence de la santé publique en ce qui a trait aux efforts déployés par les provinces et les territoires pour se conformer aux mesures mises en place par le gouvernement fédéral.

● (1140)

Je remercie les travailleurs de première ligne qui protègent avec diligence la santé des Canadiens. Grâce à leur professionnalisme et à leur excellent travail, ma famille et moi pouvons dormir sur nos deux oreilles, sachant que nous sommes entre bonnes mains.

Je tiens à reconnaître que, bien qu'il s'agisse avant tout d'un enjeu de santé publique, de telles menaces posent aussi, évidemment, certains défis sur le plan économique. Il n'est pas nécessaire d'avoir une boule de cristal pour savoir que le prix des produits de base baisse lorsque la demande d'une région chute de façon si spectaculaire que cela a soudainement des répercussions sur les pays qui produisent ces produits. Le secteur des métaux et le secteur pétrolier et gazier, dont l'économie canadienne dépend depuis très longtemps, ont été touchés de façon particulièrement sévère par ceci.

Nous constatons également que les secteurs des voyages et du tourisme peuvent subir un sérieux contrecoup lorsque les pays touchés émettent des avis aux voyageurs. Cela peut aussi avoir des répercussions économiques à l'échelle locale. Dans les prochains mois, ma province, la Nouvelle-Écosse, était censée accueillir le championnat international de hockey féminin. Malheureusement, pour des raisons de santé et de sécurité publiques, l'événement a dû être annulé. Cette annulation aura de fâcheuses répercussions économiques sur les collectivités qui se réjouissaient d'accueillir ce tournoi.

Il y a aussi des répercussions économiques sur les chaînes d'approvisionnement mondiales. Par exemple, les entreprises canadiennes qui ne peuvent obtenir le matériel dont elles ont besoin pour fabriquer leurs produits peuvent se trouver dans l'incapacité d'approvisionner leurs clients habituels ou devoir déboursier plus d'argent pour assurer la continuité de leurs opérations. Nous sommes conscients que les phénomènes de portée mondiale peuvent avoir de très grandes répercussions sur le Canada et aussi avoir une incidence sur le niveau général de confiance des entreprises et des consommateurs. Ces phénomènes peuvent faire prendre à ces derniers certaines décisions en matière de dépenses différentes de celles qu'ils auraient prises en temps normal.

L'une des mesures que nous avons prises pour surveiller les répercussions économiques de l'épidémie est de s'assurer que le Canada dispose des ressources nécessaires pour que les interventions en matière de santé publique demeurent de calibre mondial. Nous continuerons aussi à surveiller les répercussions sur les entreprises et les travailleurs et à veiller à ce que les mesures que nous adoptons permettent à l'économie canadienne de continuer à fonctionner à plein rendement.

Le prochain budget fédéral contient un plan pour accroître le montant du rajustement en fonction des risques afin de prévoir les répercussions potentielles que cette maladie pourrait avoir sur l'économie du pays. Nous pouvons examiner les barrages qui ont récemment fait l'objet d'un examen approfondi à la Chambre lors d'un certain nombre de débats en réponse aux manifestations liées à la question des droits fonciers sur le territoire des Wet'suwet'en dans l'Ouest canadien.

Travaux des subsides

[Français]

Nous avons également pris des mesures pour remédier aux répercussions économiques des barrages ferroviaires. S'il y a une grande leçon à tirer des dernières semaines, c'est que la voie vers la réconciliation avec les peuples autochtones ne ressemble pas à une ligne droite. Cette voie exige du dévouement et un travail acharné. Elle exige aussi de reconnaître qu'il reste beaucoup à faire. C'est un processus de guérison qui passera par de bons jours et des moins bons. Nous devons continuer à faire preuve de détermination.

Le Canada est un pays commerçant et c'est par rail qu'une grande quantité de nos marchandises parviennent aux marchés mondiaux. Bien qu'il soit trop tôt pour connaître l'incidence complète des barrages, nous savons qu'ils ont posé des défis importants et provoqué une frustration considérable pour les entreprises et les gens. Nous devons garder à l'esprit le fait que beaucoup de Canadiens dépendent des réseaux de transport ferroviaires pour obtenir des produits de première nécessité comme les aliments, pour se rendre au travail ou rentrer chez eux tous les jours, ou pour gagner leur vie.

Des milliers de travailleurs ont été mis à pied et bon nombre éprouvent encore des difficultés. Les effets sont réels et immédiats. Notre gouvernement travaille 24 heures sur 24 pour atténuer les risques économiques que posent ces barrages, mais aussi pour s'assurer d'avoir une solution durable.

Dès le début, nous savions que nous ne pouvions pas prendre des raccourcis et que le dialogue, si difficile soit-il, était la voie à suivre. Bien que de nombreuses personnes critiquent notre approche, elle porte des fruits. Le service ferroviaire a repris en grande partie. Les gens qui ont été mis à pied sont en voie d'être réembauchés. La plupart des barrages ont été démantelés. Le premier ministre a adopté la bonne approche, selon moi, même si d'autres politiciens ont proposé des solutions simples à un problème très complexe.

• (1145)

[Traduction]

L'économie canadienne est aux prises avec un nouveau problème. Je ne sais même pas si « nouveau » est le bon mot, car nous sommes au courant depuis si longtemps. Je ne peux pas passer sous silence les dangers que représentent les changements climatiques non seulement pour l'environnement, mais aussi pour l'économie du pays.

Je n'arrive pas à croire qu'on doute encore que l'activité industrielle humaine est la cause première des changements climatiques. De surcroît, en tant que représentant qui se soucie de cette question, je trouve simplement inacceptable que nous débattions encore à la Chambre du rôle significatif que le Canada peut jouer dans la lutte contre les changements climatiques. Nous ne pouvons pas régler les problèmes économiques du pays sans nous occuper des dangers que représentent les changements climatiques.

Les Canadiens en ressentent les effets: des ondes de tempête en Nouvelle-Écosse, des inondations au Nouveau-Brunswick, des vagues de chaleur au Québec et en Ontario, des sécheresses dans les Prairies, des feux de forêt dans l'Ouest et la fonte des glaciers dans le Nord. Les changements climatiques ont de véritables conséquences sur le mode de vie auquel nous sommes habitués et l'économie des provinces.

Évidemment, il y a là aussi un impact économique direct. Lorsque des représentants du Bureau d'assurance du Canada ont té-

moigné devant le comité des finances dans le cadre des consultations prébudgétaires, ces derniers ont attiré l'attention sur le fait que, dans les années 1990, les pertes occasionnées par les phénomènes météorologiques extrêmes avoisinaient les 100 millions de dollars. Or, l'année dernière, elles avoisinaient les 2 milliards de dollars, une somme 20 fois plus élevée. Je ne mets pas en doute la sincérité de leurs intentions. Toutefois, je crois qu'ils ne sont pas seulement motivés par le désir d'agir dans l'intérêt de la planète et de l'environnement pour le bien-être commun, car, en tant que représentants du secteur de l'assurance, ils s'intéressent aussi aux résultats. Si on tient compte du facteur monétaire, nous constatons que les coûts grimpent en flèche parce que la vie sur Terre s'est transformée. Nous pouvons relever ces défis. Par ailleurs, les représentants du Bureau d'assurance du Canada ont attesté que, pour chaque dollar en perte assurée, trois dollars en pertes non assurées sont épongés par les contribuables à l'heure actuelle, que ce soit à l'échelon municipal, provincial ou fédéral. Il s'agit du même groupe de personnes qui doivent payer de leur poche beaucoup plus qu'ils le devraient en raison de l'inaction dans le dossier de la lutte aux changements climatiques depuis des décennies.

Le fardeau financier ne se limite pas uniquement à l'atténuation des risques de catastrophes ou à l'intervention en cas d'inondations. Les possibilités économiques perdues entrent aussi en ligne de compte. Si l'on prend l'exemple des feux de forêt dans l'Ouest, nous sommes à même de constater que les répercussions sur la production, y compris dans le secteur de l'énergie, sont désastreuses.

Puisque je représente la Nouvelle-Écosse, je suis très préoccupé par ce qui est arrivé il y a quelques années à la pêche au homard dans l'État du Maine, à cause du réchauffement océanique. Je crains que les pêcheurs de homards de la Nouvelle-Écosse subissent des conséquences semblables, à moins que nous prenions des mesures bientôt. J'espère qu'il n'est pas déjà trop tard.

En traitant des changements climatiques, il faut aussi garder d'autres aspects à l'esprit, en plus du défi de l'économie. D'après Marc Carney, l'ancien gouverneur de la Banque du Canada et le gouverneur actuel de la Banque d'Angleterre, il existe une énorme occasion économique — une possibilité de croissance du marché mondial de 26 billions de dollars.

Le monde évolue, et nous devons décider si nous voulons évoluer avec lui. Si nous acceptons le changement en participant à la transition, nous nous positionnerons à l'avant-garde d'une vague de croissance économique dont nous ne pouvons pas en ce moment envisager l'ampleur.

D'ailleurs, on peut déjà en voir les débuts aujourd'hui. Dans ma circonscription, le groupe d'entreprises Trinity participe à des initiatives visant l'efficacité énergétique. Au début, c'était un atelier de deux employés; aujourd'hui, le groupe emploie des dizaines de personnes pour aider les propriétaires de maisons à réduire leurs coûts énergétiques et, du coup, leurs émissions.

Travaux des subsides

Il y a des investissements dans les infrastructures vertes qui créent de l'emploi et font travailler des gens tout en prévenant les conséquences les plus négatives que pourraient avoir les changements climatiques pour les générations futures. Des investissements sont aussi consacrés à la recherche au Flux Lab de l'Université St. Francis Xavier, près de chez moi. L'un des professeurs, M. David Risk, a participé à la découverte d'une nouvelle technologie de détection de fuites de gaz qui aide les entreprises énergétiques à réduire leurs émissions. Cette découverte a créé de l'emploi non seulement dans son laboratoire, mais aussi auprès des grands producteurs d'énergie du Canada qui ont adopté cette technologie.

Nous avons mis en place le premier plan d'action national sur le climat et plus de 50 mesures. Nous prévoyons qu'ils favoriseront une croissance de l'économie verte.

Cela dit, la croissance économique est une chose, mais il faut aussi voir à ce qu'elle profite aux Canadiens ordinaires. Pour stimuler l'économie, nous avons investi dans l'infrastructure, ce qui a pour effet de créer de l'emploi et de renforcer les collectivités, et nous avons aussi investi dans l'innovation en passant par les universités, comme je l'ai déjà dit. Nos démarches ont aussi entraîné des investissements du secteur privé.

Nous avons modifié les règles d'immigration pour éviter que des employeurs ratent des occasions de croissance parce qu'ils ne trouvent pas de travailleurs dans leur région. Nous avons investi dans le commerce pour stimuler la croissance économique. Résultat: le Canada est maintenant le seul pays du G7 à bénéficier d'un libre accès aux marchés de tous les autres pays du G7.

Nous avons fait passer le taux d'imposition des petites entreprises de 11 à 9 %, soit le taux le plus faible parmi les pays du G7. Nous avons également mis en place des règles qui bonifient dès maintenant la déduction pour amortissement accéléré à l'intention des entreprises qui investissent pour accroître leur production et créer des emplois.

Quel a été le résultat de ces investissements? Il y a plus de 1,2 million de nouveaux emplois dans l'économie canadienne, dont plus de 30 000 ont été créés le mois dernier. Le taux de chômage n'a jamais été aussi bas: il y a plus de Canadiens qui ont un travail aujourd'hui qu'à peu près à n'importe laquelle autre époque de notre histoire depuis qu'on a commencé à tenir des statistiques à cet égard. Cependant, le fait d'entendre que des emplois ont été créés au Canada ou que notre PIB a bel et bien augmenté est une maigre consolation pour quelqu'un qui vit dans la pauvreté ou qui peine à répondre aux besoins de sa famille.

• (1150)

C'est pourquoi nous avons instauré des politiques comme l'Allocation canadienne pour enfants, qui a mis fin à l'envoi de chèques pour la garde d'enfants à des millionnaires et grâce à laquelle neuf familles canadiennes sur dix ont plus d'argent dans leurs poches. C'est pourquoi, dès notre arrivée en 2015, notre priorité a consisté à diminuer l'impôt de neuf millions de Canadiens de la classe moyenne et à augmenter celui du 1 % le plus riche. C'est pourquoi nous avons présenté, dès notre réélection en 2019, une mesure pour réduire l'impôt de 20 millions de Canadiens et éliminer complètement l'impôt fédéral pour plus d'un million de Canadiens à faible revenu. C'est pourquoi nous avons fait passer l'âge de l'admissibilité à la Sécurité de la vieillesse de 67 à 65 ans. C'est pourquoi nous avons majoré de 10 % le Supplément de revenu garanti pour les aînés à faible revenu vivant seuls. C'est pourquoi nous avons bonifié

le Régime de pensions du Canada afin que les personnes âgées puissent jouir de leur retraite en toute quiétude et dans la dignité, des mesures auxquelles le Parti conservateur s'oppose, d'après ce que j'entends. C'est pourquoi nous nous attaquons au problème des frais de scolarité et améliorons le Programme canadien de bourses aux étudiants, en modifiant le délai de remboursement des dettes d'études. C'est pourquoi nous avons doublé la portée du programme Emplois d'été Canada, afin d'offrir des emplois à un plus grand nombre de jeunes.

Malgré ce que laissent entendre les députés d'en face en jouant habilement avec les statistiques, lorsque nous tenons compte de l'ensemble des mesures que nous avons prises, nous constatons plutôt que, en moyenne, les ménages canadiens disposent maintenant de 2 000 \$ de plus qu'avant notre arrivée au pouvoir. Plus important encore, comme nous l'avons constaté récemment, plus d'un million de Canadiens sont sortis de la pauvreté dans les dernières années. Nous avons d'ailleurs réussi à obtenir la plus forte réduction du taux de pauvreté jamais observée au pays sur une période de trois ans. Parmi les personnes qui vivaient dans la pauvreté il y a seulement quatre ans et demi et qui en sont maintenant sorties, on compte environ 334 000 enfants. C'est le genre de politique que nous devrions crier sur tous les toits et qui montre comment on peut gérer efficacement les retombées de la croissance économique pour aider les Canadiens.

L'attaque menée par les conservateurs contre l'économie canadienne ne constitue pas en soi un plan économique. Les faits sont là: nous avons une croissance de l'emploi que la majorité des gens auraient cru impossible lors de l'arrivée au pouvoir des libéraux, à la fin de 2015. Plus important encore, nous avons vu que l'ensemble des Canadiens, plutôt que seul le centile le plus riche, bénéficie de cette croissance. En outre, plus de Canadiens sont sortis de la pauvreté que presque tous les députés de la Chambre auraient pu l'imaginer il y a quatre ans et demi.

Nous avons réussi à faire tout cela, tout en maintenant un cadre financier solide qui nous permet de réagir à la nouvelle dynamique de l'économie mondiale. Si les députés ne veulent pas me croire sur parole, je les invite à lire le rapport du directeur parlementaire du budget, qui a confirmé ce que je viens de dire il y a quelques semaines à peine.

Oui, le monde évolue et oui, il y a des défis à surmonter, mais le Canada est à la hauteur de la tâche et le demeurera tant que nous resterons au pouvoir.

• (1155)

M. Dane Lloyd (Sturgeon River—Parkland, PCC): Madame la Présidente, le discours du député est plutôt gênant. Il vit dans un monde parallèle. Il est temps de revenir sur terre. Le gouvernement a le devoir de donner l'heure juste aux Canadiens.

Il parle d'une initiative verte de 26 billions de dollars. Or, le député sait-il qui sont les plus grands investisseurs du secteur de l'énergie verte au Canada? Ce sont les entreprises pétrolières et gazières. La chute d'un dollar du cours du pétrole signifie des pertes de 355 millions de dollars pour le trésor albertain. À elle seule, la chute survenue aujourd'hui entraîne des pertes de 10 milliards de dollars pour l'Alberta. Nous constatons un effondrement des revenus partout au pays et le gouvernement n'est pas prêt. Le passif lié aux cotisations aux régimes de pension est en hausse. Les revenus sont en baisse. D'autres dépenses ont aussi augmenté. Les libéraux ne sont pas prêts à ces changements.

Travaux des subsides

Jusqu'où le gouvernement est-il prêt à amener le ratio dette-PIB? Jusqu'à 50 %, 100 % ou même 200 %? Jusqu'à quel point les libéraux creuseront-ils la dette avant de donner l'heure juste aux Canadiens?

M. Sean Fraser: Madame la Présidente, je peux comprendre que le député était gêné de poser sa question, mais ce n'est pas en raison des commentaires formulés par les députés de ce côté-ci de la Chambre.

Ce que nous observons, c'est que les conservateurs accusent pratiquement le premier ministre de provoquer une chute des prix du pétrole à l'échelle mondiale. Vont-ils ensuite l'accuser d'avoir propagé le coronavirus en Iran ou à Wuhan? Les échanges avec les conservateurs commencent à être futiles, mais je ferai de mon mieux.

Nous sommes conscients que le secteur mondial du pétrole et du gaz est aux prises avec des problèmes structurels. En fait, j'ai souvent œuvré dans le secteur pétrolier et gazier lorsque j'ai travaillé en Alberta pendant cinq ans. Je n'ai pas pris connaissance de cet enjeu récemment. Les gouvernements fédéral et provinciaux auraient dû se préparer à cette éventualité il y a très longtemps.

Nous investissons dans l'économie canadienne, nous permettant ainsi de relancer la croissance non seulement dans un secteur d'importance stratégique, mais dans l'ensemble des secteurs. Par ailleurs, nous tentons d'aider les Canadiens à traverser la crise et nous préservons un cadre financier et économique qui nous permet de relever ces défis.

À l'heure actuelle, la situation financière du Canada fait l'envie des pays du G7. Nous avons ramené le ratio dette-PIB du pays à environ 31 %. Il y a peu, il était plus du double. S'il y a un pays développé dans le monde qui est prêt à relever les défis qui surviennent sur le marché mondial, c'est bien le Canada.

[Français]

M. Gabriel Ste-Marie (Joliette, BQ): Madame la Présidente, je tiens à remercier mon collègue le secrétaire parlementaire de son discours et, en particulier, de la partie qu'il a prononcée en français. Je tiens à le féliciter pour la qualité de son français.

J'ai trouvé très intéressant qu'il fasse allusion à toutes les possibilités économiques de l'économie de la transition, entre autres au moment où il a mentionné l'ancien président de la banque centrale du Canada et aujourd'hui président de la Banque d'Angleterre, M. Carney.

J'aimerais lui mentionner que j'étais grandement d'accord sur ses propos, de même que sur l'idée et le discours de son parti. Toutefois, j'aimerais lui rappeler que lorsqu'on regarde l'argent dépensé et les orientations du gouvernement, on est exactement à l'opposé de ce qui est dit, malheureusement. Ce qui est fait pour l'économie de la transition n'est pas comparable à ce qui est fait pour soutenir et développer l'économie pétrolière.

Je lui rappellerai que lors du dernier mandat, lorsque son parti était au pouvoir, le secteur a connu une croissance de 24 % et que l'on continue à assister à des croissances de 8 % par année. Aucun secteur de l'économie canadienne ne montre une telle croissance, encore aujourd'hui.

De plus, je lui rappellerai que, durant la dernière année du précédent mandat, le premier ministre avait annoncé un soutien de plus de 20 milliards de dollars à cette industrie.

Quand le gouvernement va-t-il changer d'orientation et appuyer l'économie de la transition plutôt que celle du siècle dernier, qui connaît un krash aujourd'hui?

M. Sean Fraser: Madame la Présidente, je voudrais tout d'abord remercier l'honorable député de sa question et des leçons de français qu'il me donne lorsque nous siégeons au Comité permanent des finances.

J'espère qu'il sera d'accord pour que je donne mes réponses en anglais.

[Traduction]

Le fait est que le Canada est en plein milieu de son tout premier plan d'action national en matière de changements climatiques. En tout respect, nous savons pertinemment que le secteur de l'énergie fait toujours partie intégrante de l'économie canadienne, et nous n'allons pas mettre fin aux activités de cette industrie d'importance stratégique du jour au lendemain.

Quels sont les éléments nécessaires à la transition? À mon avis, il s'agit de mettre un prix sur la pollution de sorte que les acteurs du secteur pétrolier et gazier conventionnel ne puissent opérer sans assumer le coût des effets externes de leurs activités, pour lesquels le reste du Canada s'est trouvé jusqu'ici à payer la note. Il s'agit de créer un marché pour la prochaine génération de carburants en élaborant une norme sur les carburants propres. Il s'agit d'investir dans l'efficacité énergétique — cela inclut les 56 millions de dollars pour ma province, la Nouvelle-Écosse — afin d'aider les propriétaires de maisons à améliorer l'efficacité énergétique de celles-ci. Il s'agit de subventionner les véhicules électriques, qui ont suscité un niveau d'intérêt qui a dépassé toute attente, et pour lesquels 50 % des subventions prévues sur trois ans ont été octroyées au cours des huit premiers mois seulement.

Une telle transition prend aussi la forme d'investissements pour protéger la nature, ce qui créera des emplois pour restaurer certains des habitats essentiels les plus importants au pays. Nous nous attaquons ainsi à la crise de la biodiversité à laquelle nous faisons face et protégerons nos puits de carbone. Le fait d'être conscient que le secteur de l'énergie revêt toujours une importance stratégique au Canada — une réalité sociale — n'empêche pas d'investir dans la transition.

Jamais un gouvernement canadien n'a mis autant d'efforts à faire la transition vers une économie verte. Je serais ravi de poursuivre cette conversation avec mon collègue, car je sais qu'il est un grand défenseur de cette transition. Si nous travaillons ensemble, je crois que nous pouvons aider le Canada à jouer un rôle prépondérant sur la scène internationale alors que le monde fait la transition vers un avenir carboneutre.

● (1200)

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Madame la Présidente, le NPD appuiera la motion étant donné que nous sommes en faveur de la transparence.

Le député a parlé de fonds pour éventualités. Il a affirmé que, en période difficile, le gouvernement peut prendre des mesures. Aujourd'hui, la Bourse de Toronto a enregistré la plus importante chute depuis 1987. Les cours du pétrole ont reculé de 30 % depuis hier. La situation a changé.

Travaux des subsides

Nous avons besoin d'un gouvernement qui a un plan. Nous avons besoin d'un gouvernement qui contribue à diversifier l'économie, qui accroît la résilience et qui investit dans l'avenir. Le gouvernement s'est engagé à dépenser 17,1 milliards de dollars pour acheter l'oléoduc Trans Mountain. Or, nous avons plutôt besoin d'une banque climatique, d'un plan pour investir dans les énergies propres afin que les travailleurs qui seront les plus touchés obtiennent de nouveaux emplois. Nous devons investir dans le rétablissement du saumon et dans des projets qui créeront des emplois sans tarder.

Le député proposera-t-il un plan immédiat pour les Canadiens qui subissent les contrecoups de la COVID-19 et de la crise actuelle, qui est sans précédent? Nous nous attendons à ce qu'une série de mesures d'urgence soient proposées dès maintenant pour les Canadiens et à ce qu'elles permettent de faire des progrès pour la prochaine génération et celles qui suivront.

M. Sean Fraser: Madame la Présidente, j'aurai besoin de temps pour aborder les divers angles de cette question.

En ce qui concerne la COVID-19, oui, la réponse doit être sérieuse étant donné le caractère urgent de cette situation en matière de santé publique. Plus précisément, nous avons sollicité le Centre des opérations du gouvernement pour nous assurer que tous les ministères agissent de façon concertée. L'Agence de la santé publique du Canada coordonne ses efforts avec les autorités sanitaires des provinces et des territoires pour veiller à offrir des soins de première ligne de haute qualité afin de satisfaire aux attentes. De plus, nous collaborons avec l'Organisation mondiale de la santé.

Nous reconnaissons également que cette situation entraîne des conséquences financières, et, à cet effet, de plus amples détails seront bientôt diffusés à propos de mesures de soutien pour les personnes qui doivent s'isoler pour aider à freiner la propagation du virus.

Le député a mentionné la baisse considérable des prix du pétrole observée ces derniers jours sur les marchés mondiaux en raison du désaccord entre l'Arabie saoudite et la Russie. Cela fait quatre ans et demi que nous travaillons à diversifier l'économie et à effectuer une transition économique. Ce n'est pas un revirement soudain auquel il faut réagir de toute urgence. Nous sommes pleinement conscients de la situation. Voilà pourquoi nous diversifions l'économie en investissant dans l'infrastructure et en modifiant les règles entourant l'immigration pour faire venir au Canada une main-d'œuvre talentueuse qui permettra de combler les besoins que les employeurs n'arrivent pas à combler localement.

Nous investissons dans l'innovation pour stimuler la recherche, ce qui porte fruit puisque l'on commercialise de nouvelles technologies créées au Canada. Nous déployons des efforts pour attirer l'investissement et donner aux entreprises du pays accès à de nouveaux marchés commerciaux. Cela fait quatre ans et demi que nous effectuons les investissements que réclame le député. Nous continuerons d'effectuer ces genres d'investissements parce qu'ils sont avantageux pour l'économie canadienne et avantageux pour les Canadiens.

M. Dave Epp (Chatham-Kent—Leamington, PCC) Madame la Présidente, dans son discours, le député a parlé de la cote de crédit AAA du gouvernement. Plus tard, en réponse à une question, il a aussi parlé de l'excellente situation financière du pays.

Pourrait-il expliquer comment, ces cinq dernières années, le gouvernement libéral a contribué à ces deux éléments? Le Canada ne

profiterait-il pas simplement toujours des mesures prises par le gouvernement précédent?

M. Sean Fraser: Madame la Présidente, c'est avec plaisir que je vais répondre à cette question.

Les conservateurs parlent souvent de la grande récession, qui a été un véritable défi et qui a provoqué une crise financière mondiale, et de la façon dont l'économie canadienne a été la première à se sortir de cette conjoncture économique très difficile. Ce qu'ils ne disent jamais c'est que, quelques années plus tard, le Canada a été le seul pays du G7 à se retrouver dans une autre récession attribuable aux politiques économiques anti-croissance malavisées des conservateurs.

Avec tout le respect que je leur dois, les conservateurs ont accumulé une dette de 150 milliards de dollars et ont obtenu le taux de croissance économique le plus faible de tous les gouvernements depuis la crise de 1929, rien de moins.

Au cours des dernières années, le gouvernement actuel a préservé la santé financière du pays en investissant de façon à faire croître l'économie et en veillant à ce que les bénéfices de cette croissance reviennent aux Canadiens tout en surveillant la tendance à la baisse du ratio de la dette par rapport au PIB. Voilà une saine politique économique que je me ferai un plaisir de défendre en tout temps.

• (1205)

[Français]

M. Gabriel Ste-Marie (Joliette, BQ): Madame la Présidente, j'aimerais d'abord vous informer que je vais partager mon temps de parole avec mon estimée collègue la députée de Laurentides—La Belle. C'est un honneur pour moi d'assurer sa première partie.

Sur une note plus sérieuse, la conjoncture économique mondiale est mauvaise. Ce matin, les bourses de New York et de Toronto ont suspendu momentanément leurs échanges à cause d'une chute trop importante des cours, que l'on a aussi pu constater à la fermeture des bourses européennes. C'est très inquiétant et cela serait dû à la panique provoquée par le krach pétrolier, lui-même découlant de la menace que le coronavirus fait peser sur l'économie mondiale à l'heure actuelle. J'ajouterais que, même avant ces deux événements négatifs qui ont plombé les cours boursiers, l'économie mondiale commençait à donner des signes d'un certain ralentissement. On pouvait voir qu'elle battait de l'aile.

Selon des statistiques largement reprises, la croissance mondiale a été plutôt faible en 2019, soit de 2,9 %. Or, il est généralement entendu que lorsque la croissance est de 2,5 % ou moins, les risques d'une récession mondiale sont sérieux. Cela ne va donc pas bien. La situation est également difficile en Europe et elle l'était même avant que ne surviennent les problèmes liés au coronavirus. C'est la même chose en Asie, notamment au Japon, en Chine ou dans les pays voisins.

En Amérique du Nord, la situation est moins mauvaise, mais la croissance est faible et, puisque l'économie mondiale est interconnectée, les risques sont réels. On a souvent l'impression que les crises économiques, de quelque importance qu'elles soient, surviennent tous les 10 ans environ. D'ailleurs, la dernière remonte à 2008-2009.

Travaux des subsides

L'économie mondiale bat de l'aile et elle subit maintenant des chocs externes qu'on n'avait pas vus venir, soit le coronavirus et l'effondrement des cours du pétrole, ainsi que leurs répercussions. Le coronavirus engendre de la peur, laquelle provoque une baisse d'activité dans le secteur du tourisme un peu partout dans le monde. Certaines grandes régions, comme en Italie ou dans le berceau de l'infection en Chine, sont mises en quarantaine. On peut donc s'attendre à un ralentissement supplémentaire et, puisque l'économie — tant locale que mondiale — est interconnectée, ces chocs devraient avoir des répercussions négatives sur l'ensemble des secteurs économiques.

Si les fondements économiques étaient bons, il ne s'agirait que d'un choc passager et l'économie reviendrait à un taux normal de croissance après quelques mois. Cependant, comme je viens de le dire, il y a déjà des signes d'un ralentissement économique sérieux. La conjoncture actuelle pourrait donc être suffisamment grave pour ébranler l'économie et nous plonger dans une phase du cycle qui commence par « r » et qui n'est pas « ralentissement ».

Les problèmes dans l'industrie du tourisme, les confinements et la baisse des dépenses personnelles mèneraient à une baisse de la demande pouvant engendrer une crise économique, un scénario classique. Je suis certain que mon collègue pourra nous parler un peu plus tard aujourd'hui de l'analyse keynésienne et des solutions possibles. J'y serai, car ce sera très intéressant, et j'invite tous mes collègues à y assister.

Dans son analyse de la conjoncture actuelle, le réputé économiste de Harvard Kenneth Rogoff propose un nouvel élément en suggérant qu'il pourrait aussi y avoir un risque de crise dans l'offre, le coronavirus pouvant provoquer un recul de cette dernière. L'économie mondiale est tellement interconnectée et les chaînes d'approvisionnement tellement diversifiées qu'un confinement dans une région donnée — disons en Chine — pourrait ralentir la production d'une composante qui entre dans la fabrication d'une voiture, de matériel de transport, ou autre. Le fait qu'un seul maillon flanche pourrait donc freiner, voire paralyser, toute la chaîne de production dans un secteur économique donné. Cette possibilité est inquiétante et l'économiste Rogoff en rajoute.

● (1210)

L'économie chinoise est deux fois plus importante aujourd'hui que lors de la crise du SRAS en 2003. Chacune de ses composantes est surendettée. Si on prend les individus, les entreprises et les administrations locales, chacune de ces entités a besoin de revenus qui entrent de façon courante pour pouvoir faire leurs paiements étant donné qu'elles sont toutes surendettées et que l'effet de levier est trop utilisé. Cela présente un risque vraiment préoccupant si une zone est confinée. Les gens, les entreprises, les municipalités ne seront plus en mesure d'effectuer leurs paiements et cela pourrait provoquer une crise de liquidités. On connaît l'importance de la Chine aujourd'hui dans l'économie mondiale. Cela pose des risques très préoccupants.

Il pourrait y avoir un ralentissement causé par une baisse de la demande, mais aussi causé par l'offre. On connaît la base de la théorie économique: un recul de l'offre peut entraîner une baisse de la production liée à une augmentation des prix et du niveau de l'inflation. C'est particulièrement préoccupant parce que les outils traditionnels pour se sortir des récessions peuvent être moins efficaces en raison de cette possible inflation.

Si nous avons connu une inflation si faible au cours des dernières décennies, c'est parce que l'objectif premier de la plupart des banques centrales est de maintenir l'inflation dans une fourchette de 1 % à 3 %. Je rajouterais que c'est aussi à cause de l'augmentation des échanges commerciaux à l'échelle mondiale. Toute cette interconnexion a entraîné une diminution des coûts de production dans chaque secteur et cela pourrait expliquer pourquoi l'inflation n'a pas grimé. Or, si la panique s'installe à cause du coronavirus et que les pays se mettent à fermer leurs frontières, les gains attribuables à l'augmentation du commerce international pourraient être freinés et causer un problème d'inflation.

Comme je le disais, l'économie mondiale montrait des signes de ralentissement et nous faisons face à deux chocs: le coronavirus et le krach pétrolier. Cela peut être temporaire; souhaitons-le. Cependant, c'est hyper important que les différents gouvernements dans le monde prennent des mesures concrètes pour qu'on puisse s'en sortir le plus rapidement possible. Ces chocs sont suffisamment sérieux pour marquer le début d'une crise et c'est très préoccupant.

Évidemment, le gouvernement devra utiliser ses outils traditionnels. On a vu la Banque du Canada, qui est indépendante du gouvernement, annoncer une baisse du taux directeur. Il y a aussi les dépenses publiques. Tantôt, le secrétaire parlementaire nous disait qu'il était important de maintenir le système de santé canadien au meilleur niveau à l'échelle planétaire.

Le système de santé canadien, c'est d'abord le système de santé québécois et celui des provinces. Cela relève de la compétence des provinces. Le rôle du gouvernement fédéral est de financer adéquatement le système de santé, conformément à ses engagements précédents. Or, on voit exactement le contraire. Je rappellerais que l'ancien ministre des Finances à Québec qui était du Parti libéral avait accusé ce gouvernement de faire du fédéralisme prédateur parce qu'il n'honorait pas les engagements de mieux financer le système de santé. Cela n'est pas peu dire. Il n'y a toujours pas d'entente sur le logement social entre Québec et Ottawa. Pour ce qui est des infrastructures, l'argent n'est pas débloqué. Ces outils fondamentaux seraient utiles présentement puisque nous devons faire face à un choc, mais le gouvernement a fait en sorte que le processus s'emboîte. On ne va pas aussi rapidement que l'on voudrait.

Aucune réponse à court terme n'est très efficace pour stimuler l'offre lors d'un ralentissement. La crise est une excellente occasion pour se tourner vers l'économie de l'avenir. Le secrétaire parlementaire parlait de l'économie de la transition. À mon avis, il faut vraiment emboîter ce pas et arrêter de s'entêter à rester dans l'économie du siècle dernier. Le cours du pétrole vient de baisser. Cela n'a pas de bon sens que ce secteur soit celui qui est le plus soutenu par ce gouvernement. On parle de 20 milliards de dollars et plus avec les dépassements de coûts. C'est ce qui a été annoncé il y a un an et des poussières. On est encore tourné vers le passé. Il faut diversifier l'économie, et le Québec a tout pour réussir dans l'économie de la transition.

Travaux des subsides

• (1215)

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, nous ne devons jamais oublier que les provinces et les territoires ont un rôle à jouer dans la prestation des soins de santé. Cela ne nous a toutefois pas empêchés de leur transférer des sommes historiques. Quel que soit l'endroit où ils vivent, les Canadiens s'attendent à ce que le gouvernement fédéral contribue à la bonne marche du réseau de la santé.

Les Canadiens suivent de près l'évolution de l'épidémie de coronavirus. Le député convient-il qu'Ottawa doit continuer à se concerter avec les provinces, dont relève l'administration du réseau de la santé, ainsi qu'avec les parties intéressées, comme les premiers intervenants? J'aimerais savoir ce qu'il pense des efforts de lutte contre le coronavirus et s'il estime que tout le monde doit se serrer les coudes, y compris les premiers intervenants, les provinces et le gouvernement fédéral.

[Français]

M. Gabriel Ste-Marie: Madame la Présidente, je remercie le secrétaire parlementaire de ses commentaires et de sa question.

Il s'agit d'un cas d'espèce. On dit souvent qu'en économie on fait dire aux chiffres ce que l'on veut. Le secrétaire parlementaire a tout à fait raison de dire que les transferts en santé du gouvernement fédéral aux provinces n'ont jamais été aussi élevés. Or, si nous considérons la croissance démographique et l'augmentation des coûts des services de santé, le fédéral n'a jamais aussi peu financé la santé relativement au pourcentage du PIB ou des dépenses en santé. Ce sont les provinces qui assument de plus en plus les dépenses en santé. Il faut faire vraiment attention aux données présentées.

Je rappelle à mon collègue que, selon l'entente initiale, Ottawa devait financer la moitié des dépenses en santé. Ainsi, chaque fois que le Québec dépensait 1 \$, Ottawa devait dépenser 1 \$. Les provinces et le Québec demandent actuellement au gouvernement fédéral d'assumer 25 % des dépenses en santé, soit que, pour 3 \$ dépensés par Québec, Ottawa devrait dépenser 1 \$, et on n'en est même pas là. C'est pourquoi le ministre libéral de la santé du Québec a dit qu'il s'agit d'un fédéralisme prédateur.

En ce qui a trait au coronavirus, il y a un danger. Tout le monde doit travailler de façon concertée afin de limiter au maximum la propagation de ce nouveau virus, du moins jusqu'à ce qu'on reçoive les vaccins, qui devraient arriver dans quelques mois.

[Traduction]

M. Matthew Green (Hamilton-Centre, NPD): Madame la Présidente, force est de constater que les libéraux comme les conservateurs ont géré l'économie en pensant d'abord aux mieux nantis et aux multinationales. Pourtant, quand vient le temps d'aider M. et Mme Tout-le-Monde, ils sont aux abonnés absents. Le contribuable moyen est à environ 200 \$ de l'insolvabilité. Je suis donc d'autant plus heureux d'avoir inclus les travailleurs dans les discussions que j'ai eues sur le logement et la transition qu'aujourd'hui, tout ce dont nous entendons parler, ce sont les grandes sociétés et les riches.

Mon collègue envisagerait-il d'appuyer une transition qui donnerait de vrais résultats, qui serait équitable pour les travailleurs et qui ferait une place de choix à la santé, au logement, à l'assurance-médicaments et à la garde des enfants? Ses collègues et lui se join-

dront-ils à nous pour investir dans les gens eux-mêmes? Accepteront-ils d'appuyer la motion M-1, qui réclame une transition juste et équitable pour l'ensemble des travailleurs ainsi que la création d'un « New Deal vert »?

[Français]

M. Gabriel Ste-Marie: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de son commentaire et de sa question.

Malheureusement, je n'ai pas encore lu en détail la motion. En règle générale, les députés du NPD et du Bloc québécois sont plutôt progressistes, c'est-à-dire en faveur d'une social-démocratie, d'une redistribution de la richesse et du soutien aux moins nantis. Cependant, nos points de vue divergent relativement au respect des champs de compétence. Nous ne voulons pas qu'Ottawa s'arroge les pouvoirs des provinces et du Québec dans le domaine de la santé, par exemple. Si la motion intègre le respect des champs de compétence provinciale, nous nous attendons à une conformité avec la déclaration de Sherbrooke. Nous nous attendons à ce qu'une partie de la motion rappelle qu'il y a un droit de retrait avec pleine compensation.

Compte tenu du ralentissement économique mondial que nous observons, j'aimerais rappeler à la Chambre l'importance de lutter contre les paradis fiscaux. Si les États ont moins de ressources et que les pays de l'OCDE, dont les États-Unis et le Canada, sont aussi endettés, c'est parce que les entreprises et les mieux nantis ont de plus en plus recours aux échappatoires fiscales, et ce, de façon abusive. Il faut agir concrètement et rendre illégal ce qui est immoral. Nous pouvons notamment penser aux banques de Toronto qui ont toutes des succursales dans les Antilles. Il faut agir en ce sens.

• (1220)

Mme Marie-Hélène Gaudreau (Laurentides—Labelle, BQ): Madame la Présidente, j'exprimerai d'une part notre position sur la motion et d'autre part je livrerai aussi mes réflexions sur cette demande.

En tant que porte-parole du Bloc québécois en matière d'accès à l'information et à l'éthique — je tiens à le dire — il me paraît important d'expliquer en quoi consiste, à mes yeux, cette motion.

Tout d'abord, comme on l'a dit à quelques reprises aujourd'hui, le Bloc québécois est évidemment en faveur de la motion proposant qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production de tous les documents produits par tout ministère, organisme ou société d'État depuis le 4 novembre 2015. Il est clair que les documents produits par tout ministère doivent être divulgués et disponibles à tous les parlementaires.

Bien que je sois une nouvelle parlementaire en cette 43^e législature et que j'aie beaucoup à apprendre, il n'en demeure pas moins qu'il y a des éléments fondamentaux que nous devons respecter afin d'être transparents, clairs, intelligibles et non opaques. Il faut une parfaite accessibilité de l'information dans les domaines qui regardent l'opinion publique. La définition du dialogue, c'est une conversation entre deux ou plusieurs personnes sur un sujet défini.

Travaux des subsides

La Loi sur l'accès à l'information oblige les ministres à communiquer de façon proactive les documents d'information au moment de leur entrée en fonction, dans les 120 jours civils suivant leur nomination. Il y a aussi les titres et les numéros de suivi des notes préparées à leur intention par une institution fédérale, pour la période des questions, et ce, dans un délai de 30 jours civils. Les documents d'information préparés à l'intention des ministres en vue de leur comparution devant le Parlement doivent être publiés dans les 120 jours civils suivant leur comparution.

Actuellement, aucune politique ne prévoit la divulgation proactive de ces documents. Les demandeurs doivent faire une requête pour avoir accès à tous ces documents en vertu de la loi. Ils doivent ensuite obtenir une réponse dans un délai de 30 jours, à moins d'une prorogation justifiée par les circonstances.

En matière de divulgation proactive, la Loi sur l'accès à l'information prévoit donc des délais qui sont dans l'ensemble beaucoup plus longs que le délai de 30 jours accordé pour donner suite à une demande d'accès. Elle autorise les institutions à ne pas donner suite à une demande de documents lorsque ceux-ci ont déjà été rendus publics. La commissaire n'obtient aucun pouvoir de surveillance sur les documents qui doivent être communiqués de façon proactive, y compris l'application des exceptions. Il s'agit d'un recul par rapport au droit actuel.

La commissaire recommande d'étendre le champ d'application de la loi aux cabinets des ministres, aux organisations qui soutiennent le Parlement et aux organismes de soutien administratif des tribunaux, avec l'ajout d'une exception visant à prévenir une atteinte au privilège parlementaire et d'une exclusion visant à prévenir la violation de l'indépendance judiciaire.

Le Comité permanent de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique a formulé la même recommandation lors de la dernière législature, il y a quelques mois, avec une exclusion concernant les fonctions parlementaires.

Aujourd'hui, on devrait parler davantage de l'urgence de modifier cette loi qui comporte des failles. Avec tous ses éléments, voici où nous en sommes relativement à cette demande de divulgation. Je vais présenter cela sous un autre angle. Que l'on parle de loi ou pas, je pense qu'il est question ici de transparence tout simplement. La transparence est une attitude qui permet la clarté, l'intelligibilité, la parfaite accessibilité de l'information dans les domaines qui concernent l'opinion publique. C'est une fois qu'on a réussi à avoir cela que le dialogue peut s'entamer. J'ai entendu à plusieurs reprises, ces derniers temps, le gouvernement parler de dialogue.

• (1225)

Je m'attends donc à ce que, en passant par la transparence, un dialogue puisse réellement s'installer. N'oublions pas que celle-ci contribue à augmenter le niveau de confiance et qu'elle augmente significativement le niveau des échanges.

J'aimerais vous faire part d'un exemple de transparence et de ses bienfaits. Au début des années 2000, je travaillais dans une usine de transformation de la matière ligneuse. C'était une usine centenaire de plus de 200 employés. Je travaillais alors pour le président-directeur général des communications. Bien que cette usine appartenait à des actionnaires privés et qu'elle n'était pas une organisation publique, nous avons pris la décision de divulguer l'ensemble des résultats financiers de l'entreprise, qu'ils soient bons ou mauvais, et ce, de façon régulière.

Tous ont été surpris de connaître ces chiffres. Plusieurs réactions se sont manifestées. Plusieurs ne croyaient pas que la conjoncture économique pouvait les toucher à un tel point. Ils avaient l'impression que, si cela se poursuivait, l'entreprise allait vraiment devoir poser des gestes, et cela risquait de leur faire mal.

Quel a été le résultat? La qualité des produits a significativement augmenté. Cela a permis un rattrapage relativement aux ventes et à l'exportation, lesquels exigeaient davantage de qualité dans une situation où le marché évolue énormément.

La transparence a donc fait prendre conscience à l'ensemble des membres de l'entreprise des conséquences qu'ils pouvaient subir. Nous n'avons même pas eu besoin d'exiger des employés qu'ils maximisent leurs efforts pour surmonter les défis causés par le ralentissement du marché.

À l'inverse, que s'est-il passé lorsque nous avons présenté des résultats un peu plus positifs? Cela a rassuré les employés sur la santé de l'entreprise et la pérennité des emplois. De plus, la productivité a augmenté; le personnel avait envie de continuer dans cette voie, en espérant bénéficier un jour ou l'autre d'une bonification salariale.

De côté du Bloc québécois, nous œuvrons pour les contribuables, nous ne gérons pas de fonds privés.

Une journée comme celle-ci ne devrait-elle pas plutôt servir à débattre de préoccupations fondamentales où la sécurité, la santé et la prospérité de nos concitoyens seraient au cœur de nos discussions, de notre dialogue?

Je n'ose même pas faire le calcul de ce que cela nous coûte, en ce lundi 9 mars, pendant que nous débattons d'une requête qui devrait être de toute façon acceptée par le gouvernement.

Pour toutes ces raisons, je pense que nous devrions davantage débattre de questions fondamentales, c'est-à-dire la prospérité, le mieux-être collectif et la pérennité de nos industries.

En terminant, j'ose espérer que la motion d'aujourd'hui, comme toute autre motion de ce type, ne fasse désormais plus partie d'une requête aussi officielle, et que nous pourrions dès maintenant travailler ensemble sur des problématiques urgentes et importantes. Autrement, je pourrais penser qu'il existe des documents d'intérêt public qui ne peuvent pas être divulgués entre nous.

Ne soyons pas surpris d'entendre dire que le gouvernement, par son manque de transparence, nous cache des choses. C'est exactement dans ces moments-là que nous nous éloignons tous, comme parlementaires, du mieux-être commun, alors que c'est ce pour quoi nous avons été élus.

• (1230)

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, le premier ministre en particulier est très proactif en matière de divulgation de renseignements, de transparence et de reddition de comptes. Nous l'avons remarqué avant même qu'il ne devienne premier ministre, à l'époque où, formant le troisième parti, nous prônions la divulgation proactive pour tous les parlementaires. Même si ce n'était pas demandé officiellement, notre caucus a toujours divulgué ses dépenses.

Travaux des subsides

La demande qui nous est adressée vise à ce que le gouvernement continue à fournir des renseignements afin que les députés, tant à la Chambre qu'au sein des comités permanents, soient mieux outillés pour prendre des décisions.

Je me dois de répondre à la députée qui a dit que nous devons aborder certaines préoccupations fondamentales, comme le sort de la classe moyenne au Canada et la pérennité des industries essentielles à la prospérité de notre pays.

Selon la députée d'en face, quel est le problème le plus important auquel le gouvernement est présentement confronté?

[Français]

Mme Marie-Hélène Gaudreau: Madame la Présidente, je remercie le député de sa question.

À mon avis, le gouvernement et l'ensemble des parlementaires devraient traiter des enjeux urgents et importants. Chaque document d'intérêt public devrait être systématiquement divulgué pour que tous puissent savoir où nous en sommes. Comme je le disais tantôt, lorsque nous n'avons rien à cacher, lorsque nous voulons collaborer, il n'y a rien de plus bénéfique que de donner le maximum d'informations en vue de permettre le dialogue et la collaboration.

M. Peter Julian (New Westminster—Burnaby, NPD): Madame la Présidente, je remercie ma collègue la députée de Laurentides—Labelle de son discours très passionné sur les vrais enjeux dont on doit discuter à la Chambre. Je suis tout à fait d'accord avec elle.

Quand on parle de ralentissement économique, on oublie toujours Mme et M. Tout-le-Monde, les gens qui sont touchés depuis des années par le manque de services gouvernementaux, par le sous-financement dans le domaine de la santé et dans plusieurs domaines. Les priorités gouvernementales ne concernent pas nécessairement Mme et M. Tout-le-Monde.

Je voudrais poser une question à ma collègue. Selon elle, est-il vrai que le gouvernement et l'ancien gouvernement ont favorisé les grandes entreprises et les mieux nantis au détriment de Mme et M. Tout-le-Monde?

Mme Marie-Hélène Gaudreau: Madame la Présidente, je remercie le député de sa question.

Je parlais tantôt de ce que coûte une journée comme aujourd'hui aux contribuables, alors que des gens ont faim, cherchent un abri, ont de la difficulté à payer leurs fins de mois, leur logement et j'en passe. La première chose que j'ai dite lorsque je suis arrivée au Parlement, c'était que si nous voulions la prospérité, nous devons d'abord bien nous regarder tout un chacun. Il est important pour moi de constater que lorsqu'il y a des enjeux urgents et importants, c'est un système complet. Très souvent, on en néglige quelques-uns.

Je veux être la première à défendre les intérêts des gens les plus vulnérables. On parle de la classe moyenne, mais on parle aussi des gens qui vivent dans une très grande pauvreté et qui sont très vulnérables. Ayant œuvré dans l'industrie en tant que femme d'affaires, je suis tout à fait capable de comprendre que, pour certains enjeux, la priorité devra être accordée au volet économique. Toutefois, je souhaite que la 43^e législature puisse donner une direction extrêmement efficace au travail des 338 parlementaires.

• (1235)

[Traduction]

M. Peter Julian (New Westminster—Burnaby, NPD): Madame la Présidente, je vais partager mon temps de parole avec un député très dynamique, le député de Courtenay—Alberni, qui assurera la deuxième moitié de l'intervention du NPD en ce premier tour.

Il ne fait aucun doute que le NPD appuiera la motion. Nul député qui se respecte ne pourrait s'opposer à la transparence ni à l'obtention de renseignements sur les mesures prévues par le gouvernement pour faire face à un ralentissement économique.

Comme l'ont indiqué un certain nombre de députés, il est vraiment malheureux qu'il faille proposer une telle motion de l'opposition pour obliger le gouvernement à produire des renseignements qu'il devrait fournir aux parlementaires de toute façon. Cela devrait faire partie intégrante de la démocratie canadienne. Que le gouvernement soit majoritaire ou minoritaire, la transparence et la divulgation complète des renseignements sont toujours de mise.

Je suis heureux de voir que, après de nombreuses années d'absence de transparence et de réticence à communiquer ce genre d'information sous le gouvernement Harper, mes collègues conservateurs semblent avoir appris leur leçon. C'est très encourageant. Espérons que le gouvernement libéral a aussi appris sa leçon et que nous verrons enfin la transparence à laquelle ont droit non seulement les parlementaires, mais aussi l'ensemble des Canadiens.

Il est particulièrement à propos de parler aujourd'hui des mesures que le ministère des Finances ou d'autres ministères peuvent avoir prises en prévision d'un ralentissement économique, quand bien des gens se rendent compte de la menace que représente la COVID-19. Malheureusement, cette maladie se propage dans certains pays et fait tragiquement de nombreuses victimes. Nous devons être informés des conséquences économiques de la propagation de ce virus et des mesures prévues par le gouvernement pour faire face au ralentissement économique qui y est lié.

J'aimerais aborder deux aspects des ralentissements économiques. Qu'il soit question de la COVID-19, de la chute du prix du pétrole ou de n'importe quoi d'autre, deux considérations doivent se retrouver au cœur des délibérations du Parlement.

[Français]

Quand on parle de ralentissement économique, on oublie toujours de parler des effets sur M. et Mme Tout-le-Monde. Depuis plusieurs années, les Canadiens et les Canadiennes connaissent une diminution de leur qualité de vie. Il n'y a aucun doute là-dessus. On a vu les coupes dans les services, et aujourd'hui il y a un manque dans les services offerts à la population.

En réalité, les effets économiques de ce ralentissement font que le niveau d'endettement des familles canadiennes est le plus élevé de tous les pays industrialisés. Ces dettes sont causées par le manque de prévoyance du gouvernement fédéral. Quand on observe les effets du ralentissement économique sur les finances des familles ordinaires, on réalise que la moitié des familles canadiennes sont à 200 \$ près d'être incapables de payer leurs factures mensuelles.

Travaux des subsides

[Traduction]

Il faut tenir compte de ces deux éléments et du fait que le niveau d'endettement des ménages canadiens est le plus élevé parmi les pays industrialisés, et certainement le plus élevé de l'histoire canadienne. Par ailleurs, tous les mois, la moitié des familles canadiennes sont à 200 \$ de l'insolvabilité. Il faut se demander pourquoi, lorsqu'on parle de ralentissement économique, on ne dit pas que la situation des familles canadiennes n'a jamais été aussi précaire.

La qualité de vie des Canadiens s'est détériorée au cours des dernières décennies. La crise du logement fait en sorte que des dizaines de milliers de Canadiens n'ont même pas un toit sur la tête. Près de sept millions de Canadiens ne peuvent se procurer les médicaments dont ils ont besoin pour rester en santé et, dans bien des cas, pour rester en vie. Des millions de Canadiens n'ont pas accès à des soins dentaires de base.

Il y a deux semaines, nous avons parlé à la Chambre de l'importance de pouvoir bénéficier de soins dentaires de base plutôt que de baisses d'impôt pour ceux qui gagnent des salaires dans les six chiffres. Même si le gouvernement a voté contre cette idée, elle a quand même touché une corde sensible parmi la population. La semaine dernière, alors que nous étions dans nos circonscriptions, mes concitoyens m'ont en effet parlé de l'importance d'instaurer des soins dentaires de base au Canada.

• (1240)

Les communautés autochtones sont dans un état déplorable à cause du manque d'investissements.

On parle du ralentissement économique, mais que celui-ci découle de la COVID-19 ou de toute autre chose, les Canadiens ont en fait l'impression qu'on ne leur accorde pas la priorité depuis des décennies.

Selon le directeur parlementaire du budget, chaque année, ce sont 26 milliards de dollars qui se retrouvent dans des paradis fiscaux. Les sociétés riches et rentables s'en servent pour y placer impunément de l'argent à l'étranger, de l'argent qui devrait rapporter de l'impôt et être investi pour le bien de tous. Le secteur bancaire a reçu d'importants cadeaux, tout comme Loblaw's, qui a reçu 12 millions de dollars pour un réfrigérateur. Il y a eu bien d'autres cas encore d'aide aux entreprises parasites.

Cela montre simplement à quel point le gouvernement actuel et le gouvernement précédent ont cessé de répondre aux besoins des Canadiens. En ce qui a trait aux ralentissements économiques, il faut d'abord et avant tout accorder la priorité aux familles canadiennes, commencer à investir dans l'assurance-médicaments, les soins dentaires de base et le logement abordable et veiller à ce que les investissements dont les communautés autochtones sont privées depuis des décennies soient enfin faits. Ce sont toutes des choses qui vont contribuer à remédier au ralentissement économique que vivent les familles canadiennes.

J'aimerais maintenant parler d'un autre élément crucial. Le problème des changements climatiques a des répercussions profondes sur l'économie canadienne. Il y a deux semaines, des représentants du Bureau d'assurance du Canada ont comparu devant le comité des finances, où ils ont parlé d'un passif assuré de 5 milliards de dollars par année et de coûts économiques également de 5 milliards de dollars par année. Il s'agit donc d'une facture de 10 milliards de dollars attribuable aux changements climatiques, facture qui ne cesse de

s'alourdir. Comme les députés le savent, la Table ronde sur l'environnement et l'économie prévoit que la facture s'élèvera à 45 milliards de dollars par année au cours des 20 prochaines années.

Quand on parle de ralentissement économique, il est plus important que jamais dans l'histoire du pays d'assurer la transition nécessaire afin que l'on s'occupe convenablement des travailleurs et que l'on investisse dans l'énergie verte. Au lieu de cela, le gouvernement a décidé de dépenser plus de 17 milliards de dollars pour subventionner le fiasco du pipeline Trans Mountain, un projet qui n'est pas rentable. Comme ce pipeline ne pouvait tout simplement pas être construit par le secteur privé, le gouvernement a pris la relève et dépense sans compter dans ce projet. Avec une facture se chiffrant à 17,1 milliards de dollars, c'est un projet déficitaire. Plus de 100 millions de dollars ont été engloutis l'an dernier. Pendant les travaux du comité des finances, j'ai demandé au ministre des Finances quel montant maximal le gouvernement était prêt à investir dans Trans Mountain, soit 25 ou 30 milliards de dollars, ou encore s'il n'y avait aucune limite. Il n'a pas pu me répondre.

À une époque où nous constatons les conséquences et le ralentissement économiques liés aux changements climatiques et où il est crucial d'investir dans l'énergie propre et la transition de l'économie, nous voyons plutôt le gouvernement actuel, comme le gouvernement précédent, donner de l'argent aux lobbyistes du secteur pétrolier et gazier. Le gouvernement semble prêt à consentir des subventions illimitées au secteur pétrolier et gazier au lieu de les réduire et de les orienter plutôt vers l'énergie propre. Je sais que les travailleurs du secteur énergétique albertain aimeraient que ces investissements soient faits dans les sources d'énergie propre. Je sais aussi qu'ils souhaitent qu'on investisse dans les 100 000 puits de pétrole obturés en Alberta et en Saskatchewan, ainsi que dans l'énergie géothermique, qui présente un potentiel immense. Au lieu de cela, le gouvernement gaspille des dizaines de milliards de dollars pour soutenir Trans Mountain.

Ce sont les questions qui se posent lorsque nous parlons du ralentissement économique. Nous devons commencer à faire ces investissements pour opérer la transition dès maintenant, alors que le ralentissement économique lié aux changements climatiques nous frappe. Nous devons commencer à réinvestir dans les familles afin qu'elles ne soient plus laissées pour compte. C'est la raison d'être de la motion M-1, une motion d'initiative parlementaire concernant un New Deal vert, dont le Parlement est saisi et que nous espérons mettre aux voix cette année.

C'est ce genre de mesures qui amélioreront la vie des familles et protégeront notre pays et notre planète. J'espère sincèrement que les effets des changements climatiques et le ralentissement économique qui en découlent sont pris au sérieux par tous les députés.

• (1245)

L'hon. Wayne Easter (Malpeque, Lib.): Madame la Présidente, le député s'est prononcé à maintes reprises contre l'oléoduc Trans Mountain et l'investissement de 7,8 milliards de dollars du gouvernement dans ce dernier. Le gouvernement investit dans cet oléoduc pour de nombreuses raisons. C'est notamment pour les emplois, mais c'est surtout pour créer un autre marché d'exportation pour les ressources naturelles du Canada.

Je tiens à expliquer au député les facteurs économiques derrière cette dépense. Il existe un concept que l'on appelle le rabais de l'Alberta. Le pétrole canadien se vend à rabais sur le marché parce que nous n'avons d'autre choix que de le vendre aux États-Unis. Ce rabais représente de 15 à 28 % du prix du baril de pétrole.

Travaux des subsides

L'oléoduc serait plus sûr et plus écologique, mais, si nous pouvions nous débarrasser du rabais de l'Alberta, les Canadiens pourraient obtenir 587 milliards de dollars de plus par année. Le Canada perd 1,8 milliard de dollars par jour à cause du rabais de l'Alberta, et pourtant, le député s'oppose constamment à un oléoduc qui nous permettrait de vendre notre pétrole au cours du marché. Franchement.

M. Peter Julian: Madame la Présidente, je ne sais même pas par où commencer.

Tout d'abord, je viens de l'industrie pétrolière. J'ai travaillé à la raffinerie Shellburn, qui est maintenant fermée, et il est justement là, le problème, sans compter que les chiffres du député sont complètement faux. On ne parle plus de 7,6 milliards de dollars; le coût de Trans Mountain s'élève maintenant à près de 13 milliards de dollars, et cela n'a pas fini d'augmenter. Le député devrait mettre ses chiffres à jour.

Le rabais ne s'applique pas aux sociétés intégrant extraction et transformation. Suncor, Esso et Husky valorisent et raffinent leurs produits pétroliers au Canada et elles profitent de cet écart de prix. Le problème, c'est que nous aidons largement des sociétés qui refusent de valoriser et de raffiner leurs produits pétroliers au Canada, et beaucoup d'entre elles, pour ne pas dire la plupart, appartiennent à des intérêts étrangers.

Nous subventionnons, de manière massive et sans précédent, des cadres de l'industrie des hydrocarbures qui savent pertinemment que le projet Trans Mountain n'est absolument pas viable. En raison de l'augmentation des coûts, même les expéditeurs devront être subventionnés.

Je suis prêt à débattre de la question n'importe quand avec le député de Malpeque. J'ai beaucoup de respect pour lui, mais il n'en reste pas moins que ses chiffres ne tiennent pas la route.

Mme Cheryl Gallant (Renfrew—Nipissing—Pembroke, PCC): Madame la Présidente, je suis ravie que le député de New Westminster—Burnaby ait signalé le fait que les compagnies d'assurance utilisent maintenant les changements climatiques comme prétexte pour augmenter leurs primes. Pour tout dire, elles vont se servir de ce phénomène pour s'enrichir.

Ma question porte sur un sujet dont le député de Malpeque et moi-même avons discuté à Toronto lors de la conférence de l'ACPE, qui portait sur une nouvelle forme d'énergie propre qui n'émet aucun gaz à effet de serre. En fait, il s'agit d'une forme d'énergie existante qui a été modifiée. Je songe ici aux petits réacteurs modulaires et aux microréacteurs, qui pourraient remplacer le carburant diesel dans l'Arctique. Le député de Malpeque a dit que l'installation d'un microréacteur ou d'un petit réacteur modulaire dans son usine à frites permettrait de réduire considérablement le nombre de camions en circulation sur les routes.

Puisque le député qui vient de s'exprimer souhaite créer un environnement propre et sans émissions de gaz à effet de serre, est-il prêt à faire en sorte que les microréacteurs et les réacteurs modulaires soient introduits sur le marché très bientôt?

M. Peter Julian: Madame la Présidente, j'ai toujours aimé travailler avec la députée.

Comme elle le souligne, plus de 600 collectivités autochtones du Nord isolées dépendent du diesel, transporté par avion. Tous ceux qui ont voyagé dans le Nord ont vu les dépotoirs de déchets toxiques créés à un ou deux kilomètres des collectivités en raison

de cette dépendance au diesel. Vu le coût élevé du transport du diesel par avion, auquel s'ajoute le coût tout aussi élevé de l'élimination des contenants, nous devons absolument faire la transition vers des sources d'énergie propres, que je préconise. Ainsi, ces collectivités pourront développer leurs propres réseaux et offrir les débouchés économiques qui vont de pair avec l'énergie verte. Il faudra le leadership du gouvernement fédéral pour veiller à ce que ces quelque 600 collectivités puissent accomplir la transition vers l'énergie propre.

• (1250)

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Madame la Présidente, c'est un honneur pour moi de prendre la parole à la Chambre au sujet de cette motion.

Comme les députés l'ont entendu, le Nouveau Parti démocratique appuie la motion, qui demande au gouvernement de veiller à ce que la Chambre reçoive les documents concernant des avertissements de ralentissements économiques, leurs effets potentiels sur le cadre financier ou des avis ou recommandations sur la façon d'y faire face.

La motion à l'étude ne pourrait pas arriver à un meilleur moment puisque, aujourd'hui même, le TSX est tombé à son niveau le plus bas depuis 1987 et les prix du pétrole ont chuté d'environ 30 %. Les craintes et l'incertitude associées à la COVID-19, cette maladie à coronavirus qui se répand à l'échelle mondiale, ont des conséquences. Quand on voit le prix du pétrole subir une telle dégringolade, on sait que le secteur de l'énergie perdra des milliers d'emplois. Cette situation aura des répercussions sur les familles et les collectivités de l'Alberta et de partout au pays, puisque des gens de partout viennent en Alberta pour travailler dans les exploitations de sables bitumineux. La situation touchera les personnes vulnérables qui ont du mal à joindre les deux bouts. On sait que l'endettement des ménages grimpe en flèche et que 50 % des Canadiens sont à 200 \$ de l'insolvabilité. Ces gens ressentiront rapidement les effets de la situation actuelle.

Dans ma circonscription, 10 000 emplois dépendent du tourisme. Comme on peut l'imaginer, les gens craignent fortement que la crise mondiale nuise aux voyages et au tourisme.

Je m'inquiète beaucoup pour les plus vulnérables, notamment ceux qui n'ont pas les moyens de s'offrir un logement. Le gouvernement s'est engagé à loger 50 % des sans-abri au cours des 10 prochaines années. De toute évidence, c'est insuffisant. Il y a des gens qui n'ont pas assez d'argent pour payer leurs médicaments et doivent choisir entre payer le loyer, se nourrir ou faire exécuter leur ordonnance. Il y a des gens qui n'arrivent pas à se trouver un emploi parce qu'il leur manque des dents ou qui souffrent en permanence parce qu'ils n'ont pas accès aux soins dentaires dont ils ont besoin. Le gouvernement n'a toujours pas présenté un plan pour aider ces gens très vulnérables et les Canadiens ordinaires qui s'efforcent de joindre les deux bouts.

Le coût du logement monte en flèche. Cela touche les personnes de même que le milieu des affaires dans nos collectivités. Le logement abordable est la principale préoccupation de chacune des six chambres de commerce de ma circonscription. Ce problème limite la croissance. Même les propriétaires de petites entreprises ont de la difficulté à trouver un endroit où vivre. Le gouvernement n'a pas répondu à ces grandes préoccupations que les gens nous ont communiquées et que nous avons soulevées à Ottawa.

Nous sommes en situation de crise climatique. Le GIEC a exhorté tous les gouvernements de cette planète extraordinaire que nous partageons à réduire les émissions mondiales de 40 % d'ici 2030, et le gouvernement du Canada n'a toujours pas de plan pour atteindre cette cible déterminante. Nous avons 12 ans pour le faire, mais rien n'a été fait en ce sens.

Nous n'avons pas accru notre résilience en diversifiant notre économie de manière à nous protéger lorsque les cours des matières premières s'effondrent, comme on le constate aujourd'hui. Nous voyons plutôt des riches, des PDG et de grandes entreprises qui reçoivent des cadeaux. Loblaw's et Mastercard ont reçu respectivement 12 millions de dollars et 50 millions de dollars en cadeau. Pendant ce temps, Mastercard continue d'imposer aux petits entrepreneurs des frais de transaction parmi les plus élevés du monde. Le gouvernement a proposé un taux volontaire de 1,4 % pour les frais d'interchange, alors que le pourcentage est de 0,5 % en Europe et de 0,3 % en Australie. Le gouvernement continue sans cesse de protéger les grandes entreprises, de maintenir l'échappatoire fiscale des options d'achat d'actions pour les PDG et de soutenir les paradis fiscaux, qui nous font perdre annuellement 26 milliards de dollars qui pourraient servir à financer un régime de soins dentaires abordables pour les Canadiens.

Nous savons que le gouvernement a maintenu les mêmes transferts en santé que ceux proposés sous le gouvernement conservateur de Stephen Harper, ce qui contribue au sous-financement chronique du système de santé. Les hôpitaux sont débordés. Les régions rurales peinent à attirer des médecins ou à investir dans les réseaux de soins de santé primaires, qui sont absolument essentiels pour que le système de santé puisse servir les Canadiens plus efficacement.

• (1255)

Le gouvernement verse des transferts en santé insuffisants, ce qui a des effets bien réels pour les personnes les plus vulnérables, surtout les aînés et les personnes qui ont des problèmes de santé. Nous devons bientôt faire face à une crise. Le coronavirus est sur le point de frapper le pays, et le système de santé canadien n'est pas prêt à le gérer comme il le devrait. C'est une situation qui aurait pu être atténuée si seulement nous avions cessé de faire des cadeaux aux entreprises et d'aider les riches à transférer leur argent à l'étranger.

Nous savons que les conservateurs réduisent sans cesse les services. Nous sommes donc inquiets. Y a-t-il un plan économique pour maintenir les services et aider les gens qui peinent à joindre les deux bouts? Les néo-démocrates cherchent un plan qui opérera véritablement une transition. Nous parlons du système de santé, et le gouvernement devrait saisir l'occasion pour bonifier les transferts aux provinces. Le pays serait ainsi mieux préparé à gérer une crise comme celle du coronavirus.

Nous avons besoin d'une assurance-médicaments. Les néo-démocrates ont présenté les coûts du régime qu'ils proposent. Ils ont montré que, au bout du compte, il permettrait d'économiser en plus d'éviter que les gens soient obligés de faire des choix difficiles.

Nous avons présenté à la Chambre une proposition visant l'instauration d'un régime national de soins dentaires, proposition qui a été rejetée par les libéraux. Elle aurait plafonné la réduction d'impôt destinée à la classe moyenne pour les gens qui gagnent plus de 90 000 \$ par année afin que toutes les personnes ayant un revenu annuel inférieur reçoivent les soins dentaires dont elles ont besoin. Les libéraux ont raté là toute une occasion. Une telle initiative au-

Travaux des subsides

rait été bonne pour le PIB. Elle aurait allégé le fardeau des petites entreprises qui veulent offrir des assurances privées à leurs employés, mais qui n'ont pas les moyens de le faire. Elle aurait réduit le nombre de jours de travail perdus et elle aurait permis aux employeurs de prendre soin de leur atout principal: leurs employés. Nous savons qu'il s'agit là de possibilités d'investissement cruciales.

Nous entendons beaucoup parler de la crise du logement. Hier, en route pour Ottawa, je suis tombé sur mon bon ami Thomas au poste d'essence. Thomas est sans abri depuis près d'un an. Il m'a dit qu'il n'y a tout simplement nulle part où vivre et qu'il est incapable de trouver un bon emploi. Thomas est Autochtone, et le gouvernement ne dispose toujours pas d'une stratégie sur le logement en milieu urbain ou rural pour les Autochtones.

Dans ma circonscription, il y a des Canadiens ordinaires qui ont deux ou trois emplois et qui n'arrivent pas à se trouver un logement. Les parents seuls sont les plus vulnérables à cette réalité. Le gouvernement parle de son plan de logement, mais ce dernier traîne encore. Le plan de logement devrait être financé dès le départ, pas ultérieurement. Les néo-démocrates exhortent le gouvernement à accélérer ses investissements pour aider les personnes les plus vulnérables.

En ce qui concerne l'énergie propre, c'est maintenant que le gouvernement doit présenter un plan d'urgence pour que les Canadiens soient en mesure de composer avec la baisse des cours des matières premières, et investir dans l'avenir des Canadiens en misant sur l'énergie propre et une banque climatique, comme nous l'avons proposé dans notre campagne. Le gouvernement pourrait financer une banque climatique et l'énergie propre dans l'ensemble du pays, notamment dans les régions qui seront les plus durement touchées par la chute du prix du pétrole.

Les électeurs de ma circonscription attendent désespérément des fonds pour le rétablissement des stocks de saumon. Le gouvernement doit investir dans l'avenir et faire le nécessaire pour que le saumon redevienne aussi abondant qu'auparavant. C'est nécessaire pour notre économie et notre sécurité alimentaire, sans oublier notre écosystème et notre culture. Port Alberni, qui est le seul port en eau profonde de la côte ouest de l'île de Vancouver, veut un dock flottant. Un investissement de la sorte contribuerait à atténuer l'achalandage des docks flottants, un problème manifeste de l'Oregon jusqu'en Alaska. Il s'agit d'une occasion de créer des emplois.

Mon collègue de New Westminster—Burnaby a parlé de communautés autochtones qui se font livrer du diésel. Il y a une communauté appelée Hesquiat qui collabore avec le gouvernement, mais le processus traîne en longueur. C'est le moment d'investir dans des communautés comme celle-là, pour qu'elles puissent laisser tomber le diésel au profit d'énergies propres. Ces communautés sont en attente de ces investissements stratégiques importants.

Concernant la lutte contre les incendies, nous savons que la saison des incendies approche. Nous devons investir dans les moyens de lutte contre les incendies afin d'être prêts à intervenir partout au pays lorsque la situation l'exige. Nous avons besoin d'un plan stratégique. Dans ma circonscription, il y a une entreprise dynamique appelée Coulson Aviation, avec laquelle le gouvernement a déjà fait de l'excellent travail. C'est l'occasion pour nous de continuer sur cette lancée.

Travaux des subsides

Nous avons besoin d'un plan dès maintenant pour faire face à la crise actuelle. Les néo-démocrates demandent au gouvernement de faire ce qu'il faut et de présenter un plan d'aide d'urgence qui profitera aux Canadiens.

• (1300)

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, je trouve toujours intéressant d'entendre les conservateurs dire qu'on en fait trop, qu'on dépense trop et qu'il faut reprendre en main le déficit. Mes collègues néo-démocrates, eux, vont dans la direction opposée: ils disent qu'il faudrait dépenser des milliards et des milliards de dollars de plus dans des domaines comme la santé.

Je me plais à penser que nous avons bien réussi à axer nos efforts sur la classe moyenne canadienne. Parmi les exemples de cette réussite, notons que des milliers d'enfants ont été sortis de la pauvreté, que des milliers d'ainés ont été sortis de la pauvreté et que nous avons redonné des centaines de millions de dollars aux Canadiens de la classe moyenne de façon à augmenter leur revenu disponible afin de soutenir la croissance économique du pays.

Les néo-démocrates semblent vouloir beaucoup parler de l'assurance dentaire aujourd'hui. Je me demande si le député pourrait expliquer pourquoi, alors que son parti formait l'opposition officielle il y a quelques années, il n'en parlait presque jamais. Serait-ce parce que nous avons décidé de travailler à la question de l'assurance-médicaments que le NPD veut maintenant qu'on ajoute l'assurance dentaire?

M. Gord Johns: Madame la Présidente, le dossier de l'assurance-médicaments n'a pas progressé sous les libéraux depuis qu'ils l'ont inscrit dans le Livre rouge de 1993. Nous le soulevons parce qu'ils n'ont toujours rien fait à cet égard. Encore aujourd'hui, des gens n'ont pas les moyens de se procurer les médicaments qui leur sont prescrits et dont ils ont besoin. Nous parlons d'instaurer l'assurance dentaire parce que c'est logique.

La première réduction d'impôts consentie à la classe moyenne par les libéraux n'a rien apporté aux personnes qui gagnent 45 000 \$ par année ou moins, tandis que les personnes qui gagnent plus de 100 000 \$ par année ont obtenu 700 \$. C'est illogique. Cela n'a pas aidé les gens dont parle le député.

En ce moment, les libéraux ont une occasion en or d'investir dans la transition vers l'énergie propre, vers un avenir qui fonctionne pour tout le monde, d'investir dans les gens. Nous savons que, lorsque nous investissons dans les soins de santé, cela permet de réaliser des économies à long terme. La même chose vaut pour le logement.

Par conséquent, nous demandons aux libéraux d'effectuer ces investissements essentiels plutôt que de permettre à leurs amis de transférer de l'argent dans des paradis fiscaux à l'étranger, de permettre les échappatoires fiscales liées aux options d'achat d'actions dont profitent les PDG ou de renflouer leurs amis du milieu des affaires.

M. Glen Motz (Medicine Hat—Cardston—Warner, PCC): Madame la Présidente, certaines des demandes formulées par mon collègue dans son discours sont honorables. De toute évidence, nous devons fournir des fonds pour remédier à certaines lacunes au pays. Cela dit, il y a une incohérence.

Comment le député et son parti peuvent-ils demander encore et toujours plus, d'une part, mais constamment appuyer les tentatives du gouvernement en vue de faire échouer notre secteur de l'énergie, d'autre part, quand on sait que 15 % de l'économie du Canada repose sur les activités du secteur pétrolier et gazier d'un océan à l'autre?

M. Gord Johns: Madame la Présidente, mon collègue et ami vient de l'Alberta, la province qui, on le sait, est la plus durement touchée par la chute du prix du pétrole. En ce moment, c'est d'abord et avant tout l'économie mondiale qui fait dérailler l'économie pétrolière et le secteur pétrolier.

Nous, nous parlons de tout l'argent que le gouvernement continue d'injecter dans le secteur pétrolier et gazier, qu'il s'agisse de son plan d'affaires malavisé concernant le pipeline TMX ou de ses éternelles subventions aux entreprises pétrolières. Cet argent devrait plutôt être investi dans une transition vers des sources d'énergie propres afin de permettre à l'Alberta de rester le moteur économique du pays. Nous avons en ce moment l'occasion de faire des investissements stratégiques record dans l'énergie propre.

Le député constatera que, de ce côté-ci de la Chambre, même quelqu'un provenant d'une région côtière de la Colombie-Britannique peut être sincèrement en faveur de tels investissements dans les régions qui seront les plus touchées par ce ralentissement de l'économie pétrolière. De tels investissements sont tournés vers l'avenir et visent à rendre les collectivités — en particulier celles de la région du député — moins vulnérables. Je comprends vraiment la passion dont fait preuve le député, sans parler de l'inquiétude qu'il éprouve à l'égard de sa collectivité et de sa province et de sa détermination à les défendre.

• (1305)

M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NPD): Madame la Présidente, quand l'économie se met à tourner au ralenti, ce sont souvent les plus démunis et les travailleurs précaires qui sont touchés en premier, et qui le sont le plus durement. J'aimerais que mon collègue explique à la Chambre pourquoi le gouvernement doit absolument fournir l'information demandée, car les députés pourront alors analyser ses recommandations et voir si ses programmes permettent concrètement de juguler la crise qui se coupe actuellement le pays.

M. Gord Johns: Madame la Présidente, la Chambre des communes et les parlementaires doivent absolument, surtout dans des situations comme celle-ci, avoir les moyens de scruter les plans du gouvernement à la loupe et dans la transparence la plus totale s'ils veulent ensuite les améliorer et faire en sorte que tous les Canadiens puissent se faire entendre.

Le gouvernement doit absolument transmettre l'information demandée à la Chambre afin que celle-ci puisse en débattre et la décortiquer. C'est essentiel si nous voulons avoir un plan à offrir aux Canadiens.

Mme Cheryl Gallant (Renfrew—Nipissing—Pembroke, PCC): Madame la Présidente, je vais partager mon temps de parole avec le député d'Edmonton Griesbach.

En tant que députée de Renfrew—Nipissing—Pembroke, je suis heureuse de pouvoir prendre la parole à propos de la motion présentée par mon collègue de la circonscription de l'Est ontarien de Carleton.

Travaux des subsides

Cette motion porte sur une occasion ratée. Quand le gouvernement conservateur précédent a quitté le pouvoir, il a laissé de bonnes ressources financières et un budget équilibré établi grâce à une gestion prudente des finances publiques. Le ministre des Finances a tout gaspillé. L'équilibre budgétaire n'est pas un objectif qu'on souhaite atteindre au siècle prochain. Les Canadiens s'attendent à ce qu'il soit atteint au cours de cette décennie-ci.

Il y a un manque absolu de leadership au Parti libéral aujourd'hui. Les Canadiens n'ont pas encore obtenu une réponse cohérente de la part du premier ministre pendant la période des questions depuis que son parti a perdu le vote populaire aux dernières élections; il a conservé la même attitude arrogante qu'il avait avant les élections. Les Canadiens méritent mieux.

Les Canadiens se demandent maintenant si plus rien ne va au Canada. La réponse que j'entends à cette question de la part de Canadiens de tous les horizons est oui. Le gouvernement actuel a adopté des politiques inefficaces qui sèment la division et sont en train de faire éclater le pays. Il est évident, vu les événements récents, que le Canada se trouve actuellement à un moment charnière. Au cours d'une récente période des questions, notre collègue de l'Alberta a demandé poliment si le premier ministre voulait que l'Alberta reste au sein du Canada. Les Canadiens attendent toujours une réponse.

En 2020, pouvons-nous remettre les pendules à l'heure dans ce monde en constante évolution, ce monde qui croule sous les peurs fabriquées de toutes pièces par rapport à la météo, et sous les politiques bidon comme la tarification du carbone? De telles politiques n'aident en rien l'environnement, mais servent plutôt à augmenter les impôts afin de récompenser les petits amis du Parti libéral.

Pouvons-nous surmonter les troubles économiques, politiques et sociaux que le gouvernement a créés en faisant des promesses aux Canadiens autochtones et en permettant à une femme autochtone d'occuper un siège important au sein du Cabinet avant de l'expulser du Parti libéral pour avoir défendu la primauté du droit au Canada? Cette ancienne ministre de la Justice avait pourtant passé le test de la démocratie haut la main. Le premier ministre a lamentablement manqué à ses engagements envers les Canadiens en traitant ainsi une femme de cette envergure.

Bonne Journée internationale des femmes, monsieur le premier ministre.

C'est là un message important que le tripoteur a envoyé aux femmes et aux autochtones. Les gestes sont plus éloquentes que les paroles. Les Canadiens...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Le député de Hull—Aylmer invoque le Règlement.

M. Greg Fergus: Madame la Présidente, je crois qu'il est contraire au Règlement de parler des autres députés en termes injurieux. Je pense que si la Présidente consultait le compte rendu, elle constaterait que la députée a qualifié un député de « tripoteur ».

• (1310)

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): La députée souhaite-t-elle retirer ce qu'elle a dit?

Mme Cheryl Gallant: Madame la Présidente, je crois que cela relève du débat.

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Les mots employés par les députés ne relèvent pas du débat. Je recom-

mande vivement de consulter le hansard, mais je pense que le mot a été utilisé de façon inappropriée.

Mme Cheryl Gallant: Madame la Présidente, si le mot figure dans la liste de termes inappropriés, je le retirerai.

Les gestes sont plus éloquentes que les paroles, et les Canadiens se méfient beaucoup des efforts qui visent à inciter à la haine et à la suspicion. Les Canadiens ne sont pas un peuple violent et il est temps que le Parti libéral cesse de se servir des citoyens respectueux des lois, comme les propriétaires d'armes à feu, pour stimuler sa base militante de gauche. Les libéraux doivent arrêter de gaspiller l'argent des contribuables pour créer des problèmes qui ne font que semer la division.

La motion d'aujourd'hui exige que des renseignements dont la collecte a été payée avec l'argent des contribuables soient rendus publics. En fonction des renseignements accessibles, je comprends que le gouvernement refuse d'être ouvert et transparent avec les Canadiens lorsque je vois d'où il paie pour ses conseils.

L'ancienne ministre de l'Environnement a pris la décision de créer l'Institut canadien pour des choix climatiques et de lui verser 20 millions de dollars des poches des contribuables pour un rapport étayant son point de vue. Je cite une analyse indépendante de l'observateur averti Parker Gallant, avec qui je n'ai aucun lien de parenté, sur ce que ces 20 millions de dollars en fonds publics ont coûté aux Canadiens:

À lire le rapport intitulé « Les principaux risques des changements climatiques pour le Canada » publié en juillet 2019 par le « comité d'experts » sur les « risques posés par les changements climatiques et les possibilités d'adaptation », on pourrait croire que le rapport intitulé « Tracer notre voie » récemment publié par l'Institut canadien pour des choix climatiques, l'ICCC, constitue une mise à jour, mais ce n'est pas le cas! La mise en parallèle des deux rapports met en évidence les mots de l'ancienne ministre de l'Environnement [...] qui avait affirmé que « [lorsqu'on] parle plus fort, qu'on répète et qu'on se concentre sur un thème, les gens finissent par croire ce qui est dit sans poser de question ». Le rapport récemment rendu public par l'ICCC est un exemple concret d'application de cette citation et les contribuables ont donné 20 millions de dollars à l'ICCC pour qu'il s'assure que nous croyions « ce qui est dit sans poser de question ».

Le « comité d'experts » qui a pondu le premier rapport fait partie du « Conseil des académies canadiennes ». Ce conseil, formé en 2002, ne survit depuis 18 ans que grâce à un financement public de 45 millions de dollars. Il doit produire cinq rapports chaque année sur demande du gouvernement fédéral. Le rapport sur les risques des changements climatiques pour le Canada a été produit en réponse directe à une demande du Conseil du Trésor du Canada. Sept des membres du « comité d'experts » et des « participants aux ateliers » du Conseil des académies canadiennes font partie du groupe « d'experts » de l'ICCC et huit de ces experts de l'ICCC sont également cités en référence dans le rapport du Conseil des académies canadiennes. Un de ces experts est Blair Feltmate, président de l'Intact Centre de l'Université de Waterloo. Inutile de rappeler que les deux rapports reposent en grande partie sur les renseignements de l'industrie de l'assurance quant à l'augmentation des réclamations causée par les « changements climatiques ». Les deux rapports font état de catastrophes à venir et font des comparaisons similaires avec des événements survenus dans le passé qu'ils attribuent aux « changements climatiques ». Parmi ces événements, notons les incendies de forêt de Fort McMurray, qui auraient causé des réclamations d'assurance qu'on évalue à 1,4 milliard de dollars. Un reportage de la CBC concernant les incendies affirmait pourtant que « les enquêteurs en incendies de forêt de la province ont établi que l'incendie avait probablement été provoqué par "l'activité humaine" ».

À la page 2 du rapport du Conseil des académies canadiennes se trouve une carte du Canada montrant dix des « principaux risques des changements climatiques pour le Canada » et l'un d'eux indique que la « [b]aisse du niveau d'eau des Grands Lacs nuit au transport maritime, à la production hydroélectrique et aux activités récréatives ». Comme je l'indiquais plus haut, le rapport du Conseil a été publié en juillet 2019, deux ans après qu'on ait dit aux Ontariens que le lac Ontario venait de connaître une crue « qui ne survient que tous les 100 ans ». Des inondations encore plus importantes sont survenues en 2019 et ont fracassé les records. Apparemment, les « experts » qui ont produit le rapport n'étaient pas au courant de ces événements forts médiatisés et ils n'ont rien mentionné au sujet du « plan de 2014 »!

Travaux des subsides

Pour les Canadiens qui n'en ont pas entendu parler, le Plan 2014 est la politique du gouvernement fédéral visant à créer 26 000 hectares, ou 64 000 acres, de terres humides en inondant des propriétés situées dans le bassin hydrographique du lac Ontario et du fleuve Saint-Laurent, qui comprend le bassin versant de la rivière des Outaouais. Qu'arrive-t-il quand des propriétaires qui ont été durement touchés par des inondations catastrophiques osent remettre en question la politique libérale visant à inonder leur domicile? Ils se font violemment critiquer par les personnes soigneusement choisies par le gouvernement libéral pour faire la promotion de cette politique.

• (1315)

Pierre Béland, coprésident canadien de la Commission mixte internationale, est l'une des trois personnes nommées par les libéraux à la Commission pour surveiller la politique d'inondation de ces derniers. J'ai trouvé très insultant qu'il dise à la présidente bénévole de United Shoreline Ontario de se la fermer. Après qu'on a dénoncé son commentaire, il a présenté des excuses bidon et rejeté du revers de la main les préoccupations des victimes d'inondations, ce qui a été encore plus insultant.

À titre d'information, voici la réponse donnée au président Béland par la présidente d'un groupe de victimes d'inondations qui tente de se faire entendre de façon équitable par un gouvernement insensible qui a dépensé 20 millions de dollars en deniers publics pour se faire dire que le problème des Grands Lacs, c'est qu'ils n'ont pas assez d'eau.

« Oui, vous avez profondément offusqué [...] la femme, la mère, la propriétaire, la victime d'inondations, la bénévole, la défenseuse en moi, mais aussi la Canadienne qui a le droit d'être entendue et qui ne mérite pas d'être ignorée par les personnes au pouvoir. Je vous remercie de m'avoir expliqué la raison pour laquelle je méritais tant votre réaction. Nous considérons que notre position est raisonnable et fondée sur des données probantes. Nous demandons un juste équilibre. La description que vous faites de mon interprétation de la situation comme étant biaisée n'est que votre opinion. En réponse à vos allégations, nous indiquons que le chiffre 250 est concevable, même si nous expliquons que personne ne peut faire de prédictions. Si vous écoutez l'enregistrement des événements qui se sont tenus à Toronto et à Kingston cette semaine, vous entendrez mot pour mot — et c'est répété à tous les événements —, « Il faut prévoir le pire et espérer que tout ira pour le mieux. » Vous devriez peut-être réfléchir au fait que le secteur de la navigation commerciale a un intérêt exclusif tout comme celui de l'hydroélectricité. De plus, tous deux reçoivent un énorme financement et ont un pouvoir incroyable et ont accès à la Commission mixte internationale et aux médias. L'organisme United Shoreline Ontario n'est pas financé ni représenté et est épuisé à force d'essayer désespérément de se faire entendre. Le ton désinvolte, misogyne et irrespectueux de votre courriel ne fait que confirmer que l'opinion de United Shoreline Ontario n'est ni respectée ni reconnue. Je quitterai mes fonctions au sein de l'organisme le 1^{er} mai, après que le président canadien de la Commission mixte internationale ait suggéré que je prenne une pause. »

M. Béland, nommé par les libéraux, a perdu toute crédibilité auprès des Canadiens.

[Français]

M. Greg Fergus (secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor et de la ministre du Gouvernement numérique, Lib.): Madame la Présidente, j'étais un peu perplexe en écoutant les commentaires de ma collègue du Parti conservateur

puisque son discours reposait sur la notion voulant que les craintes à l'endroit des changements climatiques soient inventées de toutes pièces.

Est-elle au courant que plus de 96 % des scientifiques de la planète s'entendent pour dire que les changements climatiques sont causés par l'activité humaine?

[Traduction]

Mme Cheryl Gallant: Madame la Présidente, ce n'est pas l'objet du débat d'aujourd'hui. Une telle arrogance dépasse l'entendement, même pour un libéral.

Si Pierre Béland n'agit pas en homme d'honneur en offrant sa démission au ministre des Affaires étrangères, qui doit rendre des comptes au Parlement au sujet de la Commission mixte internationale, le député fera-t-il ce qui s'impose? Le démettra-t-il de son poste au conseil de la Commission mixte internationale immédiatement, avant la prochaine saison des inondations?

Il faut le faire immédiatement si le gouvernement du Canada veut pouvoir faire confiance à la représentation du Canada au sein de la Commission. De mauvaises décisions découlent de mauvais conseils. Selon les historiens, on a besoin de 50 ans de perspective pour analyser des événements. Nombreux sont ceux qui croient que l'histoire jugera sévèrement le Canada pour le bilan médiocre du gouvernement libéral.

[Français]

M. Greg Fergus: Madame la Présidente, je suis le seul député à vouloir lui poser des questions. Plutôt que de continuer à lire son discours, mon honorable collègue devrait plutôt répondre à ma question: est-elle au courant que 96 % des scientifiques de partout au monde s'entendent pour dire que les changements climatiques sont causés par l'activité humaine?

• (1320)

[Traduction]

Mme Cheryl Gallant: Madame la Présidente, je suis certaine qu'un grand pourcentage des scientifiques dont les recherches dépendent du financement destiné à la lutte contre les changements climatiques s'entendent pour dire que c'est certainement ce qui change le monde.

Même si nous ne pouvons pas attendre 50 ans pour pouvoir en juger, il convient de souligner ces tendances troublantes. Nous possédons beaucoup de richesses, à la fois dans le sol et dans le cœur et l'esprit des Canadiens. Nos parents et nos grands-parents n'ont pas combattu dans deux guerres mondiales pour un pays fractionné. Ils ont plutôt combattu pour un pays qui incarne l'espoir et la justice. Le Canada se trouve à un moment charnière.

Il est grand temps que le gouvernement commence à écouter les Canadiens.

Mme Cathy McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo, PCC): Madame la Présidente, l'une des questions sur laquelle nous nous penchons aujourd'hui est le fait que le gouvernement, lorsque l'économie était prospère, a dilapidé les fonds publics sans retenue. Le défi qui se dresse devant nous aujourd'hui est la très forte probabilité d'un ralentissement économique.

Quelle est l'opinion de ma collègue sur ce que seront les répercussions à long terme? Je sais qu'elle n'en est pas à ses premières armes et qu'elle a été témoin de ce qu'un gouvernement doit faire pour assainir les finances publiques.

Travaux des subsides

Mme Cheryl Gallant: Madame la Présidente, comme toujours, quand la situation financière du pays est déplorable — parce que la dette n'a pas été allégée pendant que l'économie était prospère —, il faudra un nouveau gouvernement conservateur pour redresser les finances publiques, équilibrer le budget, travailler fort et permettre aux Canadiens de profiter du fruit de leurs efforts.

Mme Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Madame la Présidente, je suis un peu désarçonnée par les observations de la députée et les réponses aux questions. J'ai l'impression que la députée nie les changements climatiques. Peut-être n'a-t-elle pas conscience que le monde est en feu, littéralement. Le feu qui ravage toujours l'Australie est bien réel. Il existe des problèmes climatiques auxquels il faut trouver des solutions.

Les changements climatiques créent aussi des situations extrêmes en Colombie-Britannique et en Alberta. Nous avons eu des feux de forêt, des feux bien réels. Les phénomènes de ce genre continueront tant que nous n'aurons pas réglé la crise climatique.

Si nous voulons parler de prospérité économique, nous devons tenir compte de la réalité actuelle. Sinon, les générations futures devront payer pour notre inaction, ce qui serait inacceptable.

La députée reconnaît-elle que nous sommes actuellement aux prises avec une crise climatique?

Mme Cheryl Gallant: Madame la Présidente, j'étais en Australie pendant les feux et je sais que plus de 200 personnes ont été accusées d'incendie criminel. Le climat le pire de tous, c'est celui dans lequel on se contente de dépenser sans s'assurer d'avoir assez d'argent pour répondre aux besoins des Canadiens.

M. Kerry Diotte (Edmonton Griesbach, PCC): Madame la Présidente, je prends la parole aujourd'hui au sujet de l'importante motion de l'opposition. Pour nous rafraîchir la mémoire, je vais en relire le libellé. Je crois qu'il est essentiel que l'on soumette à la Chambre les documents « concernant des avertissements ou des craintes de ralentissements économiques, leurs effets potentiels sur le cadre financier ou des avis ou recommandations sur la façon d'y faire face », produits par tout ministère, organisme ou société d'État depuis 2015. Voilà ce dont nous discutons aujourd'hui.

En 2015, le premier ministre a promis qu'il n'accumulerait que quelques modestes déficits de 10 milliards de dollars avant de rétablir l'équilibre budgétaire en 2019. Les députés se souviennent-ils de cette promesse? De tout petits déficits, puis tout baignerait dans l'huile en 2019.

Nous savons ce qui s'est produit. Les déficits budgétaires se sont révélés de loin supérieurs à 10 milliards de dollars par année. L'année 2019 est derrière nous et, malgré les promesses formulées, l'équilibre budgétaire est loin d'être rétabli. Durant les quatre années de son premier mandat, le premier ministre a fait gonfler la dette nationale de plus de 72 milliards de dollars. C'est une véritable honte. La Banque du Canada vient d'abaisser radicalement ses taux d'intérêt, invoquant de sombres perspectives économiques pour le Canada et le monde entier.

Un gouvernement responsable nous aurait préparés à un ralentissement. Un gouvernement responsable aurait mis de l'argent de côté en cas d'imprévu. Or, la situation actuelle est certainement imprévue. La situation financière est absolument désastreuse. Un gouvernement responsable aurait réduit la dette en période de croissance économique. Or, le gouvernement libéral ne s'est pas montré responsable. Au lieu de faire preuve de leadership, les libéraux en ont

rajouté en faisant d'autres dépenses inutiles. Ils ont appelé cela des investissements et investir dans les Canadiens.

Pensons à certains de ces judicieux investissements. Les libéraux ont donné 50 millions de dollars à Mastercard, une multinationale qui a fait des profits de 16 milliards de dollars en 2019 seulement. Ils ont donné 12 millions de dollars à Loblaw pour que l'entreprise s'achète de nouveaux réfrigérateurs. Ils ont essentiellement décidé d'accorder une aide financière de plus de 600 millions de dollars aux médias. Fait encore plus absurde, ils ont dépensé 1 900 \$ pour des effigies en carton du premier ministre. Est-ce là une utilisation judicieuse des fonds publics? Après avoir fait fuir les investisseurs, les libéraux ont dépensé plus de 12 milliards de dollars pour le projet d'expansion de l'oléoduc Trans Mountain, qui n'a toujours pas été lancé. Pensons aussi aux 256 millions de dollars que les libéraux ont donnés à la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures pour que l'on construise des pipelines en Asie. On dirait que les projets de pipeline étrangers sont les seuls que les libéraux sont capables de mener à bien.

Il y a aussi le programme d'infrastructure de 186 milliards de dollars, qui s'est avéré un échec monumental. D'ailleurs, le vérificateur général se penche actuellement là-dessus à cause du manque de transparence et de responsabilité dont les libéraux ont fait preuve envers les Canadiens. Bref, les libéraux n'ont pas su gérer l'argent des contribuables canadiens de façon responsable. À cause de cet échec, le Canada est beaucoup plus vulnérable aux ralentissements économiques mondiaux. C'est ce que nous constatons en ce moment même.

• (1325)

Les Canadiens dans l'ensemble du pays font de grands efforts pour vivre selon leurs moyens. Ils savent qu'il n'est pas judicieux d'accumuler des dettes avec des cartes de crédit parce que cela les empêcherait de faire face aux dépenses imprévues. Or, c'est exactement ce que les libéraux font au Canada. Les libéraux ont choisi la voie facile plutôt que de faire ce qu'il y a de mieux pour notre pays.

Comparons leur feuille de route à celle de l'ancien gouvernement conservateur.

Avant la récession mondiale de 2008-2009, les conservateurs avaient remboursé plus de 37 milliards de dollars sur la dette. Cela a donné au gouvernement la flexibilité nécessaire pour affronter les défis financiers engendrés par la récession. C'est pour cette raison qu'au Canada la récession a été moins forte et plus courte que dans tous les autres pays du G7.

Dans un rapport de 2010, Philip Cross, qui était alors analyste économique en chef à Statistique Canada, a dit ce qui suit:

Une raison expliquant la faiblesse relative de la récession observée au Canada tenait à ce qu'il était en meilleure position pour faire face à la récession mondiale que d'autres grandes économies occidentales, principalement grâce aux épargnes telles qu'elles sont reflétées dans notre bilan national.

Il a ajouté ceci:

[...] la bonne santé des bilans du Canada a permis au pays d'endurer la récession et d'entrer en phase de reprise. La récession a été plus courte et moins forte au Canada que dans d'autres pays du G7, en partie parce que le flux de crédit n'a pas été perturbé comme il l'a été dans d'autres pays, et que l'épargne a permis de financer les dépenses lorsque les revenus ont temporairement baissé.

Il s'agissait là d'une bonne politique financière du gouvernement conservateur.

Travaux des subsides

Toutefois, le gouvernement libéral a délibérément fait le contraire. On dirait un mauvais épisode de *Seinfeld*. C'est pourquoi, lors des campagnes électorales de 2015 et de 2019, les conservateurs ont promis aux électeurs qu'ils agiraient de façon responsable en équilibrant le budget. En effet, nous savions qu'un gouvernement responsable devait être préparé à affronter une récession mondiale.

Il faut maintenant payer les pots cassés. Nous voyons actuellement les effets du ralentissement de l'économie mondiale. Pas plus tard qu'aujourd'hui, les marchés boursiers ont dégingolés. Les transactions ont même été interrompues. Le moins que l'on puisse dire, c'est que les perspectives économiques sont très sombres. Or, les libéraux devront faire face à cette situation à partir d'une position de faiblesse. Un véritable leadership exige de faire preuve d'une certaine prudence sur le plan financier.

Même si les libéraux ont gaspillé des milliards de dollars, ils n'ont pas assuré la réalisation des projets clés qui auraient aidé les Canadiens à traverser cette tempête. Le projet d'expansion de l'oléoduc Trans Mountain est encore loin d'être achevé. De plus, les projets Énergie Est et Northern Gateway ont tous les deux été annulés à cause des libéraux. Quant au projet Frontier de la société Teck, qui promettait la création de milliers d'emplois et la génération de milliards de dollars de revenus, il n'a jamais vu le jour à cause des tergiversations et des atermoiements du gouvernement. Même Warren Buffett retire son argent d'un projet québécois en invoquant « le contexte politique canadien ».

Au total, plus de 160 milliards de dollars d'investissements sont passés à la trappe pendant le mandat du premier ministre. C'est la conséquence directe des politiques que lui et le gouvernement libéral ont mises en place.

Prenons, par exemple, le projet de loi C-69, ou projet de loi anti-pipelines, qui complique la construction des pipelines. Nombreux sont ceux qui disent ne pas comprendre comment il serait possible de construire un nouveau pipeline dans le cadre de ce nouveau processus réglementaire. Tout le monde s'est dit contre cette mesure législative, notamment les gouvernements provinciaux, l'industrie, les collectivités et les groupes autochtones. Les libéraux sont pourtant quand même allés de l'avant avec ce projet de loi néfaste.

• (1330)

En fin de compte, nous devons revenir à la responsabilité fiscale, à des budgets équilibrés et au remboursement de la dette. Ce qui se passe aujourd'hui est un désastre.

[Français]

M. Michel Boudrias (Terrebonne, BQ): Madame la Présidente, je ne sais pas si mon collègue est conscient que deux éléments de son discours sont capitaux et essentiels si on veut résoudre les problèmes des déficits récurrents et d'endettement.

Neuf provinces sur dix, à l'horizon de 2030-2035, seront prises dans une situation de défaut de paiement, selon plusieurs études économiques sérieuses conduites dans les dernières années. L'ensemble du Canada sera susceptible d'être en défaut de paiement en ce qui a trait aux finances publiques en 2030-2035. Entretemps, les deux tiers du budget du gouvernement fédéral sont dépensés pour toutes sortes de transferts. Seulement le tiers du budget est alloué à l'offre de services publics immédiats.

Pour résoudre ce problème, mon collègue et le Parti conservateur seraient-ils favorables à ce que le fédéral se désengage des deux tiers du budget au bénéfice des provinces, afin d'enlever des pres-

sions financières et fiscales énormes sur l'ensemble de la population?

• (1335)

[Traduction]

M. Kerry Diotte: Madame la Présidente, ce qui se passe aujourd'hui est assez évident. Il suffit d'allumer la télévision. Il y a une crise. Je sais que les députés des autres partis veulent parler de la crise liée aux changements climatiques et ainsi de suite. Les changements climatiques sont réels, mais examinons la situation dans laquelle les marchés et le Canada se trouvent aujourd'hui. Nous sommes dans une impasse absolue. Ce sont les dépenses effrénées des autres partis, en particulier celles des libéraux au pouvoir, qui nous y ont amenés. Le gouvernement a dépensé sans compter pendant les périodes d'abondance, et voilà où nous en sommes aujourd'hui.

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, quand j'écoute les députés conservateurs, ce que j'entends, c'est une interprétation partisane déconnectée de la réalité. Dans les faits, la situation est bien différente de ce qu'affirment les conservateurs. Le meilleur exemple, c'est leur façon d'insister sur le déficit actuel et son augmentation. Permettez-moi de rappeler à mes amis d'en face, et surtout aux députés qui siègent depuis peu à la Chambre, que Stephen Harper a hérité d'un excédent de plusieurs milliards de dollars quand il est devenu premier ministre du Canada. Avant même que la récession s'annonce, il avait transformé cet excédent en déficit de plusieurs milliards.

Ma question pour le député d'en face est la suivante: ne serait-il pas d'accord avec moi pour dire que le mot hypocrisie serait bien choisi pour qualifier les propos tenus par les conservateurs dans cette enceinte ce matin?

M. Kerry Diotte: Madame la Présidente, voilà un bon exemple de travestissement de la réalité. Comme nous l'avons répété à maintes reprises, le gouvernement actuel a hérité d'un budget équilibré. Mais il a fait des dépenses débridées. Et il en paie maintenant le prix. C'est l'hécatombe sur les marchés aujourd'hui. C'est effrayant. Nous n'avons jamais été en aussi mauvaise posture.

Les libéraux ont fait des dépenses hallucinantes pendant des années plutôt que d'économiser en prévision d'une situation économique épouvantable, comme la situation qui survient aujourd'hui.

Mme Heather McPherson (Edmonton Strathcona, NDP): Madame la Présidente, je remarque que des sauterelles, des fourmis, des poules et d'autres bestioles se sont insérées dans notre débat aujourd'hui.

Au fil du temps, nous avons vu que les libéraux et les conservateurs n'ont pas déployé les efforts requis afin de rendre notre économie plus avantageuse pour les Canadiens de la classe moyenne. Ils ont plutôt tout fait en leur pouvoir pour améliorer le sort de leurs riches amis. Nous avons été témoins de subventions pour les sociétés, de mesures d'allègement fiscal pour les plus fortunés, ou encore de fractionnement du revenu, qui — nous le savons — donne les meilleurs résultats aux citoyens dont le revenu se situe dans les tranches supérieures. Nous savons que le travail nécessaire pour diversifier l'économie n'a pas été fait dans le passé.

Est-ce que mon collègue veut bien nous dire ce qu'un gouvernement conservateur ferait à court, moyen et long termes pour protéger l'économie, particulièrement dans ma province, l'Alberta?

Travaux des subsides

M. Kerry Diotte: Madame la Présidente, une chose que nous ferions serait de faire construire des pipelines pour stimuler la croissance en Alberta et partout au pays, contrairement à notre collègue là-bas qui ne croit ni à l'industrie pétrolière et gazière, ni aux bienfaits des pipelines. De plus, nous laisserions la voie libre aux entreprises privées, car elles font très bien leur travail.

M. Marwan Tabbara (Kitchener-Sud—Hespeler, Lib.): Madame la Présidente, je vais partager mon temps de parole avec la députée de Toronto-Danforth.

Je suis très heureux d'avoir l'occasion aujourd'hui de répondre à la motion du député sur l'économie.

Comme les députés le savent, le gouvernement libéral a défendu son plan pour bâtir une économie qui fonctionne pour tout le monde, et son plan fonctionne. Depuis que nous avons présenté notre plan en 2015, nous avons investi dans les Canadiens et leurs collectivités, dans ce dont les gens ont besoin pour bâtir un meilleur avenir pour eux et leurs familles et dans tout ce qui crée de nouvelles possibilités pour les Canadiens et qui appuie une forte croissance économique.

L'une des premières mesures prises par notre gouvernement a été d'instaurer une réduction d'impôt pour la classe moyenne, dont ont bénéficié plus de neuf millions de vaillants Canadiens.

Nous avons introduit l'Allocation canadienne pour enfants, qui permet d'apporter une aide accrue aux familles qui en ont le plus besoin. Ce faisant, nous avons contribué à sortir plus de 330 000 enfants de la pauvreté et leur avons donné un meilleur départ dans la vie.

Nous avons augmenté le Supplément de revenu garanti afin d'offrir aux personnes âgées seules à faible revenu une plus grande sécurité financière à la retraite. Nous avons amélioré le Régime de pensions du Canada en collaborant avec nos partenaires provinciaux pour que les travailleurs canadiens aient plus d'argent pour leur retraite.

Nous avons réduit les impôts des petites entreprises, qui sont passés de 11 % à 9 %, afin d'aider les entrepreneurs à faire croître leurs entreprises et à créer davantage de bons emplois bien rémunérés dans nos collectivités et dans tout le pays.

Grâce à la toute première Stratégie nationale pour le logement du Canada, nous avons contribué à rendre l'achat d'une première maison plus abordable. Nous avons investi dans la construction de plus de logements abordables dans les collectivités de partout au Canada. Dans ma circonscription, tout particulièrement, nous avons créé plus de 2 000 logements subventionnés dans plus de 2 000 nouvelles unités de construction dans le cadre de notre Stratégie nationale pour le logement.

Grâce au travail acharné des Canadiens et à ces investissements, l'économie canadienne est résiliente. Les Canadiens ont créé plus d'un million de nouveaux emplois au cours des quatre dernières années et une forte croissance des salaires a permis à un grand nombre de personnes d'améliorer leur situation. Toutefois, nous savons qu'il reste encore beaucoup à faire.

Les gens s'inquiètent du coût de la vie. Ils s'inquiètent de la situation économique mondiale et de la façon dont les choses évoluent à l'extérieur de nos frontières. Ils s'inquiètent de l'impact que cela aura sur leurs foyers et leurs collectivités. C'est pourquoi je tiens à dire clairement aujourd'hui que tant que ces efforts et ces

types de changements existeront, notre gouvernement continuera à travailler pour aider les Canadiens à les surmonter.

Augmenter le montant personnel de base pour rendre la vie plus abordable pour les Canadiens et stimuler l'économie est un des meilleurs moyens d'y parvenir. C'est pourquoi nous avons proposé de porter le montant personnel de base à 15 000 \$ d'ici 2023, ce qui profitera à plus de 20 millions de Canadiens. Ainsi, près de 1,1 million de Canadiens supplémentaires ne paieront plus d'impôt fédéral sur le revenu en 2023. Le gouvernement remettra trois milliards de dollars dans les poches des ménages canadiens en 2020, et ce montant passera à six milliards de dollars d'ici 2023. Cet argent contribuera à rendre la vie plus abordable et à maintenir la croissance de l'économie canadienne. Il s'ajoute à l'aide que nous avons déjà fournie au cours des quatre dernières années.

Nous investissons dans les Canadiens pour stimuler la croissance économique. Grâce à la réduction d'impôt pour la classe moyenne, à l'Allocation canadienne pour enfants et aux changements que nous avons proposés au montant personnel de base, une famille type de quatre personnes pourrait avoir 2 300 \$ de plus par année dans ses poches comparativement à 2015. Quand les changements proposés au montant personnel de base auront été pleinement mis en œuvre, en 2023, la somme additionnelle que cette même famille pourrait avoir dans ses poches, comparativement à 2015, pourrait dépasser les 2 800 \$. Ces changements signifient qu'un plus grand nombre de familles auront de l'argent pour assurer un meilleur avenir à leurs enfants. Elles pourront leur acheter des aliments sains et des vêtements chauds pour l'hiver. Elles pourront les inscrire à des cours de sport et de musique.

Nous aidons aussi les Canadiens et l'économie avec la toute première Stratégie nationale pour le logement du Canada, à laquelle nous consacrons 55 milliards de dollars sur dix ans. Cette stratégie permettra à un plus grand nombre de Canadiens d'avoir un domicile. Un total de 530 000 familles pourront désormais se payer un logement adéquat, et l'itinérance chronique sera réduite de 50 %.

Grâce au Supplément de revenu garanti augmenté, près de 900 000 aînés, dont environ 67 % sont des femmes, jouissent maintenant d'une plus grande sécurité du revenu, ce qui a permis à 50 000 aînés vulnérables de sortir de la pauvreté.

● (1340)

Ce ne sont là que quelques exemples de la façon dont nous investissons dans les gens ainsi que dans tout ce qui fait croître l'économie et offre aux gens une meilleure qualité de vie. Les quatre dernières années ont prouvé que notre plan fonctionne. Les familles disposent de plus d'argent pour contribuer à la croissance de l'économie, les collectivités offrent une meilleure qualité de vie, il y a plus de bons emplois et plus d'un million de personnes ne vivent plus dans la pauvreté.

Face aux changements mondiaux actuels, nous continuerons de réaliser notre plan d'une manière financièrement responsable. Nous continuerons à réduire la dette fédérale par rapport à la taille de l'économie canadienne.

Travaux des subsides

Le directeur parlementaire du budget a conclu que les dépenses actuelles du gouvernement sont viables à long terme et que notre plan financier nous donne la marge de manœuvre nécessaire pour faire face à des défis nouveaux et évolutifs et pour maintenir la croissance de l'économie. Le ratio de la dette nette par rapport au PIB du Canada reste faible et est sur une trajectoire descendante, ce qui nous donne un avantage par rapport à nos partenaires du G7. Le niveau d'endettement relativement faible du Canada constitue un véritable avantage concurrentiel, et le gouvernement est pleinement déterminé à le maintenir.

Même si l'économie du pays se porte bien, nous devons être prêts à relever tous les défis qui pourraient se présenter. Nous devons poursuivre notre travail pour que l'économie canadienne inspire de plus en plus confiance. Nous devons veiller à ce que le monde continue à considérer le Canada comme un bon endroit pour investir.

Seulement onze pays ont une cote de crédit AAA, et le Canada en fait partie. Cette excellente cote illustre la confiance qu'inspire la vigueur de l'économie canadienne. Nous avons renforcé cette confiance en rendant les entreprises canadiennes plus concurrentielles. Comme je l'ai déjà dit, nous avons réduit le taux d'imposition des petites entreprises à deux reprises, en le faisant passer de 11 % à 9 %, ce qui les a aidées à prospérer et à créer plus d'emplois. Aujourd'hui, grâce aux mesures prises par les gouvernements fédéral et provinciaux, le taux d'imposition général du Canada sur les investissements des nouvelles entreprises est le plus faible du G7.

Nous allons miser sur ces avantages, les maintenir, pour nous assurer que l'économie canadienne demeure vigoureuse dans le contexte des défis actuels. Nous allons poursuivre notre travail pour veiller à ce que tous les Canadiens bénéficient de cette croissance: nous allons rendre la vie plus abordable et investir dans les nouveaux débouchés, investir dans les Canadiens.

Nous avons vu ce qui se produit quand nous investissons dans les Canadiens. L'aide que nous leur apportons, conjuguée à leur travail énergétique, se traduit par une économie vigoureuse et en croissance.

Fort de plus d'un million de nouveaux emplois en seulement quatre ans et de taux de chômage et de pauvreté remarquablement bas, le gouvernement continuera de déployer son plan pour la prospérité de la classe moyenne dans les années à venir.

J'aimerais remercier le député de cette occasion de clarifier les choses. Je remercie aussi mes collègues qui sont intervenus plus tôt au sujet de notre plan. Je le répète, ce plan fonctionne grâce à l'Allocation canadienne pour enfants, aux baisses d'impôt pour la classe moyenne, à la réduction du taux d'imposition des petites entreprises, qui est passé de 11 % à 9 %, et au fait d'avoir fait du Canada un endroit où investir dans les entreprises afin qu'elles puissent croître et prendre de l'expansion. Nous entendons continuer d'investir dans les Canadiens afin que cette prospérité se poursuive non seulement à court terme, mais aussi pour les générations futures.

• (1345)

Mme Cathy McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo, PCC): Madame la Présidente, comme quelqu'un l'a dit plus tôt, les libéraux vivent dans une sorte d'univers financier parallèle.

Le député de Kitchener-Sud—Hespeler a qualifié d'investissements les dépenses du gouvernement. Ne réalise-t-il pas que les travailleurs forestiers au chômage et les travailleurs du secteur pétrolier en Alberta ne contribuent pas à l'assiette fiscale? Ne réalise-t-il

pas qu'alors que les marchés boursiers s'effondrent un peu partout, les gens ne paieront pas d'impôts sur les dividendes? Ne réalise-t-il pas que le gouvernement chasse les investisseurs du pays avec ses politiques mal planifiées, qu'il s'agisse des projets de loi C-69 ou C-48? Le député ne réalise-t-il donc pas ce qui se passe aujourd'hui?

Les libéraux interviennent pour dire que tout va bien, qu'il ne faut pas s'inquiéter, qu'ils vont dépenser encore plus d'argent. Ils n'ont justement pas plus d'argent à dépenser.

M. Marwan Tabbara: Madame la Présidente, l'idée, ce n'est pas d'investir plus ou moins d'argent, mais bien d'investir dans les Canadiens. Nous avons investi des millions de dollars dans Toyota, qui a justement une usine dans ma circonscription, ce qui s'est traduit par la création de 450 emplois. Je rappelle que le taux de chômage n'a jamais été aussi bas depuis 40 ans.

Nous avons investi dans les Canadiens parce que c'est ainsi que l'on crée des emplois. Nous avons baissé le taux d'imposition des petites entreprises parce que c'est ainsi que l'on attire les investissements. Voilà comment on permet aux Canadiens de mener une vie prospère.

M. Matthew Green (Hamilton-Centre, NPD): Madame la Présidente, je remercie mon collègue de nous avoir dressé la longue liste des pseudo-politiques progressistes de son parti, mais j'ai l'impression qu'il s'agit de rêves dont la réalisation est sans cesse remise à plus tard.

Que ce soit dans sa circonscription ou dans la mienne, les Canadiens ont du mal à joindre les deux bouts, alors que les parlementaires peuvent compter sur de généreux avantages sociaux et sur un régime de retraite enviable.

Le député acceptera-t-il, pour le bien des gens qui habitent sa circonscription, d'appuyer la création d'un régime universel d'assurance-médicaments et d'assurance dentaire, de favoriser l'accès au logement, de mettre en place les conditions pour une véritable transition permettant aux travailleurs de s'adapter à la nouvelle économie et de créer un « New Deal vert »?

M. Marwan Tabbara: Absolument, madame la Présidente, et j'ai donné dans mon allocution des exemples des choses importantes que le gouvernement libéral a réalisées en quatre ans. Cela dit, il reste encore du travail à faire. Les prix de l'immobilier ont beaucoup augmenté, surtout dans ma région, le Sud-Ouest de l'Ontario, et jusque sur la côte Ouest, à Vancouver, en Colombie-Britannique. Oui, il y a encore du travail à faire, car les gens éprouvent des difficultés.

Nous avons créé un million d'emplois et sorti des milliers de gens de la pauvreté; nous pouvons poursuivre sur cette lancée. Bien entendu, il nous faut investir davantage dans les technologies vertes, un sujet que le gouvernement prend au sérieux. Nous savons que l'avenir est de ce côté. C'est une économie d'un billion de dollars et nous allons voir à imposer des mesures et à investir dans la nouvelle économie verte.

• (1350)

M. Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC): Madame la Présidente, je remercie le député de ses commentaires. Il a comparé le rendement du Canada à celui des autres pays du G7. Or, le député a oublié de dire que le taux de chômage du Canada est supérieur au taux de chômage moyen du G7 et à ceux des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Allemagne et du Japon. Cette situation est attribuable aux politiques mises en place par le gouvernement libéral.

Travaux des subsides

Nous avons tenu un débat d'urgence sur le projet Frontier de la société Teck. Ce projet a été mis de côté il y a deux semaines alors que la Chambre siégeait. Il y a deux jours, Berkshire Hathaway a annulé un investissement de 4,6 milliards de dollars dans un projet de gaz naturel liquéfié à Saguenay, au Québec.

Le député a cité des statistiques concernant les bonnes mesures prises par les libéraux dans sa circonscription. Je suis convaincu que les libéraux ont investi dans les circonscriptions libérales. C'est la raison pour laquelle ils ont remporté tant de circonscriptions lors de la dernière élection générale.

Étant donné la situation économique générale au Canada, les libéraux se rendent-ils compte que leurs politiques causent du tort aux Canadiens partout au pays, surtout aux travailleurs du secteur énergétique? Peuvent-ils faire quelque chose pour améliorer la situation de l'emploi au pays au lieu d'assister sans broncher à sa détérioration, comme ils l'ont fait au cours des quatre dernières années?

M. Marwan Tabbara: Madame la Présidente, il est faux de prétendre que nous investissons uniquement dans les circonscriptions libérales. Nous avons investi de l'argent dans Toyota. Oui, Toyota possède une usine dans ma circonscription — j'entends rire les députés d'en face —, mais la seconde usine se trouve à Woodstock, dans une circonscription conservatrice. Nous investissons là où nous savons que ces sommes serviront à stimuler l'emploi. De fait, nos investissements dans Toyota ont permis de créer 450 emplois et d'offrir plus de 1 000 stages coopératifs.

En ce qui concerne le G7, nous avons une cote AAA; ainsi, les créanciers ont conscience du bon fonctionnement des institutions canadiennes. L'économie canadienne est solide, et nous sommes en mesure d'investir davantage afin de favoriser la croissance économique.

Mme Julie Dabrusin (secrétaire parlementaire du ministre du Patrimoine canadien, Lib.): Madame la Présidente, je suis vraiment heureuse que nous ayons ce débat à la Chambre aujourd'hui. Il est très intéressant d'entendre les députés parler de l'économie. C'est un enjeu très important pour leur circonscription respectives.

Dans la mienne, l'abordabilité et la réduction de la pauvreté chez les enfants sont des questions qui reviennent fréquemment. Nous débattons de bon nombre de ces questions aujourd'hui, et c'est très utile.

Lorsque j'ai lu le libellé de la motion, j'ai été déçue que cette dernière soit très axée sur l'obtention d'informations liées à de mauvaises nouvelles. Nous devons certainement être au courant des ralentissements, mais si nous souhaitons tracer la voie à suivre, nous devons également connaître nos bons coups.

Le verre peut être à moitié plein ou à moitié vide. Nous devons nous concentrer sur son contenu. Examinons-le pour voir ce qu'il contient et ce que nous pouvons en faire.

Je dois admettre que les événements récents nous placent dans une situation exceptionnelle. Nous devons tenir compte de cette réalité lorsque le gouvernement établit le budget et lorsque nous examinons ce dernier. Penchons-nous également sur le chemin que nous avons parcouru et la direction dans laquelle nous allons.

Aujourd'hui, nous sommes aux prises avec des défis que nous n'aurions jamais pu prévoir l'automne dernier. La situation internationale a beaucoup évolué au cours des derniers mois, mais nous

sommes dans une bonne position pour aborder le nouveau cycle budgétaire en dépit de tout ce qui s'est passé. Nous sommes convaincus que nous pouvons continuer à investir dans les Canadiens et à préserver leurs emplois. Je sais qu'il s'agit d'une question qui revêt une grande importance pour tous les députés à la Chambre.

Nous avons de solides assises économiques. De nombreux députés qui ont pris la parole avant moi l'ont souligné. L'économie du Canada est saine et croît à un rythme rapide. Comme d'autres personnes l'ont indiqué, on s'attend à ce que l'économie du Canada affiche le taux de croissance le plus rapide de tous les pays du G7.

J'aimerais commencer par une mesure qui, selon moi, a eu la plus grande incidence sur ma collectivité, sur la ville de Toronto et partout au pays. Il s'agit de l'Allocation canadienne pour enfants, qui vise la pauvreté chez les enfants. Cette mesure a eu des effets formidables, dont on ne parle pas assez.

Lorsque je m'entretiens avec des gens de la collectivité, ils me disent qu'ils constatent l'effet de la mesure dans leur propre vie. Ils peuvent acheter des vêtements chauds à leurs enfants durant l'hiver, leur offrir une alimentation saine et les inscrire à des programmes.

C'est une chose qui me touche de près. En effet, avant d'être élue, je me souviens d'une conversation mémorable avec une femme qui m'a fait comprendre ses besoins. Cette femme voulait inscrire sa fille au soccer.

À l'époque, le crédit d'impôt pour la condition physique des enfants existait. Le problème, c'est que la femme n'avait pas l'argent en main pour payer les frais d'inscription ou acheter des souliers de soccer. Ainsi, le crédit d'impôt ne l'a guère aidé et sa fille n'a pas pu jouer au soccer. C'est vraiment terrible que cette femme ait eu à faire un choix entre offrir une alimentation saine ou inscrire son enfant au soccer, ce qu'elle n'a pas pu faire.

J'entends parfois des députés d'en face évoquer le crédit d'impôt pour la condition physique des enfants. Ce crédit n'aidait pas les gens de ma collectivité qui ont du mal à joindre les deux bouts. Par contre, l'Allocation canadienne pour enfants permet aux gens de garder plus d'argent dans leurs poches. Elle a une incidence réelle sur la pauvreté chez les enfants et les familles partout au pays.

L'Allocation canadienne pour enfants est non imposable et est indexée. C'est ce que réclamaient les militants qui luttent contre la pauvreté. Maintenant, les personnes comme celle dont je parlais se trouvent dans une meilleure situation parce que l'argent va directement dans leurs poches. Elle ne dépend pas de certaines activités. L'Allocation canadienne pour enfants améliore directement le sort des enfants pauvres au pays.

Dans une enquête publiée en février 2019, Statistique Canada constate que, en 2017, le revenu médian après impôt des familles canadiennes et des personnes hors famille a augmenté de 3,3 %, après deux années sans croissance. Cette augmentation est en partie attribuable à une hausse des salaires payés par les employeurs canadiens, et en partie à l'Allocation canadienne pour enfants.

Déclarations de députés

Étant donné que je m'intéresse beaucoup à la politique alimentaire, l'une des choses que j'ai trouvées les plus intéressantes était l'incidence de l'Allocation canadienne pour enfants sur l'insécurité alimentaire au Canada. Soit dit en passant, lorsque j'ai parlé avec des gens qui travaillent dans des banques alimentaires locales et des programmes de soutien alimentaire, ils m'ont dit que les familles avec des enfants étaient moins nombreuses à recourir aux banques alimentaires. C'est incroyable!

Ce qui était vraiment important pour moi, c'était de voir qu'une étude avait été réalisée sur cette question précise. Valerie Tarasuk est une experte en sécurité alimentaire de l'Université de Toronto. En collaboration avec Erika M. Brown de l'Université de la Californie à Berkeley, elle a mené une étude sur la réduction du nombre de familles vivant dans une situation d'insécurité alimentaire grave depuis l'instauration de l'Allocation canadienne pour enfants.

• (1355)

Dans leur conclusion, elles affirment ceci:

[...] après la mise en œuvre de l'Allocation canadienne pour enfants, nous avons constaté des améliorations en matière de sécurité alimentaire chez les ménages canadiens avec des enfants de toutes les tranches de revenu. La probabilité de souffrir d'insécurité alimentaire grave a beaucoup diminué, et la diminution a été plus marquée parmi les ménages moins bien nantis, ce qui donne à penser que les ménages vulnérables ont bénéficié de manière disproportionnée de l'Allocation canadienne pour enfants et, plus particulièrement, des hausses des prestations pour enfants au Canada.

Tant que l'Allocation canadienne pour enfants sera indexée à l'inflation [...] la situation devrait continuer de s'améliorer.

C'est formidable. Si on s'intéresse à la sécurité alimentaire et à ces questions, c'est une conclusion qui est très importante.

Qui plus est, Statistique Canada a récemment mis en ligne le Tableau de bord officiel de la pauvreté au Canada, qui donne un aperçu de la sécurité du revenu et de la pauvreté au pays. Il indique que le taux de pauvreté au Canada est passé de 12,1 % en 2015 à 8,7 % en 2018.

Il reste encore beaucoup à faire. Je disais que la question était de savoir si le verre est à moitié vide ou à moitié plein. Il reste encore de l'espace pour le remplir. Toutefois, les députés ont pu constater d'énormes répercussions dans leur propre circonscription. J'en ai certainement vu dans la mienne. Je constate qu'il y a encore des besoins, mais aussi que la situation s'est concrètement améliorée. Je tiens à poursuivre mes efforts en ce sens de concert avec mes collègues libéraux et mes collègues d'en face parce que tous les députés sont ici pour renforcer leur circonscription. C'est ce que nous souhaitons tous.

Je suis très heureuse que nous soyons ici aujourd'hui pour parler de l'économie et de son incidence dans les collectivités. Nous devons continuer à en parler.

• (1400)

Le Président: Il restera deux minutes à la secrétaire parlementaire lorsque nous reprendrons le débat après la période des questions.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

LA PRÉPARATION AUX MESURES D'URGENCE

Mme Lenore Zann (Cumberland—Colchester, Lib.): Monsieur le Président, dans une province qui a connu la plus grosse explosion en sol canadien, l'explosion d'Halifax, les habitants de Dartmouth, en Nouvelle-Écosse, ont récemment été touchés par un séisme de magnitude 2,6. Les maisons ont tremblé et un bruit semblable à une explosion ou à un coup de canon a retenti. Heureusement, personne n'a été blessé.

En matière de préparation aux situations d'urgence pour assurer la continuité des activités, les critères les plus importants sont la séparation géographique et la redondance de moyens de communication. Le récent tremblement de terre montre bien à quel point il n'est pas sage de mettre tous ses œufs dans le même panier. C'est pourtant ce que la GRC propose de faire en déplaçant le centre d'appels 911 de Truro à Dartmouth. Au lieu d'être justifié pour des raisons de sécurité, ce déménagement semble plutôt être réclamé parce que les nouvelles installations de la GRC sont trop grandes pour ses besoins.

J'enjoins le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile de réexaminer cette décision et de préserver la séparation géographique de 100 kilomètres entre les deux sites pour assurer la sécurité et la protection de tous les Néo-Écossais.

* * *

[Français]

HENRI RICHARD

M. Richard Martel (Chicoutimi—Le Fjord, PCC): Monsieur le Président, un grand du hockey, l'immortel n° 16, Henri Richard, n'est plus.

C'était un vrai, un gagnant. Il a remporté 11 fois la Coupe Stanley, un record qui ne sera probablement jamais égalé ou battu. C'était un leader, celui qui prêche par l'exemple, qui fait des sacrifices et qui prend toujours soin de ses coéquipiers.

Sa détermination hors du commun lui a permis de réaliser son rêve de jouer avec son grand frère alors qu'il avait 19 ans. En 20 ans de carrière, la rage de vaincre qui l'animait a toujours été présente. Il fut un mentor et un modèle pour plus d'une génération. Il a démontré que, en restant soi-même et en déployant un maximum d'énergie, tout est possible.

La Ligue nationale de hockey et les Canadiens de Montréal perdent un grand homme. Sa mémoire sera gravée à jamais dans l'histoire du sport du Québec et du Canada.

Mes collègues et moi désirons offrir nos plus sincères condoléances à toute la famille.

Je vous remercie, monsieur Henri Richard, de tous ces bons moments de hockey en famille que vous nous avez fait vivre les samedis soir devant la télévision.

Déclarations de députés

[Traduction]

LA SAINT-PATRICK DANS VAUDREUIL—SOULANGES

M. Peter Schiefke (Vaudreuil—Soulanges, Lib.): Monsieur le Président, grâce au travail acharné de Jay de la Durantaye, de Brenda O'Farrell, de Rob Dumas, de Craig et Brent Nolan, de Ken Bell et de toute l'équipe de l'Irish Society de Soulanges, les gens de la région de Vaudreuil—Soulanges deviennent Irlandais pendant une journée dans le cadre du défilé de la Saint-Patrick à Hudson. Cette année, le défilé sera dirigé par Mitch Melnick, commentateur sportif de renom, et mettra en valeur notre Irlandais de l'année, Ken Doran, la reine du défilé, Emma Gauthier, les princesses Chris Walsh et Robin Brodrick, et l'officier de la revue, Mitch Gallo.

Comme d'habitude, c'est un événement à ne pas manquer alors, le samedi 21 mars à 13 heures, j'invite mes collègues à venir en grand nombre sur la rue Main vêtus de vert émeraude pour célébrer la riche culture et le patrimoine irlandais et faisons du 11^e défilé annuel de la Saint-Patrick à Hudson un événement dont on se souviendra longtemps.

Slainte. Bravo!

* * *

[Français]

LA CRISE FERROVIAIRE

M. Alain Therrien (La Prairie, BQ): Monsieur le Président, après 29 jours de blocus ferroviaire, la barricade est finalement levée à Kahnawake.

Je profite de cette occasion pour souligner l'extraordinaire résilience dont ont fait preuve les citoyennes et les citoyens de La Prairie, de Saint-Philippe, de Saint-Mathieu, de Candiac, de Delson, de Saint-Constant et de Sainte-Catherine. C'est plus de 3 000 personnes qui, chaque jour, étaient privées de leur moyen de transport.

Je tiens également à saluer la Régie intermunicipale de police Roussillon, sous la direction de M. Marc Rodier, avec qui nous avons une superbe collaboration, de même que les maires et les mairesses de notre circonscription.

Je ne peux passer sous silence l'immense travail accompli par Exo, une organisation qui dessert les lignes de train de banlieue. Grâce à ses mesures d'urgence créatives, l'équipe d'Exo a réussi à assurer un transport quotidien par autobus, malgré les nombreuses embûches.

J'espère maintenant que le premier ministre reconnaîtra ces efforts à leur juste valeur, et compensera Exo pour les quelque 1,2 million de dollars supplémentaires encourus pour assurer le service durant cette malheureuse crise dont il est le principal responsable.

* * *

● (1405)

[Traduction]

LE JOUR DE L'ÉMANCIPATION

M. Majid Jowhari (Richmond Hill, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureux de prendre la parole aujourd'hui, puisque c'est le jour du dépôt officiel de ma motion d'initiative parlementaire, la motion n° 36, qui demande à ce que le 1^{er} août soit désigné Jour de l'émancipation au Canada.

Cette motion demande à la Chambre de commémorer l'abolition de l'esclavage décrétée dans tout l'Empire britannique le 1^{er} août 1834, de reconnaître l'histoire de l'esclavage au Canada et dans d'autres pays du Commonwealth avant ce jour et de reconnaître l'importance que la date du 1^{er} août revêt en tant que journée historique de célébration de la liberté pour les abolitionnistes et les colons émancipés au Canada.

J'invite tous mes collègues à la Chambre à voter en faveur de la désignation du 1^{er} août en tant que Jour de l'émancipation dans notre merveilleux pays et à rendre hommage aux Canadiens originaires d'Afrique et des Caraïbes et à leurs importantes contributions.

* * *

LE CHEF DU PARTI LIBÉRAL DU CANADA

M. Glen Motz (Medicine Hat—Cardston—Warner, PCC): Monsieur le Président, l'actuel premier ministre a changé en profondeur le Canada.

Dans son Canada, le premier ministre taxe tout ce qui rapporte de l'argent. Il régleme tout ce qui bouge. Il achète tout ce qui est voué à l'échec. Il augmente la taille de l'appareil gouvernemental. Il met des bâtons dans les roues de tout ce qui est albertain. Il finance toutes les manifestations. Il permet l'érection de barrages. Il légalise les substances qui créent une dépendance. Il dorlote les criminels, mais ignore les victimes. Il lèse les agriculteurs. Il punit les gens qui respectent les lois. Il proclame l'innocence des coupables. Il se débarrasse de quiconque dit la vérité. Il interdit ce qui offense. Il oublie les vétérans.

Lorsque le premier ministre ne sait pas quoi faire, ce qui est régulièrement le cas, il tergiverse ou il blâme les autres. Je tiens à préciser que lorsque j'ai affirmé plus tôt que le premier ministre a changé le Canada en profondeur, je voulais dire qu'il est en train de le ruiner.

* * *

LES ENSEIGNANTS DE L'ONTARIO

M. Gary Anandasangaree (Scarborough—Rouge Park, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour exprimer ma solidarité à l'égard des enseignants de l'Ontario.

Les enseignants forment les dirigeants de demain. Ils aident les élèves à avoir la confiance, le courage et les connaissances nécessaires pour être à leur meilleur et réaliser leurs rêves et leur plein potentiel.

Le travail de l'enseignant dépasse le cadre scolaire. Les enseignants vont au-delà des attentes en passant leurs soirées et leurs week-ends à prendre connaissance des besoins particuliers de leurs étudiants, à trouver des façons de rendre des matières difficiles plus facilement assimilables et à transformer la salle de classe en un endroit plus accueillant pour tout le monde. Les enseignants sont aussi des entraîneurs, des mentors, des thérapeutes et des amis qui enrichissent nos collectivités. Certains enseignants vont même jusqu'à devenir premier ministre.

Déclarations de députés

Alors que les enseignants de tous les coins de la province unissent leurs efforts pour veiller à ce que la taille des classes soit maintenue, à ce que les élèves ayant des besoins spéciaux aient accès à des conditions d'apprentissage de qualité et à ce que les enfants poursuivent leur apprentissage à l'école, je tiens à leur dire que nous appuyons entièrement leur mouvement. Nous remercions tous les enseignants qui, en formant les jeunes esprits, contribuent à faire du Canada un meilleur pays ou vivre.

* * *

LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES

L'hon. Kirsty Duncan (Etobicoke-Nord, Lib.): Monsieur le Président, la Journée internationale des femmes, le 8 mars, est un moment idéal pour souligner les réalisations des femmes de nos régions et de partout au pays. Rendons hommage à nos grands-mères, à nos mères, à nos tantes, à nos sœurs et aux militantes qui ont lutté sans relâche pour promouvoir les droits des femmes.

Les femmes vivent encore de la discrimination, du harcèlement et de la violence fondée sur le sexe, en plus de se buter à un manque de soutien et de possibilités de réussite. C'est pourquoi le gouvernement libéral a fait de l'égalité des sexes l'une de ses priorités. Nous avons fourni de nouveaux fonds destinés aux femmes entrepreneures, aux nouvelles arrivantes et aux femmes du secteur des métiers spécialisés. Nous avons aussi lancé la toute première stratégie nationale pour prévenir et contrer la violence fondée sur le sexe.

Tout le monde a un rôle à jouer pour favoriser l'égalité des sexes. Profitons de chaque journée pour souligner la contribution des femmes, défendre leurs droits et écouter leur voix. Ensemble, nous pouvons bâtir un monde où les femmes et les filles seront toutes libres de réaliser leurs rêves et d'atteindre leur plein potentiel.

* * *

LE JOUR DU COMMONWEALTH

M. Kerry Diotte (Edmonton Griesbach, PCC): Monsieur le Président, c'est aujourd'hui le Jour du Commonwealth. Comme beaucoup de gens le savent probablement, Edmonton a un lien profond avec le Commonwealth. Nous avons déjà accueilli, en 1978, les Jeux du Commonwealth, qui ont connu un franc succès. L'héritage de ces jeux comprend le premier tronçon du réseau de train léger de la ville, ainsi que le stade du Commonwealth de près de 60 000 places, où l'équipe légendaire des Eskimos d'Edmonton dispute ses matchs à domicile. Ce stade est en fait situé dans ma circonscription, Edmonton Griesbach.

Je suis fier de faire partie de l'Association parlementaire du Commonwealth, et d'être membre élu de l'exécutif de la Section canadienne. Je me suis fait de solides relations dans le cadre de mon travail au sein de l'Association et des voyages que j'ai faits avec elle.

En parlant de liens avec le Commonwealth, le plus important que j'entretiens est, bien sûr, celui avec mon extraordinaire épouse, Clare Denman, qui est originaire de l'Angleterre.

J'espère que mes collègues parlementaires viendront en grand nombre ce soir assister à l'événement qui sera tenu dans l'édifice de l'Ouest pour souligner l'appartenance du Canada au Commonwealth. Souhaitons aujourd'hui à tous les citoyens des pays du Commonwealth un très joyeux Jour du Commonwealth.

• (1410)

Le Président: À l'ordre. Je tiens à rappeler à tous que les députés font des déclarations et que nous voulons nous assurer que tout le monde puisse les entendre, car elles sont magnifiques.

Le député d'Avalon a la parole.

* * *

LE BRIER TIM HORTONS 2020

M. Ken McDonald (Avalon, Lib.): Monsieur le Président, c'est une histoire vieille comme le monde: l'Alberta et Terre-Neuve-et-Labrador. C'est habituellement l'histoire de deux amis. Or, hier soir, les deux se sont affrontés avec des pierres dans le cadre du Brier Tim Hortons 2020. L'équipe Gushue, médaillée d'or olympique, championne du monde à deux reprises, gagnante du Brier à trois reprises et la fierté de la province, a remporté le Brier 2020 dans une victoire de sept à trois quasi parfaite contre l'équipe de l'Alberta. Mark Nichols, Brett Gallant, Geoff Walker et notre cher Brad Gushue ont ramené la coupe chez nous, sa vraie place, réglant une autre rivalité une fois pour toutes.

Devant la télévision hier soir, à la maison, nous pouvions voir la foule en liesse qui acclamait l'équipe à Kingston, en Ontario. On se serait cru chez nous, au stade Mile One, à St. John's, avec nos partisans. Les gens de Terre-Neuve-et-Labrador sont fiers de faire partie de l'équipe Gushue, une équipe bien de chez nous qui fait notre fierté.

« Félicitations, allez, rentrez à la maison et, comme on le dit au curling, allez fort! »

* * *

LA FIBROSE KYSTIQUE

M. John Nater (Perth—Wellington, PCC): Monsieur le Président, personne ne devrait avoir à s'imaginer ce que c'est que de respirer sous l'eau, mais pour les Canadiens atteints de fibrose kystique, c'est pourtant la réalité. Il y a toutefois de l'espoir. Le médicament Trikafta, qui a été homologué aux États-Unis, donne en effet d'excellents résultats. Le problème, c'est qu'il est illégal au Canada. Le Trikafta n'est pas encore homologué ici à cause des changements que le gouvernement libéral a apportés au Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés. La semaine dernière, j'ai pu rencontrer des familles qui doivent vivre au quotidien avec la fibrose kystique. Je me rappellerai toujours ce qu'une jeune femme m'a alors dit, le plus simplement du monde: « Je veux vivre. Je veux voir mon fils grandir. »

La ministre de la Santé doit prendre ses responsabilités. Qu'elle laisse donc de côté ses arguments prémâchés et son attitude partisane et qu'elle fasse le nécessaire, en collaboration avec le fabricant, pour que le Trikafta soit homologué au Canada. Les Canadiens comptent sur nous. Nous ne voudrions surtout pas être les parlementaires qui ont péché par inaction.

LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES

Mme Jag Sahota (Calgary Skyview, PCC): Monsieur le Président, hier, nous avons souligné la Journée internationale des femmes. J'ai eu l'honneur d'assister à un événement rendant hommage aux femmes sikhes de Calgary. Je tiens à remercier la Société sikhe de Calgary d'avoir organisé cette merveilleuse activité. Il était important de rendre hommage aux femmes et de souligner leur contribution, tant à l'échelle locale qu'à la grandeur du pays.

Je suis heureuse d'être la ministre adjointe du cabinet fantôme chargée du dossier des femmes et de l'égalité des genres. Nous savons qu'il reste encore beaucoup de travail à faire avant de parvenir à une véritable égalité des genres. La première étape en ce sens se déroule à la maison. Nous pouvons y arriver en appuyant les femmes et les filles de notre entourage et en les encourageant à connaître du succès et à ne pas laisser les obstacles créés par la société les empêcher de réaliser leur plein potentiel.

Rendons hommage à toutes les femmes fortes qui sont présentes dans notre vie — nos mères, nos sœurs et nos filles — et aidons-les à atteindre leurs objectifs. Laissons-nous emporter par cet élan tout au long de l'année, car le succès des femmes profite à tous les Canadiens.

Je souhaite à tous et à toutes une excellente Journée internationale des femmes, tant aujourd'hui que tous les jours de l'année.

* * *

LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES

Mme Carol Hughes (Algoma—Manitoulin—Kapusksing, NPD): Monsieur le Président, c'était hier la Journée internationale des femmes et bien que nous ayons célébré les progrès réalisés, il reste encore beaucoup de travail à faire.

Nous devons nous atteler aux tâches suivantes: éliminer les obstacles à la pleine participation économique, sociale et politique des femmes dans notre société; adopter des mesures législatives sur l'équité salariale et mettre en place un programme national universel de garderies abordables, ainsi que de logements abordables; lutter contre la violence à l'égard des femmes et défendre les droits génésiques des femmes; améliorer la vie des femmes et des filles autochtones en donnant suite à tous les appels à la justice; et nous efforcer d'éliminer les difficultés spécifiques auxquels sont confrontés les femmes de couleur, les membres de la communauté LGBTQI2S+ et les personnes handicapées.

[Français]

C'est sans contredit une longue liste, mais toutes les femmes méritent l'équité, l'abordabilité, l'égalité des chances, d'être valorisées et la liberté de vivre sans peur.

Il ne faut jamais cesser de travailler en ce sens et jamais nous n'arrêterons de le faire.

* * *

• (1415)

SAINT-CHARLES-SUR-RICHELIEU

M. Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ): Monsieur le Président, le 1^{er} mars 1695, il y a 325 ans, le gouverneur Frontenac concédait une quatrième seigneurie sur le bord du Richelieu à un militaire du nom de François Hertel de la Fresnière en remerciement de ses bons et loyaux services.

Déclarations de députés

Après une série d'appellations dont Saint-François-Le-Neuf, Saint-Louis et village Debartzch, la seigneurie finira par prendre la dénomination de Saint-Charles-sur-Richelieu.

Village patriotique par excellence, c'est là qu'a eu lieu, le 23 octobre 1837, la fameuse assemblée des six comtés, où des milliers de partisans patriotes ont convergé pour entendre de grands personnages de notre histoire.

De nos jours, Saint-Charles-sur-Richelieu est un magnifique village. Paradis des familles où il fait bon vivre, son territoire est encore massivement agricole, en plus d'être le détenteur d'un précieux héritage patrimonial.

En cette année bien spéciale, je souhaite donc aux 1 700 habitants de Saint-Charles de magnifiques célébrations.

* * *

[Traduction]

L'ALBERTA

Mme Shannon Stubbs (Lakeland, PCC): Monsieur le Président, l'Alberta a toujours été un chef de file en matière d'innovation et de gérance environnementale. Cette province possède les sites patrimoniaux les mieux protégés au pays. De plus, elle est la première à s'être dotée, voilà presque 50 ans, d'un ministre de l'Environnement. L'Alberta dispose du plus vaste réseau d'espaces verts depuis les années 1970, possède un parc éolien commercial depuis près de 30 ans, ainsi que la plus importante centrale solaire autorisée.

L'Alberta est un chef de file en Amérique du Nord, car elle dispose depuis près de 10 ans du premier et du seul système léger sur rail durable. En outre, elle a été la première province à adopter des lois en matière de changements climatiques, à établir des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre et à taxer les gros émetteurs il y a près de 15 ans. À l'échelle mondiale, l'Alberta est la première à avoir transformé les déchets en biocarburants. Enfin, elle a élaboré le plus important projet de captation du carbone, et produit son pétrole et son gaz de la manière la plus responsable sur les plans environnemental et social à l'échelle mondiale. Ce n'est qu'un aperçu.

Les Albertains sont des pionniers en matière d'environnement. Toutes ces raisons, et bien d'autres encore, font en sorte que la force de l'Alberta fait celle du Canada.

* * *

[Français]

LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES

Mme Marie-France Lalonde (Orléans, Lib.): Monsieur le Président, tout au long de mars, nous célébrons le Mois de la Francophonie. Le 2 mars dernier, j'ai participé, à Orléans, au lancement des Rendez-vous de la Francophonie sous le thème fort approprié « au centre d'un changement ». C'était un plaisir de discuter du changement sous toutes ses formes avec les élèves de l'école Le Prélude et du collège Mer Bleue.

Hier, le 8 mars, marquait la Journée internationale des femmes. Je profite de l'occasion pour remercier toutes les Canadiennes de leur passion, de leur dévouement et de l'impact positif qu'elles ont sur notre société.

Questions orales

J'ai aussi eu le privilège de célébrer de façon plus locale cette journée avec les femmes d'Orléans, le 6 mars dernier. Cent cinquante d'entre elles se sont jointes à moi lors d'un déjeuner au restaurant OCCO Kitchen. Ensuite, il y a eu une cérémonie où j'ai reconnu 46 femmes et jeunes filles exceptionnelles en leur remettant le Prix Reconnaissance des femmes et jeunes filles leaders d'Orléans.

J'offre mes félicitations à toutes.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

Mme Leona Alleslev (Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill, PCC): Monsieur le Président, le Canada est au bord d'une récession, mais le gouvernement prétend que tout va bien. Les actions canadiennes s'effondrent; elles connaissent leur plus forte baisse depuis 1987. Les ménages canadiens affichent une dette à la consommation de 1,75 \$ pour chaque dollar de revenu. Le taux de chômage au Canada est plus élevé que dans la plupart des pays du G7, et 76 % des Canadiens craignent de perdre leur emploi.

Si le gouvernement refuse d'admettre qu'il existe un problème, comment s'y prendra-t-il pour le résoudre? Quand le gouvernement abandonnera-t-il ses politiques économiques inefficaces et changera-t-il de cap?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Affaires intergouvernementales, Lib.): Monsieur le Président, le coronavirus a de graves répercussions sur l'économie mondiale et sur l'économie canadienne. Grâce à sa bonne situation financière, le Canada dispose de la capacité nécessaire pour soutenir son économie, et il le fera.

Les mesures que nous prendrons comprendront, entre autres, le soutien aux travailleurs et aux parents qui doivent s'absenter du travail afin de prévenir la propagation du virus et le soutien de notre excellent système de santé. Nous sommes prêts à agir et nous agissons.

Mme Leona Alleslev (Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill, PCC): Monsieur le Président, notre situation financière n'est pas bonne, et l'économie canadienne était presque paralysée bien avant le coronavirus et les barrages ferroviaires.

Le manque d'initiative et l'approche économique inefficace du gouvernement ont créé une crise de confiance chez les entreprises qui souhaitent investir et se développer au Canada. Même Berkshire Hathaway, l'une des sociétés de placements les plus influentes, a abandonné un projet énergétique au Québec à cause de l'instabilité politique créée par le premier ministre.

Quand le gouvernement arrêtera-t-il de blâmer les autres et reconnaîtra-t-il le rôle qu'il a joué dans la récession imminente?

• (1420)

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Affaires intergouvernementales, Lib.): Monsieur le Président, nous sommes parfaitement au courant du projet GNL Québec, et je tiens à dire très clairement que le gouvernement croit au secteur des ressources naturelles et qu'il travaille d'arrache-pied pour appuyer les travailleurs de ce secteur et y attirer des investissements. Plus de 400 grands projets d'exploitation des ressources

sont prévus ou en chantier au Canada. Il s'agit d'une augmentation par rapport à l'année dernière, et on trouve dans ces projets le plus important investissement du secteur privé de l'histoire du pays, à savoir LNG Canada, que le gouvernement appuie fortement.

Mme Leona Alleslev (Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill, PCC): Monsieur le Président, notre économie vacille, et la situation s'aggrave dans tous les secteurs clés. Des projets énergétiques sont abandonnés, les investissements miniers désertent le pays, les usines automobiles ferment leurs portes et les revenus de l'aérospatiale sont en baisse, mais l'incapacité du gouvernement d'assurer la stabilité et la sécurité nécessaires montre clairement aux entreprises que le Canada n'est pas ouvert aux affaires.

Après six ans de sape, quel est le plan du premier ministre pour stabiliser l'économie canadienne?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Affaires intergouvernementales, Lib.): Monsieur le Président, la députée a cité des secteurs qui sont en effet directement éprouvés par les répercussions du coronavirus sur l'économie mondiale et l'économie canadienne. Je tiens à être bien claire. Au moment où...

Des voix: Oh, oh!

Le Président: Je rappelle aux députés qu'interrompre quelqu'un qui a la parole est un manque de respect. Nous voulons rétablir le respect à la Chambre, et c'est ce que nous devons tous nous efforcer de faire.

La vice-première ministre a la parole.

L'hon. Chrystia Freeland: Je serai claire, monsieur le Président. Au moment où le Canada fait face à un défi considérable en matière de santé publique, mais aussi sur le plan économique, le gouvernement misera sur la collaboration avec l'ensemble de la population canadienne pour relever ce défi plutôt que de lancer des marques partisanes et mesquines.

* * *

[Français]

LES RESSOURCES NATURELLES

M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC): Monsieur le Président, depuis que ces gens-là sont au gouvernement, c'est 200 000 travailleurs du secteur de l'énergie qui ont perdu leur emploi au Canada. C'est plus de sept projets qui ont été abandonnés et plus de 150 milliards de dollars d'investissements qui se sont évaporés. Jusqu'ici, cela se passait dans l'Ouest, mais voilà que cela frappe maintenant le Québec avec l'abandon du projet GNL. Les promoteurs du projet ont dit que c'est en raison de l'instabilité politique de ce gouvernement que les grands projets ne sont plus les bienvenus au Canada.

Comment la vice-première ministre peut-elle défendre un bilan aussi exécrationnel en matière de création d'emplois et, surtout, d'accueil de grands projets qui créent de l'emploi pour tous les Canadiens?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Affaires intergouvernementales, Lib.): Monsieur le Président, pour notre gouvernement, travailler avec le secteur des ressources pour créer de bons emplois et pour attirer les investissements est une priorité. Plus de 400 grands projets de ressources sont prévus ou en cours au Canada. C'est plus que l'an passé. Cela comprend le plus grand investissement du secteur privé de l'histoire canadienne, le projet de LNG Canada, que notre gouvernement appuie fortement.

M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC): Monsieur le Président, peut-être que la vice-première ministre pourrait parler à ses collègues, entre autres ceux de Patrimoine canadien qui, eux, devaient être contents d'apprendre que le projet de GNL pour le Saguenay—Lac-Saint-Jean a avorté en raison des politiques de ce gouvernement et en raison du fait qu'il a laissé traîner une crise ferroviaire pendant plus de quatre semaines, ce qui fait en sorte que les investisseurs de partout dans le monde se disent qu'il n'y a plus de place pour faire de grands projets au Canada.

Qu'est-ce que le gouvernement va faire pour redresser la situation?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Affaires intergouvernementales, Lib.): Monsieur le Président, je veux souligner encore une fois que le secteur des ressources naturelles est une priorité pour notre gouvernement. Nous comprenons que c'est un secteur qui donne beaucoup de bons emplois partout au pays. Nous travaillons avec les grands investisseurs. Je veux aussi souligner que le plus grand projet du secteur privé de l'histoire du Canada, c'est LNG Canada, que notre gouvernement appuie fortement.

* * *

• (1425)

LE TRANSPORT FERROVIAIRE

M. Alain Therrien (La Prairie, BQ): Monsieur le Président, après un mois, la barricade de Kahnawake est enfin levée, mais cela ne signifie pas pour autant que la crise ferroviaire est terminée.

Aujourd'hui, le gouvernement doit assumer les responsabilités de son manque de leadership dans ce dossier. Par exemple, dans ma circonscription, Exo a dépensé plus de 1 million de dollars pour essayer de remplacer les trains de banlieue. Les manufacturiers et exportateurs du Québec ont perdu entre 20 000 \$ et 50 000 \$ par jour. Cela a coûté cher à nos entreprises.

Est-ce que le gouvernement va présenter un plan d'indemnisation pour les victimes des effets collatéraux de son inaction dans la crise ferroviaire?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Affaires intergouvernementales, Lib.): Monsieur le Président, nous savons que les blocages ont eu des conséquences très réelles pour les Canadiens, incluant les Québécois.

Nous devons trouver une solution pacifique et durable. Je veux souligner que, en nouant un dialogue, nous avons conclu une entente provisoire avec les Wet'suwet'en. C'est une bonne chose pour tous les Canadiens. Tous les blocages ont été démantelés, et le service ferroviaire a repris. C'est aussi une bonne chose.

Questions orales

LA SANTÉ

M. Alain Therrien (La Prairie, BQ): Monsieur le Président, nous n'avons pas eu de réponse.

On n'a pas commencé à régler les conséquences de la crise ferroviaire qu'une nouvelle crise sème l'inquiétude: le coronavirus. C'est ce même gouvernement qui gère les frontières. C'est ce même gouvernement qui gère les aéroports. C'est ce même gouvernement qui va empêcher le coronavirus d'entrer dans le pays. Il y a vraiment de quoi être inquiet. La semaine dernière, le Syndicat des Douanes et de l'immigration a sonné l'alarme: les douaniers sont laissés à eux-mêmes pour dépister les personnes atteintes du virus. C'est dur à imaginer.

Le gouvernement s'est planté dans la crise ferroviaire. C'est clair, tout le monde le sait. Est-ce qu'il se rend compte qu'il n'a pas le droit à l'échec avec le coronavirus?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Affaires intergouvernementales, Lib.): Monsieur le Président, je voudrais remercier mon collègue de cette importante question. Je vais commencer par décrire l'approche globale de notre gouvernement.

Ce que les experts disent est que cette situation risque fort de s'aggraver avant de s'améliorer, au Canada et dans le monde. Notre gouvernement fera tout ce qu'il faut pour assurer la sécurité des Canadiens et pour maintenir la force de notre économie.

[Traduction]

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD): Monsieur le Président, les gens sont fortement préoccupés par la propagation du coronavirus, et ils souhaitent fournir leur part d'efforts. Le gouvernement libéral a dit que les personnes qui pourraient avoir été infectées devraient s'imposer une quarantaine et rester chez elles au lieu d'aller travailler. Pour les travailleurs qui n'ont pas de congés de maladie, ce scénario est pratiquement impossible. Comment sont-ils censés payer leurs factures? Comment pourront-ils prendre une décision aussi difficile?

[Français]

Les gens veulent contribuer à arrêter la propagation du coronavirus, mais, sans congés de maladie, ils ne le peuvent pas.

Est-ce que le gouvernement va aider les gens à rester chez eux?

[Traduction]

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Affaires intergouvernementales, Lib.): Oui, monsieur le Président, nous le ferons. Nous savons qu'il faut absolument soutenir les Canadiens qui ne pourront pas travailler à cause d'une maladie ou d'une quarantaine. Nous avons déjà réduit la période d'attente de l'assurance-emploi, qui est passée de deux semaines à une semaine, et nous nous engageons à prolonger les prestations d'assurance-emploi jusqu'à 26 semaines. Nous planifions en fonction des pires éventualités, comme le gouvernement se doit de le faire par souci de prudence. Nous préparons aussi d'autres mesures afin de soutenir les travailleurs canadiens et l'économie du pays.

[Français]

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD): Monsieur le Président, des experts en matière de santé sont inquiets du fait que notre système de santé ne peut pas répondre à une crise causée par le coronavirus.

Questions orales

[Traduction]

Cela n'a rien de surprenant, puisque les gouvernements libéraux et conservateurs sabrent, depuis des décennies, dans le financement des soins de santé. Le premier ministre s'engagera-t-il à annuler les coupes faites à l'époque du gouvernement Harper et à financer adéquatement le système de santé, de manière à le soutenir pendant cette crise qui pourrait s'aggraver?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Affaires intergouvernementales, Lib.): Monsieur le Président, vendredi dernier, j'étais à l'hôpital Sunnybrook et je dois dire que j'ai été très impressionnée par le travail acharné, l'intelligence et le dévouement des professionnels de la santé que j'y ai rencontrés. Le gouvernement fédéral n'hésitera jamais à appuyer le système de santé du Canada, comme l'exige la situation. Nous avons déjà pris des mesures pour l'achat en grande quantité d'équipement de protection individuelle. Ce n'est pas le moment d'argumenter sur les responsabilités fédérales et provinciales. C'est le moment de collaborer, et c'est ce que nous faisons.

* * *

● (1430)

[Français]

L'ÉCONOMIE

L'hon. Pierre Poilievre (Carleton, PCC): Monsieur le Président, quand le soleil brille, le propriétaire de maison responsable répare le toit, renforce la fondation et remplit les armoires pour se préparer pour l'hiver à venir. Ce gouvernement a pris ce temps ensoleillé pour gaspiller, s'endetter et empêcher les investissements. Maintenant, le toit coule, la fondation craque et les armoires sont vides.

Alors, quel est le plan maintenant?

[Traduction]

M. Sean Fraser (secrétaire parlementaire du ministre des Finances et de la ministre de la Prospérité de la classe moyenne et ministre associée des Finances, Lib.): Monsieur le Président, mon grand-père m'a toujours dit de ne jamais m'embarrasser des faits pour faire une bonne histoire. On dirait que le député a reçu les conseils de mon grand-père.

Lorsque l'on réfléchit aux arguments du député, on constate qu'ils reposent sur de fausses prémisses. Au cours des dernières années, nous avons fait des investissements qui ont généré 1,2 million d'emplois, dont 30 000 emplois au cours du dernier mois seulement. En outre, nous avons aidé plus d'un million de personnes à sortir de la pauvreté.

Le député n'a pas à me croire sur parole. Je l'invite à consulter le rapport du directeur parlementaire du budget, qui confirme que le budget offre suffisamment de marge de manœuvre pour nous permettre de réagir aussi énergiquement que nécessaire en cas de récession. Ce genre de choses ne sont pas le fruit du hasard. Elles se produisent parce que nous avons pris des mesures pour faire croître l'économie et appuyer les Canadiens.

L'hon. Pierre Poilievre (Carleton, PCC): Monsieur le Président, le député aurait dû écouter son grand-père, qui semble avoir été un homme merveilleux et sage. Son grand-père lui aurait conseillé de faire des provisions pour les mauvais jours, et de réparer le toit et les fondations de sa maison en prévision de la tempête qui finit toujours par survenir. Les libéraux ont plutôt choisi d'ajouter près de 100 milliards de dollars à la dette, de ralentir la crois-

sance économique à 0,3 % et de supprimer des projets valant quelque 150 milliards de dollars, tout cela avant même l'apparition des problèmes liés au coronavirus.

Comment les libéraux ont-ils pu faire preuve d'un tel manque de jugement et nous rendre aussi démunis et vulnérables?

M. Sean Fraser (secrétaire parlementaire du ministre des Finances et de la ministre de la Prospérité de la classe moyenne et ministre associée des Finances, Lib.): Monsieur le Président, je trouve fascinant ce nouvel intérêt du député pour la dette et la croissance économique. Si on examine le bilan du gouvernement dont il a été un des ministres, la dette nationale s'est alourdie de 150 milliards de dollars et le pays a connu son plus faible taux de croissance économique depuis la Grande Dépression. Je n'invente rien.

Les mesures que nous avons mises en place pour stimuler l'économie canadienne ont permis de créer plus de 1,2 million d'emplois, de sortir plus d'un million de personnes — dont 300 000 enfants — de la pauvreté et de faire en sorte que notre bilan financier soit le meilleur des pays du G7. Voilà à quoi ressemble le succès. Le député devrait en prendre de la graine.

L'hon. Pierre Poilievre (Carleton, PCC): Monsieur le Président, le député a dit qu'il n'inventait rien, mais il se sous-estime. Je suis ravi qu'il ait mentionné notre bilan car, pendant nos deux premières années au pouvoir, nous avons agi comme son grand-père l'aurait fait: nous avons remboursé 40 milliards de dollars de dette en prévision de la crise qui, nous le savions, se produirait un jour. Ainsi, nous disposions d'une marge de manœuvre. Nous étions prêts, et l'économie du Canada a été la plus solide de tous les pays du G7 pendant la grande récession mondiale...

Des voix: Oh, oh!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît. Nous avons commencé du bon pied, il me semble. Je ne ciblerai pas un côté particulier de la Chambre mais, pendant que nous sommes assis ici aujourd'hui, je demanderais aux députés d'imaginer ce que leurs grands-parents penseraient d'eux.

Le secrétaire parlementaire a la parole.

M. Sean Fraser (secrétaire parlementaire du ministre des Finances et de la ministre de la Prospérité de la classe moyenne et ministre associée des Finances, Lib.): Monsieur le Président, mon grand-père célébrera son 99^e anniversaire de naissance en mai. Il est l'une des rares personnes que je connais qui ont été témoins d'un gouvernement aux prises avec un taux de croissance économique plus lent que celui qui prévalait durant le gouvernement conservateur de Stephen Harper.

Dans les faits, nous affichons le meilleur bilan parmi les pays du G7. Cette santé financière résulte, d'une part, de nos investissements dans des mesures qui stimulent la croissance économique et, d'autre part, des politiques que nous avons établies pour faire en sorte que le Canadien moyen tire profit de cette croissance.

Nous allons continuer d'aller de l'avant pour relever les défis sérieux auxquels l'économie canadienne se heurte. Cependant, nous allons le faire en nous assurant de stimuler la croissance économique, une croissance économique qui profite à toute la population.

Questions orales

[Français]

LES RESSOURCES NATURELLES

M. Richard Martel (Chicoutimi—Le Fjord, PCC): Monsieur le Président, jeudi dernier, nous apprenions que la société Berkshire Hathaway, qui considérait fortement investir 4 milliards de dollars dans le projet GNL Québec, se retirait du projet. Le fonds avait choisi GNL Québec parmi plus de 100 projets de gaz naturel liquéfié dans le monde. Son désistement survient au moment où le premier ministre crée un climat d'incertitude sans précédent au Canada.

Qu'est-ce que le premier ministre entend faire pour rapporter les quelque 200 milliards de dollars perdus ou retardés en projets de ressources naturelles?

• (1435)

M. Peter Schiefke (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, notre gouvernement s'est engagé à travailler avec le secteur des ressources pour garantir que les meilleurs projets soient réalisés. Nous savons qu'au Canada et partout au monde les investisseurs et les consommateurs mondiaux sont de plus en plus à la recherche de produits plus propres et qu'ils souhaitent un développement durable des ressources.

Nous comprenons que GNL Québec a l'intention de poursuivre le processus d'évaluation, alors que la compagnie recherche de nouveaux investissements pour le projet proposé.

M. Richard Martel (Chicoutimi—Le Fjord, PCC): Monsieur le Président, GNL Québec est un autre projet qui s'ajoute à la liste sabotée par le gouvernement du Canada. Pourtant, c'est un projet vert qui s'inscrit dans la transition énergétique mondiale. Ce projet représente 807 millions de dollars en retombées économiques par année, 110 millions de dollars en recettes fiscales et 1 100 emplois directs et indirects.

Qu'est-ce que le premier ministre va dire aux citoyens du Saguenay—Lac-Saint-Jean et d'ailleurs qui soutiennent en majorité ce projet?

M. Peter Schiefke (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, le projet fait actuellement l'objet d'une évaluation fédérale par l'Agence d'évaluation d'impact du Canada, en vertu de la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale de 2012, soit le système mis en œuvre par le gouvernement du parti de mon collègue.

Je suis convaincu que ce processus rigoureux arrivera à un résultat qui montrera à tous les Canadiens et à toutes les Canadiennes si le projet doit aller de l'avant ou non. Le Cabinet prendra une décision lorsque ce sera le temps.

[Traduction]

Mme Stephanie Kusie (Calgary Midnapore, PCC): Monsieur le Président, un autre grand investisseur en a assez des politiques libérales nuisibles à l'emploi.

Warren Buffett est revenu sur sa promesse d'investir 4 milliards de dollars dans un projet de gazoduc au Québec. Comme l'a indiqué un organe de presse, M. Buffett s'est rendu compte « qu'il ne peut pas compter sur un cadre de réglementation ou des conditions d'investissement stables, alors il se retire. Il ne sera pas le seul à le faire, et [...] les Canadiens ordinaires souffriront des pertes d'emplois. »

Les libéraux vont-ils finalement admettre qu'ils sont responsables du problème ou vont-ils continuer de nuire aux emplois et aux investissements dont nous avons désespérément besoin au Canada?

M. Peter Schiefke (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement est déterminé à travailler avec le secteur des ressources et à veiller à ce que l'on crée des emplois d'un bout à l'autre du pays tout en protégeant l'environnement. C'est ce que les Canadiens attendent du gouvernement.

Nous savons que les investisseurs de partout dans le monde cherchent des projets en se basant à la fois sur la croissance économique, le rendement par rapport aux investissements et l'emploi de méthodes d'exploitation durable. Nous avons aussi appris une bonne nouvelle, puisque l'évaluation du projet GNL Québec ira de l'avant pendant que le promoteur cherche d'autres investisseurs.

* * *

[Français]

LE TRANSPORT FERROVIAIRE

Mme Kristina Michaud (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia, BQ): Monsieur le Président, les conséquences économiques de la crise ferroviaire sont majeures dans l'Est du Québec. La Société du chemin de fer de la Gaspésie en est encore à faire son bilan, mais on sait déjà que les pertes dépassent le demi-million de dollars.

La Chambre de commerce Baie-des-Chaleurs a sonné l'alarme et s'inquiète que le retour à la normale prenne des mois. Jeudi dernier, la Chambre a réclamé l'aide du fédéral. C'est le manque de leadership du fédéral qui a fait perdurer la crise ferroviaire.

Est-ce que ce gouvernement va indemniser les entreprises pour leurs pertes?

L'hon. Marc Garneau (ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, nous croyons dans notre gouvernement qu'il est important de suivre un processus de réconciliation. C'est ce que nous avons fait. Il est regrettable qu'il y ait eu un blocus ferroviaire, mais nous avons travaillé très fort, jour et nuit, pour le régler. Je suis content de voir que le transport a maintenant repris sur les chemins de fer partout au pays.

* * *

LA SANTÉ

M. Luc Thériault (Montcalm, BQ): Monsieur le Président, le coronavirus se répand partout en Asie, en Europe et en Amérique du Nord, et le gouvernement doit être prêt à faire face à une crise mondiale. C'est bien qu'il ait mis en place une cellule de crise, mais on est obligé de recoller l'information petit bout par petit bout pour dégager une vue d'ensemble.

Est-ce que le gouvernement va faire preuve de transparence et dévoiler une fois pour toutes et entièrement son plan d'action?

[Traduction]

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, comme le député le sait, nous travaillons sur ce dossier depuis que la Dre Tam a relevé la présence du très petit groupe de cas à Wuhan, à la fin de décembre.

Questions orales

Nous collaborons avec l'ensemble des députés en offrant des séances d'information dès que nous disposons de nouveaux renseignements à communiquer. Nous resterons à leur disposition afin qu'ils puissent suivre le dossier de la COVID-19, qui évolue rapidement.

J'assure au député que nous travaillons également avec nos partenaires de tous les niveaux, c'est-à-dire avec les provinces, les territoires et d'autres administrations, y compris les services locaux de santé publique, afin que nos systèmes soient prêts, que nous soyons au courant des besoins et que nous ayons les capacités de gérer toute flambée au pays.

• (1440)

[Français]

M. Luc Thériault (Montcalm, BQ): Monsieur le Président, le coronavirus prend de plus en plus d'expansion, et le mot « pandémie », qui semblait prématuré il y a à peine quelques jours, est en train de devenir le mot approprié. On parle d'une augmentation de 19 000 % des cas en Europe en à peine quelques semaines. Pour rassurer la population, cela prend du leadership de la part du premier ministre. Cela prend de la transparence et un plan d'action.

À partir de combien de cas va-t-on enfin avoir un plan de contingence?

[Traduction]

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, comme le député le sait, nous nous penchons sur la situation depuis qu'un petit groupe de cas de pneumonie atypique ont été détectés à Wuhan, à la fin décembre.

Comme le député d'en face l'a fait remarquer, nous avons formé un comité spécial sur la COVID-19 pour nous tenir pleinement au courant de l'approche pangouvernementale adoptée. Nous sommes en train de planifier des scénarios afin de pouvoir comprendre les effets qu'aura le virus sur divers secteurs partout dans le monde.

La santé et la sécurité des Canadiens sont nos principales priorités. Nous ferons tout en notre pouvoir pour veiller à leur sécurité et à leur bien-être.

[Français]

M. Alain Rayes (Richmond—Arthabaska, PCC): Monsieur le Président, plusieurs pays commencent à parler de la COVID-19 comme d'une pandémie mondiale. En date d'aujourd'hui, la grande majorité des pays développés ont déjà instauré des mesures pour les voyageurs. Ici, au Canada, aucune restriction et aucun contrôle n'ont été mis sur les entrées au pays.

Ma question s'adresse au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile: est-ce qu'il entend restreindre les entrées au Canada pour les voyageurs en provenance de pays tels que la Chine, l'Iran ou l'Italie?

[Traduction]

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, cette question prouve que ce député a besoin d'être mieux informé, afin de savoir exactement ce qui se passe à la frontière.

Nous contrôlons soigneusement les voyageurs en provenance de divers pays en nous fiant aux conseils que des experts de l'Organisation mondiale de la santé et de nombreux autres professionnels de la santé nous ont donnés selon lesquels la meilleure des choses à faire est de demander aux voyageurs, à la frontière, s'ils se sont ren-

du dans certaines régions bien précises. Une liste de questions particulières est affichée sur les kiosques. Si un voyageur ne se sent pas bien, on le dirige vers les services de santé, notamment les responsables locaux de ceux-ci.

Le député devrait s'informer des mesures que...

Le Président: Le député d'Edmonton Riverbend a la parole.

M. Matt Jeneroux (Edmonton Riverbend, PCC): Monsieur le Président, les hôpitaux du pays ont averti le gouvernement qu'ils vont manquer de masques, de matériel de protection et de lits.

Or, d'après les responsables de la santé de la ministre, le système de santé est bien préparé pour faire face à l'augmentation du nombre de cas de COVID-19 au pays. Six semaines après le premier cas confirmé et juste après un premier décès, en Colombie-Britannique, le premier ministre vient enfin de demander aux provinces quel est leur état de préparation.

Pourquoi la ministre dit-elle que le gouvernement est bien préparé, alors qu'elle vient seulement, aujourd'hui, de demander aux provinces où elles en sont?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, c'est extrêmement attristant d'apprendre que le premier Canadien atteint du coronavirus est décédé, en Colombie-Britannique. Au nom de tous les députés, j'adresse mes condoléances à sa famille.

La lettre du premier ministre donne suite à celle que j'ai envoyée à mes homologues il n'y a pas très longtemps. Elle demandait elle aussi de confirmer par écrit les endroits précis où, selon eux, il y aurait des pénuries. Nous avons reçu des réponses de plusieurs provinces et territoires sur leurs besoins éventuels.

Nous collaborons étroitement avec eux pour être en mesure de leur fournir les ressources nécessaires, qu'il s'agisse d'équipement ou de ressources financières. Nous serons là pour les provinces et les territoires.

M. Matt Jeneroux (Edmonton Riverbend, PCC): Monsieur le Président, s'assurer que les hôpitaux canadiens soient bien équipés pour répondre à une éventuelle pandémie de COVID-19 est un enjeu national. Nous savons que presque tous les cas avérés au pays sont chez des personnes qui arrivaient des régions les plus à risque de la planète, mais le gouvernement continue d'affirmer que le problème n'est pas encore à nos portes.

La ministre est-elle prête à mettre à exécution la Loi sur la mise en quarantaine et à imposer des mesures de quarantaine obligatoire aux gens qui arrivent des régions à risque?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, j'invite le député d'en face à relire la Loi sur la mise en quarantaine. Il constatera que nous nous servons déjà amplement de ses dispositions. Lorsqu'on demande à une personne qui arrive d'une région touchée de demeurer en isolement volontaire pendant 14 jours, elle est tenue de se rapporter aux autorités de santé publique afin qu'elles puissent vérifier son respect des pratiques d'isolement requises.

Le virus ne connaît pas les frontières. Nous sommes bien au fait des mesures de soutien requises à l'échelle locale afin que les gens sur le terrain puissent poursuivre leur excellent travail pour empêcher que cette maladie se répande et en limiter les effets au Canada.

• (1445)

M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NPD): Monsieur le Président, le gouvernement a assuré à la population canadienne que notre système de santé est tout à fait prêt à gérer l'écllosion de COVID-19.

Toutefois, SoinsSantéCAN, un groupe de défense des intérêts des hôpitaux canadiens, signale que notre système est déjà trop sollicité, qu'il y a un manque critique de places en soins intensifs et d'équipement de protection. Ce groupe demande donc une augmentation des fonds fédéraux et un nombre beaucoup plus important de tests de dépistage.

Aujourd'hui, on a confirmé le premier décès causé par le virus en Colombie-Britannique, et nous savons que la situation va s'aggraver avant de s'améliorer.

Est-ce que les libéraux sont prêts à garantir aux hôpitaux les ressources dont ils ont besoin pour répondre à l'écllosion de COVID-19?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, la réponse tient en un mot: oui. Nous effectuons actuellement ce travail en collaboration avec les gouvernements provinciaux et territoriaux pour veiller à ce qu'ils aient les moyens de répondre à une flambée de la maladie qui entraînerait l'hospitalisation d'un plus grand nombre de patients.

Mme Leah Gazan (Winnipeg-Centre, NPD): Monsieur le Président, les libéraux ne cessent de répéter qu'ils ont à cœur les relations de nation à nation, mais, dans le contexte d'une possible écloision du coronavirus, ils tournent une fois de plus le dos aux Premières Nations et aux Inuits.

À l'époque de la pandémie de grippe H1N1, les nations autochtones ont demandé de l'aide, mais le gouvernement leur a plutôt envoyé des housses mortuaires.

Des vies sont en jeu.

Le premier ministre admettra-t-il qu'il a eu tort et reviendra-t-il sur sa décision d'exclure le ministre des Services aux Autochtones du comité du Cabinet sur la COVID-19?

L'hon. Marc Miller (ministre des Services aux Autochtones, Lib.): Monsieur le Président, je peux confirmer qu'en ma qualité de ministre des Services aux Autochtones, je fais bel et bien partie de ce comité.

Je peux aussi assurer à la députée d'en face que les bureaux régionaux font beaucoup de sensibilisation, en collaboration avec les chefs des Premières Nations et les communautés elles-mêmes. Afin que les ressources nécessaires soient disponibles, nous sommes en contact permanent avec l'Agence de la santé publique du Canada, avec les ministères concernés ainsi qu'avec nos homologues provinciaux et territoriaux. Rien n'est plus important que la santé et la sécurité des Premières Nations et des Inuits.

[Français]

LES FEMMES ET L'ÉGALITÉ DES GENRES

Mme Emmanuela Lambropoulos (Saint-Laurent, Lib.): Monsieur le Président, hier était la Journée internationale des femmes, une journée pour reconnaître les contributions de toutes les femmes et une occasion de promouvoir et de soutenir l'égalité des genres. Le thème de cette année, #GrâceÀVous, célèbre les gé-

Questions orales

nérations de défenseurs, d'activistes et d'autres acteurs du changement qui font progresser l'égalité des genres, comme le Centre des femmes de Saint-Laurent, dans ma circonscription.

La ministre des Femmes et de l'Égalité des genres peut-elle dire à la Chambre comment nous pouvons célébrer les progrès du Canada vers une plus grande égalité pour les femmes et les personnes de tous les genres?

L'hon. Maryam Monsef (ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et du Développement économique rural, Lib.): Monsieur le Président, grâce au courage et au travail acharné de celles qui nous ont précédées, des femmes, comme ma collègue de Saint-Laurent et moi, peuvent mettre leur nom sur un bulletin de vote. Nous avons fait beaucoup de progrès, surtout depuis les cinq dernières années, et nous nous sommes engagés à en faire beaucoup plus.

[Traduction]

Même si nous devons affronter des vents contraires chaque fois que nous faisons un pas en avant, nous devons remercier celles qui nous ont précédées, car c'est grâce à elles si celles qui nous suivront connaîtront un avenir meilleur.

[Français]

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

M. Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, le Canada et le seul membre de l'alliance *Five Eyes* qui n'a pas encore pris de décision au sujet de la participation de Huawei dans son réseau 5G. Pour défendre l'inaction de son gouvernement, le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie a déclaré, et je cite: le Canada ne sera pas victime d'intimidation par d'autres pays.

Pourtant, ce n'est pas le temps de chercher des conflits avec nos alliés.

Qu'attend le premier ministre pour bannir Huawei de son réseau 5G et assurer la protection des entreprises et des citoyens canadiens?

[Traduction]

L'hon. Bill Blair (ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, Lib.): Monsieur le Président, nous allons tout faire pour que les Canadiens aient accès à la technologie 5G et à ses avantages.

La sûreté de l'environnement numérique du pays est une priorité absolue, et nous allons faire le nécessaire pour que les Canadiens demeurent en sécurité et que leurs appareils électroniques ne soient pas compromis. Nous prenons les moyens pour que tous les facteurs sécuritaires et scientifiques soient pris en compte par nos alliés — y compris les États-Unis, dont j'ai rencontré les représentants ce matin — et les services de sécurité du pays.

Nous faisons tout ce qu'il faut pour que la décision que nous prendrons soit la meilleure pour les Canadiens.

Questions orales

M. Rob Morrison (Kootenay—Columbia, PCC): Monsieur le Président, avec le temps, l'indécision finit par se transformer en décision. Or, le premier ministre n'a toujours pas décidé s'il protégerait la cybersécurité des Canadiens en abandonnant Huawei. Beaucoup de nos partenaires du Groupe des cinq nous ont prévenus que Huawei représente un véritable danger pour les Canadiens. Pas plus tard qu'aujourd'hui, un haut représentant américain est venu à Ottawa pour implorer les libéraux de bannir Huawei. Toutefois, au lieu de collaborer avec notre plus grand allié, des libéraux de premier plan ont traité les États-Unis d'intimidateurs.

Le premier ministre s'engage-t-il à arrêter les insultes, à prendre des mesures pour protéger les Canadiens et à bannir Huawei?

• (1450)

L'hon. Bill Blair (ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, Lib.): Monsieur le Président, je me sens vraiment obligé de rectifier les faits. La réalité, c'est que nous nous sommes engagés dans un dialogue aussi nécessaire que constructif avec nos alliés pour veiller à ce que la décision que nous prendrons dans l'intérêt supérieur du Canada tienne pleinement compte de tous les facteurs sécuritaires et scientifiques pertinents. Nous ferons ce qu'il faut afin de maintenir un environnement sûr pour les Canadiens et d'assurer leur protection.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

Mme Cheryl Gallant (Renfrew—Nipissing—Pembroke, PCC): Monsieur le Président, les femmes et les hommes des Forces armées canadiennes risquent leur vie tous les jours pour nous protéger. S'il y a une pandémie, ils pourraient être aux premières lignes d'une intervention. Ils risqueront davantage d'être malades. Ils doivent savoir que nous allons les soutenir, que nous avons les ressources qu'il faut, des ressources comme un hôpital fonctionnel. La construction de l'hôpital de la garnison de Petawawa est en retard depuis deux ans. Le projet a deux ans de retard.

La Chine a construit deux hôpitaux en 10 jours. Combien d'années faudra-t-il encore au gouvernement libéral pour en construire un seul?

L'hon. Harjit S. Sajjan (ministre de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, la santé et la sécurité des membres des Forces armées canadiennes nous tiennent beaucoup à cœur. Je me suis d'ailleurs rendu à Petawawa l'an dernier pour faire le point sur les besoins en infrastructures, et pas seulement dans le domaine des services de santé. Nous étudions également la situation du Centre de ressources pour les familles militaires de Petawawa.

Les infrastructures sont un domaine dans lequel il faut continuellement investir. C'est exactement ce que nous faisons avec notre politique en matière de défense. Si le gouvernement précédent avait commencé à investir dans les infrastructures, nous ne serions pas dans cette situation. C'est pourquoi nous veillons à présent à ce que les Forces armées canadiennes aient tous les outils dont elles ont besoin.

M. James Bezan (Selkirk—Interlake—Eastman, PCC): Monsieur le Président, je dois corriger le ministre: les libéraux ont amputé de 247 millions de dollars le budget des infrastructures des Forces armées canadiennes. Une vérification interne récente a souligné que les pannes d'électricité et les refoulements d'égout sur les bases menacent les opérations et mettent en péril la santé et la sécurité des militaires.

Les libéraux ne sont même pas capables d'assurer le bon fonctionnement des toilettes, mais ils s'attendent à ce que nous ayons confiance en leur capacité d'acquérir de nouveaux navires et avions de chasse.

Le ministre conviendra-t-il avec moi qu'il est complètement dépassé par la situation?

L'hon. Harjit S. Sajjan (ministre de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureux que le député d'en face soulève cette question. Je lui ferai remarquer qu'il était secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale lorsque les conservateurs ont refusé d'investir dans les infrastructures.

C'est pourquoi nous investissons dans les Centres de ressources pour les familles des militaires et les services de santé. Pour ce qui est des besoins opérationnels, nous faisons les investissements qui s'imposent, en fonction des ressources disponibles, afin de répondre aux besoins des Forces armées canadiennes.

* * *

[Français]

LA SANTÉ

M. Stéphane Bergeron (Montarville, BQ): Monsieur le Président, l'Europe est maintenant sérieusement touchée par l'épidémie du coronavirus. On parle de 7 000 cas en Italie, 1 000 en France et en Allemagne. Le gouvernement ne peut plus se contenter de mesures de sécurité ciblées pour les personnes arrivant d'une poignée de pays. La crise est maintenant mondiale, et les Québécois ont l'impression que le gouvernement la gère au cas par cas.

Quel est le plan de contingence complet du gouvernement maintenant que les voyageurs et les ressortissants de partout dans le monde risquent d'être porteurs du virus?

[Traduction]

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, je remercie le député de sa question et de son constat, à savoir que le coronavirus s'est propagé dans 102 pays.

Le Canada n'y fait pas exception, car nous sommes aux prises avec un peu plus de 70 cas. Voilà pourquoi j'ai été ravie de m'entretenir avec la ministre McCann la semaine dernière à Montréal au sujet des plans de préparation de Montréal et de Québec.

J'ai tout à fait confiance dans le travail effectué par les provinces et les territoires, et je tiens à remercier notamment la ministre McCann pour cette discussion très productive.

[Français]

Mme Kristina Michaud (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia, BQ): Monsieur le Président, vendredi, des voyageurs à l'aéroport international Montréal-Trudeau se plaignaient qu'aucun test ne soit effectué auprès des passagers ayant séjourné dans des zones à risque. Certains voyageurs qualifiaient même l'aéroport de véritable passoire. Il faut protéger la population contre la propagation. Le gouvernement doit donner des directives claires pour s'assurer qu'aucun cas positif ne rentre chez nous.

Est-ce que le gouvernement va s'assurer que toutes les mesures de détection du coronavirus seront effectuées dans tous les services frontaliers, à commencer par les aéroports?

[Traduction]

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à remercier les employés de l'Agence des services frontaliers et de l'Agence de la santé publique du Canada. Ces hommes et ces femmes travaillent ensemble avec diligence depuis plusieurs mois pour protéger la santé des Canadiens à leur retour au pays, ainsi que celle des voyageurs internationaux.

La situation évolue rapidement. Nous veillerons à ce que les personnes qui effectuent ce travail difficile reçoivent le support et la reconnaissance qu'elles méritent. Leur travail est essentiel à la protection de la santé et de la sécurité des Canadiens.

* * *

• (1455)

LES SERVICES PUBLICS ET L'APPROVISIONNEMENT

Mme Kelly Block (Sentier Carlton—Eagle Creek, PCC): Monsieur le Président, lorsqu'il est question de la modernisation des locaux à bureaux, la table est mise pour les ministres libéraux, tandis que les humbles fonctionnaires obtiennent des miettes.

Au cours des quatre dernières années et demie, les libéraux ont dépensé plus de 1,6 million de dollars pour améliorer leurs propres bureaux. Nous avons appris récemment que Services publics et Approvisionnement Canada a raté ses objectifs de modernisation des locaux à bureaux pour les fonctionnaires de 50 %.

La ministre peut-elle dire à ses collègues du Cabinet qu'ils sont privés de toutes autres rénovations de bureaux?

L'hon. Anita Anand (ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, Lib.): Monsieur le Président, dans le cadre de sa gestion courante des immeubles fédéraux, Services publics et Approvisionnement Canada a lancé une initiative pour cibler les bureaux ministériels à l'échelle du gouvernement qui avaient besoin d'être rénovés.

Cette initiative a permis d'effectuer des réparations modestes et peu coûteuses sur les locaux qui en avaient besoin lors de la relâche parlementaire et de l'élection générale de 2019. Ces projets courants sont réalisés en respectant les politiques du Conseil du Trésor et ils permettent aux employés de travailler dans des milieux de travail fonctionnels et modernes.

Mme Kelly Block (Sentier Carlton—Eagle Creek, PCC): Monsieur le Président, lorsqu'il est question de fixer des objectifs, les libéraux sont de grands parleurs. Ils ont établi un objectif pour la modernisation des locaux à bureaux, mais le ministère a lui-même admis que, s'il ne l'a pas atteint, c'est parce que les libéraux n'ont même pas financé leurs propres efforts à ce chapitre.

Tandis que les libéraux redécorent leurs bureaux, les vaillants fonctionnaires doivent se passer d'améliorations fondamentales pour les leurs. La ministre annulera-t-elle tous les projets futiles de rénovation de bureaux pour ses collègues et réaffectera-t-elle les ressources là où on en a le plus besoin?

L'hon. Anita Anand (ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, Lib.): Monsieur le Président, je répète qu'il s'agit de projets courants. Ils sont réalisés conformément aux politiques du Conseil du Trésor et ils permettent aux employés de poursuivre leur travail important pour la population canadienne dans des bureaux fonctionnels.

Questions orales

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, alors que l'ambassadeur de Chine au Canada continue de qualifier absurdement la persécution des Ouïghours de fausses nouvelles, le musée commémoratif de l'Holocauste aux États-Unis a maintenant officiellement taxé la persécution des Ouïghours par le gouvernement chinois de crime contre l'humanité. Cette désignation ouvre la porte à une réponse juridique internationale.

À l'exception d'en parler et d'exprimer son inquiétude, le gouvernement envisage-t-il d'adopter une mesure juridique concrète à l'égard de cette atrocité, en appuyant les actions en justice internationales, en reconnaissant qu'il s'agit d'un crime contre l'humanité ou en imposant des sanctions Magnitsky contre les responsables?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, nous sommes profondément préoccupés par la situation des droits de la personne des Ouïghours et d'autres minorités en Chine.

Soyons très clairs: le gouvernement a soulevé cette question directement auprès des Chinois. Le Canada a également exprimé à plusieurs reprises ses préoccupations au Conseil des droits de l'homme des Nations unies. Nous continuons à demander au gouvernement chinois d'assurer le plein respect des droits de la personne de son peuple, y compris la liberté de religion.

M. Sven Spengemann (Mississauga—Lakeshore, Lib.): Monsieur le Président, il y a deux semaines, la violence a éclaté en marge de manifestations à Delhi, la capitale de l'Inde. Au moins 50 personnes ont perdu la vie, et des centaines d'autres ont été blessées. Les dissensions découlent notamment de la loi que le gouvernement indien a adoptée dernièrement pour modifier les règles qui régissent la citoyenneté. Cette loi préoccupe beaucoup d'habitants de ma circonscription et de nombreux Canadiens dans tout le pays.

Le ministre des Affaires étrangères ferait-il le point sur les discussions entre le Canada et l'Inde dans ce dossier?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, je souhaite remercier le député de Mississauga—Lakeshore de son travail et de sa question pertinente.

Tout d'abord, je tiens à exprimer nos condoléances à la famille et aux amis des personnes qui ont perdu la vie.

La semaine dernière, je me suis entretenu avec le ministre indien des Affaires étrangères pour lui faire part directement de notre inquiétude concernant la violence qui sévit. Pendant cette conversation, j'ai souligné l'importance d'engager un dialogue respectueux et constructif. Nous continuerons à suivre cette situation de près et à insister sur la nécessité de respecter les droits de tous.

* * *

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

M. Tony Baldinelli (Niagara Falls, PCC): Monsieur le Président, une nouvelle loi qui est entrée en vigueur dans l'État de New York fait en sorte que les citoyens ne peuvent plus s'inscrire aux programmes sécurisés pour les voyageurs, notamment Global Entry, EXPRES, NEXUS et SENTRI. C'est une situation problématique pour la ville de Niagara Falls et la région de Niagara. Ces programmes nous procurent de grands avantages, notamment en facilitant le flux de voyageurs et de marchandises qui traversent notre frontière.

Questions orales

La saison estivale avec son pic touristique arrive à grands pas, c'est donc un problème que nous devons régler, sans tarder. Est-ce que le ministre des Affaires étrangères a abordé la question avec ses homologues américains afin de leur faire part des inquiétudes du Canada à la suite de ces changements qui affectent dorénavant ces programmes sécurisés pour les voyageurs?

• (1500)

L'hon. Bill Blair (ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais assurer au député d'en face que nous collaborons étroitement avec nos homologues américains, y compris les responsables des douanes et de la protection de la frontière de même que les responsables de l'application des nouvelles règles. Nous sommes fermement engagés à maintenir l'intégrité et la sécurité de nos frontières, tout en nous assurant de faciliter les flux de personnes qui traversent notre frontière.

À l'heure actuelle, la question n'a pas été soulevée auprès de ces responsables, mais j'accepte volontiers de le faire au nom du député.

* * *

LE COMMERCE INTERNATIONAL

Mme Tracy Gray (Kelowna—Lake Country, PCC): Monsieur le Président, la décision de l'Organisation mondiale du commerce relative à la demande de l'Australie de revoir l'exemption de la taxe d'accise du Canada sur les vins 100 % canadiens approche à grands pas. Comme si 39 millions de dollars par année en nouvelles taxes ce n'était pas déjà assez désastreux pour les établissements vnicoles, des vniculculteurs de la région m'informent aussi que toute cette situation marquera un retour en arrière de 15 ans pour l'industrie, sans compter que les banques commencent à leur téléphoner pour savoir comment ils vont composer avec cette nouvelle dépense potentielle.

Quand le gouvernement défendra-t-il les vignobles canadiens? Quand trouvera-t-il une solution qui les rassurera quant à l'avenir?

Mme Rachel Bendayan (secrétaire parlementaire de la ministre de la Petite Entreprise, de la Promotion des exportations et du Commerce international, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à remercier la députée d'en face de ses efforts incessants dans ce dossier. Comme la députée le sait peut-être, la ministre a rencontré récemment les chefs de file de l'industrie vinicole, car nous sommes convaincus que cette industrie contribue énormément à la réputation du Canada comme producteur agricole de calibre mondial.

Nous n'avons ménagé aucun effort pour résoudre le différend avec l'Australie. Je tiens à assurer à la députée d'en face que le gouvernement continuera de défendre les travailleurs canadiens et les intérêts de l'industrie vinicole canadienne.

* * *

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

M. Earl Dreeshen (Red Deer—Mountain View, PCC): Monsieur le Président, un programme d'échange de seringues commencera bientôt à l'établissement de Bowden. Ce programme permet aux détenus d'obtenir des seringues qu'ils peuvent utiliser pour consommer des drogues illicites dans leur cellule, tout cela avec la promesse qu'ils n'utiliseront pas ces seringues à mauvais escient.

Les gardiens sont très inquiets. Soulignons que le Syndicat des agents correctionnels du Canada n'a même pas été consulté. Quand le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile agira-t-il afin d'assurer la sécurité des travailleurs de première ligne?

L'hon. Bill Blair (ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à rassurer le député: la prévention et le traitement des maladies infectieuses à l'intérieur des établissements correctionnels servent à protéger non seulement la population carcérale fédérale, mais aussi le personnel des services correctionnels et la population canadienne. Assurer la sécurité de tous est la priorité absolue.

Le Service correctionnel du Canada procède à une évaluation approfondie des risques avant d'approuver la participation d'un détenu au programme. Dans chaque cas, on met en place des mesures de protection appropriées pour s'assurer que les seringues sont entreposées de façon sécuritaire et sont toujours bien comptabilisées. Nous veillons sur la sécurité des détenus et des travailleurs des services correctionnels.

* * *

[Français]

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

M. Marc Serré (Nickel Belt, Lib.): Monsieur le Président, la semaine dernière, notre gouvernement a annoncé un investissement de 3,6 millions de dollars de FedNor dans deux projets de la Société de l'aide au développement des collectivités de North Claybelt. Depuis plus de 30 ans, cet organisme à but non lucratif aide les entrepreneurs locaux à lancer et à développer leurs entreprises et aide les communautés à renforcer l'économie.

La ministre du Développement économique pourrait-elle nous en dire plus sur ce projet très important dans la communauté?

L'hon. Mélanie Joly (ministre du Développement économique et des Langues officielles, Lib.): Monsieur le Président, je le ferai avec plaisir. J'aimerais remercier mon collègue de Nickel Belt de son excellente question. Nous savons que les entrepreneurs sont le moteur de l'économie du Nord de l'Ontario. Grâce à notre appui à la Société d'aide au développement des collectivités de North Claybelt, notre gouvernement a aidé plus de 185 entreprises à créer et à garder plus de 221 emplois sur place, dans la région. Nous sommes là pour gens du Nord de l'Ontario et pour nos jeunes entrepreneurs.

[Traduction]

Mme Laurel Collins (Victoria, NPD): Monsieur le Président, les répercussions du coronavirus sur l'économie se font déjà sentir. Un ralentissement économique mondial nous menace. Les Canadiens comptent sur le gouvernement pour présenter un plan de relance et une stratégie de création d'emplois. Il faut investir dans de nouvelles infrastructures, dans l'énergie renouvelable, dans les transports en commun et la rénovation domiciliaire afin de créer des emplois un peu partout au pays. Les libéraux ont l'occasion de montrer qu'ils veulent aider les travailleurs et la planète, et pas seulement les grandes sociétés.

Le gouvernement investira-t-il dans les emplois durables dont les Canadiens ont besoin en ce moment?

M. Sean Fraser (secrétaire parlementaire du ministre des Finances et de la ministre de la Prospérité de la classe moyenne et ministre associée des Finances, Lib.): La réponse est oui, monsieur le Président.

En ce qui concerne le coronavirus, j'informe la députée que notre priorité est toujours d'assurer que le système de santé publique soit en mesure d'offrir des services de premier ordre et que nous annonçons bientôt des mesures d'appui pour ceux qui sont tenus de s'isoler. J'invite la députée à consulter le plan d'infrastructure que nous avons présenté, lequel prévoit des investissements de centaines de milliards de dollars dans des projets qui généreront des emplois dans les collectivités et rendront celles-ci plus fortes. Je serai heureux de poursuivre cette conversation avec la députée quand bon lui semblera.

* * *

• (1505)

LA SANTÉ

M. Paul Manly (Nanaimo—Ladysmith, PV): Monsieur le Président, l'un des moyens les plus efficaces pour freiner la propagation de virus comme celui de la COVID-19 est de demander aux gens de rester à la maison et de s'isoler lorsqu'ils sont malades. Toutefois, beaucoup d'entrepreneurs et de travailleurs à faible revenu ne peuvent tout simplement pas s'absenter du travail. La perte de quelques centaines de dollars en revenus pourrait les empêcher de nourrir leur famille ou les pousser vers l'itinérance.

Le gouvernement étendra-t-il le soutien financier à l'ensemble des travailleurs qui doivent s'isoler pour des raisons de sécurité publique? Cet engagement inclura-t-il les travailleurs qui ne cotisent pas à l'assurance-emploi ou qui n'y sont pas admissibles?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Affaires intergouvernementales, Lib.): Monsieur le Président, nous sommes conscients que nous devons soutenir les Canadiens qui pourraient devoir s'absenter du travail parce qu'ils sont malades ou mis en quarantaine. Les personnes qui prennent des mesures pour protéger leur santé ou celle de leurs voisins ne devraient pas être pénalisées. Nous avons déjà fait passer le délai de carence de l'assurance-emploi de deux à une semaine. Nous nous engageons à porter la période de prestations de maladie à 26 semaines. Nous nous préparons en vue des pires scénarios et, comme le ministre des Finances l'a dit la semaine dernière, nous soutiendrons les travailleurs canadiens.

Le Président: Voilà qui met fin à la période des questions d'aujourd'hui. Je tiens à remercier tous les députés. Le tout s'est très bien déroulé. Je voulais simplement le mentionner en passant.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

LE CODE CRIMINEL

L'hon. David Lametti (ministre de la Justice et procureur général du Canada, Lib.) demande à présenter le projet de loi C-8, Loi modifiant le Code criminel (thérapie de conversion).

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

* * *

PÉTITIONS

L'ENVIRONNEMENT

M. Richard Cannings (Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, NPĐ): Monsieur le Président, je souhaite présenter une pétition si-

Affaires courantes

gnée par des jeunes de ma circonscription qui soulignent que les changements climatiques s'accroissent au Canada et partout dans le monde, et que les jeunes Canadiens craignent de devoir faire face à un avenir incertain. Par conséquent, les pétitionnaires exhortent la Chambre des communes à prendre des mesures concrètes pour assurer l'avenir des jeunes Canadiens et remplir les obligations du Canada au titre de l'Accord de Paris en adoptant une stratégie détaillée de lutte contre les changements climatiques qui comprend des cibles de lutte contre les changements climatiques et de réduction des émissions de gaz à effet de serre fondées sur les données scientifiques ainsi qu'un plan pour les atteindre, en mettant en place un régime complet de tarification du carbone incluant un prix national sur le carbone qui continuera d'augmenter de façon constante au-delà de 2022, en éliminant les subventions aux combustibles fossiles et en réaffectant ces fonds dans les systèmes d'énergie renouvelable, l'efficacité énergétique, le transport à faibles émissions de carbone et la formation professionnelle.

• (1510)

LES OPIOÏDES

M. Paul Manly (Nanaimo—Ladysmith, PV): Monsieur le Président, la première pétition que je présente concerne la crise des surdoses d'opioïdes et le nombre de décès qui en a résulté, ce qui inquiète beaucoup la population.

Les pétitionnaires demandent au Parlement de déclarer l'état d'urgence en matière de santé publique en raison des décès par surdose survenant au Canada, de faire de la crise des surdoses un enjeu de santé et non un enjeu criminel, et d'adopter une stratégie à la fois multidimensionnelle et exhaustive face à la crise des surdoses. Ils demandent que le Parlement s'attaque aux problèmes de la toxicomanie, de la pauvreté, du logement, des soins de santé, de la discrimination raciale, ainsi que de l'inégalité et de l'instabilité économiques; qu'il écoute, en vue d'y donner suite, les recommandations des travailleurs sociaux, des travailleurs de première ligne, des infirmiers, des médecins, des consommateurs de drogues et des personnes engagées dans la communauté des toxicomanes; et qu'il décriminalise les drogues au Canada.

LE CANNABIS

M. Paul Manly (Nanaimo—Ladysmith, PV): Monsieur le Président, la deuxième pétition que je présente est signée par des habitants de ma circonscription qui s'inquiètent de la culture extérieure de cannabis dans leur quartier. Ils demandent au gouvernement de modifier la réglementation concernant l'octroi de permis pour le cannabis afin de rendre obligatoire la participation des collectivités locales, ainsi que d'exiger que les municipalités participent activement aux décisions relatives aux permis, en particulier pour ce qui est de l'emplacement des propriétés auxquelles on délivrera des permis pour la production et la transformation extérieures du cannabis.

Les pétitionnaires réclament aussi un moratoire d'un an sur les permis pour la culture extérieure de cannabis afin de donner suffisamment de temps aux municipalités pour rédiger des règlements administratifs appropriés, ainsi qu'accroître leur participation au processus décisionnel.

LES DROITS DE LA PERSONNE

L'hon. Judy A. Sgro (Humber River—Black Creek, Lib.): Monsieur le Président, c'est un honneur pour moi de présenter une pétition signée par des habitants de la région du Grand Toronto.

Affaires courantes

Les pétitionnaires demandent à la Chambre des communes et à Affaires mondiales Canada de publier une déclaration qui, en ce qui concerne le gouvernement de Moon Jae-in en Corée du Sud, dénonce l'expulsion forcée de deux transfuges nord-coréens vers la Corée du Nord, exprime une profonde inquiétude à ce sujet et exhorte le gouvernement Moon à prendre des mesures correctrices afin de veiller à pleinement respecter à l'avenir les instruments internationaux en matière de droits de la personne; et qui, en ce qui concerne le régime de Kim Jong-un en Corée du Nord, demande de divulguer où se trouvent les deux transfuges nord-coréens en question et de les traiter de manière humanitaire.

LES OPIOÏDES

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, c'est pour moi un honneur de présenter une pétition au nom des habitants de la vallée de Comox, de Courtenay et de Cumberland.

La pétition concerne les 12 500 décès évitables causés par la crise des opioïdes et du fentanyl qui fait rage au pays. La présentation de la pétition tombe à point puisque, demain, plusieurs des signataires iront manifester pour dénoncer la fermeture du centre de protection contre les surdoses de Courtenay.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement de déclarer que la crise actuelle de surdoses d'opioïdes et d'intoxications au fentanyl est une urgence nationale de santé publique. Ils demandent l'affectation de ressources pour soutenir les centres de protection contre les surdoses, pour soutenir les services de traitement et pour répondre au problème de la sûreté de l'approvisionnement. Ils veulent que le gouvernement le fasse aux termes de la Loi sur les mesures d'urgence, de manière à pouvoir gérer cette crise et disposer de ressources pour la combattre dans le but d'empêcher, de réduire et d'éliminer les décès. Ils souhaitent aussi que le gouvernement modifie les politiques actuelles sur les drogues afin de décriminaliser la possession pour usage personnel et qu'il crée de toute urgence un système permettant aux gens qui consomment des substances pour en faire l'expérience, dans un but récréatif ou de manière chronique, de se procurer ces substances sans qu'elles aient été frelatées et sans qu'elles les exposent au risque d'une surdose résultant de la contamination avec un produit dangereux.

L'ENVIRONNEMENT

M. William Amos (Pontiac, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureux de prendre la parole au nom de 44 électeurs de Pontiac qui se sont présentés à mon bureau avec une pétition. Nous avons eu une très bonne discussion au sujet de l'urgence climatique à laquelle est confrontée la planète.

Les pétitionnaires exhortent le gouvernement et le Parlement du Canada à prendre des mesures pour lutter contre les nombreuses catastrophes naturelles liées au climat, notamment les inondations qui ont frappé la région du Pontiac en 2017 et en 2019. Ils soutiennent qu'il est urgent que nous agissions immédiatement pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et faire la transition vers une économie à faibles émissions de carbone. Ils nous demandent de le faire d'une manière qui respecte notre plan de réconciliation avec les peuples autochtones et de mettre en œuvre la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones.

• (1515)

Mme Rachel Blaney (North Island—Powell River, NPD): Monsieur le Président, j'ai deux pétitions à présenter aujourd'hui.

La première porte sur la motion d'initiative parlementaire M-1 et sur le « New Deal vert ». C'est un plaisir pour moi de la présenter, car elle a été signée par des dizaines de Canadiens de partout au pays, qui joignent leur voix à celles de milliers d'autres qui ont signé une pétition avant eux. Tous ces gens demandent au gouvernement du Canada de s'attaquer à l'urgence climatique avec l'ambition et la détermination nécessaires, pour le bien des générations actuelles et à venir.

Les pétitionnaires demandent en outre au gouvernement d'appuyer la motion d'initiative parlementaire M-1, qui réclame la création d'un « New Deal vert » à la canadienne et qui demande aux autorités de trouver des moyens audacieux de s'attaquer dès maintenant à l'urgence climatique et de combler les inégalités raciales et socioéconomiques, qui vont toujours croissant, tout en aidant les travailleurs touchés par la transition vers une économie verte et renouvelable.

POSTES CANADA

Mme Rachel Blaney (North Island—Powell River, NPD): Monsieur le Président, la seconde pétition a été signée par près de 400 habitants de ma circonscription qui demandent à la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement d'adopter la vision « Vers des collectivités durables » pour la Société canadienne des postes afin que celle-ci passe exclusivement à l'énergie renouvelable, qu'elle élargisse la gamme des services destinés aux aînés, qu'elle commence à offrir des services bancaires postaux, qu'elle convertisse sa flotte de véhicules à l'énergie électrique, qu'elle installe des bornes de recharge publiques, qu'elle commence à livrer des médicaments et des denrées, qu'elle se dote de panneaux solaires et qu'elle rénove ses bureaux de poste.

LES AFFAIRES AUTOCHTONES

M. Nathaniel Erskine-Smith (Beaches—East York, Lib.): Monsieur le Président, je présente une pétition signée par plus de 100 élèves de l'École secondaire Notre Dame située dans Beaches—East York. Les pétitionnaires attirent l'attention du gouvernement sur les logements inadéquats et le manque d'eau potable dans les réserves. Ils soulignent que cette situation est inacceptable au Canada sur le plan de l'égalité et des droits fondamentaux de la personne. Ils demandent au gouvernement d'accorder plus d'importance à la situation. Bien que 88 avis d'ébullition d'eau aient pu être levés depuis 2015, 64 sont toujours en vigueur. Les pétitionnaires demandent au Parlement d'accorder davantage de fonds et d'aide pour régler ces problèmes et assurer l'égalité des communautés des Premières Nations.

L'ENVIRONNEMENT

M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Monsieur le Président, j'ai quatre pétitions que je vais présenter très rapidement.

Les deux premières portent sur l'environnement.

Des habitants de ma circonscription s'inquiètent des effets de l'activité humaine sur l'environnement et s'intéressent aux mesures que devrait prendre le gouvernement pour s'attaquer au problème.

Dans une des pétitions, ils demandent à la Chambre des communes et au Parlement d'exiger et de financer des vérifications de la consommation d'énergie de tous les édifices fédéraux.

Dans une autre, ils demandent à la Chambre des communes et au Parlement de porter à 10 000 \$ les subventions pour l'achat de véhicules électriques.

L'AGRICULTURE

M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais présenter une autre pétition, qui a été signée par des agriculteurs et des résidents de ma circonscription qui appuient les agriculteurs partout au Canada. Ils demandent au gouvernement du Canada d'éviter de prendre des règlements aux termes de la Loi sur la protection des obtentions végétales qui éroderaient davantage les droits des agriculteurs ou qui alourdiraient leur fardeau financier en restreignant ou en éliminant le privilège qui leur est accordé.

L'AIDE AUX VICTIMES DES INONDATIONS

M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Monsieur le Président, la dernière pétition compte 1 677 signatures. Elle porte sur les inondations qui ont touché le lac Ontario, la rivière des Outaouais et le fleuve Saint-Laurent.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement de lancer un programme de modélisation pour fermer la voie maritime plus tôt ou pour l'ouvrir plus tard au printemps; d'avoir recours à des mesures extraordinaires pour cibler le niveau du lac Ontario afin de le réduire plus tôt; et d'accroître l'écart de la limite L, comme on l'a fait dans le cadre des mesures défensives prises à l'automne 1986, lorsque les débits de sortie ont dépassé la limite actuelle de 200.

LES ÂÎNÉS

M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole pour présenter une pétition signée par des habitants de Winnipeg-Nord. Ils demandent aux parlementaires de reconnaître l'importance des aînés et de chercher des moyens d'améliorer leur qualité de vie, en prenant exemple sur la Sécurité de la vieillesse et sur d'autres mesures visant à sortir davantage d'aînés de la pauvreté.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au Feuilleton.

Le Président: D'accord?

Des voix: D'accord.

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

• (1520)

[Traduction]

TRAVAUX DES SUBSIDES

MOTION DE L'OPPOSITION — LES DOCUMENTS CONCERNANT LES
RALENTISSEMENTS ÉCONOMIQUES

La Chambre reprend l'étude de la motion.

Mme Julie Dabrusin (secrétaire parlementaire du ministre du Patrimoine canadien, Lib.): Monsieur le Président, je suis ravie d'avoir la possibilité de parler de l'incidence de l'Allocation canadienne pour enfants dans ma circonscription, ainsi que des répercussions qu'elle a eues sur la pauvreté parmi les enfants partout au pays et sur l'insécurité alimentaire. Des études nous montrent désormais que l'Allocation canadienne pour enfants, qui est indexée et non imposable, réduit l'insécurité alimentaire.

Travaux des subsides

C'est de l'argent supplémentaire dans les poches de personnes figurant parmi les plus démunies de la société, qui permet aux enfants et aux familles de subvenir à leurs besoins. J'estime qu'il s'agit de l'un des programmes les plus importants que nous ayons mis en place, quoiqu'il y ait tant d'autres choses dont nous pourrions parler.

Voilà pourquoi je me réjouis autant que nous ayons l'occasion d'en parler aujourd'hui. Tous les députés, tous partis confondus, ont parlé de la façon dont les habitants de leur circonscription respective souhaitent travailler ensemble pour que les collectivités soient plus fortes, que les gens arrivent à joindre les deux bouts et qu'ils puissent trouver l'emploi voulu. Tous ces éléments sont très importants pour atteindre l'objectif fixé.

Je suis reconnaissante d'avoir eu le temps de terminer mon discours, et je suis maintenant prête pour les cinq minutes de questions.

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, il y a quelques minutes, j'ai présenté une pétition concernant les aînés. Nous avons tous à cœur le bien-être des personnes âgées au pays. En outre, la députée a parlé de l'Allocation canadienne pour enfants.

En plus de l'augmentation des montants qui ont permis ultimement de sortir des enfants de la pauvreté, il y a quelques années, nous avons proposé, par le biais d'une motion budgétaire, des modifications au Supplément de revenu garanti. Je sais que cette mesure a également aidé les électeurs de sa circonscription.

La députée peut-elle nous dire à quel point cette mesure a aidé les aînés à sortir de la pauvreté?

Mme Julie Dabrusin: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question. J'ai en effet constaté les retombées de cette mesure. En fait, selon une étude publiée par Statistique Canada l'année dernière, les changements au Supplément de revenu garanti ont réellement permis de réduire la pauvreté parmi les aînés qui vivent dans nos collectivités partout au pays. Je pense que le dernier tableau de bord de la pauvreté, qui est aussi produit par Statistique Canada, arrive aux mêmes conclusions.

Cette réduction est visible dans les statistiques, mais nous pouvons aussi l'observer concrètement. En fait, nous devrions élargir le sujet pour parler des autres mesures que nous avons prises pour les aînés. Par exemple, des logements abordables sont construits pour les aînés dans ma région. Je sais que c'est toujours l'une des grandes priorités: avoir accès à un logement abordable.

Ces deux mesures, en plus des autres que nous proposons, soutiennent les aînés à l'échelle du pays.

Mme Jenny Kwan (Vancouver-Est, NDP): Monsieur le Président, la députée a parlé dans son discours de l'importance de la sécurité alimentaire, en particulier pour les personnes à faible revenu.

Travaux des subsides

À ce sujet, mon collègue le député de Vancouver Kingsway a présenté un projet de loi d'initiative parlementaire qui vise à élaborer un programme d'alimentation en milieu scolaire. Dans ma circonscription, Vancouver-Est, il y a beaucoup de secteurs à faible revenu où les familles moins fortunées n'ont tout simplement pas accès à des aliments à prix abordable. Si nous pouvions mettre en place un programme national d'alimentation en milieu scolaire, je crois qu'il contribuerait grandement à réduire ces préoccupations.

Je me demande si la députée serait disposée à appuyer une telle mesure.

Mme Julie Dabrusin: Monsieur le Président, je suis très heureuse que la députée d'en face ait soulevé la question d'un programme national d'alimentation en milieu scolaire, car j'y tiens beaucoup.

J'étais tellement contente de voir qu'une partie du dernier budget porte sur une politique alimentaire nationale. En fait, il s'agit de la première politique alimentaire nationale au Canada. Le budget contient un engagement de négocier avec les provinces et les territoires pour appuyer des programmes alimentaires dans les écoles à l'échelle du pays, pour plusieurs raisons. Les programmes alimentaires aident les enfants qui vont à l'école le ventre creux, peut-être pour des raisons de pauvreté, mais il existe beaucoup de raisons pour lesquelles un enfant pourrait arriver à l'école sans avoir déjeuné.

Les programmes alimentaires ont une incidence positive sur les résultats scolaires, ainsi que sur les résultats en matière de santé. J'appuie fortement la mise en œuvre d'un programme alimentaire national dans toutes les écoles du Canada.

• (1525)

L'hon. Mike Lake (Edmonton—Wetaskiwin, PCC): Monsieur le Président, j'ai écouté avec intérêt le discours de la députée. Elle a parlé, encore et encore, de la Prestation universelle pour la garde d'enfants.

C'est avec fierté que j'ai fait partie du gouvernement porté au pouvoir en 2006. La Prestation universelle pour la garde d'enfants était alors l'une des cinq priorités que nous avons annoncées pendant notre campagne électorale. Je suis heureux qu'après l'avoir instaurée, nous ayons réussi à rembourser, en quelques années, une dette de 40 milliards de dollars alors que l'économie allait bien. Par la suite, quand l'économie mondiale a traversé une période difficile, le gouvernement conservateur a mis sur pied un programme de relance économique. Il a ensuite rééquilibré le budget.

Chaque année, nous défendions la Prestation universelle pour la garde d'enfants. Lorsque nous avons terminé notre mandat avec un budget équilibré en 2015, ce même budget équilibré dont le gouvernement libéral a hérité, la Prestation universelle pour la garde d'enfants était encore très solide.

J'ai les documents ici. La députée aimerait-elle, après la période de questions et d'observations, s'asseoir avec moi pour que je lui révèle la clé du succès du gouvernement précédent et que je lui explique comment nous avons réussi à protéger le financement de la Prestation universelle pour la garde d'enfants, un programme très important, tout en équilibrant le budget en 2015?

Mme Julie Dabrusin: Monsieur le Président, j'aimerais seulement dire que je suis toujours heureuse de discuter, mais la Prestation universelle pour la garde d'enfants était imposable et elle of-

frait le même montant d'argent à tout le monde, sans égard au revenu.

En étant fondée sur les moyens, indexée et non imposable, l'Allocation canadienne pour enfants a contribué à réduire la pauvreté infantile, contrairement au programme précédent.

M. James Cumming (Edmonton-Centre, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui au sujet de la motion présentée par mon collègue le député de Carleton. Je vais partager mon temps de parole avec mon collègue le député de St. Albert—Edmonton.

Le débat d'aujourd'hui est très important, surtout dans les circonstances auxquelles nous devons faire face en raison du coronavirus, des barricades et du ralentissement généralisé de l'économie. Soulignons que le gouvernement libéral a toujours parlé avec fierté de ses cibles budgétaires. Parlons un peu de ces cibles budgétaires qui ont fait en sorte que nous avons moins de marge de manœuvre pour composer avec des crises comme celle-ci.

La première cible budgétaire fixée par les libéraux était d'équilibrer le budget en cinq ans. Ils avaient dit qu'ils enregistreraient de tout petits déficits, puis qu'ils rétabliraient l'équilibre budgétaire. De toute évidence, ils ont raté cette cible. Puis, ils ont affirmé qu'ils chercheraient à rétablir l'équilibre en réduisant constamment le ratio de la dette par rapport au PIB. Cette cible est aussi tombée à l'eau.

La seule cible qu'il leur reste est la création d'emplois. Or, je crois que le nombre d'emplois créés a baissé. En effet, quand nous comparons la situation de l'emploi au Canada à celle d'autres pays du G7, le taux de chômage du Canada ne semble pas aussi faible. Le gouvernement fait grand cas de ses cibles budgétaires. Or, ces cibles tombent toutes à l'eau, et il ne se rend même pas compte que nous sommes en train de couler avec elles.

Le ministre des Finances n'arrête pas de dire que nous sommes en bonne posture et que nous avons constitué de grandes réserves pour affronter les tempêtes. Je me demande si nous saurons un jour à combien s'élèvent ces réserves, car selon les données dont les conservateurs ont pris connaissance, l'affirmation du ministre est fautive.

Le manque de leadership du gouvernement et ses règlements qui freinent la croissance des entreprises ont entraîné la perte de plus de 200 000 emplois dans ma province, la Saskatchewan. De plus, 150 milliards de dollars en capitaux ont été investis ailleurs qu'au Canada.

On dit toujours que cela est attribuable aux faibles prix du pétrole. Il n'en demeure pas moins que cet argent est allé ailleurs. La Norvège a maintenant ouvert un autre champ pétrolifère et affirme qu'elle exploitera le pétrole aussi longtemps qu'il le faudra. Elle a réalisé cet investissement. Les Russes viennent de faire de grosses dépenses en immobilisations dans le secteur des ressources, et nous savons que les Américains ont réussi à accroître leurs activités dans le secteur des ressources et à augmenter leur part du marché, une réalité que le gouvernement libéral est incapable de reconnaître.

Il y a aussi la structure fiscale qui a été mise en place et qui accable les petites entreprises d'augmentations des cotisations au RPC et à l'assurance-emploi et d'une taxe sur le carbone. La taxe sur le carbone, c'est la taxe sur tout. Ces vaillantes petites entreprises essaient de produire des biens et d'être concurrentielles dans le marché mondial, mais le gouvernement continue de leur mettre des bâtons dans les roues en augmentant les taxes. En ajoutant les règles concernant l'impôt sur le revenu fractionné et en limitant la capacité des couples qui gèrent ces petites entreprises de répartir leur revenu, j'ai l'impression qu'on fait tout pour nuire à ces vaillants Canadiens et à leurs excellentes entreprises qui font la force du Canada.

En raison du manque de leadership du gouvernement libéral, le secteur de l'énergie a perdu à lui seul 150 milliards de dollars en investissements. Je peux énumérer les projets concernés: 20 milliards de dollars pour le projet de Teck, 8 milliards de dollars pour le projet Northern Gateway, 16 milliards de dollars pour le projet d'Énergie Est, 36 milliards de dollars pour le projet Pacific NorthWest, 28 milliards de dollars pour le projet d'Aurora, 25 milliards de dollars pour le projet WCC LNG, et j'en passe.

Je suis prêt à donner un coup de pouce au gouvernement. Il existe une solution rapide pour envoyer le message qu'il appuie l'exploitation des ressources et qu'il veut aider ces grandes entreprises canadiennes à accéder aux marchés. Il suffit au gouvernement d'appuyer mon projet de loi, qui vise à lever le moratoire relatif aux pétroliers et à permettre aux entreprises d'exporter leurs produits à partir d'un port en eau profonde, d'être concurrentielles et d'exporter l'énergie propre du Canada vers d'autres pays.

• (1530)

La semaine dernière, j'ai assisté à la conférence du secteur minier, à Toronto. Là aussi, il a beaucoup été question du processus réglementaire canadien. Projet après projet, les participants ont estimé que le gouvernement libéral saisit mal l'importance des investissements. J'espère qu'il prêtera l'oreille aux doléances des entreprises du secteur, qu'il s'agisse d'extraction pétrolière, gazière ou minière. S'il souhaite donner de l'allant à l'économie, il ferait mieux de comprendre que ces entreprises en sont le cœur. Ce sont elles qui génèrent des revenus, qui font tourner l'économie et qui permettent de financer tous les programmes dont j'entends sans cesse parler. Tous les mémoires présentés au comité des finances parlaient de dépenses. Or, pour financer toutes ces dépenses, il faut que l'économie tourne à un certain régime.

Pendant que nous sommes sur le sujet des dépenses, je rappelle que, si certaines d'entre elles peuvent contribuer à stimuler l'économie, d'autres sont du pur gaspillage. Le gouvernement semble être passé maître dans l'art de jeter l'argent par les fenêtres. Pensons par exemple aux 50 millions de dollars qu'il a donnés à Mastercard, aux 12 millions à Loblaws, aux 40 millions à BlackBerry et j'en passe. Nous n'avons pas besoin d'investissements comme ceux-là. Le gouvernement doit alléger le fardeau réglementaire, donner les moyens de ses ambitions au secteur privé et faire en sorte que les gens puissent recommencer à travailler.

Nous avons un programme d'infrastructure. Je reconnais que les conservateurs avaient eux aussi un programme d'infrastructure. Il y a une différence entre les deux. Quand les libéraux ont présenté leur programme, ils ont parlé de ses trois piliers: les investissements dans la productivité, une réduction des gaz à effet de serre et une augmentation du PIB. Lors d'une discussion avec le directeur parlementaire du budget à propos de ce programme, nous lui avons dé-

Travaux des subsides

mandé si ses objectifs étaient respectés. Rien ne montre que ce soit le cas, surtout dans le domaine de la productivité, celui qui pourrait faire tourner l'économie. Quand un programme d'infrastructure ne comprend pas de mesures de reddition de comptes, de cibles précises et d'éléments mesurables, il est plutôt difficile de voir s'il fonctionne. J'espère que le gouvernement va changer la direction du programme d'infrastructure et reconnaître qu'il devrait s'efforcer de permettre aux entreprises d'être plus productives et de leur donner un meilleur accès aux marchés, de voir à ce que le pays ait le régime le plus concurrentiel qui soit.

Ce programme est bourré de lacunes. Le moment est venu de repartir à zéro et de mettre en œuvre des programmes qui seraient efficaces, favoriseraient la croissance de l'économie et aideraient l'industrie à prospérer plutôt que de gonfler le budget du gouvernement.

En ce qui concerne l'avenir, nous avons avant tout besoin d'un plan qui nous ramène à l'équilibre budgétaire. Il n'est pas déraisonnable de demander au gouvernement quand il renouera enfin avec l'équilibre budgétaire; il en a la possibilité, je pense. Il faut que le gouvernement cesse de faire barrage au secteur privé. Le secteur privé a proposé de construire le pipeline et le gouvernement a fini par acheter ledit pipeline à cause de la lourde réglementation qu'il a imposée à cette entreprise. Le secteur privé veut investir dans le Canada et croit au Canada, mais il faut que le gouvernement envoie le bon message, à savoir que le Canada est prêt à faire des affaires.

Le secteur de l'énergie de la province dont je viens est très fier de ce qu'il fait. Il le fait bien, il le fait de manière écologique et il pourra augmenter sa part du marché si on le laisse faire. Nous devons augmenter notre capacité à acheminer nos produits. Je demande au gouvernement d'envisager sérieusement de réviser le projet de loi C-69 afin que les marchés aient confiance ici et que l'interdiction pour les pétroliers de naviguer le long de la côte Ouest soit levée. La confiance n'est pas là.

Le principe du paiement comptant remettrait un peu les choses en ordre, au gouvernement. Si le gouvernement veut prendre de nouvelles mesures, il doit être en mesure de les payer. Il faudrait donc qu'il trouve un équilibre entre ces différents éléments afin de rétablir une certaine discipline et de garantir le retour à l'équilibre budgétaire.

Concernant les petites entreprises, nous devons éliminer les taxes sur les intrants, alléger leurs charges et leur permettre de réussir.

• (1535)

M. Gagan Sikand (Mississauga—Streetsville, Lib.): Monsieur le Président, le député a dit que l'économie avait perdu des milliards de dollars — 28, 16, 36, 28 et 25. Il pourra répondre par oui ou par non à ma question. Mis à part le coût pour l'avenir de nos enfants, peut-il nous dire combien coûtera l'inaction dans le dossier climatique?

M. James Cumming: Monsieur le Président, j'ai bel et bien un chiffre pour le député. Les émissions canadiennes représentent actuellement 1,6 % des émissions totales mondiales. Je l'invite à réfléchir à ce chiffre. Les libéraux n'arrêtent pas de dire qu'il faut atteindre un équilibre entre la protection de l'environnement et l'exploitation des ressources. Commençons donc à parler de cet équilibre.

Travaux des subsides

J'invite le député à se rendre dans ma province. Je serais heureux de l'accueillir et de lui montrer ce qui se passe dans ma province. L'Alberta compte des entreprises de calibre mondial. Nous pouvons diminuer les émissions en laissant ces entreprises faire ce qu'elles peuvent, notamment exporter du gaz naturel liquéfié, afin de conquérir des marchés qui sont actuellement exploités par des pays ayant des normes inférieures aux nôtres. Si nous emboîtons le pas, nous serons en mesure de diminuer les émissions à l'échelle mondiale.

M. Paul Manly (Nanaimo—Ladysmith, PV): Monsieur le Président, comme nous vivons dans un système de libre concurrence, on fait une sorte de pari quand on cherche à déterminer le montant des redevances que pourront obtenir certaines industries. Nous constatons à l'heure actuelle sur le marché libre que le prix du pétrole s'est effondré. Au moment où la société Teck Resources a présenté sa proposition, le prix du baril du pétrole était de 99 \$.

M. Kelly McCauley: Le prix était fixé à 45 \$.

M. Paul Manly: Monsieur le Président, le prix a maintenant chuté sous les 50 \$.

Les statistiques que j'ai consultées sur l'industrie pétrolière montrent que le prix du baril s'élevait bel et bien à 99 \$.

Combien de projets d'exploitation de sables bitumineux ont été approuvés, mais n'iront pas de l'avant parce que les investisseurs se sont retirés en raison du prix du baril produit en Alberta?

M. James Cumming: Monsieur le Président, il s'agit là d'une vision fort étroite de la situation actuelle. Je reconnais que les prix ont baissé, mais la plupart de ces entreprises évoluent dans un jeu à long terme. Si le prix du baril est bien de 45 \$ ou 55 \$, je dirais que nos entreprises ont réduit leurs coûts pour demeurer concurrentielles. Les entreprises qui exploitent les sables bitumineux ont fait un travail remarquable en ce sens. Je crois que le prix du baril finira par revenir à la normale. Les investisseurs dont parle le député envisagent la situation sur le long terme; ils ne se cantonnent pas à une période de trois mois.

• (1540)

L'hon. Tim Uppal (Edmonton Mill Woods, PCC): Monsieur le Président, le député d'Edmonton-Centre est bien connu et bien respecté dans le milieu des affaires d'Edmonton. Les libéraux affirment que la situation économique actuelle est due, en réalité, au coronavirus ou même aux prix actuels du pétrole. Le député pourrait-il nous dire ce que les gens du milieu des affaires d'Edmonton ou du milieu des affaires de l'Alberta en disent?

M. James Cumming: Monsieur le Président, la question est étroitement liée à la raison pour laquelle je suis ici aujourd'hui. Il y a cinq ans, je me suis présenté aux élections sans succès. Je me suis présenté parce que j'étais préoccupé par l'économie et c'est précisément pour cette raison que j'ai tenté de nouveau ma chance.

Ces propriétaires d'entreprises m'ont laissé entendre qu'ils s'inquiètent beaucoup pour leur subsistance et leur niveau de vie. La direction prise par le gouvernement ne leur convient absolument pas. Ils veulent voir des investissements et ils veulent jouer. Cependant, ils ont besoin que le gouvernement s'écarte du chemin, ce qu'il n'a certainement pas fait.

M. Brian Masse (Windsor-Ouest, NPD): Monsieur le Président, ma question est simple: de combien de subventions publiques l'industrie pétrolière a-t-elle besoin? J'aimerais que le député me le dise.

Nous avons investi dans un pipeline. Exportation et développement Canada fait beaucoup la promotion de cette industrie. C'est aussi le cas de la Banque de développement du Canada, ainsi que celui de l'Alberta. Combien de deniers publics allons-nous engager pour contribuer à la réussite de cette industrie?

M. James Cumming: Je tiens tout d'abord à préciser, monsieur le Président, que nous avons appris au comité des finances qu'aucune subvention n'est envisagée pour l'industrie pétrolière et gazière. Cela a été précisé par les représentants qui y ont comparu.

Je souhaite aussi souligner les contributions de l'industrie pétrolière et gazière au pays sur le plan des infrastructures et du financement de toutes sortes de programmes, et je ne m'excuserai pas de l'appuyer pleinement.

M. Michael Cooper (St. Albert—Edmonton, PCC): Monsieur le Président, je suis très heureux de prendre la parole aujourd'hui au sujet de la motion de l'opposition. Depuis quatre ans et demi, le gouvernement dirige le pays comme si la période de prospérité ne prendrait jamais fin. Il semble que la chance du gouvernement a tourné: l'économie ralentit, les déficits et la dette sont astronomiques, le coronavirus et les barrages illégaux créent de l'incertitude économique et, aujourd'hui, le cours du pétrole s'est effondré.

Par conséquent et par souci de transparence, nous avons présenté une motion très simple qui demande au gouvernement de faire quelque chose qui devrait susciter son enthousiasme, à savoir transmettre tous les documents concernant des avertissements ou des craintes de ralentissements économiques. Les Canadiens méritent d'avoir accès à ces documents pour savoir si le gouvernement a tenu compte des avertissements et s'il a pris des mesures de précaution ou s'il a, comme cela semble être le cas, fait complètement fi des avertissements.

Je dis que le gouvernement devrait le faire avec enthousiasme, car c'est ce qui est énoncé dans la lettre de mandat que le premier ministre a remise au ministre des Finances, où l'on peut lire: « Je m'attends également à ce que nous continuions de relever la barre en matière d'ouverture, d'efficacité et de transparence au sein du gouvernement. Autrement dit, je veux que notre gouvernement soit intrinsèquement ouvert [...] » En accueillant favorablement aujourd'hui notre motion opportune, le gouvernement ne ferait qu'agir conformément à la lettre de mandat du ministre des Finances.

Lorsque les libéraux sont arrivés au pouvoir en 2015, ils ont hérité d'une économie forte du gouvernement conservateur précédent. En 2015, 2016, 2017 et 2018, ils ont également profité d'une période de forte croissance économique mondiale, de taux d'intérêt bas et d'un retour à la normale après l'effondrement des cours des matières premières au début de la décennie.

Lorsque je suis arrivé ici en 2015, alors que l'économie était relativement forte, je me souviens que mes collègues conservateurs et moi-même avons conseillé aux libéraux d'adopter une approche responsable, de rembourser la dette et de se préparer à des temps plus difficiles. C'est précisément l'approche que le premier ministre Stephen Harper a adoptée lorsque l'économie se portait bien en 2006 et 2007. Entre 2006 et 2008, le gouvernement Harper a remboursé 38 milliards de dollars de la dette, ce qui constitue le plus important remboursement de la dette de tous les gouvernements de l'histoire du Canada.

Travaux des subsides

Pourquoi le gouvernement Harper a-t-il procédé ainsi? Parce qu'il savait que la période de vaches grasses ne serait pas éternelle. Il se trouve qu'il avait raison. En effet, en 2008-2009 a eu lieu la plus importante récession mondiale depuis la Grande Dépression. Toutefois, grâce à la prévoyance de Stephen Harper, le Canada avait la capacité financière de réagir au ralentissement économique mondial et sa reprise a été beaucoup plus rapide et plus forte que dans tout autre pays du G7.

Voilà comment les conservateurs s'y sont pris. C'est l'approche que nous encourageons le gouvernement à adopter, mais celui-ci a d'autres idées. L'approche des libéraux, contrairement à la nôtre, consiste à dépenser, dépenser, dépenser et dépenser encore plus. On pourrait affirmer que les libéraux dépensent comme des matelots en goguette, mais, comme Ronald Reagan avait coutume de dire, on insulterait ainsi les matelots en goguette.

• (1545)

En quatre ans seulement, le gouvernement libéral a alourdi la dette de 75 milliards de dollars. D'ici la fin du présent exercice, le Canada sera en voie d'ajouter 100 milliards de dollars à la dette.

Le ministre des Finances a dit que nous ne devrions pas nous inquiéter et que le bon temps perdurerait. Ce n'est pas le cas, et des nuages sombres s'accumulent dans le ciel économique canadien.

Nous pouvons constater un ralentissement économique important au Canada. En effet, au quatrième trimestre de 2019, le PIB canadien a connu une croissance de seulement 0,3 %. Cela représente une baisse du PIB par habitant. D'ailleurs, en novembre, il y a eu une décroissance de l'économie canadienne et une perte de 71 000 emplois.

Alors que le Canada affichait une croissance économique de seulement 0,3 % au quatrième trimestre de 2019, les États-Unis, notre plus important partenaire commercial et notre plus grand concurrent économique, a vu son PIB croître de 2,1 %. Le contraste est frappant entre la croissance économique des États-Unis et le rendement lamentable de l'économie canadienne.

Cette tendance à traîner la patte derrière les États-Unis devrait perdurer cette année, selon les projections. En fait, on s'attend à ce que l'économie du Canada ait une croissance équivalant à la moitié du taux de croissance des États-Unis. Parallèlement, le taux de chômage est 30 % plus élevé au Canada que chez nos voisins au sud de la frontière. En fait, sous le gouvernement libéral, le Canada se retrouve dans la situation non enviable d'avoir le plus haut taux de chômage parmi les pays du G7, à l'exception de l'Italie et de la France. Ce ne sont pas vraiment des modèles à suivre pour ce qui est de la performance économique. Pourtant, c'est précisément l'approche que semble vouloir adopter le gouvernement.

Pendant un peu plus de quatre années et demie, les dépenses se sont multipliées, sans préparation pour les mauvais jours, rendant l'économie canadienne faible et vulnérable.

Face à ce constat, les Canadiens méritent de connaître le plan du gouvernement. Quel est le plan du gouvernement pour faire mieux qu'une pathétique croissance négative du PIB par habitant de 0,3 %? Quel est le plan du gouvernement pour stimuler l'économie et rétablir une certaine responsabilité financière? Nous savons tous que le déficit actuel de 30 milliards de dollars pourrait facilement grimper à 50 ou 60 milliards de dollars si le ralentissement économique persiste.

Je sais que, contrairement aux libéraux, de ce côté-ci de la Chambre, nous avons un plan. Il prévoit de contribuer à l'essor de l'économie canadienne en réduisant les impôts des travailleurs et des petites entreprises, en invalidant les projets de loi anti-développement, c'est-à-dire les projets de loi C-69 et C-48, et en réduisant les tracasseries administratives grâce à une règle de deux-pour-un qui s'appuie sur la règle du un-pour-un prévue par la loi et qui correspond aux mesures prises par le Manitoba et par notre plus grand concurrent, les États-Unis.

Les conservateurs ont un plan pour maîtriser les dépenses de manière raisonnable en éliminant le gaspillage et en réduisant les tracasseries administratives et le fardeau de l'appareil gouvernemental pour enfin atteindre ce dont le gouvernement libéral a hérité du gouvernement conservateur précédent: un budget équilibré.

En conclusion, où est le plan du gouvernement? Les libéraux n'ont pas d'autre plan que de dépenser et de dépenser encore. Si je compare leur plan avec le nôtre, qui vise à stimuler l'économie canadienne, je choisis le nôtre sans hésiter.

• (1550)

M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Monsieur le Président, j'apprécie l'intervention du député, mais je crois que certaines de ses affirmations sont erronées.

Il dit que l'ancien gouvernement de Stephen Harper avait fait des provisions pour les mauvais jours, mais regardons les faits de plus près. Ce qui s'est produit, en réalité — et je sais que le député est expert en données et sait ce qui s'est passé —, c'est que l'ancien gouvernement Martin avait laissé un excédent de 13 milliards de dollars. Le député affirme en quelque sorte que, pendant deux ans, le gouvernement conservateur a fait des économies en prévision des mauvais jours. En fait, il a plutôt réduit l'excédent en 2007 et 2008, avant le début de la récession. La trajectoire de l'ancien gouvernement suivait déjà un mouvement descendant, puisqu'il réduisait l'excédent jusqu'à se retrouver en déficit.

Le député prétend que Stephen Harper faisait des provisions pour les mauvais jours, mais ce n'est pas conforme aux faits.

M. Michael Cooper: Monsieur le Président, les faits parlent d'eux-mêmes: le gouvernement de Stephen Harper est responsable du plus gros remboursement de la dette de l'histoire canadienne, soit 38 milliards de dollars. C'est un fait avéré.

Mon ami de Kingston et les Îles évoque le gouvernement de Paul Martin. Il est vrai que, sous Jean Chrétien et Paul Martin, le gouvernement a rétabli l'équilibre budgétaire et a eu un budget excédentaire. Certes, à l'époque, les conservateurs et les réformistes ont exercé beaucoup de pression en ce sens, mais ces gouvernements l'ont fait, et il faut rendre à César ce qui revient à César.

Le gouvernement actuel ne mérite pas de tels éloges. Les libéraux, qui dilapident les fonds publics après avoir hérité d'un excédent budgétaire, se sont complètement déconnectés de ce legs. En pleine période de ralentissement économique, le gouvernement vide les coffres et ne produit aucun résultat.

M. John Brassard (Barrie—Innisfil, PCC): Monsieur le Président, je suis d'accord avec le député. On est loin du gouvernement libéral de Paul Martin. Paul Martin n'aurait jamais procédé de la sorte ni même imaginé s'y prendre ainsi.

Travaux des subsides

J'aimerais revenir à la motion à l'étude. Le député de St. Albert—Edmonton mentionne que, dans la lettre de mandat du ministre des Finances, comme dans celle de tous les autres ministres, il est question de transparence et de l'idée que le gouvernement est ouvert par défaut. Y a-t-il une raison pour laquelle le gouvernement s'opposerait à la motion dont nous sommes saisis, si l'ouverture est bel et bien ce que désire le premier ministre pour ses ministres et pour lui-même?

• (1555)

M. Michael Cooper: Monsieur le Président, disons simplement que, si le gouvernement pense ce qu'il dit et dit ce qu'il pense, alors il devrait appuyer la motion et fournir les documents. Tous les Canadiens peuvent voir que ce principe est expressément mentionné dans la lettre de mandat. Par ailleurs, outre la transparence, si le gouvernement a vraiment fait son travail, alors il a sans doute très hâte de dévoiler l'ensemble des mesures d'urgence et des préparatifs qui sont prévus. Cependant, je soupçonne que le gouvernement résiste à ce point parce qu'il n'a rien préparé.

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, le député affirme que les conservateurs ont un plan pour alléger le fardeau fiscal de la classe moyenne, mais ils ont pourtant voté contre cela. Ils ont dit que leur plan comprend un allègement fiscal pour les petites entreprises. Or, c'est exactement ce que le gouvernement a proposé, mais les conservateurs ont quand même voté contre le budget.

Je me demande si mon collègue conviendrait qu'il y a quelques incohérences entre le plan des conservateurs et la réalité.

M. Michael Cooper: Monsieur le Président, nous avons voté contre les déficits record et l'endettement. Nous avons voté contre les dépenses effrénées du gouvernement et contre son budget irresponsable.

Notre plan est global. Il comprend des réductions d'impôt. Il comprend l'abrogation des mesures législatives anti-énergie. Il vise à attirer les investisseurs dans le secteur le plus vital de l'économie canadienne, le secteur de l'énergie, par la mise en œuvre d'un régime de déduction pour amortissement accéléré comparable à celui mis en place pour le secteur manufacturier. Il vise également à réduire tout le gaspillage causé par les cadeaux versés par le gouvernement à ses amis de la grande entreprise, comme les 372 millions de dollars accordés à Bombardier. À quoi ont servi tous ces fonds? À faire disparaître 3 000 emplois et à permettre aux dirigeants de s'accorder une augmentation de 50 %. On peut dire que le contribuable en a eu pour son argent.

Mme Marie-France Lalonde (Orléans, Lib.): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député de Kings—Hants.

Je suis très heureuse de prendre la parole aujourd'hui au sujet du bilan réel du gouvernement, plutôt que des statistiques sélectivement choisies par le député de Carleton.

Les résultats de l'investissement du gouvernement dans les gens, les collectivités et les travailleurs canadiens sont clairs. L'économie canadienne est saine et en pleine croissance, le taux de chômage est faible, les investissements des entreprises remontent la pente et il y a davantage d'emplois à temps plein bien rémunérés et plus de femmes qui travaillent aujourd'hui que jamais dans l'histoire du Canada.

D'ailleurs, j'aimerais attirer l'attention de la Chambre sur les récentes données de Statistique Canada concernant l'emploi. En février, l'économie a créé, net, 30 300 nouveaux emplois. Tous les gains nationaux ont été réalisés dans le secteur de l'emploi à temps plein.

Le gouvernement est concentré à bâtir une économie qui fonctionne pour tout le monde et continuera de faire avancer les dossiers qui importent le plus aux Canadiens, tout en étant raisonnable et responsable dans ses nouveaux investissements. Compte tenu des nouveaux risques mondiaux, notre approche sera pratique et prudente et maintiendra la bonne situation financière du Canada et notre capacité à protéger le pays contre les risques actuels et futurs.

En tant qu'ancienne propriétaire d'entreprise, je suis consciente de toute l'importance de la compétitivité fiscale. Pour prospérer, les petites entreprises ont besoin d'une fiscalité avantageuse. C'est pourquoi nous avons réduit le taux d'imposition de ces entreprises, qui est passé à 10 % le 1^{er} janvier 2018, puis à 9 % le 1^{er} janvier 2019. Au Canada, le taux d'imposition moyen combiné du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux et territoriaux pour les petites entreprises est l'un des plus faibles des pays du G7. Étant donné les changements à l'échelle mondiale, il est essentiel que le Canada continue d'innover afin que les entreprises qui veulent prendre de l'expansion puissent choisir d'investir ici en toute confiance.

Dans l'énoncé économique de l'automne de l'année dernière, le gouvernement a pris des mesures importantes et opportunes à cette fin. Il a notamment permis aux entreprises d'amortir immédiatement le coût total du matériel désigné de production d'énergie propre afin de stimuler les nouveaux investissements et l'adoption de technologies propres de pointe dans l'économie canadienne. Il a également permis aux entreprises d'amortir immédiatement le coût total des machines et du matériel utilisés pour la fabrication et la transformation de biens. Le gouvernement a aussi instauré l'Incitatif à l'investissement accéléré, qui permet aux entreprises de toutes tailles et de tous les secteurs de l'économie de déduire une plus grande part du coût des biens nouvellement acquis dans l'année où l'investissement est effectué.

Que cela veut-il dire pour les entreprises? Pris ensemble, les incitatifs annoncés dans l'énoncé économique de l'automne dernier ont rendu plus attrayants aux entreprises les investissements dans les biens qui stimulent leur croissance et qui libèrent ainsi des capitaux dont elles peuvent se servir afin de créer de meilleurs emplois bien rémunérés pour les Canadiens.

Dans le budget de 2019, le gouvernement a présenté une mesure visant à améliorer les incitatifs fiscaux du Programme de la recherche scientifique et du développement expérimental. Il s'agit d'un programme très important qui favorise l'innovation en accordant des crédits d'impôt sur l'investissement aux entreprises de tous les secteurs qui mènent des projets de recherche scientifique et de développement expérimental au Canada. Grâce à cette mesure, le programme appuiera plus efficacement les PME tout au long de leur croissance. C'est une mesure très importante.

Dans l'économie mondialisée d'aujourd'hui, de nouvelles technologies et des innovations ont le potentiel de transformer des industries entières. Nous voulons nous assurer que le Canada sera l'un des principaux acteurs de ces transformations. Nous croyons que des mesures concrètes, exhaustives et systématiques comme celles dont je viens de parler seront plus efficaces pour soutenir la forte croissance que nous constatons dans l'économie canadienne.

● (1600)

Les assises de l'économie canadienne sont fondamentalement solides, mais nous devons faire le nécessaire pour qu'elles le demeurent et pour qu'elles résistent aux dangers tout à fait réels que constituent les changements climatiques et la transition vers une économie verte. Il y a tout à fait moyen de concilier vigueur économique et protection environnementale.

Pour lutter contre le phénomène mondial que sont les changements climatiques, nous aurons besoin de solutions innovatrices susceptibles de créer des emplois. Voilà pourquoi, en novembre 2018, le gouvernement chargeait le nouveau Conseil consultatif sur l'action pour le climat de trouver des occasions financièrement viables de réduire la pollution causée par les gaz carboniques produits par les secteurs des transports et de la construction. Dans son rapport final, qu'il a présenté au gouvernement, le Conseil recense un certain nombre de moyens de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de rendre l'économie à la fois plus verte et plus concurrentielle tout en offrant de bons emplois aux Canadiens.

Il propose également au gouvernement différentes façons d'inciter les Canadiens à se tourner vers les véhicules zéro émission, par exemple l'incitatif fédéral à l'achat et l'accroissement des investissements dans les mesures habilitantes, comme une infrastructure de recharge et la recherche-développement.

Chose plus importante encore, dans son budget de 2019, le gouvernement a donné suite aux recommandations en faisant des investissements destinés à rendre les véhicules zéro émission plus abordables grâce à la mise en place d'un nouvel incitatif fédéral d'une valeur maximale de 5 000 \$ pour l'achat de véhicules électriques à batterie, de véhicules à pile à hydrogène et de véhicules hybrides électriques rechargeables pouvant franchir de longues distances; à rendre les véhicules zéro émission plus viables en élargissant le réseau de stations de recharge et de ravitaillement dans les lieux de travail, les espaces de stationnement public, les immeubles commerciaux et résidentiels à logements multiples et les emplacements isolés; à attirer et à favoriser des investissements créateurs d'emplois de grande qualité dans le secteur canadien de la fabrication de véhicules zéro émission en permettant aux entreprises intéressées d'avoir accès à du financement prévu dans le cadre du Fonds stratégique pour l'innovation; et, enfin, à collaborer avec les fabricants d'automobiles afin d'obtenir des cibles volontaires de vente de véhicules zéro émission pour veiller à ce que l'offre de véhicules réponde à l'augmentation de la demande.

Le gouvernement va poursuivre ses efforts en vue de réduire la pollution, de créer des emplois et de favoriser la croissance propre. Des modes de transport plus propres nous aideront à assurer un avenir plus sain et plus prospère à nos enfants et à nos petits-enfants.

Le gouvernement est déterminé à stimuler la croissance de l'économie en aidant tous les Canadiens. Nous préconisons l'adoption de diverses mesures qui contribueront à la force et à la résilience de l'économie canadienne compte tenu des nouveaux défis, tant au pays qu'à l'étranger.

Plus que tout autre pays du G7, le Canada possède la résilience économique et la capacité financière nécessaires pour relever les défis éventuels. Nous avons investi dans les choses qui comptent le plus pour les Canadiens. Le gouvernement accorde la priorité aux investissements judicieux, qui permettront d'assurer la prospérité de

Travaux des subsides

tous les Canadiens et de faire croître l'économie, tout en rejetant les politiques d'austérité inefficaces.

Je peux assurer à tous les députés que le gouvernement poursuivra son plan de croissance qui profite à tous et à toutes.

● (1605)

M. Scott Aitchison (Parry Sound—Muskoka, PCC): Monsieur le Président, je suis toujours très préoccupé par la dette. J'ai conscience que tous les gouvernements ont accusé des déficits au fil des ans. Nous avons déjà rappelé la manière dont le gouvernement Chrétien-Martin s'était occupé de la dette, en refillant une grande partie des dépenses fédérales aux provinces, qui les ont ensuite elles-mêmes refillées aux municipalités. Ayant déjà moi-même été maire d'une ville, j'ai ressenti les contrecoups de ces décisions.

À un moment donné, quelqu'un devra payer la note. Mais avant d'en arriver là, comment déterminer si le niveau d'endettement de notre pays est trop élevé? Quelle est la limite que la députée estime que le gouvernement devrait atteindre en matière de dépenses déficitaires?

Mme Marie-France Lalonde: Monsieur le Président, en tant qu'ancienne femme d'affaires, je comprends ce qu'est l'endettement. Le ratio de la dette au Canada n'a jamais été aussi bas. Notre pays jouit d'un faible taux d'intérêt, ce qui nous a permis de favoriser la croissance économique grâce à des investissements.

Je suis très satisfaite de ce que les gens me disent lorsque je fais du porte-à-porte. Ils souhaitent que le gouvernement investisse dans ce qui compte pour eux. L'une des choses qui importent, c'est d'investir dans les infrastructures, dans l'énergie propre, et de s'assurer que les emplois de l'avenir soient là pour les prochaines générations.

Nous pouvons discuter de la dette, mais il arrive un moment où le gouvernement doit investir, et c'est maintenant.

M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Monsieur le Président, ma collègue a dit qu'il faut stimuler l'économie et investir dans les Canadiens. Contrairement au gouvernement précédent, le gouvernement actuel investit dans les gens en réduisant l'impôt de la classe moyenne et en s'assurant que les aînés ont le soutien dont ils ont besoin, non pas parce que c'est la bonne chose à faire dans une société où l'on vit côte à côte, mais parce que cela stimule l'économie. Quand la classe moyenne est forte, l'économie l'est aussi, et tout le monde s'en porte mieux.

Compte tenu de son expérience dans le milieu des affaires et en tant que propriétaire d'entreprise, quelles répercussions constate-t-elle lorsque la classe moyenne se porte bien parce qu'elle a profité de mesures comme une réduction du taux d'imposition?

Mme Marie-France Lalonde: Monsieur le Président, le député a soulevé quelques points au sujet des aînés. Il a parlé d'investir dans la population locale et de ce qui importe à cette dernière lorsqu'il est question de la classe moyenne. Je sais notamment que, si les employeurs donnent un salaire décent à leurs employés, toutes les données économiques montreront que ces gens continueront à leur tour à dépenser dans leur collectivité, ce qui aidera les petites entreprises à stimuler l'économie.

Travaux des subsides

Je veux m'assurer que je n'oublie pas de rappeler à tout le monde ce que nous avons fait pour les aînés. Nous avons notamment fait en sorte que les aînés aient un meilleur plan financier à long terme. J'ai été très heureuse de constater, dans le cadre de notre promesse et, je l'espère, de notre budget, une augmentation de 10 % du montant de la Sécurité de la vieillesse.

• (1610)

M. John Brassard (Barrie—Innisfil, PCC): Monsieur le Président, je sais que la députée ne siégeait pas à la Chambre en 2015. Elle faisait partie du gouvernement de Kathleen Wynne en Ontario. Je lui pardonnerai donc de ne pas connaître l'information suivante.

Dans le vrai plan que le premier ministre a publié en 2015, on peut lire ceci: « Il est temps de sortir le gouvernement de l'ombre pour que celui-ci soit réellement au service de la population. Le gouvernement et les renseignements du gouvernement devraient être ouverts par défaut. »

D'ailleurs, le premier ministre en parle directement dans toutes les lettres de mandat à ses ministres. Cette motion préconise l'ouverture et la transparence par défaut. Appuiera-t-elle la motion, oui ou non?

Mme Marie-France Lalonde: Monsieur le Président, à ce stade, je suis convaincue que notre gouvernement a fait preuve de transparence et d'ouverture depuis 2015. Nous sommes probablement l'un des plus transparents et nous sommes ici pour le montrer aux députés.

Bien que je ne siégeais pas à la Chambre en 2015, je rappelle au député que je vis à Orléans et à Ottawa. Lorsque j'ai fait du porte-à-porte, j'ai remarqué très clairement que le gouvernement était ouvert à investir dans les enjeux qui comptaient pour les Canadiens. C'est ce que nous faisons depuis 2015. Par exemple, nous avons réduit le taux de chômage à son plus bas niveau depuis 40 ans.

M. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.): Monsieur le Président, je me réjouis de pouvoir prendre la parole aujourd'hui au sujet de la motion de l'opposition présentée par le député de Carleton.

Je vais d'abord rendre à César ce qui appartient à César; le député de Carleton est très éloquent à la Chambre. Cependant, lors de ses commentaires pendant la période des questions et le débat sur la motion qui nous occupe, il a oublié une chose importante. Il n'a pas parlé des résultats que le gouvernement actuel a obtenus en matière d'économie et de création d'emplois depuis son arrivée au pouvoir en 2015.

Je suis fier d'être de ce côté-ci de la Chambre avec le parti libéral pour de nombreuses raisons, mais c'est sans doute ce que nous avons fait pour créer des emplois et améliorer la qualité de vie des Canadiens dans l'ensemble du pays qui me rend le plus fier.

J'ai déjà mentionné que mon père était chauffeur de camion et que ma mère était adjointe administrative dans une école de la région. Autrement dit, j'ai grandi dans une famille qui vivait d'un chèque de paie à l'autre. Par conséquent, je suis sûr que les députés peuvent comprendre que, lorsque le premier ministre a parlé en 2015 de soutenir la classe moyenne du Canada et ceux qui s'efforcent d'en faire partie, son message m'a interpellé.

Cependant, ce n'étaient pas que des paroles; c'est ce que nous avons fait pour les Canadiens. Plus d'un million de Canadiens ont été sortis de la pauvreté depuis que nous avons été portés au pouvoir en 2015, y compris 334 000 enfants et 73 000 aînés. Les taux de pauvreté ont diminué dans les 10 provinces — il s'agit de la plus

grande réduction sur trois ans dans l'histoire du Canada. Nous n'en avons pas assez parlé dans les débats, aujourd'hui, sur la situation économique du Canada et notre capacité à améliorer la vie des Canadiens.

Nous savons qu'il reste du travail à faire, mais nous avons investi dans les Canadiens, ce qui a eu comme effet de stimuler l'économie.

J'ai beaucoup parlé à la Chambre des histoires que j'ai entendues directement de résidents de Kings—Hants sur les bienfaits des programmes comme l'Allocation canadienne pour enfants et les réductions d'impôt pour les personnes à revenu moyen et sur ce que cela représente pour les familles et leur capacité d'acheter des aliments sains et d'inscrire leurs enfants à des activités récréatives.

J'aimerais parler de création d'emplois. De toute évidence, la motion d'aujourd'hui repose sur l'idée que notre gouvernement n'a pas fait de l'économie sa priorité et qu'aucune mesure n'a été couronnée de succès au cours des cinq dernières années. C'est tout simplement faux. En vérité, lorsque les contribuables ont plus d'argent dans leurs poches — et nous venons tout juste de parler du fait qu'environ un million de Canadiens ont plus d'argent à leur disposition à la fin du mois —, ils vont le dépenser. Nos investissements en faveur de la classe moyenne ont donné plus de vigueur à notre économie et celle-ci a été soutenue par la création de nombreux emplois.

J'ai écouté les propos de certains députés de l'opposition qui critiquent le rendement économique du gouvernement, mais ils semblent sous-estimer les 1,2 million d'emplois qui ont été créés au pays depuis 2015. C'est un chiffre impressionnant, mais je reconnais qu'il y a encore des défis à relever.

En présentant ces statistiques, je n'ai aucunement l'intention de suggérer que notre gouvernement va cesser ses efforts ou qu'il est dans le déni par rapport au travail à faire pour stimuler la croissance économique dans un avenir proche. Toutefois, comme nous l'avons fait au cours des cinq dernières années, nous continuerons de faire face aux difficultés afin d'offrir des résultats aux Canadiens, en plus de collaborer avec le secteur privé pour créer des possibilités dont les Canadiens pourront tirer profit.

Encore une fois, j'aimerais faire inscrire quelques chiffres au compte rendu. Certes, le député de Carleton et le député de St. Albert—Edmonton, qui est intervenu plus tôt, sont des politiciens d'une grande éloquence, mais il se trouve que notre travail consiste à informer les Canadiens avec des faits avérés. Voici donc des choses qui sont vraies.

Le taux de chômage au pays connaît un creux presque sans précédent. En fait, il n'a jamais été aussi bas depuis 1976. Voilà un fait indéniable.

Les investissements étrangers directs en 2018 et 2019 ont augmenté considérablement, soit de 60 % et de 18,9 % respectivement. À entendre les propos tenus par les députés d'en face, il pourrait être difficile de le croire, mais c'est un fait.

En février 2020, l'économie canadienne a connu une augmentation nette de 30 000 emplois, dont la plupart sont des emplois à temps plein. Encore une fois, c'est un fait. J'ose espérer que les députés conservateurs ne laisseront pas entendre que Statistique Canada répand de fausses nouvelles.

Travaux des subsides

Parlons du taux effectif marginal d'imposition au Canada. À l'heure actuelle, il se situe à 13,8 %, ce qui est le taux le plus bas des pays du G7. Je suis certain que les députés conservateurs ne nieront pas que des impôts moins élevés sont favorables à la croissance. Nous avons aussi réduit le taux d'imposition des petites entreprises de 11 % à 9 %.

• (1615)

Par contraste, regardons quelle était la situation avant 2015. Il est important de rappeler aux Canadiens d'où nous sommes partis. Nous avons hérité d'une économie qui sortait d'une deuxième récession en 10 ans, et le taux de chômage dépassait les 7 %. La croissance annuelle était au point mort et les investissements destinés à la recherche et au développement étaient à la baisse. Comme le secrétaire parlementaire du ministre des Finances l'a dit aujourd'hui, on doit au gouvernement conservateur qui nous a précédés le taux de croissance le plus faible de toute une génération.

Je pourrais continuer, mais certains députés d'en face y verraient peut-être l'occasion de se lancer dans des discours creux. Le gouvernement libéral a créé une économie solide, et il dispose d'une marge de manœuvre pour composer avec le ralentissement économique mondial qui s'annonce.

Parlons un peu de la capacité qu'a le gouvernement de relever les défis de l'économie mondiale. Comme on peut s'y attendre, les Canadiens et les parlementaires portent beaucoup d'attention aux répercussions du coronavirus et de la situation mondiale.

Plus tôt aujourd'hui, pendant la période des questions, le député de Carleton a parlé de provisions et de la possibilité de faire des provisions pour pouvoir affronter un ralentissement mondial. Je peux lui confirmer que les provisions sont faites et que nous sommes prêts à réagir. Le ratio dette-PIB du Canada, c'est-à-dire notre dette par rapport à la taille de notre économie, est à la baisse. Il s'agit d'une mesure cruciale. Nous savons grâce aux économistes que, lorsque nous empruntons, nous devons voir à ce que l'économie soit en croissance, ce que nous avons fait.

Le Canada fait partie des 11 rares pays à avoir une cote de crédit AAA. Selon les conclusions du directeur parlementaire du budget, le niveau des dépenses actuelles du gouvernement est soutenable à long terme, et notre plan budgétaire nous donne la marge de manœuvre dont nous avons besoin pour composer avec les difficultés émergentes et changeantes afin de soutenir la croissance économique.

Le ministre des Finances a déclaré qu'il présentera un budget qui permettra au gouvernement de prendre des mesures à l'égard du coronavirus et des difficultés que pose cette épidémie.

J'aimerais seulement conclure en faisant quelques observations. Notre économie est forte et elle s'est montrée vigoureuse dans les cinq dernières années. Le nombre d'emplois a augmenté, et le taux de chômage est plus bas que lorsque nous sommes arrivés au pouvoir. D'ailleurs, c'est le plus bas taux observé depuis 1976. Nous avons sorti un million de Canadiens de la pauvreté. Nous sommes bien préparés à composer avec les incertitudes que le coronavirus pourrait occasionner à l'échelle mondiale.

Enfin, j'aimerais dire que je suis prêt à débattre à la Chambre au sujet du bilan du gouvernement et de ses politiques économiques qui ont permis de créer des emplois et d'améliorer concrètement la vie des Canadiens partout au pays. Cependant, lorsqu'on examine le texte de cette motion, on constate qu'elle vise essentiellement à

mander tous les documents à teneur économique dont le gouvernement dispose depuis 2015.

Le gouvernement pourrait répondre à cette motion et l'appuyer dans les prochains jours, mais je ne peux m'empêcher de me demander si cette motion est purement politique. Les fonctionnaires qui s'efforcent de servir la population canadienne seraient obligés de passer du temps à regrouper ces documents. Je ne suis pas tout à fait sûr de la raison de cette demande et je ne sais pas si les députés d'en face l'ont bien expliquée aujourd'hui.

C'est pour moi un privilège de pouvoir m'exprimer sur ce sujet aujourd'hui, et je suis prêt à répondre aux questions des députés.

• (1620)

M. John Brassard (Barrie—Innisfil, PCC): Monsieur le Président, au fil des débats d'aujourd'hui, il est évident que le mantra de l'actuelle ministre de l'Infrastructure et des Collectivités s'est avéré, c'est-à-dire que si on répète les mêmes choses assez souvent et d'une voix assez forte, des gens finiront par y croire dur comme fer.

J'aimerais rappeler au député que c'est le premier ministre qui a affirmé, en 2015, que le gouvernement serait transparent par défaut. Je suis conscient que le député est nouveau. Il ne sait peut-être pas qu'une grande partie de l'information demandée par l'opposition a été caviardée. Prenons l'exemple des effets de la taxe sur le carbone et ses répercussions sur l'économie. Le document soumis a été complètement caviardé.

Même les lettres de mandat à tous les ministres, y compris celle du ministre des Finances, prévoient que le gouvernement sera transparent par défaut. C'est une motion toute simple. Si le député croit en la transparence et la reddition de comptes, il devrait s'apercevoir que ce sont les deux principes qui sous-tendent la motion et que, par conséquent, son choix est clair. La motion demande que l'information détenue par le gouvernement à propos de l'actuel ralentissement économique soit remise au Parlement. Le député appuiera-t-il la motion, oui ou non?

M. Kody Blois: Monsieur le Président, je voudrais revenir sur certaines affirmations du député d'en face. Il a parlé de la ministre de l'Infrastructure et des Collectivités et il a dit qu'à force de répéter la même chose, elle devient vérité.

Les données que j'ai présentées sur la création d'emplois et l'économie viennent de Statistique Canada. Je ne sais pas si le député entend mettre en doute l'indépendance de Statistique Canada ou la validité des rapports produits par cet organisme, mais c'est la source de l'information que j'ai présentée.

Je vais maintenant parler de transparence. Évidemment, pour le gouvernement, la communication de cette information va de soi. Le député m'a demandé si j'allais appuyer la motion. Je crois que ce soir, après avoir eu l'occasion d'y réfléchir, j'appuierai la motion, mais, encore une fois, je pense que nous sommes en pleine joute politique.

On peut rester ici à débattre, mais demander la production de documents datant de 2015 qui n'ont rien à voir avec l'économie ou avec les mesures gouvernementales actuelles ne fera que donner beaucoup de travail aux fonctionnaires, qui devraient plutôt s'employer à fournir des services aux Canadiens.

Travaux des subsides

M. Matthew Green (Hamilton-Centre, NPD): Monsieur le Président, mon collègue de Kings—Hants a certes présenté des statistiques et des faits très convaincants. J'aimerais, quant à moi, faire part de quelques faits concernant Hamilton-Centre.

Premier fait: au cours du quatrième trimestre de l'année dernière, Hamilton comptait 1 500 chômeurs de plus qu'au même moment lors de l'année précédente. Deuxième fait: 11 000 personnes, tant des chômeurs que des travailleurs, ont rejoint les rangs de la population active. Troisième fait: 9 500 personnes de plus occupent un emploi, malgré la hausse du nombre de chômeurs. C'est parce que bon nombre de mes concitoyens doivent désormais occuper plusieurs emplois au lieu de pouvoir avoir un seul bon emploi, comme c'était le cas par le passé.

Compte tenu de cela et des statistiques fournies dans le cadre des discussions sur la réduction du taux de pauvreté, le député ne convient-il pas que le seuil de faible revenu est demeuré relativement semblable, alors que le coût de la vie est monté en flèche? Le député ne convient-il pas également que le taux de chômage et le seuil de faible revenu ne constituent pas des moyens exacts de refléter les conditions de vie précaires des habitants de ma circonscription, ainsi que de l'ensemble du pays?

M. Kody Blois: Monsieur le Président, pour les Canadiens qui ne le savent pas, le député d'en face a des liens avec ma circonscription en tant qu'ancien de l'Université Acadia et membre de son équipe de football. La circonscription de Kings—Hants crée donc un certain lien entre nous.

Le député a parlé de défis, surtout ceux que connaît sa circonscription. Au cours des cinq dernières années, le gouvernement s'est efforcé d'aider les Canadiens des quatre coins du pays. La ministre du Travail vient d'Hamilton, elle aussi.

En ce qui concerne la situation soulevée par le député, j'aimerais souligner le travail accompli. Faut-il le répéter, un million de Canadiens ont été sortis de la pauvreté. Je tiens à mettre l'accent sur la volonté que nous avons en commun de veiller à ce que tous les Canadiens puissent répondre à leurs besoins essentiels et améliorer leur situation. Ce mot d'ordre du gouvernement libéral ne changera pas. J'ai hâte de travailler avec le député pour faire en sorte que cela se concrétise.

• (1625)

M. John Barlow (Foothills, PCC): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député de Mégantic—L'Érable, ce qui bouclera très bien la boucle de mon intervention.

Je trouve intéressant que, durant le présent débat, les libéraux affirment que nous ajoutons trop de travail au gouvernement en lui demandant d'être transparent et de rendre des comptes au sujet de certaines de ces questions. Au cours des dernières années, nous avons certainement entendu que l'une des lacunes du gouvernement actuel, c'est qu'il ne procède à aucune évaluation de l'incidence économique des nouvelles politiques qu'il met en œuvre, politiques qui ne cessent d'affaiblir les industries et l'économie du pays.

Nous tenons à ce qu'il soit bien clair que les libéraux ont été avertis des conséquences possibles de certaines de leurs décisions politiques. Ont-ils reçu ces documents? Dans la négative, pourquoi n'ont-ils pas pris de mesures pour assurer une diligence raisonnable avant de concrétiser certaines de leurs décisions?

Chose certaine, la motion que nous avons présentée aujourd'hui met l'accent sur le principe selon lequel nous ne voulons pas gas-

pillier plus et nous ne désirons pas toujours plus. L'une des choses que les Canadiens attendent de leur gouvernement, c'est qu'il soit un grand gardien de l'argent de leurs impôts. Il ne fait aucun doute que les Canadiens de la classe moyenne paient plus d'impôts, mais nous tenons surtout à mettre l'accent sur le fait que les politiques malavisées du gouvernement ont rendu les entreprises canadiennes non concurrentielles.

Voici l'exemple de John Van Hierden, qui vit dans le Sud de l'Alberta. John est dans la culture des céréales. La semaine dernière, il m'a envoyé par courriel la facture qu'il doit acquitter à cause de la taxe sur le carbone. Rien que pour janvier, il doit déboursier 25 000 \$. Il a calculé que, d'ici 2022, la taxe libérale lui aura coûté près de 1 million de dollars. Aussi bien dire que son entreprise est condamnée.

C'est sans parler de la compétitivité de son exploitation céréalière, car la taxe sur le carbone lui a aussi fait perdre un de ses plus gros contrats — 2,8 millions de dollars pour être exact. Il vendait en effet au Qatar les céréales produites par de nombreux agriculteurs du Sud de l'Alberta, mais depuis la taxe sur le carbone des libéraux, il est incapable de rivaliser avec les prix de ses concurrents étrangers. Après à peine un mois, il a déjà perdu un contrat, et il en a plusieurs autres qui risquent de connaître le même sort.

Nous demandons au gouvernement d'étayer ses prétentions. A-t-il fait ses devoirs avant d'adopter de pareilles politiques? Nous avons demandé à la ministre de l'Agriculture si elle comprend les effets de la taxe sur le carbone pour les agriculteurs, les transformateurs et les producteurs canadiens, mais elle s'est contentée jusqu'ici de répondre qu'elle s'affaire à recueillir des données et des faits, mais qu'elle est persuadée que la taxe sur le carbone n'est pas aussi néfaste que le disent les agriculteurs.

Pourquoi ces données n'ont-elles pas été recueillies avant la mise en place de la taxe sur le carbone? Le gouvernement essaie-t-il de dire aux agriculteurs canadiens et à l'opposition qu'il n'a pas su faire preuve de diligence raisonnable? Le gouvernement ne pouvait-il pas trouver les renseignements et les données nécessaires pour déterminer quelles seraient les conséquences d'une taxe sur le carbone pour le secteur agricole? Après plusieurs mois, nous n'avons toujours pas ces données, ces faits. Je trouve cela inconcevable. Bien franchement, les agriculteurs et les producteurs canadiens n'acceptent pas ce genre de réponse. Ils s'attendent à ce que le gouvernement présente des données pour justifier ses actions.

Il est ridicule que la ministre de l'Agriculture et le gouvernement libéral avouent ne pas disposer des données adéquates. Comment une décision d'une telle ampleur peut-elle être prise sans effectuer un préalable une analyse de ses répercussions potentielles? Je me suis penché sur le cas de John Van Hierden, mais il ne s'agit que d'un producteur parmi des milliers d'autres au Canada.

J'ai entendu des histoires similaires de la part de céréaliculteurs, d'apiculteurs, de producteurs laitiers, de producteurs de haricots et de légumineuses en Ontario. Ce problème est présent dans tous les secteurs de l'agriculture, et certainement dans toutes les régions du pays. Ce problème ne touche pas seulement les producteurs de l'Ouest canadien, mais tous les producteurs agricoles du pays, ce qui est d'autant plus frustrant.

Travaux des subsides

Le député d'en face a parlé de faits aujourd'hui. Ce qui est encore plus frustrant pour les producteurs canadiens, ainsi que pour les propriétaires de petites entreprises, c'est de se faire imposer une taxe sur le carbone dont le gouvernement prétend avoir besoin pour réduire les émissions de GES et envisager une nouvelle source de recettes.

● (1630)

J'aimerais également mentionner ce qui suit. La taxe sur le carbone est censée réduire la consommation de carburant, mais comment est-ce possible dans le secteur agricole? Les agriculteurs de ma circonscription doivent-ils utiliser leur moissonneuse-batteuse uniquement le lundi, le mercredi et le vendredi à cause de la taxe sur le carbone? C'est impossible si l'on souhaite cultiver des aliments, faire croître l'économie et nourrir le monde, et si l'on souhaite aussi que l'industrie soit prospère. Les agriculteurs ne peuvent aucunement réduire ces choses. Ce n'est tout simplement pas possible. Le gouvernement doit être conscient de ces faits.

Le premier ministre a dépensé 95 000 \$ en nourriture et boissons pendant un voyage à l'étranger — dont 57 bouteilles de vin et 35 canettes de bière —, et a consenti 50 millions de dollars à Mastercard et 12 millions de dollars à l'une des plus grandes chaînes canadiennes de supermarchés pour qu'elle puisse moderniser ses réfrigérateurs, et ce, même si elle avait engrangé des profits de plus de 800 millions de dollars au cours d'une seule année financière. Je pourrais également parler des 1,6 million de dollars de l'argent des contribuables dépensés pour des séances de photos du premier ministre, des 14 000 \$ dépensés pour l'achat d'un téléviseur, des 8 millions de dollars consacrés à l'entretien pendant quelques mois seulement d'une patinoire extérieure sur la Colline du Parlement, des 200 000 \$ dépensés pour la conception de la couverture du document budgétaire de 2017 et des 100 000 \$ destinés au fonctionnement du compte Twitter d'un seul ministre.

En tant que porte-parole en matière d'agriculture, je dois souligner qu'Agriculture Canada a acheté 100 000 serviettes cocktail pour près de 4 000 \$. Le ministère jette littéralement de l'argent des contribuables à la poubelle alors que des producteurs peinent actuellement à trouver un moyen de rester prospères, voire même rentables. Quand je vois de tels chiffres, mon indignation atteint de nouveaux sommets.

Des représentants d'Agriculture Canada ont comparu devant le comité l'autre jour. Je voulais également dire qu'il y a des producteurs qui sont confrontés à une saison des récoltes infernale, à des barrages illégaux, à une taxe sur le carbone et à la perte de marchés commerciaux. De plus, beaucoup d'entre eux ne peuvent maintenant même plus souscrire à des programmes qui devraient pourtant être là pour les aider, comme Agri-stabilité. Ce programme ne représente pas une valeur sûre, il est inabordable et il n'est pas fiable. Nous avons demandé aux représentants d'Agriculture Canada quels seraient les coûts d'administration d'Agri-stabilité.

Le gouvernement libéral verse aux bureaucrates 25 % du budget total du programme Agri-stabilité rien que pour son administration, soit près de 70 millions de dollars. C'est un montant ridicule pour administrer un programme que les agriculteurs n'utilisent même plus, car la taxe sur le carbone, la perturbation des échanges commerciaux et les barrages illégaux les empêchent d'y souscrire. Lorsque nous demandons aux libéraux de modifier le programme ou d'autres mesures de gestion du risque d'entreprise, ils répondent qu'ils ne le feront pas.

Nous avons demandé à repousser le remboursement des prêts accordés dans le cadre du Programme de paiements anticipés, à éliminer les frais d'intérêt et à donner aux agriculteurs une aide quelconque pour leur permettre de traverser cette période très difficile, mais les libéraux ont refusé.

Le déficit budgétaire canadien atteint des milliards de dollars de plus que ce que les libéraux avaient promis. Les libéraux se servent des contribuables canadiens comme d'une carte de crédit qu'ils n'ont absolument aucun moyen de rembourser. Le déficit atteint 60 milliards de dollars de plus que ce qui avait été promis et il augmentera sans aucun doute encore, sauf qu'à un moment donné, il faudra le rembourser. Comment les libéraux comptent-ils le rembourser quand deux des principaux piliers de l'économie, soit l'agriculture et l'énergie, se sont écroulés seulement à cause de perturbations commerciales? Les erreurs géopolitiques du gouvernement ont fait perdre plus de 5 milliards de dollars de revenus aux producteurs canadiens depuis 2017 à cause des perturbations commerciales engendrées par la perte de marchés en Chine, en Inde, au Pérou, aux États-Unis, en Italie et au Japon.

Examinons le secteur de l'énergie. La société minière Teck s'est retirée d'un projet de sables bitumineux de 20 milliards de dollars en Alberta. Warren Buffet a annoncé qu'il se retirait d'un projet de pipeline de gaz naturel liquéfié de 9 milliards de dollars au Québec. Le secteur de l'énergie représente 15 milliards de dollars de recettes provenant de redevances pour l'État. Lorsque ces sources de revenus disparaissent, comment le gouvernement peut-il espérer rembourser des déficits colossaux?

Ce que nous demandons au gouvernement, c'est de faire preuve de diligence raisonnable et de produire les documents concernant toute analyse menée sur les répercussions économiques que ses décisions auront sur l'économie canadienne. Nous voulons que le gouvernement appuie cette motion.

● (1635)

M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Monsieur le Président, j'ai surtout pris note de ce que le député a dit au sujet du céréaliculteur dont il a parlé. Évidemment, personne ne souhaite voir quelqu'un perdre un contrat aussi précieux que celui que ce céréaliculteur avait avec le Qatar. J'imagine que ce céréaliculteur avait conclu ce contrat avant que la tarification de la pollution n'entre en vigueur. C'était à l'époque où Rachel Notley avait en place une autre version de la taxe dans la province.

Le député est-il en train de dire que le plan de Rachel Notley était un bon parce qu'il permettait à ce céréaliculteur de faire concurrence au Qatar? Dit-il que c'était le plan à privilégier? Dans l'affirmative, pourquoi, lorsque les conservateurs sont arrivés au pouvoir, l'Alberta a-t-elle choisi d'abandonner le plan de Rachel Notley?

M. John Barlow: Monsieur le Président, ce que le député ne comprend pas, c'est que ces contrats viennent à échéance chaque année. L'agriculteur aurait pu obtenir le contrat en question, mais puisqu'il n'est plus concurrentiel, il ne fait plus le poids sur le marché mondial. La taxe sur le carbone est facturée aux agriculteurs, qui n'ont pas le choix d'accepter le prix imposé. Ils ne peuvent pas la refiler à qui que ce soit. Ils l'absorbent.

Travaux des subsides

Nous demandons aux libéraux s'ils ont effectué une analyse d'impact sur ce que cela coûterait aux producteurs agricoles canadiens. C'est évident qu'ils n'en ont pas fait et qu'ils ne comprennent pas les répercussions que cela aura, non seulement sur le commerce entre les provinces, mais aussi sur le commerce international. Plus de 50 % de la production agricole est vendue sur le marché mondial. Nous devons être compétitifs, mais les programmes comme la taxe sur le carbone nous ont rendus incapables de soutenir la concurrence.

Mme Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Monsieur le Président, lors des discussions sur la diversification de l'économie, nous devons tenir compte du fait que l'Alberta connaît depuis longtemps des cycles d'expansion et de ralentissement. À cause de la crise climatique, nous devons faire les choses différemment. Nous devons notamment nous assurer que les travailleurs en Alberta et ailleurs disposent de solutions de rechange.

À cette fin, je me demande si le député pourrait demander au gouvernement de conclure le nouveau pacte vert et d'assurer une transition équitable pour les travailleurs du secteur pétrolier et gazier de l'Alberta et d'ailleurs.

M. John Barlow: Monsieur le Président, ma question porte sur un problème fondamental que nous constatons au Canada. Les libéraux ne comprennent pas que l'économie de l'Alberta est déjà l'une des plus diversifiées au pays. Nous ne dépendons pas seulement du secteur pétrolier et gazier. J'inviterais la députée à venir visiter ma circonscription. Nous avons plus de 500 éoliennes, deux des plus grandes centrales solaires du pays, et l'une des régions agricoles les plus riches du Canada.

L'Alberta est l'une des provinces les plus diversifiées au pays. Les Albertains ne demandent pas la charité: ils veulent travailler. Ce sont des entrepreneurs qui n'ont pas peur des risques; ils ressemblent donc aux gens qu'on trouve dans la plupart des régions du pays. C'est bien beau de dire qu'il y aura une quelconque transition vers une économie verte, mais où est-elle? Rappelons que 150 000 Albertains sont sans travail depuis près de quatre ans. Les éoliennes et les centrales solaires ne créent pas des emplois comme par magie. Les gens souhaitent simplement travailler dans leur champ d'expertise, c'est-à-dire dans un secteur énergétique de calibre mondial et une agriculture de calibre mondial.

M. John Brassard (Barrie—Innisfil, PCC): Monsieur le Président, aujourd'hui, nous avons vu à quel point les libéraux sont déterminés à faire croire que le ralentissement économique est causé par la COVID-19 même si, dans les faits, le Canada enregistrait une croissance anémique avant l'arrivée de ce virus. Les barrages ont grandement nui à notre chaîne d'approvisionnement.

Je me demande si le député se laisse convaincre par la propagande libérale qui veut que la COVID-19 soit la cause de tous nos maux aujourd'hui.

M. John Barlow: Monsieur le Président, à mon avis, il ne fait aucun doute que la situation n'a pas été créée du jour au lendemain. Nous observons depuis plusieurs années la lente érosion de l'économie canadienne.

Dans le secteur agricole du Canada, en particulier, les perturbations commerciales et les pertes de marché en raison de cafouillages politiques, comme le voyage en Inde, ont entraîné des pertes commerciales de plus de 5 milliards de dollars. Ce sont 150 milliards de dollars en investissements de capitaux qui ont fui le secteur canadien de l'énergie. Les entreprises en question investissent toujours dans le secteur, mais ailleurs qu'au Canada.

Ces sommes d'argent sont injectées ailleurs et non ici, au Canada. Par conséquent, jeter le blâme sur le coronavirus est trompeur. De mauvaises décisions provoquent l'érosion de l'économie canadienne depuis plusieurs années, et non depuis plusieurs jours.

• (1640)

[Français]

Le vice-président: Avant la reprise du débat, conformément à l'article 38 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera à l'heure de l'ajournement ce soir, à savoir: l'honorable député de Courtenay—Alberni, L'environnement; l'honorable député de Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes, Les nominations gouvernementales; l'honorable député de Sherwood Park—Fort Saskatchewan, Les affaires étrangères.

M. Luc Berthold (Mégantic—L'Érable, PCC): Monsieur le Président, il était une fois, un jeune homme qui voulait devenir premier ministre du Canada, comme son père. Il se fit élire député et, par la suite, se présenta comme chef de son parti. En 2015, il décida de faire des promesses aux Canadiens. Il fit la promesse de faire de très petits déficits: 10 milliards de dollars lors de la première année, 10 milliards de dollars lors de la deuxième, 6 milliards de dollars lors de la troisième et le retour à l'équilibre budgétaire par la suite.

Il promit également aux Canadiens que les sommes qu'il emprunterait iraient directement à la construction d'infrastructures, de ponts et de routes, afin de redonner un peu de pep à leur économie. Il utilisa l'argumentaire suivant: c'est le temps de faire des emprunts pour investir dans nos infrastructures quand l'économie se porte bien. Malheureusement, ce conte de fées ne s'est pas réalisé tout à fait comme prévu pour les Canadiens et pour les Canadiennes. Ils ont été très déçus de voir que les très petits déficits sont devenus d'énormes déficits interminables. Ils ont été également très déçus de voir qu'au cours des quatre premières années du mandat, les sommes promises pour investir dans les infrastructures n'ont jamais été versées. Ils n'ont jamais vu la couleur de cet argent sur le terrain. Les Canadiens amèrement déçus se sont demandé avec raison où était allé l'argent.

Aujourd'hui, un député vaillant et surtout très vigilant a déposé une motion à la Chambre des communes pour demander qu'on révèle où sont ces sommes. Dans le beau conte de fées du jeune député qui voulait devenir premier ministre d'un grand pays du G7 et qui croyait que des budgets s'équilibraient d'eux-mêmes, à quel moment avait-il prévu mettre des sous de côté pour les mauvais jours du pays?

Le député de Carleton a déposé aujourd'hui une motion très intéressante demandant que soient produits tous les documents afin qu'on puisse comprendre les gestes du premier ministre. Le premier ministre semblait croire que tout irait toujours bien et qu'on pourrait emprunter sans fin parce qu'il y aura toujours des enfants et des petits-enfants pour payer les dettes qu'il avait décidé de faire subir à l'ensemble des Canadiens. Ce conte de fées est maintenant terminé; on le voit aujourd'hui.

Malheureusement, on ne vit pas au pays des licornes et des contes de fées. Toute belle histoire n'est pas une histoire à la Disney. Si nous prenons le temps de lire *Le merveilleux livre de contes des frères Grimm*, nous pouvons voir que la fin n'est pas toujours heureuse. Malheureusement, le gouvernement ne semble pas réaliser à quel point son attitude désinvolte à l'égard des finances publiques est en train de mettre le pays dans le pétrin.

Voici la motion de mon collègue:

Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production de tous les documents produits par tout ministère, organisme ou société d'État depuis le 4 novembre 2015 concernant des avertissements ou des craintes de ralentissements économiques, leurs effets potentiels sur le cadre financier ou des avis ou recommandations sur la façon d'y faire face; que les documents soient remis à la Chambre dans les 45 jours suivant l'adoption de la présente motion.

C'est une motion tout à fait réaliste. Les Canadiens ont le droit de savoir comment le gouvernement, qui a si peu d'intérêt pour les finances publiques du pays, va réagir lors des mauvais jours, non pas ceux qui sont devant nous, mais bien ceux que nous vivons actuellement.

L'économie canadienne n'a pas commencé à ralentir qu'on entend déjà la trame narrative de nos collègues d'en face. Ils nous disent que la COVID-19 et les blocus ferroviaires ont créé un tort incommensurable à l'économie canadienne. C'est vrai, mais cela n'a pas commencé avec les blocus ni avec le coronavirus. Cela a commencé bien avant.

Le dernier trimestre a affiché la pire croissance économique du pays en quatre ans. Les libéraux ont complètement abandonné leurs cibles budgétaires. L'économie canadienne est à la dérive. Le ratio de la dette par rapport au PIB augmente. Le déficit s'élève à pas moins de 28 milliards de dollars. Les libéraux ont complètement abandonné l'idée d'équilibrer le budget un jour. À la fin de l'année, les libéraux vont avoir fait augmenter la dette de 100 milliards de dollars alors que l'économie fonctionnait à plein régime et que la création d'emplois était à son maximum dans tous les pays du G7. Aux États-Unis seulement, le taux de chômage est à 3,6 %. Le taux de chômage au Canada oscille autour de 6 %.

• (1645)

Il n'y a pas de quoi se pêter les bretelles, comme le font mes collègues libéraux depuis le début de l'avant-midi. Quatre pays du G7, soit les États-Unis, le Japon, l'Allemagne et le Royaume-Uni, ont un taux de chômage nettement inférieur à celui du Canada.

Les impôts faramineux du premier ministre, de même que ses dépenses incontrôlées et ses déficits massifs, mettent le Canada dans une position de faiblesse et de vulnérabilité. Le premier ministre a vidé les coffres en pleine période de croissance, et il ne reste plus rien maintenant. Les libéraux ont gaspillé la bonne fortune du Canada.

Si je parle d'infrastructures, comme je le mentionnais tout au début, c'est que le directeur parlementaire du budget nous a récemment appris que, concernant le plan le plus ambitieux en matière d'infrastructures pour le pays, que les libéraux qualifient eux-mêmes de cette façon — un plan de 186 milliards de dollars —, lorsqu'il a fait la demande afin de pouvoir le voir et le montrer à tous les Canadiens, la réponse qu'il a reçue du gouvernement est que ce plan n'existe pas.

Cela est assez étonnant parce que, dans un récent article publié dans plusieurs journaux canadiens, la ministre de l'Infrastructure et des Collectivités a fait état de son mandat. Dans la lettre de mandat, son mandat est de faire en sorte de réaliser le plus rapidement possible les investissements en infrastructures. Cela fait quatre ans qu'ils sont là. Pourquoi est-ce que, quatre ans plus tard, dans la lettre de mandat de la ministre de l'Infrastructure et des Collectivités, on lui dit de faire en sorte que les investissements se rendent dans la région, sur le terrain?

Travaux des subsides

C'est inadmissible. Cela veut dire que le premier ministre a reconnu qu'il ne s'est absolument rien passé au cours des quatre dernières années et que les libéraux sont en mode panique.

Le problème, c'est que cet argent a quand même été dépensé. Où est-il allé?

Après avoir regardé les chiffres du gouvernement, nous nous sommes rendu compte que nous avons présentement affaire au premier ministre le plus dépensier de toute l'histoire du Canada. Les dépenses dans les programmes du gouvernement ont augmenté de 80 milliards de dollars depuis 2015. Elles sont passées de 273,6 milliards de dollars à 353,6 milliards de dollars sous ce gouvernement. On n'a pas vu cet argent être dépensé dans les petites communautés, pour brancher les régions à Internet, par exemple, à Terre-Neuve ou au Labrador, dans les circonscriptions du Québec ou dans celles du Nord. On s'est plutôt servi de cet argent pour faire encore plus de dépenses dans les différents programmes du gouvernement.

C'est de cela que nous nous souviendrons. Ce gouvernement a été le plus dépensier de toute l'histoire canadienne, alors même que l'économie allait très bien et qu'il aurait pu, uniquement avec les revenus de taxation, réaliser des investissements. Il aurait pu faire en sorte de créer des emplois un peu partout sans endetter les générations à venir. C'est le problème.

Aujourd'hui, on se retrouve avec une grave crise et avec un déficit prévu d'environ 30 milliards de dollars à la fin de cette année. Il s'agit d'un déficit qui, à cause de la crise, pourrait se retrouver à 60 milliards de dollars, si on ne fait pas attention.

Qui devra un jour payer pour toutes ces dépenses? C'est l'ensemble des Canadiens et des Canadiennes. Malheureusement, on ne pourra plus attendre à la toute fin, on ne pourra plus attendre que ce soit nos enfants ou nos petits-enfants qui paient. Si les déficits atteignent cette ampleur, des gens vont payer pour cela.

Un libéral l'avait compris. Il s'appelle Paul Martin. Pour remettre de l'ordre, ce libéral avait été obligé de faire des coupes de l'ordre de 25 milliards de dollars dans les dépenses du gouvernement. Il avait réduit de 45 000 les emplois gouvernementaux à Ottawa. Cela représentait une réduction de 14 % des effectifs. Les subventions aux entreprises avaient été réduites, et les activités gouvernementales devaient être gérées comme des entreprises commerciales.

Bref, un libéral avait compris qu'à un moment donné, il y a une fin à tout et que les finances du pays doivent être bien tenues. C'est ce que nous demandons.

Qu'est-ce que ce gouvernement a fait pour prévoir les mauvais coups, comme l'ont déjà fait les libéraux à l'époque?

J'ai bien hâte d'entendre cette réponse. J'ai surtout hâte de voir comment les libéraux ont prévu de faire face à la crise, quand on aura, d'ici 45 jours, l'ensemble des documents. Selon moi, la liasse de documents risque d'être très mince, car, à les écouter parler depuis le début de la journée et à les regarder aller depuis 2015, ce gouvernement n'a jamais vu venir de crise et n'a jamais mis de sous de côté pour faire face aux pires jours.

Travaux des subsides

• (1650)

[Traduction]

M. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais mettre l'accent sur certaines choses. Je suis en train d'apprendre le français, donc j'ai fait de mon mieux pour comprendre l'intervention du député.

Le député a soulevé la question de l'infrastructure et de l'échec du gouvernement à cet égard, mais convient-il que les libéraux ont réussi à concrétiser quatre fois plus de projets d'infrastructure au cours des quatre dernières années que le gouvernement Harper y est arrivé pendant ses années au pouvoir? Le député a aussi indiqué que nous aurions pu créer des emplois. Admettra-t-il que nous avons créé 1,2 million d'emplois? Il a également parlé des coupes effectuées sous le gouvernement de Paul Martin. Selon lui, par où devrions-nous commencer? Il peut dire aux Canadiens quelles coupes le gouvernement devrait effectuer.

Voilà mes trois questions. Il peut choisir de répondre à n'importe laquelle de ces questions.

[Français]

M. Luc Berthold: Monsieur le Président, je félicite mon collègue pour ses tentatives d'apprendre le français. Je l'invite à écouter attentivement mes discours et le sens de mes propos.

[Traduction]

Je peux répondre en anglais s'il veut. Seuls quelques rares emplois ont été créés dans le cadre de projets d'infrastructure. Le gouvernement libéral avait promis que de nombreux emplois seraient créés, mais cela ne s'est pas produit.

[Français]

Au moyen de ces investissements en infrastructure, nous devons faire beaucoup d'erreurs. Nous devons faire en sorte que notre produit intérieur brut grimpe de manière extraordinaire. Malheureusement, seulement la moitié des attentes ont été comblées.

Quand nous allons sur le terrain et que nous parlons aux maires de toutes les communautés, nous nous apercevons qu'ils n'ont pas reçu d'argent. Où est allé l'argent? C'est ce que nous voulons savoir.

[Traduction]

M. John Barlow (Foothills, PCC): Monsieur le Président, mon collègue a parlé des questions posées aux libéraux au sujet de leur plan d'infrastructure qui ont révélé que ce plan n'existe pas.

À la suite de la vague de craintes qui touche non seulement les investisseurs du Canada, mais aussi ceux de toute la planète, je voudrais parler brièvement du projet de 20 milliards de dollars de Teck et du fait que Warren Buffet se soit retiré du montage financier du projet de GNL au Québec. Dans les deux cas, une des raisons données est l'instabilité politique. C'est le genre de raisons auxquelles on s'attendrait dans le cas de pays comme le Mozambique ou le Venezuela, pas d'un pays occidental développé et démocratique comme le Canada.

La question pour mon collègue est la suivante: quelles sont les répercussions de ce genre de commentaires et du manque de clarté et de transparence? Que lui disent les gens dans sa circonscription au Québec?

[Français]

M. Luc Berthold: Monsieur le Président, tous les projets abandonnés en Alberta, à Vancouver et au Québec ont des effets sur

l'ensemble des Canadiens et des Canadiennes. Si l'économie du pays ne va pas bien, l'économie du Québec, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique ne vont pas bien.

Si nous voulons que le Canada soit reconnu comme un pays prospère du G7, nous devons agir en conséquence. Le problème, c'est qu'à cause des libéraux, personne n'est suffisamment confiant pour investir dans de grands projets au Canada. Il n'y a plus personne qui veut investir au Canada. C'est cela, la réalité.

Le gouvernement regarde la vie avec des lunettes roses, et nous avons hâte de voir ce qu'il y a derrière ces lunettes. C'est pourquoi nous demandons de recevoir tous ces documents. J'espère que les libéraux les ont. Sinon, les Canadiens verront le vrai visage des libéraux.

Nous faisons face à un conte des frères Grimm, et non à un conte de Disney.

[Traduction]

M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Monsieur le Président, le député a dit du premier ministre qu'il était l'un des plus dépensiers. S'il veut le prétendre, est-il prêt à reconnaître du même souffle que l'économie du Canada est l'une de celles qui connaissent la plus forte croissance dans le monde? Est-il prêt à reconnaître que le ratio dette-PIB du Canada est l'un des plus bas parmi les pays du G7? Est-il prêt à reconnaître que, au cours de la dernière année, le Canada a connu le plus bas taux de chômage depuis que des statistiques existent à ce sujet? Est-il au moins prêt à reconnaître que, lorsqu'on fait bien les choses, dépenser et investir dans la population porte ses fruits?

• (1655)

M. Luc Berthold: Monsieur le Président, je le reconnaitrai quand les libéraux se mettront à bien faire les choses pour vrai, mais pour le moment, il n'en est rien.

M. Francesco Sorbara (secrétaire parlementaire de la ministre du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de rassurer le député. Le gouvernement répond aux inquiétudes des Canadiens au sujet de la COVID-19.

Pas plus tard que jeudi, la vice-première ministre a mis sur pied le Comité du Cabinet chargé de la réponse fédérale à la maladie du coronavirus, comité qui a discuté en détail des mesures que doit prendre le gouvernement pour limiter la propagation du virus au pays, y compris là où je vis, dans la région d'York.

Pendant la réunion, la ministre de la Santé et l'administratrice en chef de la santé publique du Canada, la Dre Therera Tam, ont fait le point sur la situation ainsi que sur les efforts déployés jusqu'ici pour stopper la propagation du virus, en collaboration avec les provinces, les territoires et nos partenaires internationaux, dont les États-Unis.

Si je peux me permettre, je suis moi-même d'origine italienne, alors depuis le début de l'écllosion, mon cœur et mes pensées sont en Italie, où vivent encore bon nombre de mes proches. Nous prions pour que la maladie puisse être maîtrisée et que le nombre de patients infectés commence à descendre.

Le ministre des Finances a lui aussi fait le point sur les effets de la COVID-19 sur l'économie. Il faut avouer que c'est inquiétant. Je suis conscient des difficultés que vivent les entreprises et les Canadiens, y compris dans Vaughan—Woodbridge, et je suis convaincu que mes collègues le sont aussi.

Travaux des subsides

Je vais partager mon temps de parole avec mon distingué collègue et ami, le député de Kingston et les Îles.

Je tiens à assurer aux députés, aux Canadiens en général et aux habitants de ma circonscription que nous avons un solide bilan financier et économique. Nous allons demeurer prêts à réagir aux événements, quels qu'ils soient.

[Français]

En 2015, nous avons proposé un plan consistant à investir dans les Canadiens et à renforcer la classe moyenne. Ce plan a fonctionné. Le Canada est bien placé pour relever ce défi. Tout au long des quatre dernières années et demie, le plan de notre gouvernement était clair: investir dans la classe moyenne et aider les gens qui travaillent fort pour en faire partie.

L'économie du Canada est saine et le Canada devrait se classer, cette année, au deuxième rang des pays du G7, au chapitre de la croissance économique. Nous sommes convaincus que tous les Canadiens doivent profiter du succès économique du pays. C'est la raison pour laquelle nous travaillons à faire croître l'économie d'une façon qui sera avantageuse pour tous les Canadiens.

Réduire les impôts des familles de la classe moyenne et de ceux qui ont le plus besoin d'aide, à l'exception des plus riches, n'est que la première étape de notre nouveau mandat. De plus, nous ferons en sorte que les gens puissent poursuivre leurs études plus facilement, s'acheter leur première habitation et avoir accès aux services de garde pour leurs enfants. Dans le cadre de notre mandat antérieur, nous avons réduit la pauvreté dans l'ensemble du pays.

[Traduction]

Nous avons réduit la pauvreté. Nous avons sorti un million de Canadiens de la pauvreté.

[Français]

Nous poursuivrons nos investissements cruciaux, notamment en ce qui concerne le logement abordable. Nous aiderons les travailleurs à entrer sur le marché du travail, à développer leurs compétences et à passer d'un emploi à un autre. Cela s'inscrit dans le plan responsable de notre gouvernement consistant à bâtir une économie moderne, vigoureuse et en croissance. Nous nous appuyerons sur les progrès des quatre dernières années et continuerons à changer véritablement la vie des Canadiens aujourd'hui et à l'avenir. Nous savons qu'il y a encore beaucoup de travail à faire. Ce travail commence par un appui à l'investissement des entreprises.

[Traduction]

Le gouvernement libéral sait que les petites entreprises, qui représentent 70 % de tous les emplois du secteur privé, sont un moteur de l'économie canadienne. La ville de Vaughan, que je suis fier d'habiter et où j'éleve ma famille avec mon épouse, compte plus de 12 000 petites entreprises. L'entrepreneuriat y est fort et exceptionnel. Ces très petites entreprises jouent un rôle de soutien dans le secteur des ressources en fournissant des biens et des services aux grandes sociétés du secteur.

Afin d'appuyer les propriétaires travailleurs des petites entreprises de Vaughan—Woodbridge et des quatre coins du pays, le gouvernement a réduit le taux d'imposition des petites entreprises à 10 % en janvier 2018, puis à 9 % en janvier 2019. Je pense que, si les députés vérifient, ils verront que cela représente 7 500 \$.

De plus, dans son énoncé économique de l'automne 2018, le gouvernement a apporté trois modifications au régime fiscal du Canada afin d'attirer les investissements et de favoriser la confiance des entreprises nécessaire à la prospérité. Il s'agissait notamment de permettre aux entreprises d'amortir immédiatement le coût total du matériel désigné de production d'énergie propre en vue de stimuler les nouveaux investissements et l'adoption de technologies propres de pointe dans l'économie canadienne, ainsi que le coût total des machines et du matériel utilisés pour la fabrication et la transformation de biens.

● (1700)

Le gouvernement actuel a aussi instauré l'incitatif à l'investissement accéléré, qui permet aux entreprises de toutes tailles et de tous les secteurs de l'économie de déduire une plus grande part des coûts de biens nouvellement acquis, la première année où l'investissement est effectué.

L'ensemble de ces incitatifs encouragent les entreprises à investir dans des biens qui favorisent leur croissance et à dégager du capital afin de créer plus de bons emplois bien rémunérés pour les Canadiens, y compris les habitants de Vaughan—Woodbridge, qui ont du cœur à l'ouvrage.

[Français]

Au-delà du régime fiscal, le gouvernement a fait davantage pour renforcer ses investissements dans les principaux moteurs de croissance économique en instaurant de nouvelles mesures qui augmenteront la confiance envers le Canada et qui favoriseront les investissements.

Dans le budget de 2018, le gouvernement a souligné son engagement à l'égard d'un programme de réforme de la réglementation, y compris les examens des régimes de réglementation fédéraux. Dans le cadre de ces examens, nous avons examiné ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas.

Nous avons renforcé cet engagement en annonçant l'examen des lois pour déterminer s'il existe des possibilités de moderniser les mandats des ministères chargés de la réglementation afin d'intégrer davantage l'importance de l'efficacité réglementaire et de la croissance économique, ainsi qu'en déposant un projet de loi sur la modernisation annuelle visant à autoriser l'élimination des exigences réglementaires désuètes ou redondantes et à permettre la mise à jour des règlements.

Grâce à de telles mesures, notre gouvernement adopte une approche proactive en vue d'aider les entreprises canadiennes à croître et à être concurrentielles en réduisant les obstacles au pays et à l'étranger.

[Traduction]

Malgré les préoccupations suscitées par l'épidémie du coronavirus, le Canada est bien placé pour continuer à prospérer, étant donné ses forces et ses avantages uniques. J'ai travaillé pour une agence d'évaluation de crédit pendant de nombreuses années. La cote de crédit AAA du Canada est solide et, selon le directeur parlementaire du budget, le pays jouit d'une bonne marge de manœuvre sur le plan financier. Notre pays est sur la bonne voie. Nos assises sont solides. Étant fils d'un charpentier et d'un couvreur, je peux affirmer que notre toit est aussi en bon état.

Travaux des subsides

Nous créons les conditions idéales pour aider les entreprises canadiennes à soutenir la concurrence internationale, attirer les investissements, contribuer à la croissance économique et créer des emplois pour les familles et les localités du pays, comme celle de Vaughan—Woodbridge.

Parallèlement, le gouvernement maintient son engagement envers une société juste et inclusive, à laquelle tous les Canadiens peuvent contribuer et où tous peuvent profiter d'une économie forte et en pleine croissance. La croissance économique doit bénéficier à tous les Canadiens et pas seulement à quelques-uns d'entre eux. Elle doit être inclusive.

Nous estimons que nos objectifs visant, d'une part, une économie concurrentielle, et, d'autre part, une économie juste et inclusive sont complémentaires. Ils se renforcent mutuellement. Donner aux gens l'occasion de réussir est non seulement la bonne chose à faire, mais aussi la chose intelligente à faire pour notre économie, les Canadiens et les habitants de Vaughan—Woodbridge.

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, je ne sais pas si j'ai eu la chance de le faire jusqu'à présent, mais je félicite mon collègue de sa réélection. Nous avons eu de bonnes occasions de débattre pendant la campagne électorale. Je suis allé jusqu'à Toronto seulement pour avoir l'honneur de débattre contre lui, et je suis ravi de pouvoir le faire de nouveau.

Si on s'en tient strictement aux principes, je me demande pourquoi le député croit qu'il faut profiter dès aujourd'hui de certains avantages, même si ce sont les générations futures qui devront en payer le prix, avec intérêts. En ce qui me concerne, j'estime qu'il ne serait pas convenable de dire à mes enfants que je vais dépenser plus que ce que nous avons maintenant et qu'ils pourront rembourser le tout pour moi plus tard. Nous conviendrons que ce n'est pas le genre de chose que nous devrions faire dans notre propre famille, alors le député pourrait peut-être me dire pourquoi il est acceptable que nous nous disions collectivement que nous allons dépenser plus que ce que nous avons maintenant, que les circonstances soient bonnes ou mauvaises, et que nous nous attendons à ce que mes enfants, ceux du député ainsi que nos petits-enfants remboursent les banquiers, avec intérêts, pour les avantages dont nous profitons maintenant.

• (1705)

M. Francesco Sorbara: Monsieur le Président, j'ai eu l'occasion de travailler avec le député de Sherwood Park—Fort Saskatchewan au sein du Groupe d'amitié parlementaire Canada-Saint-Siège, et nous avons discuté de nombreux sujets.

Ces dernières années, le gouvernement a adopté une approche équilibrée dans son programme, qui visait à investir dans les Canadiens et à leur permettre de garder plus d'argent dans leurs poches. Nous avons accordé une première baisse d'impôt à la classe moyenne à notre arrivée au pouvoir en 2015. C'est près de 30 milliards de dollars que les Canadiens ont pu conserver. C'est leur argent. Ils ont travaillé fort pour le gagner. Ils savent comment le dépenser, l'investir et l'utiliser pour répondre aux besoins de leur famille. Nous gardons la même approche. Lorsque la nouvelle mesure sera pleinement mise en œuvre, elle représentera une réduction d'impôt d'environ 6 milliards de dollars, qui profitera à plus d'un million de Canadiens et qui retranchera 700 000 personnes du rôle d'imposition.

En tant qu'économiste, je me réjouis d'une telle mesure. Je suis également très heureux de constater que nous prenons les bonnes décisions, comme l'indiquent nos cibles budgétaires, la cote de crédit AAA et le ratio de la dette par rapport au PIB qui est stable et à la baisse à moyen terme. Nous ferons les investissements essentiels pour combler les déficits qui ont été laissés dans les années précédentes. Je parle de déficits qui touchent l'aspect social, la culture, les transports et l'environnement. Nous devons poursuivre sur cette voie.

Mme Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Monsieur le Président, nous débattons d'une motion qui porte sur la transparence, l'ouverture et la responsabilité et qui prévoit qu'on fournisse davantage d'information aux Canadiens. Or, je m'intéresse particulièrement à la provenance de l'argent dont le gouvernement aura besoin pour financer le projet d'expansion de l'oléoduc Trans Mountain. Nous savons maintenant que, selon les prévisions, le projet devrait coûter 12,7 milliards de dollars. Le financement sera-t-il comptabilisé? D'où l'argent viendra-t-il? Le député serait-il en mesure de donner cette information aux Canadiens, par souci de transparence?

M. Francesco Sorbara: Monsieur le Président, la députée vient de ma province d'origine, la Colombie-Britannique. C'est là que j'ai grandi avant de déménager en Ontario. Ma famille vit dans la vallée du bas Fraser.

Je suis heureux d'entendre la députée mettre en avant notre appui pour le projet d'expansion de l'oléoduc Trans Mountain. Je suis solidaire des travailleurs du secteur de l'énergie en Alberta et ailleurs au pays. Près de 10 % du PIB du Canada provient de ce secteur. En ces jours où règne l'incertitude dans ce secteur, nous devons aider ces vaillantes familles. Nous devons manifester notre appui pour les travailleurs de ce secteur partout au pays, qu'il s'agisse de ceux qui travaillent sur les plateformes de forage, des menuisiers ou des autres travailleurs. Il est important de leur manifester notre appui.

Quant au financement du projet, nous savons que l'oléoduc actuel génère des revenus et des liquidités pouvant être utilisés pour financer la deuxième canalisation.

M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Monsieur le Président, c'est un honneur pour moi de parler aujourd'hui de la motion de l'opposition.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, j'aimerais profiter de l'occasion pour remercier tous ceux qui ont pris le temps de m'écrire ou de m'appeler parce qu'ils savent que mes parents font partie des quelque 230 personnes qui sont retenues sur un bateau de croisière au large de la Californie. Ils se portent bien, leur santé est bonne, mais la solitude et l'isolement commencent à leur peser. Ils ont hâte d'être pris en charge par des Canadiens et de rentrer au pays, même s'ils devront rester en quarantaine à Trenton.

Je suis content de pouvoir parler de la motion d'aujourd'hui, car elle a pour sujet le bilan économique du gouvernement pendant la 42^e législature et depuis le début de la 43^e. Ce sera un véritable plaisir.

Nous avons connu un succès à peu près inégalé. Le chômage est à son plus bas depuis 40 ans — depuis que nous tenons des statistiques là-dessus, en fait. Le ratio dette-PIB est parmi les plus bas du G7 et il ne donne aucun signe de vouloir augmenter. Le Canada mène le bal de la croissance économique, autant parmi les pays du G7 que dans l'ensemble du monde occidental. S'il en est ainsi, c'est parce que les Canadiens n'ont pas peur de travailler et que le gouvernement est là pour les aider.

Travaux des subsides

Grâce à cela, nous avons observé une baisse spectaculaire des taux de pauvreté au Canada. Un million de personnes de moins vivent aujourd'hui dans la pauvreté par rapport à 2015, l'année où les libéraux sont arrivés au pouvoir. Je dirais que cette baisse est due légèrement à la politique, mais est grandement attribuable aux Canadiens, c'est-à-dire à leur décision d'investir et de faire partie d'une économie dans laquelle ils croient et en laquelle ils ont confiance.

À mon avis, c'est là que le gouvernement entre en jeu. Il met en place de bonnes politiques afin de donner aux Canadiens la confiance nécessaire pour réussir et de contribuer à créer une économie dont nous pouvons être fiers et qui produit des résultats comme la réduction du taux de chômage et du nombre de personnes vivant dans la pauvreté.

Si on regarde certaines des choses qui ont été faites au cours du dernier mandat, on peut parler d'investissements qui comptent dans les Canadiens. Nous avons renforcé la classe moyenne. Nous avons adopté une réduction d'impôt qui visait la classe moyenne selon le revenu des gens.

Nous tenions à réduire l'impôt de la classe moyenne parce que nous savons qu'une classe moyenne forte contribue à améliorer l'économie pour tout le monde. L'économie fonctionne mieux pour les gens qui ont des difficultés. Des gens sont sortis de la pauvreté. L'économie fonctionne mieux pour les gens qui investissent sur les marchés. Au cours des cinq dernières années, les rendements ont été bons. Des emplois ont été créés. Des gens qui ne faisaient pas partie de la population active, des femmes plus particulièrement — et j'en reparlerai plus loin —, s'y sont joints. Cela parce que nous investissons dans l'avenir.

Nous avons pris la décision consciente d'exiger un peu plus du 1 % pour pouvoir donner une chance à la classe moyenne. Le 1 % tirera probablement parti de cette mesure en fin de compte puisque l'économie et la classe moyenne sont plus fortes.

Le gouvernement a également mis en place l'Allocation canadienne pour enfants. Il s'agit d'une allocation destinée aux parents. Au lieu de donner le même montant pour chaque enfant, peu importe le salaire des parents — ce que prévoyait, hélas, la Prestation universelle pour la garde d'enfants sous le gouvernement conservateur précédent —, nous avons décidé d'ajuster le montant de l'allocation en fonction de ce salaire.

Quand un millionnaire touche un chèque de plusieurs centaines ou milliers de dollars au cours d'une année, que va-t-il faire avec cet argent? Il va le déposer dans un compte d'épargne libre d'impôt. Il va l'investir. Il ne va pas dépenser cet argent dans quelque chose qui va nécessairement stimuler l'économie. Toutefois, quand cette somme est consentie à des gens de la classe moyenne, à des personnes qui ont du mal à joindre les deux bouts ou à des mères seules, ils vont dépenser cet argent de manière à stimuler l'économie. Ils aident ainsi à faire croître l'économie, ce qui est profitable pour tous.

J'ai parlé de quelques mesures que nous avons prises lors de la dernière législature. Qu'envisageons-nous maintenant de faire pour continuer d'investir dans les Canadiens?

• (1710)

Il s'agit notamment d'augmenter le montant personnel de base à 15 000 \$ d'ici 2023. Cette mesure permettrait de réduire l'impôt de près de 20 millions de Canadiens, de remettre 3 milliards de dollars

dans les poches des gens en 2020, et jusqu'à 6 milliards de dollars d'ici 2023. Ainsi, 1,1 million de Canadiens de plus n'auraient plus à payer d'impôt fédéral sur le revenu. C'est important, car nous n'investissons pas dans le 1 % des citoyens les plus riches, qui n'a pas besoin d'aide, mais bien dans les gens qui en ont vraiment besoin.

Il y a quelques minutes, j'ai entendu un des députés conservateurs demander pourquoi nous comptons investir ces sommes, et qui aura à les rembourser plus tard. Cette discussion, la question comme la réponse, met en lumière la différence fondamentale entre la politique fiscale des libéraux et celle des conservateurs. Les conservateurs croient qu'il suffit d'attendre qu'un problème survienne, puis d'injecter de l'argent pour tenter de le résoudre. Les libéraux pensent que la solution consiste plutôt à investir réellement dans les personnes en amont.

Je vois que certains des députés d'en face rient nerveusement, mais ce que je dis est vrai. Les conservateurs refusent d'investir dans les gens. Ce qu'ils font, c'est attendre qu'un problème survienne, puis injecter des fonds pour tenter de le régler. L'approche des libéraux est bien différente. Nous préférons plutôt investir d'entrée de jeu dans les Canadiens pour leur donner les outils et les ressources dont ils ont besoin afin de stimuler l'économie pour que tout le monde en profite. C'est très simple.

Traditionnellement, les conservateurs privilégient la mentalité du « chacun pour soi ». Je viens d'une circonscription qui a déjà élu une conservatrice extrêmement progressiste, Flora MacDonald.

Les députés peuvent l'applaudir s'ils le veulent. Ils sont prêts à faire tellement de bruit quand je parle d'autres choses.

Je le répète, il y a une différence fondamentale dans le cas présent. Je sais que les conservateurs à la Chambre aiment souligner les périodes conservatrices précédentes, mais, à cette époque-là, le Parti conservateur était réellement progressiste. Pendant l'ère Harper, Flora MacDonald a même déclaré qu'elle ne se considérait plus comme une conservatrice parce que le parti avait perdu son orientation progressiste.

J'en reviens donc au fait qu'il s'agit d'investir dans les gens. Les progressistes croient en l'intérêt d'investir dans les gens. Ils ne croient pas qu'il faut nécessairement attendre qu'un problème survienne pour agir.

J'ai dit que j'allais expliquer ce qui a eu de grandes répercussions et ce qui a généré de la croissance dans l'économie canadienne au cours des cinq dernières années. L'augmentation de la participation des femmes au marché du travail représente un tiers de la croissance économique par habitant, ce qui semble indiquer que nous avons une énorme ressource inexploitée. En effet, beaucoup de personnes ont des compétences non utilisées et les femmes en particulier pourraient être plus présentes et plus actives sur le marché du travail et intégrer la population active comme jamais auparavant.

Que ce soit des investissements dans la garde d'enfants ou dans des entreprises dirigées par des femmes, voilà le genre d'investissements qui nous permettront de tirer parti d'une ressource inexploitée qui existe en ce moment même au pays. Il s'agit d'investir dans les femmes.

Travaux des subsides

Cependant, les femmes se heurtent toujours à des obstacles, que nous allons devoir éliminer ensemble, en tant que société; c'est la Chambre qui en sera chargée. Un des obstacles est que les femmes gagnent souvent moins que les hommes et qu'elles ne trouvent souvent que du travail à temps partiel. Nous voulons un monde où les femmes ont un taux de participation et de rémunération égal à celui des hommes.

Il s'agit d'occasions merveilleuses et nous sommes impatients de trouver des moyens de stimuler l'économie, de renforcer la classe moyenne et de prévoir les bons outils pour assurer la résilience de l'économie pendant bien des années encore, même en périodes de récession qui, nous le savons, se produiront à un moment donné. Elles représentent des occurrences naturelles dans le cycle économique et nous devons être en mesure d'y faire face.

• (1715)

J'affirme aujourd'hui que nous mettons ces outils en place depuis plusieurs années, en prévision des incertitudes économiques éventuelles. Nous avons les moyens financiers d'y faire face, et c'est exactement ce que nous allons faire.

M. Colin Carrie (Oshawa, PCC): Monsieur le Président, la motion à l'étude aujourd'hui demande au gouvernement de remettre à la Chambre, d'ici 45 jours, les documents qu'il a reçus concernant sa gestion de l'économie dans le contexte de possibles ralentissements économiques.

Je souhaite parler brièvement au député du nouvel Accord Canada—États-Unis—Mexique. Le gouvernement avait à sa disposition des études d'impact économique commencées avant 2017, mais il les a seulement données au comité un jour avant la fin de l'étude de celui-ci. Comme nous le savons tous, avant les élections, le gouvernement libéral affirmait que le nouvel ACEUM bénéficierait à tout le monde et marquerait une grande victoire pour le Canada. Il a dit aux travailleurs de l'automobile qu'ils en sortiraient gagnants, eux aussi. Les études économiques des libéraux montrent toutefois que le secteur de l'automobile perdra 1,5 milliard de dollars et que la production baissera de 1,7 %. On ne peut donc pas dire que le gouvernement fait preuve d'une grande transparence.

Je me demande si le député appuiera la motion, puisque nous demandons simplement de voir les documents que détient le gouvernement. Acceptera-t-il de les communiquer aux Canadiens?

• (1720)

M. Mark Gerretsen: Monsieur le Président, je vais d'abord répondre à la dernière observation. Je m'intéresse vivement à ce qui se dit à ce sujet. J'ai gardé l'esprit ouvert tout au long de ma participation au débat d'aujourd'hui, et je vais certainement en arriver à une conclusion lorsque j'aurai entendu le point de vue de tous les intervenants.

Le député a parlé plus précisément de certaines répercussions économiques et de ce que les conservateurs cherchent à faire exactement avec la motion. On sait qu'il y a de la partisanerie lorsqu'on se concentre seulement sur un aspect de la question. Ils ne veulent pas demander ce que le gouvernement a fait en réponse à l'information qu'il a obtenue. Tout ce qu'ils veulent, c'est savoir quelle information le gouvernement a reçue. Si j'avais une entreprise privée et si j'obtenais de l'information indiquant que mon entreprise — ou en l'occurrence le gouvernement — pourrait éprouver des difficultés, je voudrais probablement savoir aussi comment réagir à cela.

Évidemment, ce n'est pas ce que les conservateurs ont demandé, car, tout ce qu'ils veulent, c'est savoir quels étaient les signes avant-coureurs afin qu'ils puissent se servir de cette information à des fins partisans.

M. Ken Hardie (Fleetwood—Port Kells, Lib.): Monsieur le Président, je veux permettre à mon collègue de parler un peu plus des différences entre l'approche adoptée par le gouvernement de Stephen Harper et celle adoptée par le gouvernement libéral.

Nous savons tous que, lorsqu'il était premier ministre, M. Harper a alourdi la dette de plus de 150 milliards de dollars et que, à la fin de son dernier mandat, à l'été 2015, nous étions techniquement en récession. En effet, notre croissance était très faible, et le nombre d'emplois stagnait. Pour sa part, l'actuel gouvernement met l'accent sur les investissements plutôt que sur les mesures de relance, ce qui a donné des résultats très différents.

J'aimerais que mon collègue nous donne une idée de ces différences.

M. Mark Gerretsen: Monsieur le Président, c'est là où je voulais en venir lorsque je me suis fait chahuter.

Il existe une différence fondamentale entre investir dans les gens pour éviter les problèmes et réagir lorsque les problèmes surviennent. J'étais conseiller municipal à l'époque, et j'ai vu comment on réduisait le financement fédéral qui était accordé aux municipalités.

Selon moi, le gouvernement actuel a adopté une approche complètement différente en matière d'investissement dans les Canadiens. Contrairement au gouvernement précédent, le gouvernement actuel n'attend pas nécessairement que les problèmes se présentent avant d'essayer de trouver une solution pour y remédier. Il a choisi d'être proactif et d'investir dans la population canadienne afin de stimuler dès maintenant la croissance économique au lieu d'attendre qu'il y ait une récession pour le faire.

Si les conservateurs veulent comparer les bilans de manière honnête, ils doivent examiner la situation dans son ensemble. Malheureusement, à mon humble avis, cela ne les intéresse pas.

M. Philip Lawrence (Northumberland—Peterborough-Sud, PCC): Monsieur le Président, je félicite le député de ses excellents commentaires et de sa tentative d'humour.

Je partagerai mon temps de parole avec le député de Kootenay—Columbia.

Soyons maintenant sérieux. La crise économique nous guette. L'indice TSX a perdu au-delà de 1 600 points aujourd'hui. C'est grave. Comme si ce n'était pas assez, la baisse du TSX a été 31 % plus prononcée que celle du Dow Jones. L'économie américaine tourne à plein régime, si bien que le Dow Jones dépasse désormais le TSX. Il s'agit normalement d'un point de comparaison aux États-Unis, mais voilà que l'indice boursier canadien, le TSX, a chuté de 30 % de plus. Comment est-ce possible?

Je demande à tous mes collègues de se poser sérieusement la question. Pourquoi la Bourse torontoise a-t-elle perdu un tiers de plus que son équivalent new-yorkais?

Travaux des subsides

Ce ne sera pas une mince tâche de faire fi des discours démagogiques du gouvernement et de savoir exactement comment se porte l'économie, car les députés d'en face font tout pour brouiller les cartes, y compris le ministre des Finances, qui refuse de se prononcer sur l'état des finances du pays ou même de dire si nous nous dirigeons vers une récession.

Pour y arriver, il faut à mon avis commencer par le commencement. Il est vrai que toute économie capitaliste est cyclique. Elle passe par des phases d'expansion et de contraction. Il existe différentes théories économiques. Il y a la théorie keynésienne, selon laquelle, quand les choses vont bien, il faut mettre plus d'argent de côté, augmenter le fardeau fiscal et diminuer les dépenses. Quand elles vont mal, il faut augmenter les dépenses et réduire le fardeau fiscal pour stimuler l'économie. Il existe cependant une autre théorie davantage axée sur le marché libre et une moins grande intervention qui, elle, veut que, si on restreint les dépenses et le fardeau fiscal, le secteur privé va surmonter les problèmes et trouver un équilibre.

Au cours des cinq dernières années, nous n'avons rien vu qui ressemble à une théorie économique connue. Pendant que l'économie se portait bien, on a dépensé encore et plus et augmenté le fardeau fiscal. Le gouvernement libéral s'en est pris aux petites entreprises, a instauré la taxe sur le carbone, a manqué de leadership, ne s'est pas attaqué à l'écart de productivité du Canada et a dépensé sans compter. Résultat? Le pays est dépourvu de bon nombre des ressources nécessaires pour contrer les effets d'une récession.

Les petites entreprises sont le cœur même du Canada. Près de 70 % des employés du secteur privé travaillent pour des petites entreprises. Ces gens ont dû faire face à un nombre croissant de règlements et à une hausse de taxes et, pire encore à mon avis, le ministre des Finances a eu le culot de qualifier ces Canadiens, qui sont parmi les plus honorables et les plus travailleurs que j'ai jamais rencontrés, de fraudeurs fiscaux. À mon avis, c'est tout à fait répréhensible.

Dans ma circonscription, nous avons vu les conséquences de la politique fiscale du gouvernement libéral, qui a entraîné la fermeture de la boulangerie Weston et de l'usine Saputo dans la circonscription adjacente à la mienne. Cette politique nous coûte de vrais emplois et a des répercussions concrètes sur les gens de ma circonscription.

Un autre de ses effets négatifs est la taxe sur le carbone, une façon de nous nuire à nous-mêmes. La taxe sur le carbone a été un désastre économique total. Elle a augmenté le coût des intrants des entreprises, ce qui a rendu les entreprises canadiennes moins compétitives. Beaucoup de nos concurrents étrangers n'ont pas à payer de taxe sur le carbone, ce qui leur donne un avantage concurrentiel, notamment ceux des États-Unis. Je le répète, l'indice TSX a chuté de 30 % de plus que l'indice Dow Jones.

Se peut-il que la taxe sur le carbone ait quelque chose à voir avec cela? Je pense que oui. La taxe sur le carbone a un effet multiplicateur négatif et insidieux. La taxe sur le carbone ne cesse d'augmenter, ce qui rend nos produits de plus en plus chers et notre économie moins compétitive.

Dans ma circonscription, Northumberland—Peterborough-Sud, qui, selon moi, est la meilleure circonscription au Canada, le secteur agricole est extrêmement important. Dans ce secteur, les agriculteurs ont perdu 12 % de leur revenu net à cause de la taxe sur le carbone. Le TSX a encore baissé de 30 %. Pourquoi?

• (1725)

Il est évident qu'une économie plus productive est une économie plus stable. Par conséquent, nous devons faire en sorte que notre économie soit plus compétitive et plus productive.

Au cours des cinq dernières années, les entreprises ont réduit leurs investissements de 20 %. Warren Buffett s'est retiré du Canada. La société Teck a annulé son projet Frontier d'exploitation de sables bitumineux. De moins en moins de capitaux sont investis au Canada. Est-ce à cause de cela que le Dow Jones est supérieur de 30 % au TSX aujourd'hui?

Un grave problème de compétitivité structurelle se trouve au cœur même de bon nombre de nos problèmes économiques. Au Canada, nous mesurons globalement la productivité en fonction de la contribution de chaque travailleur au PIB par heure. Au Canada, cette contribution est de seulement 50 \$; aux États-Unis, elle est de 60 \$; en Suisse, elle est de 65 \$; et en Irlande, elle est de 84 \$. Pourquoi la productivité est-elle importante? Est-ce seulement une affaire de chiffres pour les conservateurs? Non. La productivité a un impact réel sur les êtres humains. La productivité est importante pour les Canadiens. Au Canada, le salarié moyen gagne 19 \$ l'heure. Aux États-Unis, le salarié moyen gagne 23 \$, tandis que, en Suisse, il fait 33 \$. Y a-t-il un lien? Je pense que oui.

Quand on examine l'incidence du gouvernement sur l'économie, l'écart de productivité, les pertes enregistrées sur les marchés boursiers aujourd'hui et la situation dans son ensemble, on constate que le Canada tire de l'arrière. Cette situation est-elle aussi liée au fait que le Canadien moyen consacre aujourd'hui une plus grande part de son revenu aux impôts et aux taxes qu'à la nourriture, aux vêtements et au logement pris ensemble? L'idée est d'économiser en prévision des mauvais jours, mais le gouvernement ne l'a même pas fait lui-même et il a aussi empêché les Canadiens de le faire. La moitié des Canadiens moyens sont à 200 \$ de l'insolvabilité chaque mois.

L'autre problème important est le manque d'initiative dont fait preuve le premier ministre. La faiblesse de l'économie est directement liée au manque d'initiative du premier ministre. Ses tergiversations et ses discussions n'ont pas réussi à sortir le pays de la crise des barrages et des différends commerciaux. Les répercussions économiques des barrages n'ont pas encore été déterminées, mais elles atteindront certainement des millions de dollars.

Dans ma circonscription, j'ai parlé avec beaucoup de propriétaires d'entreprise et de particuliers qui doivent composer avec les répercussions des barrages. Ils ne peuvent obtenir les produits nécessaires pour en fabriquer d'autres et ils ne peuvent pas non plus expédier leurs produits. Cette crise touche tous les Canadiens, et les habitants de ma circonscription souffrent. Certaines entreprises ne seront pas capables de payer leurs employés ce mois-ci à cause des barrages. Si le premier ministre était intervenu 19 jours plus tôt pour défendre les intérêts de la majorité des Wet'suwet'en et des travailleurs canadiens en démantelant les barrages, on aurait pu éviter tous ces problèmes.

Quand on prend la situation dans son ensemble, il est évident qu'aujourd'hui est un jour sombre pour l'économie mondiale. La récession nous guette. Le gouvernement n'a pas fait preuve de la diligence raisonnable qui était requise.

Travaux des subsides

Dans la théorie keynésienne, une des mesures clés dont peuvent se servir les gouvernements en cas de récession économique est de faire des déficits. Or, si on a déjà vidé son bas de laine, il ne reste plus rien dont on peut se servir.

Pendant la campagne électorale de 2015, le premier ministre a souligné à maintes reprises l'importance d'équilibrer le budget. Il a affirmé publiquement qu'il fallait équilibrer le budget. D'ailleurs, il avait alors prononcé une de ses phrases les plus célèbres: « Le budget s'équilibrera de lui-même. » Évidemment, les budgets ne s'équilibrent pas d'eux-mêmes et le pays se retrouve avec un déficit structurel de 30 milliards de dollars, auquel s'ajoute un déficit budgétaire de plus de 100 milliards de dollars.

Mes collègues d'en face aiment dire que Stephen Harper avait fait des milliards de dollars de déficit. C'était à l'époque de la pire récession mondiale des 50 dernières années et M. Harper avait équilibré le budget de sorte que le pays a pu mieux s'en sortir que les autres pays du G7. Les conservateurs avaient pris les mesures nécessaires. Je suis fier du bilan du premier ministre Harper. Aujourd'hui, nous vivons la situation inverse. Alors l'économie mondiale est au beau fixe, qu'est-ce qu'on fait? On chante, on danse, on dépense et on augmente les taxes sans arrêt, et on vide notre bas de laine.

J'ai l'impression qu'on regarde l'économie foncer dans le mur et que le Parti conservateur crie d'arrêter, d'appliquer les freins et de donner un coup de volant, mais que vous ne voulez rien entendre. Nous allons percuter le mur. Bon sang! Il faut donner un coup de volant. Il faut rendre l'économie plus productive et efficace; il ne faut pas sombrer davantage dans...

• (1730)

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je tiens à mentionner au député que, bien que son temps de parole soit écoulé, il pourra peut-être poursuivre son argumentaire pendant la période des questions et observations.

Par ailleurs, je lui rappelle qu'il ne doit pas employer la deuxième personne. Les députés doivent s'adresser à la présidence et non directement les uns aux autres.

Nous passons aux questions et observations. Le député de Kings—Hants a la parole.

M. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.): Madame la Présidente, il a beaucoup été question de faire des provisions aujourd'hui. Je pense que c'est le député de Carleton qui a utilisé cette image. Le directeur parlementaire du budget a dit que nous avions assez de provisions pour passer à travers la tempête économique causée par le coronavirus.

Qu'en pense le député d'en face? Le directeur parlementaire du budget a-t-il raison? Ou peut-être qu'il n'examine pas les bonnes données?

• (1735)

M. Philip Lawrence: Madame la Présidente, vers la fin de l'année dernière, notre croissance était de 0,1 à 0,3 %. Des résultats pareils vont presque assurément faire grimper notre ratio dette-PIB. Nous dépensons des milliards de dollars. Je ne crois pas qu'il soit déraisonnable d'affirmer que nous serions en meilleure posture aujourd'hui pour faire face à un ralentissement de l'économie sans cet énorme déficit de 30 milliards de dollars et un PIB à la baisse.

Mme Jenny Kwan (Vancouver-Est, NDP): Madame la Présidente, toute la journée, les conservateurs ont parlé des dépenses du

gouvernement en s'y opposant. Cela a été intéressant. J'aimerais souligner un point, et j'invite le député à me donner son avis.

La Corporation de développement des investissements du Canada, qui est une société mère de l'oléoduc Trans Mountain, a avoué dans son deuxième rapport trimestriel que le projet Trans Mountain est risqué et qu'il n'offre aucune garantie d'avantages économiques. Si l'on tient compte de l'intérêt, des taxes, de la dépréciation et de l'amortissement, on constate qu'il y aura une perte nette de 140 millions de dollars par année. Comme nous le savons, les travaux d'expansion coûtent déjà aux contribuables 12,7 milliards de dollars. C'est donc dire que ce sont les contribuables qui paieront la note.

Si les conservateurs sont contre les dépenses gouvernementales, le député pourrait-il dire à la Chambre qu'il est contre le projet Trans Mountain? Ce projet a été financé par les deniers publics et maintenant c'est l'argent des contribuables qui est dépensé sur l'expansion.

M. Philip Lawrence: Madame la Présidente, pour répondre à l'observation de la députée, je ne compte pas faire de déclaration aux nouvelles de Radio-Canada ce soir pour contester le projet Trans Mountain.

Je suis entièrement d'accord avec la députée, il était absurde de la part du gouvernement de l'acheter. Il a été prouvé à maintes reprises que nous sommes tous perdants quand le gouvernement décide des gagnants et des perdants dans l'économie.

Mme Pam Damoff (secrétaire parlementaire du ministre des Services aux Autochtones, Lib.): Madame la Présidente, j'ai écouté le discours du député. Il dit que les investissements fuient le Canada, mais qu'en est-il en réalité? En réalité, en 2018, les investissements internationaux ont augmenté de 60 % par rapport à l'année précédente. En 2019, ils ont augmenté de 19 % par rapport à l'année précédente. En 2019, des entreprises internationales ont investi 66,8 milliards de dollars au Canada.

Le député serait-il prêt à rectifier ses propos et à reconnaître que oui, des entreprises investissent au Canada parce qu'elles considèrent que c'est un bon endroit où investir?

M. Philip Lawrence: Madame la Présidente, les faits sont clairs. L'économie du Canada est en train de s'enliser. À la fin du quatrième trimestre, avant qu'on puisse ressentir les effets des barrages et de la COVID-19, la croissance se situait entre 0,1 % et 0,3 %. L'économie canadienne est en difficulté. Des produits de l'Alberta d'une valeur d'environ 200 milliards de dollars ont été laissés de côté.

L'Alberta est en difficulté, le Canada aussi, et il ne fait aucun doute que c'est à cause des actions du gouvernement libéral.

M. Colin Carrie (Oshawa, PCC): Madame la Présidente, mon collègue a parlé du manque d'initiative dont fait preuve le premier ministre. Je veux revenir sur la question de la transparence.

Je siége au sein du comité du commerce international, qui vient de terminer son étude de l'Accord Canada—États-Unis—Mexique. Les libéraux savent depuis 2017 que ce n'est pas un bon accord, mais ils ont prétendu qu'il était avantageux pour tous. Pourtant, d'après leurs propres données, il fera perdre 1,5 milliard de dollars à l'industrie automobile, et il réduira la production de 1,7 %.

Pourquoi est-il si crucial que le gouvernement nous fournisse l'information demandée, surtout en cette période de ralentissement économique?

Travaux des subsides

M. Philip Lawrence: Madame la Présidente, nous sommes en situation de gouvernement minoritaire, et l'information n'a jamais nui à quoi que ce soit. On a déjà dit que la lumière du soleil est le meilleur désinfectant qui soit. Alors, pourquoi ne pourrions-nous pas faire la lumière sur les rapports du gouvernement concernant la possibilité d'un ralentissement économique?

M. Rob Morrison (Kootenay—Columbia, PCC): Madame la Présidente, je suis heureux d'avoir l'occasion d'intervenir à la Chambre aujourd'hui. Je prends la parole au nom de tous les gens de Kootenay—Columbia qui ont du mal à joindre les deux bouts et qui s'attendent à ce que le gouvernement prenne de véritables mesures pour améliorer leur sort.

Tout d'abord, j'aimerais attirer l'attention du gouvernement sur les difficultés économiques vécues par le village Radium Hot Springs. Ce village est un des joyaux de ma circonscription. L'endroit se trouve à la limite du parc national Kootenay et surplombe le cours supérieur de la rivière Columbia.

Les habitants et les entreprises de ce village dépendent grandement des revenus touristiques générés par les bassins d'eau chaude que renferme le parc national Kootenay. Ces bassins ont été fermés le 11 janvier 2020 jusqu'à nouvel ordre, en raison d'un problème de sécurité lié aux structures. Ils sont toujours fermés à l'heure qu'il est. Les répercussions économiques de cette fermeture pour Radium Hot Springs sont graves et on s'attend à des pertes d'emplois. Il faut procéder sans tarder à des travaux de réparation et d'amélioration. Le dossier devrait être prioritaire pour le gouvernement. Celui-ci doit intervenir pour accélérer les travaux de réparations, lesquels ont été retardés par le processus d'attribution des marchés.

Ce retard cause de graves difficultés financières pour les gens et l'économie de Radium Hot Springs. Les habitants de ma circonscription se demandent quand la ministre responsable mettra en œuvre une solution qui mènera rapidement à la réouverture des installations et à la stabilisation de l'économie locale.

Nous avons été élus pour représenter les gens de nos circonscriptions, et il faut souligner les efforts et la diligence de tous les députés. Chacun d'entre nous — tout comme ceux qui nous ont précédés — est un Canadien passionné animé par le désir de créer un avenir meilleur pour tous ceux qui vivent ici.

Je suis naturellement enclin à privilégier les dialogues constructifs et les mesures positives découlant d'une bonne discussion. Cela dit, le débat d'aujourd'hui nécessite une approche différente. Tout en jouant son rôle, l'opposition officielle de Sa Majesté doit formuler des critiques constructives. Les thèmes de l'économie, des récessions et du gaspillage de fonds publics me viennent d'abord à l'esprit lorsque je représente les gens de ma circonscription. Je suis ici pour poser des questions au gouvernement en leur nom. Ma circonscription, Kootenay—Columbia, dépend du secteur industriel et du tourisme. Comme elle est située à proximité de l'Alberta, nous ressentons les difficultés économiques qui ont été créées par le gouvernement.

Le premier ministre ne peut pas prétendre que la situation économique actuelle est causée par le coronavirus. La croissance de l'économie canadienne n'était plus que de 0,3 % au quatrième trimestre de 2019, soit le pire taux en près de quatre ans. C'était bien avant les répercussions des barrages illégaux ou du coronavirus.

Le manque de responsabilité du gouvernement libéral a affaibli l'économie canadienne. Les investissements des entreprises enregistrent un recul, et des emplois quittent le Canada. Dans de nom-

breux cas, cela est attribuable au manque flagrant de leadership du premier ministre, qui accorde plus d'importance à un siège à l'ONU qu'à sa responsabilité de diriger le pays pendant la crise des blocages ferroviaires. Dans d'autres cas, c'est parce que le gouvernement néglige délibérément le secteur des ressources dans l'Ouest. Quoi qu'il en soit, les Canadiens méritent davantage de leur gouvernement. Au cours des cinq dernières années, les investissements des entreprises canadiennes dans les usines et le matériel ont chuté de 20 %, ce qui représente le pire résultat à ce chapitre depuis plus de cinquante ans. Plus de 192 milliards de dollars d'investissements dans le secteur de l'énergie ont été annulés depuis 2017.

Lors d'une récente réunion, la Chambre de commerce de Cranbrook s'est dite réellement inquiète de voir que nous nous dirigeons aveuglément vers une récession comme celle de 2008. Elle signale aussi qu'il y a une diminution des investissements étrangers dans la région de Kootenay et qu'il y a une baisse générale de la confiance au sein du milieu des affaires.

Ces questions sont intimement liées à la manière dont le gouvernement traite les propriétaires de petites entreprises, que le premier ministre accuse de frauder le fisc. Les règles d'imposition des petites entreprises qui ont été mises en œuvre par le gouvernement les empêchent de poursuivre leurs activités.

Des milliers d'entreprises de partout au pays, y compris dans Kootenay—Columbia, ne pourront plus ou presque plus se prévaloir du taux d'imposition réservé aux petites entreprises. Nouvelles taxes sur le carbone, hausse des cotisations au Régime de pensions du Canada et à l'assurance-emploi: les obstacles ne manquent pas pour les entreprises. C'est sans parler des nouvelles règles sur l'imposition de la rémunération au sein des entreprises familiales, qui auront un effet dévastateur sur les familles de ma circonscription.

L'ancien PDG de la Banque d'Angleterre estime que le monde court droit vers la crise financière, mais qu'il refuse de le voir. En plus de se fermer les yeux, le gouvernement libéral est très mal préparé. Quand commencera-t-il à écouter les signaux d'alarme et quand agira-t-il dans l'intérêt des Canadiens?

Le régime réglementaire canadien figure parmi les plus contraignants du monde, au point qu'il est en train d'étouffer le secteur de l'énergie et d'empêcher le pays d'avancer et de contribuer concrètement à atténuer les effets des changements climatiques, par exemple en exportant du gaz naturel liquéfié.

Avec sa stratégie fiscale actuelle, non seulement le gouvernement retient une part accrue du chèque de paie des travailleurs canadiens, mais il s'en prend aussi à leur famille en annulant par exemple la baisse d'impôt pour les familles, d'une valeur de 2 000 \$ par ménage, le crédit pour les activités artistiques ou les activités sportives, d'une valeur de 225 \$ par enfant, ou encore le crédit d'impôt pour études, qui permettait aux étudiants de toucher une somme pouvant atteindre 720 \$. La liste est encore longue.

● (1740)

Il en résulte que 48 % des Canadiens sont à 200 \$ près de ne pas pouvoir payer leurs factures et rembourser leurs dettes; 10 % sont à 100 \$ près de ne pas pouvoir le faire; et 33 % n'y arrivent pas. Les habitants de ma circonscription ont du mal à joindre les deux bouts, et ces augmentations font en sorte qu'ils ne peuvent plus payer leurs factures. Les familles canadiennes s'endettent de plus en plus.

Travaux des subsides

Pendant la dernière campagne électorale, des résidents de ma circonscription m'ont demandé des solutions concrètes que le gouvernement pourrait adopter pour leur faciliter un peu les choses. Ils espéraient des mesures qui pourraient leur rendre le coût de la vie plus abordable. S'ils sont élus et qu'ils forment le gouvernement, les conservateurs ont bien l'intention de ne pas se contenter d'aider les Canadiens à survivre.

J'ai fait cette promesse aux gens de Kootenay—Columbia, et j'ai hâte aux prochaines élections, où les Canadiens auront la possibilité de choisir une autre voie, une voie qui leur offrira des solutions et des résultats concrets leur permettant bel et bien d'améliorer leur situation.

Le gouvernement libéral aurait pu construire des infrastructures de calibre mondial qui permettraient d'améliorer la compétitivité du Canada et la qualité de vie de ses habitants. Au lieu de cela, il a gaspillé des milliards de dollars dans un plan d'infrastructure qui, selon le directeur parlementaire du budget, n'existait même pas. Les milliards de dollars dépensés par le premier ministre n'ont pas permis la construction de nouvelles infrastructures au Canada.

Le gouvernement aurait pu décider d'améliorer les programmes d'innovation du Canada afin de recentrer les activités de recherche et de développement sur la commercialisation de produits. Au lieu de cela, il a créé des programmes de subvention qui n'ont favorisé aucune croissance.

Les résidents de ma circonscription se demandent pourquoi le gouvernement érige des obstacles financiers qui nuisent aux familles, tout en versant d'énormes chèques d'aide sociale à des entreprises, comme 50 millions de dollars à Mastercard, 12 millions de dollars à Loblaw et 40 millions de dollars à BlackBerry. Au total, il s'agit de 102 millions de dollars consentis à des entreprises multimilliardaires au titre de projets qu'elles auraient réalisés même sans cet argent. Dans le cas de BlackBerry, le PDG a admis candidement qu'il n'avait pas besoin de cet argent. Imaginons ce que peut penser un travailleur de Kootenay—Columbia qui apprend que le premier ministre a accordé 40 millions de dollars à une entreprise dont le PDG a déclaré qu'il n'avait pas besoin d'aide financière.

Les impôts vertigineux, les dépenses inutiles et les énormes déficits du premier ministre ont mis le Canada dans une position de faiblesse extrême. La possibilité d'une récession d'origine canadienne devient de plus en plus réelle.

Malgré une économie canadienne saine qui est stimulée par l'économie en plein essor de notre voisin du Sud, la flambée des prix de l'immobilier et des taux d'intérêt plus bas que jamais, le gouvernement a quand même réussi à ajouter 72 milliards de dollars à la dette nationale pendant ses quatre premières années au pouvoir.

Le pire, c'est qu'une grande partie de cet argent a été gaspillée. Rien n'indique que la croissance s'est accrue. Les résultats ne sont pas au rendez-vous. Dans toute l'histoire du Canada, nous n'avons jamais dépensé autant d'argent et obtenu si peu en échange. C'est la première fois qu'un gouvernement dispose d'un programme d'infrastructure de 187 milliards de dollars qui, selon le directeur parlementaire du budget, n'a entraîné aucune hausse de la construction d'infrastructures au Canada et de la croissance du PIB parce qu'il n'existait pas de plan d'infrastructure.

Imaginons dépenser 1,6 million de dollars pour rénover les bureaux des ministres, 23 millions de dollars pour acheter des voitures

pour un sommet du G7 et 8 millions de dollars pour construire une patinoire. Imaginons promettre de verser 150 millions de dollars en subventions pour aider les gens à aller camper.

Soyons clairs. J'aime l'idée d'investir dans le plein air et de favoriser l'option de passer plus de temps à profiter du plein air. Cependant, en pratique, imaginons un instant que le gouvernement dise à une famille qui arrive à peine à joindre les deux bouts qu'il lui donnera 2 000 \$ pour aller camper dans les Laurentides. Le gouvernement est déconnecté de la réalité financière et des familles canadiennes.

Lorsqu'une récession frappe, les déficits s'accroissent parce que les stabilisateurs automatiques de l'économie entrent en action. Les recettes du gouvernement diminuent parce que les gens gagnent moins d'argent et paient moins d'impôt, tandis que les dépenses relatives à l'assurance-chômage et à d'autres programmes augmentent subitement. Si le Canada connaît une récession aussi grave que celle de 2008 alors qu'il accuse déjà un déficit de 30 milliards de dollars, ce dernier pourrait grimper à 60 milliards de dollars, voire à 70 milliards de dollars, et ce, avant même que le gouvernement ait dépensé de l'argent pour stimuler l'économie afin de nous sortir de la récession.

De 2006 à 2008, à l'approche de la récession mondiale, le gouvernement conservateur a remboursé 37 milliards de dollars sur la dette. Cette mesure a donné au Canada davantage de ressources financières pour traverser la tempête. Le Canada est sorti de la crise plus rapidement et avec une plus forte croissance que tout autre pays du G7.

Voilà un véritable exemple de leadership, et c'est ce à quoi s'attendent les Canadiens et les habitants de ma circonscription, Kootenay—Columbia, du gouvernement. Ils s'attendent à ce que le gouvernement soit ouvert et transparent et à ce qu'il transmette les documents qui font la lumière sur les dépenses de deniers publics.

• (1745)

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, j'écoute les conservateurs et je constate qu'ils ont tendance à oublier la crise économique mondiale qui a eu lieu en 2008. Il n'en était pas du tout question dans la mise à jour économique de Stephen Harper en novembre de cette année-là. Cette mise à jour ne disait pas un mot de ce qui était en train d'arriver à l'économie. Sans la diligence de l'opposition, Stephen Harper n'aurait pas admis qu'une récession était en cours.

Mon ami et collègue peut-il nous expliquer pourquoi il semble y avoir deux poids, deux mesures? Lorsque les conservateurs formaient le gouvernement, ils ignoraient complètement leur responsabilité envers la Chambre, alors que nous faisons preuve de transparence et que nous rendons des comptes quotidiennement.

• (1750)

M. Rob Morrison: Madame la Présidente, à l'époque, le gouvernement était minoritaire et devait tenir compte des demandes des autres partis. Voilà pourquoi, comme vous le dites, le leadership faisait défaut à cette époque.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je tiens à rappeler au député que je ne parlais pas de cela. Je lui rappelle qu'il doit adresser ses questions à la présidence et non aux autres députés.

Travaux des subsides

Nous poursuivons les questions et observations. Le député de Red Deer—Lacombe a la parole.

M. Blaine Calkins (Red Deer—Lacombe, PCC): Madame la Présidente, j'aimerais demander au député s'il se souvient de ceci. Le secrétaire parlementaire a pris la parole à quelques reprises aujourd'hui. D'un côté, il se souvient que l'ancien gouvernement Harper voulait surveiller les dépenses à l'automne 2008, après les élections. De l'autre côté, les libéraux aiment rappeler à la Chambre les déficits que le gouvernement a dû assumer après 2008.

En décembre 2008, le chef du Parti libéral, le chef du Bloc québécois et le chef du Nouveau Parti démocratique ont signé une entente pour forcer le gouvernement du jour — minoritaire — à dépenser des milliards de dollars. En fait, certains députés libéraux étaient à genoux pour supplier le gouvernement d'assumer des déficits.

Une voix: Je suis certain que c'est ainsi que cela s'est passé.

M. Blaine Calkins: C'est exactement ainsi que cela s'est passé.

Le député pourrait-il nous expliquer pourquoi il faut économiser pendant les années de vaches grasses pour que nous puissions investir pendant les années difficiles?

M. Rob Morrison: Madame la Présidente, oui, nous devrions faire des économies maintenant afin de nous préparer pour ce qui nous attend.

Comme je l'ai dit plus tôt, nous courons droit vers une crise, mais le gouvernement ne s'en rend pas compte.

Mme Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Madame la Présidente, j'aimerais poser la question suivante au député parce que les enjeux de transparence et de reddition de comptes sont évidemment liés...

Des voix: Oh, oh!

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): À l'ordre, s'il vous plaît. Je regrette d'interrompre la députée, mais d'autres députés l'ont interrompue avant moi. Je tiens à leur rappeler de faire preuve de respect envers la personne qui parle et de la laisser parler. Ce rappel s'adresse aux députés des deux côtés de la Chambre.

La députée de Vancouver-Est a la parole.

Mme Jenny Kwan: Madame la Présidente, je sais que les conservateurs se voient comme un groupe qui aspire à la transparence et qui rend des comptes aux contribuables canadiens sur les deniers publics. Toutefois, nous savons que le projet Trans Mountain est financé par les contribuables canadiens et est géré par Exportation et développement Canada, lequel n'intervient que dans les projets à haut risque et non admissibles au financement commercial ordinaire.

Voilà ce que fait le gouvernement libéral dans le dossier du projet Trans Mountain. Ne serait-il pas sensé que le gouvernement fasse preuve de transparence et d'ouverture, en déposant à la Chambre le plan d'affaires concernant le projet Trans Mountain — s'il y en a un, ce dont je doute fort? Les conservateurs appuieraient-ils cette demande, qui est dans l'esprit de la motion à l'étude?

M. Rob Morrison: Madame la Présidente, nous appuyons pleinement le pipeline Trans Mountain. Selon nous, il n'était pas nécessaire que le gouvernement en fasse l'acquisition, mais nous l'appuyons pleinement.

[Français]

M. Alain Therrien (La Prairie, BQ): Madame la Présidente, j'aimerais d'abord dire que je vais partager mon temps de parole avec le député de Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques.

Nous appuyons cette motion, dont se dégagent deux tendances importantes. Il y a d'abord la transparence, sur laquelle nous sommes évidemment d'accord. La députée de Laurentides—Labelle a beaucoup insisté dans ses propos sur les bons côtés de la transparence en politique. Le Bloc québécois se fait toujours un point d'honneur d'être transparent quant à ses démarches politiques.

Ensuite, la motion parle du déficit fédéral actuel. Réussir à avoir un tel déficit en période de prospérité économique relève de l'exploit et n'a aucun sens. Historiquement, la création de la fédération canadienne et la Constitution comportent une tache indélébile qui a eu des conséquences négatives, voire néfastes, sur le budget des différentes provinces canadiennes et du Québec: le déséquilibre fiscal. Cette expression a commencé à être associée à une situation bien simple: les besoins étaient dans les provinces et au Québec, alors que l'argent était à Ottawa.

À l'époque, les gouvernements des provinces et le Québec avaient des déficits récurrents parce que le gouvernement fédéral obtenait des revenus extrêmement élevés de diverses formes de taxation tout en n'ayant pas beaucoup de dépenses. Les gens qui s'intéressent au déséquilibre fiscal ont dit dès le départ que c'est en 2003 que l'on a découvert le pot aux roses. C'est d'ailleurs au Québec qu'on l'a découvert. En effet, au Québec, nous sommes des pré-curseurs: nous découvrons beaucoup de choses avant les autres, entre autres le fait que le Canada est dysfonctionnel.

Par la suite, les autres provinces ont confirmé la chose, et le directeur parlementaire du budget nous dit constamment dans ses propres mots qu'il y a un déséquilibre fiscal entre le gouvernement fédéral, les provinces et le Québec. Pour vous dire à quel point j'ai raison, la première fois qu'on a parlé de déséquilibre fiscal, ce n'était pas en 2003, mais bien en 1902. Déjà même en 1887, les provinces canadiennes déclaraient qu'il y avait un os dans le fromage de la fédération canadienne, comme dirait Marjolain Dufour. Malgré ce déséquilibre fiscal, le gouvernement fédéral enchaîne les déficits. C'est quand même extraordinaire!

Les montants qui sont versés en santé sont un exemple du déséquilibre fiscal. Tout le monde au Canada — sauf le gouvernement fédéral — s'entend pour dire que ces montants sont trop faibles. Les libéraux, qui veulent dépenser sans compter, serrent la vis aux provinces. Selon le rapport Thompson, déposé en 2014 au Québec par le Groupe d'experts pour un financement axé sur les patients, le vieillissement de la population, l'accroissement démographique, l'amélioration technologique et l'inflation font augmenter les coûts des soins de santé en moyenne de 5,2 % par année, et ce, juste pour maintenir le niveau des services. Or le gouvernement fédéral ne donne que 3 % aux provinces. C'est ce que l'on appelle un déséquilibre fiscal. Malgré ce dernier, le gouvernement fédéral continue pourtant d'avoir des déficits, ce qui est extraordinaire, aussi extraordinaire en fait que de mettre des ressorts aux pattes des sauterelles.

Travaux des subsides

Mon collègue de Joliette, qui est un économiste, a parlé de la situation économique actuelle. Les théories écrites en grande partie en 1936 par John Maynard Keynes nous ont appris qu'il fallait stabiliser l'économie et qu'il fallait dépenser plus en période de crise économique. Pour éviter de s'endetter, on dépensait durant les crises économiques. Par contre, en période de prospérité économique, on réduisait les dépenses, devenues inutiles, et on récupérait les surplus pour payer les déficits antérieurs. En résumé, on créait des déficits lors des récessions et on remboursait la dette en période de croissance. Les libéraux, eux, ont des déficits en période de croissance. Cela ne s'invente pas.

● (1755)

Ça, c'est la gestion du gouvernement fédéral actuel. Au Canada, les déficits sont plutôt rares au gouvernement fédéral selon le directeur parlementaire du budget, mais ce gouvernement-ci réalise l'exploit de quand même avoir des déficits. Je dois lui tirer mon chapeau et dire que je suis très impressionné par sa gestion des finances publiques. On aura compris que je suis sarcastique.

En 2015, l'actuel premier ministre promettait en campagne électorale de profiter de la faiblesse des taux d'intérêt pour créer des déficits afin d'améliorer les infrastructures. Son gouvernement allait rebâtir le Canada et offrir des services à la population à partir de ces investissements. Bravo! Il disait aussi que ces déficits surviendraient en début de mandat, puis disparaîtraient par la suite, ce qui pouvait encore aller.

Cependant, ce qui est arrivé, c'est qu'on a eu des déficits successifs. Les libéraux ont creusé un trou de 100 milliards de dollars durant leur premier mandat et, en plus de ne pas avoir éliminé les déficits, ont annoncé un déficit encore plus important tout en promettant que cela continuerait à l'élection suivante. Tout va très bien, madame la marquise! Les libéraux ont donc continué d'avoir des déficits à une époque où tout allait bien, car les nuages que l'on connaît actuellement n'étaient pas encore arrivés.

Si gouverner est prévoir, si la qualité d'un bon gouvernement se mesure à sa capacité de prévoir ce qui s'en vient, ce gouvernement-ci n'est pas très fort en la matière, comme nous l'a montré la crise ferroviaire.

Regardons ce qui arrive aujourd'hui. Les libéraux ont eu des déficits chroniques, avec des dépenses chroniques. Au lieu d'avoir investi dans les infrastructures puis arrêté pour rembourser les déficits, ils ont continué leurs dépenses chroniques. Le fossé s'est donc creusé année après année et ils ont eu la bonne idée de le creuser davantage.

Que doit-on faire dans la situation actuelle? La bourse est en chute libre, le coronavirus fait peser sa menace et les barrages ferroviaires ont dégénéré en une grave crise parce que ces gens ne sont pas capables de mettre un pied devant l'autre. Les problèmes s'accumulent. On a un gouvernement qui est incapable de répondre présent quand le besoin se fait sentir. Ce gouvernement est incapable de nous dire à quel moment il va arrêter ces déficits, surtout lorsque la situation se sera améliorée. Il y a un problème. La transparence n'est pas au rendez-vous. La Banque du Canada a abaissé son taux directeur de 0,5 % pour aider ce gouvernement à ne pas davantage aggraver la crise économique. C'est là où on en est avec ce gouvernement.

À les regarder, on a l'impression que les libéraux ne s'aperçoivent pas qu'ils sont une bande d'amateurs. C'est cela qui est dommage,

car ce sont tous les Québécois et le reste du Canada qui paient pour cela.

Nous allons voter en faveur de la motion et espérer avoir des réponses pour comprendre comment ce gouvernement gère les finances publiques. On ne demande pas son chemin à quelqu'un qui est perdu. Il est sûr que la communication de ces informations nous permettra de constater à quel point le manque de vision de ce gouvernement est caractéristique de ce qu'a toujours été le Parti libéral du Canada.

● (1800)

M. Steven MacKinnon (secrétaire parlementaire de la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, Lib.): Madame la Présidente, j'ai écouté avec attention le discours de mon honorable collègue. Les marchands de malheur du Bloc sont très actifs aujourd'hui. Ce que le député a omis dans ses constats, ce sont les dizaines de millions de dollars versés aux parents dans chacune des circonscriptions du Québec pour qu'ils les dépensent sur leurs enfants, c'est le taux de chômage de 4,5 % — du jamais vu du vivant de ce député —, et c'est aussi la création de près de 300 000 emplois au Québec depuis notre élection.

Je demande à mon collègue d'en face et à l'ensemble des marchands de malheur au sein du Bloc québécois de confirmer l'omission, dans leurs discours, de certaines bonnes nouvelles qui ont touché le Québec depuis 2015.

M. Alain Therrien: Madame la Présidente, je remercie le député de ses questions.

Habituellement, les gens m'appellent le « jovialiste », mais le député d'en face vient de me traiter de marchand de malheur. Cela ne fonctionne pas du tout.

Pour ce qui est de l'argent qui tombe entre les bras des contribuables québécois, je peux dire à mon collègue que, s'il essaie de se faire soigner au Québec, il va s'apercevoir que certaines dépenses devraient être supérieures à ce qu'elles sont présentement. Ce sont les gens qui ont besoin de soins de santé qui paient pour l'inaction du gouvernement.

Le gouvernement n'écoute pas les provinces. Il ne comprend pas que le système de santé est de plus en plus précaire à cause de la baisse des transferts en santé.

J'aimerais donner raison à mon collègue en ce qui a trait au taux de chômage et à mon âge. Or, je suis plus vieux qu'il le pense, même si j'ai l'air jeune. J'ai déjà connu des taux de chômage plus faibles que celui-là puisque je suis né en 1966. Si mon collègue regarde Statistique Canada, il remarquera que les taux de chômage étaient inférieurs de 1966 à 1976.

Mon dernier point...

● (1805)

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je suis désolée. Je dois allouer du temps pour d'autres questions.

L'honorable député de Souris—Moose Mountain a la parole.

[Traduction]

M. Robert Kitchen (Souris-Moose Mountain, PCC): Madame la Présidente, je remercie mon collègue le député de La Prairie de ses observations sur la situation désastreuse que le gouvernement est en train de créer. Il a souligné que les libéraux ont promis de ne faire qu'un déficit de 10 milliards de dollars en 2015 et de rétablir l'équilibre budgétaire avant 2019. Or, ils ne l'ont pas fait. Le déficit continue de monter en flèche.

Le député a aussi parlé très brièvement des barrages ferroviaires. Au Québec, ces barrages ont causé bien des ennuis à la population. L'approvisionnement en propane a diminué pour les agriculteurs qui en ont besoin pour sécher leurs grains. Cela a des conséquences importantes pour les agriculteurs du Québec. J'aimerais savoir ce que le député pense de cette accumulation de déficits.

[Français]

M. Alain Therrien: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de ses commentaires et de sa question.

Je dirais qu'il a raison. Ce qui est extraordinaire, c'est que certains députés de l'autre côté se sont vantés de la gestion de la crise ferroviaire. Ils ont trouvé le moyen de se vanter de cela.

Les gens diront qu'ils ont été patients. Ils n'ont pas été patients, ils ont laissé cela traîner. Ce n'est pas pareil. Il a fallu 20 jours avant qu'ils se réveillent. Les 10 premiers jours, le premier ministre était en vacances et il ne voulait pas se faire achaler. Les 10 jours suivants, ils ne savaient pas trop quoi faire, donc ils ont mis cela dans les mains des provinces. Dans les 10 derniers jours, ils ont réalisé que le Bloc québécois avait des propositions qui n'étaient pas si folles et ils ont décidé d'essayer ces solutions 20 jours trop tard.

[Traduction]

Mme Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Madame la Présidente, en ce qui concerne cette question en particulier, la vérité, c'est que les conservateurs n'ont pas su résoudre la question. S'ils avaient tenu compte de ce que la Cour suprême du Canada a dit, dans la décision *Delgamuukw*, au sujet de l'obligation de consulter les communautés et les dirigeants autochtones sur la voie à suivre en ce qui concerne les terres, les titres et la gouvernance, alors nous ne serions peut-être pas dans cette situation. Tant les conservateurs que les libéraux ont manqué à leurs obligations envers les Canadiens dans ce dossier.

En ce qui concerne cette motion, le député ne pense-t-il pas que le gouvernement devrait fournir toute l'information dont il dispose au sujet du projet d'expansion de l'oléoduc Trans Mountain, afin que les Canadiens puissent savoir comment on gère l'argent des contribuables? Le gouvernement devrait-il également présenter son plan d'activités pour que nous puissions établir si ce projet est vraiment justifié?

[Français]

M. Alain Therrien: Madame la Présidente, je remercie la députée de sa question.

Évidemment, Trans Mountain est très problématique. Le gouvernement devra rendre des comptes à la population. Nous voulons obtenir des chiffres afin de connaître le montant des subventions et le montant payé par les contribuables québécois afin de soutenir une industrie d'un autre siècle.

M. Maxime Blanchette-Joncas (Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques, BQ): Madame la Présidente, j'ai l'honneur

Travaux des subsides

de prendre la parole aujourd'hui à l'occasion du débat sur la motion déposée par mes collègues du Parti conservateur dans le cadre des travaux des subsides.

Nous ne sommes pas sans savoir que l'ordre du jour de la Chambre pourrait être affecté par le résultat du vote que nous tiendrons ce soir concernant l'adoption ou non de la motion que nos collègues conservateurs ont soumise à la Chambre le vendredi 28 février dernier.

Je me dois de saluer l'expertise particulièrement relevée du personnel du Parti conservateur dans la maîtrise des détails techniques les plus subtils de la procédure parlementaire, laquelle guide nos travaux. Ces manœuvres de l'opposition officielle ne sont malheureusement pas toujours au diapason de la volonté populaire exprimée le 21 octobre dernier et des impacts anticipés de la collaboration générale de tous les partis dans un cadre gouvernemental minoritaire au sein de cette même enceinte.

Au bénéfice de mes collègues et surtout des milliers d'individus qui suivent nos travaux sur différentes plateformes, je me permets d'en reprendre le libellé exact afin de mieux situer l'argumentaire que j'exposerai pour en démontrer la non-pertinence. Ainsi, il est proposé:

Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production de tous les documents produits par tout ministère, organisme ou société d'État depuis le 4 novembre 2015 concernant des avertissements ou des craintes de ralentissements économiques, leurs effets potentiels sur le cadre financier ou des avis ou recommandations sur la façon d'y faire face; que les documents soient remis à la Chambre dans les 45 jours suivant l'adoption de la présente motion.

Honnêtement, si nous avons pu imaginer meilleure partie de pêche, madame la Présidente, vous et moi aurions apporté rapidement avec nous notre meilleur équipement. Nous aurions pu partager des moments de la plus franche camaraderie.

D'ailleurs, je me permets ici un aparté, dans les circonstances méritées. L'on pourra convenir avec moi que les gains majeurs réalisés depuis la reprise des travaux de la Chambre par le Bloc québécois pour le Québec sont tout simplement phénoménaux et qu'ils témoignent de la rigueur des troupes de notre chef et de notre dévouement sincère aux intérêts supérieurs du Québec sur la scène fédérale.

Depuis le début de la législature, le Bloc québécois a rapidement été identifié comme la véritable locomotive de l'opposition au gouvernement libéral, sans vouloir faire de jeux de mots douteux en ce qui concerne la crise désastreuse de leadership du premier ministre dans les dernières semaines.

Parmi les commentateurs émérites et les plus influents des plus prestigieux organes de presse au Québec et au Canada, force est de constater la quasi-unanimité de ces derniers quant aux prises de position éclairées et réfléchies du Bloc québécois. D'ailleurs, d'aucuns ne sauraient relever que, par moments, on a considéré le chef du Bloc québécois comme le véritable premier ministre du Canada, grâce à son approche posée et sincère reflétant l'attitude prônée par le Québec depuis des décennies à l'égard des Premières Nations.

C'est la fin de ma digression et j'implore l'indulgence de mes collègues. On doit pardonner mon enthousiasme débordant, puisque lorsque j'aborde le rôle du Bloc québécois à Ottawa, ma fierté et ma passion l'emportent sur le caractère, si modeste soit-il, de mes interventions dans cette si auguste enceinte.

Travaux des subsides

Manifestement, la vigilance des parlementaires se doit d'être orientée, telle une mire sur la cible, sur l'appréhension et la réaction aux indicateurs économiques fragiles qui ponctuent les marchés financiers, plutôt que sur une flagrante tentative de diversion bassement partisane comme l'expriment nos collègues.

La modernité entraîne des changements de tous les horizons. De ces jours de brouillard économique et de tempêtes sociales jailliront des journées plus radieuses. Je le crois, et je le souhaite sincèrement à mes collègues de l'Ouest.

Aussi, je les invite à analyser toutes les initiatives développées par le Québec depuis 60 ans afin de diversifier son économie et ses façons de faire inégalées qui le font entrer de plain-pied dans l'économie du XXI^e siècle, avant la date butoir.

• (1810)

[Traduction]

L'hon. Kerry-Lynne Findlay (Surrey-Sud—White Rock, PCC): Madame la Présidente, je trouve fort intéressant que mon collègue parle d'une crise désastreuse de leadership du premier ministre et du gouvernement libéral et qu'il affirme que nous devrions nous concentrer, comme une mire sur la cible, sur les marchés financiers, le tout sans exprimer le moindre intérêt pour déterminer ce qui a causé la situation actuelle. Il ne semble pas vouloir savoir s'il y a eu des signes avant-coureurs ou si des mesures auraient pu être prises par un gouvernement qui manquait cruellement de leadership.

Je ne vois pas comment il arrive à concilier ces deux aspects, autrement qu'en chantant les louanges du Bloc. Si le député pense vraiment qu'il y a eu un manque désastreux de leadership de la part du gouvernement fédéral, j'aimerais savoir comment nous sommes censés déterminer l'ampleur de la catastrophe.

[Français]

M. Maxime Blanchette-Joncas: Madame la Présidente, je remercie ma collègue de sa question.

Évidemment, nous avons déploré à plusieurs reprises le manque de leadership du gouvernement. Nous savons qu'il a voulu rejeter la responsabilité sur le Québec et sur les différentes provinces au début de la crise. Il est certain que nous avons présenté des mesures et des solutions concrètes pour résoudre le problème frappant des blocs ferroviaires.

Comme nous l'avons mentionné auparavant, nous allons voter en faveur de la motion déposée aujourd'hui. Le gouvernement doit donner des réponses à nos questions.

M. Steven MacKinnon (secrétaire parlementaire de la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, Lib.): Madame la Présidente, j'ai écouté attentivement mon collègue. J'aimerais faire une petite leçon d'histoire.

Nous avons effectivement vécu une crise financière en 2008. La réponse du Parti conservateur, louangé entre autres dans le discours de mon collègue, avait alors été de procéder à des coupes, de limoger des fonctionnaires, mais surtout de couper à tout prix. Ils ont dû se racheter avec l'appui du Parti libéral par la suite.

Le Parti libéral, aujourd'hui, emploie carrément une autre voie. Je demande donc au député de clarifier une chose. Laquelle des deux pistes cherche-t-il à suivre?

• (1815)

M. Maxime Blanchette-Joncas: Madame la Présidente, je remercie mon collègue d'en face de sa question.

Le Parti libéral a cumulé d'énormes déficits au cours des dernières années. Au lieu de donner l'argent aux banques et trouver des solutions pour stimuler l'économie, il faudrait revoir la façon de faire.

Avec la motion d'aujourd'hui, nous souhaitons réellement que nous puissions avoir des réponses à nos questions.

[Traduction]

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Comme il est 18 h 15, et puisque c'est la dernière journée de la période des crédits se terminant le 26 mars, je dois interrompre les délibérations et mettre aux voix sur-le-champ toutes les motions relatives aux crédits.

[Français]

La question porte sur la motion.

[Traduction]

Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Que tous ceux qui appuient la motion veuillent bien dire oui.

Des voix: Oui.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Que tous ceux qui s'y opposent veuillent bien dire non.

Des voix: Non.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): À mon avis, les non l'emportent.

Et cinq députés ou plus s'étant levés:

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Convoquez les députés.

• (1840)

[Français]

(La motion, mise aux voix, est adoptée par le vote suivant:)

(Vote n^o 19)

POUR

Députés

Aboultaif	Aitchison
Albas	Alghabra
Alleslev	Allison
Amos	Anand
Anandasangaree	Angus
Arnold	Arseneault
Arya	Ashton
Bachrach	Badawey
Bagnell	Bains
Baker	Baldinelli
Barlow	Barrett
Barsalou-Duval	Battiste

Travaux des subsides

Beaulieu	Beech	MacGregor	MacKenzie
Bendayan	Bennett	MacKinnon (Gatineau)	Maguire
Benzen	Bergen	Maloney	Manly
Bergeron	Berthold	Martel	Martinez Ferrada
Bérubé	Bessette	Masse	Mathysen
Bezan	Bibeau	May (Cambridge)	May (Saanich—Gulf Islands)
Bittle	Blair	Mazier	McCauley (Edmonton West)
Blanchet	Blanchette-Joncas	McColeman	McCrimmon
Blaney (North Island—Powell River)	Block	McDonald	McKay
Blois	Boudrias	McKenna	McKinnon (Coquitlam—Port Coquitlam)
Boulerice	Brassard	McLean	McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo)
Bratina	Brière	McLeod (Northwest Territories)	McPherson
Brunelle-Duceppe	Calkins	Melillo	Mendès
Cannings	Carrie	Mencicino	Michaud
Casey	Chabot	Miller	Monsef
Chagger	Champagne	Moore	Morantz
Champoux	Charbonneau	Morneau	Morrison
Chen	Chiu	Cormier	Motz
Chong	Collins	Morrissey	Nater
Cooper	Cormier	Murray	Normandin
Cumming	Dabrusin	Ng	O'Connell
Dalton	Damoff	O'Regan	O'Regan
Dancho	Davidson	Paul-Hus	Pauzé
Davies	DeBellefeuille	Perron	Petitpas Taylor
Deltell	d'Entremont	Plamondon	Poilievre
Desbiens	Desilets	Powlowski	Qualtrough
Dhillon	Diotte	Ratansi	Rayes
Doherty	Dong	Redekopp	Regan
Dowdall	Dreeshen	Reid	Richards
Drouin	Dubourg	Robillard	Rodriguez
Duclos	Duguid	Rogers	Romanado
Duncan (Stormont—Dundas—South Glengarry)	Duncan (Etobicoke North)	Rood	Ruff
Duvall	Dzerowicz	Sahota (Calgary Skyview)	Sahota (Brampton North)
Easter	Ehsassi	Saini	Sajjan
El-Khoury	Ellis	Samson	Sangha
Epp	Falk (Battlefords—Lloydminster)	Sarai	Saroya
Falk (Provencher)	Fast	Savard-Tremblay	Scarpaleggia
Fergus	Fillmore	Scheer	Schiefke
Findlay (South Surrey—White Rock)	Finley (Haldimand—Norfolk)	Schmale	Schulte
Finnigan	Fisher	Seeback	Serré
Fonseca	Fortier	Sgro	Shanahan
Fortin	Fragiskatos	Shields	Shin
Fraser	Freeland	Shiple	Sidhu (Brampton East)
Gallant	Garneau	Simard	Sikand
Garrison	Gaudreau	Singh	Simms
Gazan	Généreux	Sorbara	Sloan
Genuis	Gerretsen	Spengemann	Soroka
Gill	Godin	Steinley	Stanton
Gould	Gourde	Strahl	Ste-Marie
Gray	Green	Sweet	Stubbs
Guilbeault	Hajdu	Tassi	Tabbara
Hallan	Harder	Therrien	Thériault
Hardie	Harris	Trudel	Trudeau
Hoback	Holland	Uppal	Turnbull
Hughes	Hussen	van Koevreden	Van Bynen
Hutchings	Iacono	Vandal	Van Popta
Jaczek	Jansen	Vaughan	Vandenbeld
Jeneroux	Johns	Vidal	Vecchio
Joly	Jones	Vignola	Viersen
Jordan	Jowhari	Vis	Virani
Julian	Kelloway	Warkentin	Wagantall
Kelly	Kent	Webber	Waugh
Khalid	Khera	Wilkinson	Weiler
Kitchen	Kmiec	Yip	Williamson
Kram	Kurek	Yurdiga	Young
Kusie	Kusmierczyk	Zann	Zahid
Kwan	Lake	Zuberi— 315	Zimmer
Lalonde	Lambropoulos		
Lametti	Lamoureux		
Larouche	Lattanzio		
Lauzon	Lawrence		
Lebouthillier	Lefebvre		
Lehoux	Lemire		
Lewis (Essex)	Liepert		
Lightbound	Lloyd		
Lobb	Long		
Longfield	Louis (Kitchener—Conestoga)		
Lukiwski	MacAulay (Cardigan)		

Travaux des subsides

CONTRE

Aucun

PAIRÉS

Députés

Dhaliwal

Marcil — 2

Le Président: Je déclare la motion adoptée.

MOTION DE L'OPPOSITION — LES JOURS DÉSIGNÉS SUPPLÉMENTAIRES

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 28 février, de la motion.

Le Président: Conformément à l'article 81(17) du Règlement, la Chambre procédera maintenant au vote par appel nominal différé de la motion de l'honorable députée de Portage—Lisgar relative aux travaux des subsides.

• (1850)

[Traduction]

(La motion, mise aux voix, est adoptée par le vote suivant:)

(Vote n° 20)

POUR

Députés

Aboultaif	Aitchison
Albas	Alleslev
Allison	Angus
Arnold	Ashton
Bachrach	Baldinelli
Barlow	Barrett
Barsalou-Duval	Beaulieu
Benzen	Bergen
Bergeron	Berthold
Bérubé	Bezan
Blanchet	Blanchette-Joncas
Blaney (North Island—Powell River)	Block
Boudrias	Boulerice
Brassard	Brunelle-Duceppe
Calkins	Cannings
Carrie	Chabot
Champoux	Charbonneau
Chiu	Chong
Collins	Cooper
Cumming	Dalton
Dancho	Davidson
Davies	DeBellefeuille
Deltell	d'Entremont
Desbiens	Desilets
Diotte	Doherty
Dowdall	Dreeshen
Duncan (Stormont—Dundas—South Glengarry)	Duvall
Epp	Falk (Battlefords—Lloydminster)
Falk (Provencher)	Fast
Findlay (South Surrey—White Rock)	Finley (Haldimand—Norfolk)
Fortin	Gallant
Garrison	Gaudreau
Gazan	Généreux
Genuis	Gill
Godin	Gourde
Gray	Green
Hallan	Harder
Harris	Hoback
Hughes	Jansen
Jeneroux	Johns
Julian	Kelly
Kent	Kitchen
Kmiec	Kram
Kurek	Kusie
Kwan	Lake
Larouche	Lawrence
Lehoux	Lemire
Lewis (Essex)	Liepert

Lloyd	Lobb
Lukiwski	MacGregor
MacKenzie	Maguire
Manly	Martel
Masse	Mathysen
May (Saanich—Gulf Islands)	Mazier
McCauley (Edmonton West)	McColeman
McLean	McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo)
McPherson	Melillo
Michaud	Moore
Morantz	Morrison
Motz	Nater
Normandin	Patzer
Paul-Hus	Pauzé
Perron	Plamondon
Poillievre	Rayes
Redekopp	Reid
Richards	Rood
Ruff	Sahota (Calgary Skyview)
Saroya	Savard-Tremblay
Scheer	Schmale
Seeback	Shields
Shin	Shiple
Simard	Singh
Sloan	Soroka
Stanton	Steinley
Ste-Marie	Strahl
Stubbs	Sweet
Thériault	Therrien
Trudel	Uppal
Van Popta	Vecchio
Vidal	Viersen
Vignola	Vis
Wagantall	Warkentin
Waugh	Webber
Williamson	Yurdiga
Zimmer — 169	

CONTRE

Députés

Alghabra	Amos
Anand	Anandasangaree
Arseneault	Arya
Badawey	Bagnell
Bains	Baker
Battiste	Beech
Bendayan	Bennett
Bessette	Bibeau
Bittle	Blair
Blois	Bratina
Brière	Casey
Chagger	Champagne
Chen	Cormier
Dabrusin	Damoff
Dhillon	Dong
Drouin	Dubourg
Duclos	Duguid
Duncan (Etobicoke North)	Dzerowicz
Easter	Ehsassi
El-Khoury	Ellis
Fergus	Fillmore
Finnigan	Fisher
Fonseca	Fortier
Fragiskatos	Fraser
Freeland	Garneau
Gerretsen	Gould

Guilbeault	Hajdu
Hardie	Holland
Hussen	Hutchings
Iacono	Jaczek
Joly	Jones
Jordan	Jowhari
Kelloway	Khalid
Khera	Kusmierczyk
Lalonde	Lambropoulos
Lametti	Lamoureux
Lattanzio	Lauzon
Lebouthillier	Lefebvre
Lightbound	Long
Longfield	Louis (Kitchener—Conestoga)
MacAulay (Cardigan)	MacKinnon (Gatineau)
Maloney	Martinez Ferrada
May (Cambridge)	McCrimmon
McDonald	McKay
McKenna	McKinnon (Coquitlam—Port Coquitlam)
McLeod (Northwest Territories)	Mendès
Medicino	Miller
Monsef	Mormeau
Morrissey	Murray
Ng	O'Connell
Oliphant	O'Regan
Petitpas Taylor	Powlowski
Qualtrough	Ratansi
Regan	Robillard
Rodriguez	Rogers
Romanado	Sahota (Brampton North)
Saini	Sajjan
Samson	Sangha
Sarai	Scarpaleggia
Schiefke	Schulte
Serré	Sgro
Shanahan	Sidhu (Brampton East)
Sidhu (Brampton South)	Sikand
Simms	Sorbara
Spengemann	Tabbara
Tassi	Trudeau
Turnbull	Van Bynen
van Koevorden	Vandal
Vandenbeld	Vaughan
Virani	Weiler
Wilkinson	Yip
Young	Zahid
Zann	Zuberi — 146

PAIRÉS

Députés

Dhaliwal

Marcil — 2

Le Président: Je déclare la motion adoptée. Par conséquent, l'étude de la motion portant adoption du budget supplémentaire des dépenses (B) pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020 et des crédits provisoires pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021 prévue aujourd'hui est remise à plus tard.

MOTION D'AJOURNEMENT

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office conformément à l'article 38 du Règlement.

[Traduction]

L'ENVIRONNEMENT

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, comme vous le savez, la pollution marine devient un problème mondial de plus en plus urgent qui touche les animaux marins, des millions d'oiseaux de mer et même le saumon de la côte Ouest, en Colombie-Britannique.

Motion d'ajournement

Il y a quatre ans, 35 conteneurs sont passés par-dessus bord et se sont retrouvés dans les eaux au large de la côte Ouest de la Colombie-Britannique. Le gouvernement du Canada n'avait pas de plan d'action pour régler le problème. En fait, ces conteneurs, qui provenaient d'un navire de fret, se sont dispersés le long de la côte, et on a laissé les gens des localités côtières se débrouiller avec le problème.

Nous savons que le Canada envoie son plastique et ses déchets aux Philippines et que cela crée des tensions diplomatiques. Ces déchets polluants ont fini par nous être renvoyés, après que nous ayons fait des pressions. En Malaisie, on s'inquiète du fait que les pays industrialisés transfèrent leur problème aux pays en développement.

● (1855)

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je suis désolée d'avoir à interrompre le député, mais il semble que certaines personnes pensent que la séance est levée. En fait, la Chambre siège toujours; nous en sommes au débat d'ajournement, alors je demanderais aux députés d'aller poursuivre leur discussion à l'extérieur.

Je le répète, je demande aux députés de quitter l'antichambre s'ils ne sont pas ici pour participer aux affaires dont la Chambre est saisie.

Le député de Courtenay—Alberni a la parole.

M. Gord Johns: Madame la Présidente, nous savons que la pollution marine par le plastique et les impacts qu'elle a sur les océans constituent une crise mondiale. Présentement, plus de huit millions de tonnes de plastique s'ajoutent chaque année à la pollution des océans de la planète. Cette pollution entraîne la mort de centaines de milliers d'animaux marins et d'oiseaux de mer. Il s'agit d'un grave problème mondial qui a des répercussions ici aussi. Lorsqu'il est question de l'état des océans et de notre devoir de les protéger, il s'agit de défendre des espèces qui ne peuvent pas se défendre elles-mêmes.

Il y a quatre ans, un déversement est survenu sur la côte Ouest de la Colombie-Britannique. Trente-cinq grands conteneurs sont passés par-dessus bord dans les eaux canadiennes, et le gouvernement fédéral n'a rien fait. Ce sont les communautés locales et les groupes d'intervenants des environs, comme Clayoquot CleanUp, qui s'appelle maintenant la Coastal Restoration Society, et Surfrider Pacific Rim, qui se sont chargés d'enlever les débris marins disséminés le long de la côte.

On entend aussi parler de nos ordures qui finissent dans des pays comme les Philippines. Les députés se rappelleront peut-être que les Philippines avaient déclaré la guerre au Canada parce que le gouvernement était incapable de régler un problème, ce qui a tourné à l'affaire diplomatique. Les Philippines ne voulaient pas de nos ordures, qui sont restées dans un port pendant plusieurs années. Nous apprenons maintenant que nos déchets finissent en Malaisie. Des enfants vivent dans des bidonvilles constitués de déchets de plastique: notre plastique, nos déchets. C'est honteux et embarrassant pour tous les Canadiens. Les enfants des pays en développement ne devraient pas vivre parmi nos ordures. Il faut que cela cesse. Nous pouvons y mettre un terme.

Motion d'ajournement

Le gouvernement du Canada a signé une partie de la Convention de Bâle qui l'oblige à obtenir la permission des pays en développement pour cesser de leur expédier ses déchets. Ce que nous voulons, c'est que le gouvernement ne demande même pas la permission et qu'il cesse purement et simplement d'expédier nos déchets vers les pays en développement. Il faut que cela cesse. C'est la chose responsable à faire.

Je tiens toutefois à le féliciter d'avoir entendu nos appels à l'action. Nous avons collaboré avec lui ainsi qu'avec le ministre de l'Environnement à l'époque où il était secrétaire parlementaire. Il est venu à Victoria pour assister à une réunion avec l'ancien député de Victoria, Murray Rankin, et moi-même. Nous avons rencontré le responsable environnemental de l'Université de Victoria, qui avait produit un rapport recensant sept moyens de lutter contre la pollution marine par le plastique. Le gouvernement a donné suite à certaines d'entre elles, notamment en ce qui concerne les engins de pêche fantômes et abandonnés.

Le gouvernement a beaucoup parlé des plastiques à usage unique, mais nous attendons encore les gestes concrets ou même les engagements. Même si divers pays et instances gouvernementales du monde ont déjà bougé, cette responsabilité revient encore trop souvent aux municipalités et aux provinces.

L'environnement et les espèces sauvages ne peuvent plus attendre. Nous demandons au gouvernement d'annoncer des mesures concrètes de lutte contre les plastiques à usage unique et de s'engager à éliminer les plastiques à usage industriel.

Je suis impatient d'entendre la réponse du secrétaire parlementaire. J'espère poursuivre ma collaboration avec le gouvernement pour régler sans tarder à ce dossier urgent.

M. Peter Schiefke (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Madame la Présidente, je suis heureux d'avoir eu l'occasion de discuter de cette question à de nombreuses reprises avec le député. Il travaille sans relâche sur ce dossier, et je l'en remercie sincèrement.

Les Canadiens veulent que nous luttons contre la pollution par le plastique. Nous sommes d'accord, et nous faisons preuve d'une diligence raisonnable pour trouver rapidement les meilleures solutions à cet égard. L'une des principales priorités du gouvernement du Canada au chapitre de l'environnement, c'est d'éliminer complètement les déchets de plastique. Pour y arriver, notre action s'inscrit dans une approche globale.

Je suis très heureux d'annoncer que nous avons réalisé des progrès depuis l'adoption de la motion. Le 1^{er} février, nous avons publié une ébauche d'évaluation scientifique de la pollution plastique afin que le public puisse formuler ses commentaires à ce sujet. Ce rapport orientera les recherches futures et nous permettra de prendre des décisions éclairées à mesure que nous nous acquittons de notre engagement de bannir le plastique à usage unique dès 2021, lorsque cela est justifié et fondé sur des données scientifiques, et que nous prenons d'autres mesures pour réduire la pollution par le plastique. Il s'agit de la première étape pour appliquer les outils réglementaires qui sont prévus dans la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale.

Nous ne prenons pas à la légère les décisions visant à établir le rôle du gouvernement dans la gestion des plastiques à usage unique et des autres produits de plastique. Toutes les mesures de réglementation qui seront élaborées, notamment celles qui détermineront les

produits ciblés, se fonderont sur des faits scientifiques et socioéconomiques.

Nous allons également poursuivre le dialogue et la consultation avec les parties prenantes en ce qui a trait à l'élaboration, à la gestion et à l'examen d'éventuels règlements ou autres mesures. Ces activités font partie d'un programme exhaustif visant la réduction des déchets et de la pollution plastiques. Nous sommes à formuler un éventail de mesures complémentaires. Nous voulons notamment encourager une conception améliorée des produits pour en accroître la durée, la recyclabilité et le contenu recyclé; augmenter la collecte des déchets plastiques; et attribuer aux producteurs la responsabilité des déchets générés par leurs produits.

Nous travaillons en outre pour écologiser les activités du gouvernement en éliminant l'utilisation évitable de produits en plastique à usage unique, en privilégiant l'achat de produits en plastique durable et en nous efforçant d'éliminer 75 % de nos déchets plastiques d'ici 2030, comme nous nous y sommes engagés.

En 2018, le Canada a lancé le Défi canadien d'innovation sur les plastiques afin d'aider les petites et moyennes entreprises à trouver de nouvelles façons de réduire les déchets plastiques et de transformer les déchets en ressources utiles. Huit défis ont été menés à bien en 2018-2019 et plus de 11,8 millions de dollars ont été versés à 18 petites et moyennes entreprises canadiennes. Trois finalistes ont été annoncés en février pour 2019-2020. Dans le cadre de l'initiative fédérale Zéro déchet de plastique, Environnement et Changement climatique Canada dispose d'un financement de 2,6 millions de dollars pour lancer d'autres défis canadiens d'innovation sur les plastiques au cours des trois prochaines années, à compter de 2019-2020.

Nous investissons également dans la science, l'innovation et des solutions déployables, notamment dans le cadre d'initiatives de financement lancées récemment par Environnement et Changement climatique Canada. L'une de ces initiatives vise à faire progresser la science, tandis que l'autre cible les solutions à l'échelle communautaire. Le gouvernement du Canada prévoit des subventions et des mesures de soutien favorisant la réalisation d'activités communautaires, comme le nettoyage de rives, et l'accélération de la recherche sur le cycle de vie du plastique et les impacts de la pollution par le plastique sur les êtres humains, la faune et l'environnement. Cette aide vient s'ajouter aux investissements de Pêches et Océans Canada pour soutenir des projets qui contribuent à prévenir la perte d'engins de pêche et à récupérer ceux qui sont perdus.

Nous collaborons aussi avec les provinces et les territoires et avons lancé la Stratégie pancanadienne visant l'atteinte de zéro déchet de plastique et le plan d'action de la phase 1. Nous travaillons ensemble pour réaliser ces engagements, notamment en créant une feuille de route pour traiter les plastiques à usage unique, des orientations pour des politiques cohérentes visant à rendre les entreprises qui fabriquent ou vendent des produits en plastique responsables de leur gestion en fin de vie, ainsi que des normes et des objectifs nationaux pour les produits et les emballages en plastique.

Nous agissons. Sur la scène internationale, nous avons obtenu le soutien de 26 gouvernements et de 67 entreprises et organismes, qui ont adopté la Charte sur les plastiques dans les océans, s'engageant ainsi à prendre des mesures tout au long du cycle de vie du plastique.

Nous sommes résolus à prendre des mesures dans ce dossier. Nous avons déjà commencé à agir. Nous allons faire le travail nécessaire.

• (1900)

M. Gord Johns: Madame la Présidente, je remercie le gouvernement et tous les partis à la Chambre d'appuyer ma motion, la motion M-151, qui vise à lutter contre la pollution des milieux marins par le plastique.

Les libéraux doivent agir. Ils doivent annoncer ce qu'ils vont interdire en matière de plastiques à usage unique et prendre des mesures concrètes en ce qui concerne les plastiques à usage industriel.

Mon collègue le député conservateur d'York—Simcoe a présenté un projet de loi visant à interdire l'exportation de certains plastiques vers les pays en développement. Je l'en félicite, mais tout ce que le gouvernement a à faire pour mettre fin immédiatement à cette pratique, c'est cocher une case dans la Convention de Bâle. Il n'a même pas besoin d'attendre l'adoption du projet de loi. C'est un dossier auquel le gouvernement pourrait s'attaquer.

À l'heure actuelle, nous avons besoin d'investissements urgents dans le nettoyage des débris marins, la collaboration avec les gardiens autochtones, les programmes autochtones et des projets de rétablissement du saumon qui pourraient aider à protéger les saumons sauvages afin de régler la situation d'urgence dans laquelle nous nous trouvons.

Nous avons hâte de travailler avec le gouvernement, mais nous voulons avoir de sa part des engagements concrets assortis de calendriers d'exécution.

M. Peter Schiefke: Madame la Présidente, en ce qui concerne le transport de déchets d'un pays à l'autre, le Canada est signataire de trois traités internationaux qui établissent un cadre pour l'exportation, l'importation et le transport des matières dangereuses recyclables. Nous prenons nos obligations en vertu de ces traités très au sérieux.

En mai 2019, le Canada a activement appuyé la négociation et l'adoption de modifications à la Convention de Bâle, dont l'objectif, comme mon collègue l'a mentionné, est de renforcer les mesures de contrôle du transport transfrontalier des déchets de plastique. Au Canada, nous avons un régime réglementaire exhaustif pour contrôler les exportations de déchets dangereux et nous conformer aux exigences internationales. Nous prenons des mesures pour améliorer l'application de ce régime réglementaire, comme la communication des exigences aux entreprises canadiennes, par exemple.

Nous mettons également sur pied un comité spécial qui sera chargé d'empêcher les exportations illégales de déchets. Le Canada respecte les décisions prises par d'autres pays pour contrôler les importations de déchets, et il obtient le consentement de ces pays avant d'autoriser le transport de déchets du Canada vers ceux-ci.

J'ajouterais que je suis reconnaissant au député de tout le travail qu'il a accompli dans ce dossier. C'est avec plaisir que je collaborerai à nouveau avec lui à ce sujet.

• (1905)

LES NOMINATIONS GOUVERNEMENTALES

M. Michael Barrett (Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes, PCC): Madame la Présidente, comment devient-on juge au Canada? On penserait que la personne doit subir le test d'admission à l'école de droit, faire des études de droit, obtenir un

Motion d'ajournement

bon emploi et poursuivre une carrière qui démontre année après année ses capacités et ses mérites. Peut-être sera-t-elle alors jugée apte à être nommée à la magistrature. Voilà, idéalement, le processus qu'entreprendrait une jeune personne avec des ambitions judiciaires. Or, sous le régime libéral, la réalité est que si les personnes veulent devenir juge, elles doivent être des libéraux. Si elles veulent accélérer le processus de nomination, c'est certainement un atout d'avoir de la parenté dans les rangs des libéraux ou d'être un important donateur.

Le bilan des libéraux au chapitre des nominations partisans à la magistrature est atroce, et contredit carrément les allégations du gouvernement selon lesquelles « tous les juges sont nommés grâce au processus ouvert, indépendant, transparent et fondé sur le mérite que nous avons mis en œuvre ». En réalité, les candidats potentiels sont recommandés par les députés libéraux ou par d'autres membres de l'élite libérale, comme la femme d'un député actuel, qui est actuellement juge de la Cour du Banc de la Reine du Manitoba.

On vérifie ensuite la note des candidats potentiels sur Libéraliste, une base de données libérale, pour s'assurer qu'ils sont suffisamment libéraux pour se qualifier et que leur dossier de donateur est à jour. À défaut de s'inquiéter du fait qu'une personne qui est juge en exercice recommande à du personnel ministériel qui devraient être nommé à la magistrature, et à quel endroit, il faudrait à tout le moins s'inquiéter du fait que les candidats soient notés selon leurs convictions partisans.

Ce n'est un secret pour personne que les libéraux font toujours passer leurs amis avant le reste des Canadiens. Il n'y a pas de meilleur exemple de cette pratique que lorsque le président du Conseil privé de la Reine, le député de Beauséjour, a fait passer sa famille et ses amis devant tout le monde dans l'escroquerie de la mactre en accordant un contrat de pêche lucratif à un membre de sa famille alors qu'il était ministre des Pêches. Avec un tel bilan, il n'est pas surprenant que cinq des six nominations récentes à la magistrature au Nouveau-Brunswick aient des liens personnels avec le député.

Une voisine, une membre de la famille et trois avocats qui ont aidé le député à rembourser les dettes de sa course à la direction ratée en 2008 ont été nommés à la magistrature du Nouveau-Brunswick, ce qui nous amène à nous interroger sur le fait que le processus de nomination fondé sur le mérite des libéraux ne se fonde peut-être pas tant sur le mérite après tout et qu'il s'agit plutôt de nominations partisans.

C'est essentiellement une question éthique. Nous avons vu que le gouvernement libéral semble mettre toute considération éthique de côté et qu'il dépasse souvent les bornes en matière d'éthique. Encore une fois, on ne peut guère s'étonner d'apprendre que le processus de nomination des libéraux n'est assurément pas fondé sur le mérite, mais qu'il s'agit plutôt d'un processus partisan. C'est exactement pour cela que les Canadiens perdent confiance en leurs institutions publiques, car elles sont financées avec leur argent, et les contribuables s'attendent à ce qu'elles observent les normes les plus rigoureuses en matière d'éthique.

Nous avons été témoins de l'érosion constante de la confiance du public dans les cinq dernières années, et les Canadiens ont l'impression qu'il y a deux ensembles de règles au Canada: un pour la classe dirigeante et un autre pour la population du pays qu'elle dirige. Les Canadiens ont le droit d'avoir confiance en leurs institutions publiques et d'avoir un gouvernement qui respecte ces institutions.

Motion d'ajournement

Quand le gouvernement libéral va-t-il s'en rendre compte et placer les intérêts des Canadiens ordinaires avant ceux de ses amis?

M. Arif Virani (secrétaire parlementaire du ministre de la Justice et procureur général du Canada, Lib.): Madame la Présidente, je remercie le député d'en face de sa contribution au comité de la justice lors de la dernière législature, et d'avoir soulevé cette question importante ce soir.

Il est primordial de consacrer du temps à l'examen des nominations à la magistrature et du processus de nomination des juges. Une magistrature des cours supérieures de première qualité est essentielle au fonctionnement équitable et efficace de notre système judiciaire.

Les députés de ce côté-ci de la Chambre sont fiers des nominations diversifiées et fondées sur le mérite qui ont été faites. Depuis qu'il est au pouvoir, le gouvernement libéral a permis à 350 personnes exceptionnelles, qui reflètent le visage canadien, de siéger aux cours supérieures du pays, soit par nomination directe ou grâce à des promotions.

• (1910)

[Français]

Comme tous les députés de la Chambre sauront le reconnaître, nous sommes chanceux au Canada de pouvoir compter sur un système judiciaire solide et indépendant. Les membres de la population canadienne savent qu'ils peuvent faire confiance aux tribunaux pour résoudre leurs différends et faire respecter leurs droits et libertés. Ils savent que les juges ne sont pas redevables à un autre ordre de pouvoir ou à quelconques groupes d'intérêts de la société, si puissants soient-ils.

Néanmoins, nous ne pouvons pas tenir cette situation pour acquise. Jour après jour, nous devons veiller à préserver les institutions et les valeurs qui nous permettent de vivre dans une société libre, juste et démocratique. Une des choses essentielles pour préserver ces institutions et ces valeurs, c'est d'assurer la confiance du public envers le système de justice.

[Traduction]

C'est exactement ce que le député d'en face a fait valoir, à savoir la nécessité de maintenir la confiance du public dans l'administration de la justice. D'ailleurs, c'est ce qui est prévu dans la Constitution. Il s'agit vraiment d'un principe fondamental.

[Français]

À cet égard, il faut d'abord que les gens aient confiance dans les rigueurs du processus établi pour la nomination des juges. Afin de stimuler cette confiance, notre gouvernement a apporté, en 2016, d'importantes réformes pour améliorer le processus de nomination des juges des cours supérieures.

[Traduction]

Quel en a été le résultat? Nous avons repensé ce processus de façon tout à fait délibérée. Nous voulions que la magistrature soit le reflet de la population canadienne qu'elle sert. Nous avons donc nommé 293 nouveaux juges et promu 64 juges à des postes supérieurs. Parmi ces 357 juges, 53 % sont des femmes. Par contraste, parmi les juges nommés aux cours supérieures du Canada par le gouvernement précédent, 32 % étaient des femmes. Parmi les juges nommés grâce à notre nouveau processus, 3 % sont autochtones, 8 % appartiennent à une minorité raciale, 5 % font partie de la com-

munauté LGBTQ2, et 33 % peuvent travailler en anglais et en français.

Pourquoi est-ce important? Pourquoi m'apparaît-il utile de mentionner ces statistiques, de les faire figurer au compte rendu de notre discussion de ce soir? C'est que je suis d'accord avec le député d'en face. Les Canadiens doivent avoir confiance en l'administration de la justice. Cela vaut pour tous les Canadiens, y compris ceux qui regardent le débat de ce soir.

Comment pouvons-nous faire en sorte que les Canadiens éprouvent cette confiance? Il faut voir à ce que les justiciables qui se présentent devant les tribunaux du pays se reconnaissent dans ces tribunaux, peu importe leurs origines, leur race, leur religion ou leur orientation sexuelle. Voilà le but de ces nominations.

Il est on ne peut plus faux d'affirmer que les candidats ont intérêt à être d'allégeance libérale pour obtenir une nomination. D'ailleurs, ce n'est pas ce qui ressort de notre bilan, puisque nous avons nommé des personnes de différentes allégeances politiques qui ont fait des dons politiques ou qui ont mené des activités partisanes pour tous les grands partis du pays. Nous sommes fiers de ce bilan.

Nous voulons nommer des candidats qualifiés et compétents qui sauront maintenir la tradition d'excellence de la magistrature canadienne, qui fait la renommée du pays partout dans le monde.

M. Michael Barrett: Madame la Présidente, il est admirable et louable que le gouvernement s'efforce de nommer des juges qui reflètent la population qu'elle doit servir.

Cependant, il peut le faire sans choisir uniquement des candidats libéraux. Il est de notoriété publique que les libéraux examinent les candidatures en se servant de leur base de données partisane, qui indique qui sont leurs donateurs et leurs bénévoles. Ce n'est pas dans l'intérêt supérieur de la démocratie. Ce n'est pas dans l'intérêt supérieur d'un système judiciaire indépendant et impartial. Voilà de quoi il est question.

Ce que nous voulons, c'est que les libéraux mettent en place un processus de nomination non partisan. Quand les libéraux vont-ils placer les intérêts des Canadiens avant ceux de leurs amis?

M. Arif Virani: Madame la Présidente, je dirais au député d'en face, et à tous les parlementaires, d'ailleurs, de comparer à notre bilan le bilan des nominations effectuées lorsque le gouvernement précédent était au pouvoir, période pendant laquelle d'anciens élus à la Chambre des communes ont été nommés à des cours supérieures.

Nous avons mis sur pied 17 comités pour la nomination des juges dans le pays. La composition de ces comités est diversifiée. Ces derniers comptent des représentants des barreaux et des cours supérieures ainsi que le juge en chef des diverses provinces. Ils formulent des recommandations, soit « sans recommandation », « recommandé » ou « hautement recommandé ».

Le ministre de la Justice a fait exactement la même chose que son prédécesseur, c'est-à-dire ne nommer que des candidats ayant obtenu la mention « recommandé » ou « hautement recommandé ». Je vais répéter ce que j'ai dit tantôt. Y a-t-il parmi eux des personnes qui ont participé à des activités politiques dans leur collectivité? Oui. Il y en a qui ont touché à tous les partis du pays. Le fait qu'ils s'impliquent ainsi dans leur collectivité est une bonne chose. L'objectif est de nommer d'excellents juristes et c'est ce que nous faisons.

• (1915)

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Madame la Présidente, j'aimerais revenir sur une question que j'ai déjà posée au premier ministre et dans laquelle j'abordais deux sujets distincts: la participation du Canada à la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, mais surtout le fait qu'il y a quatre ans, le premier ministre annonçait que le Canada entreprenait des pourparlers avec les autorités chinoises concernant la conclusion d'un éventuel traité d'extradition. J'aimerais aujourd'hui savoir où en sont ces deux dossiers d'une grande importance. Je suis impatient d'entendre ce que le gouvernement a à dire.

Pour commencer, comme je le disais à l'époque, la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures s'inscrit dans un projet colonialiste visant à étendre l'influence et la mainmise du gouvernement chinois sur l'ensemble du territoire asiatique. Malgré des objectifs on ne peut plus limpides, les documents d'information envoyés au gouvernement par les fonctionnaires montrent que cette banque fait partie du projet La ceinture et la route, qui prône des valeurs, des notions de sécurité économique et une conception des droits de la personne qui vont à l'encontre des valeurs et des principes du Canada.

Le gouvernement libéral a malgré tout décidé d'embarquer le Canada dans cette aventure et d'y investir au-delà de 400 millions de dollars gagnés par les contribuables canadiens à la sueur de leur front. Cette banque est un moyen pour la Chine d'étendre son influence stratégique, son modèle de gouvernance, sa conception des droits de la personne et sa perception de la sécurité économique, même s'ils vont tous à l'encontre des valeurs canadiennes.

Pourquoi diable le Canada y participerait-il? Pourquoi les Canadiens voudraient-ils que leur argent aille à ce genre de banque de développement? Le gouvernement nous a fourni quelques réponses à ce sujet. Il explique parfois qu'il s'agit de créer des débouchés pour les entreprises canadiennes, que les sociétés canadiennes pourraient peut-être obtenir des contrats avec la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures si nous y investissions l'argent des contribuables.

Même si c'était vrai, je ne pense pas que ce moyen détourné de subventionner des sociétés par l'intermédiaire du gouvernement chinois soit très efficace pour soutenir les entreprises canadiennes. Dans tous les cas, ce n'est pas vrai. Comme j'ai pu le constater lors de ma visite au siège de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures à Pékin, la Banque a une politique d'acquisitions ouverte, donc les sociétés canadiennes peuvent soumissionner pour des projets, que le Canada soit membre de la Banque ou non.

Le gouvernement affirme qu'il est important pour nous de promouvoir le développement et de participer aux institutions multilatérales, entre autres. C'est vrai, il est important que nous participions à des institutions multilatérales qui reflètent et promeuvent les valeurs canadiennes, et non à des institutions qui cherchent à promouvoir des intérêts stratégiques selon un modèle de gouvernement qui est contraire à nos valeurs.

On constate avec une grande tristesse que le gouvernement chinois emploie, à l'endroit d'autres régions d'Asie, des techniques coloniales injustes que la Chine a elle-même tragiquement subies au XIX^e siècle. Elle inflige maintenant une humiliation semblable à d'autres pays. Tout le monde conviendra sûrement que cette façon de faire est inacceptable et que le Canada ne devrait pas y prendre

Motion d'ajournement

part. Pendant l'échange qui a eu lieu précédemment à la Chambre, le premier ministre a présenté d'une façon complètement erronée la participation du Canada à la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures.

J'ai aussi parlé d'extradition. Il y a quatre ans, le premier ministre a annoncé le début des discussions sur l'extradition. Quand j'ai posé ma question à la Chambre le mois dernier, le premier ministre a répondu que la Chine ne remplissait pas les conditions requises pour que le Canada conclue un traité d'extradition avec elle. Je dois dire, franchement, que cela me rassure, puisqu'il est évident que le gouvernement chinois ne satisfait pas aux critères d'un traité d'extradition. Il n'y satisfaisait pas il y a quatre ans, et il n'y satisfait pas maintenant.

Pendant les travaux du comité sur les relations sino-canadiennes, des fonctionnaires canadiens ont confirmé qu'il y avait eu des discussions. Le secrétaire parlementaire pourrait-il nous dire pourquoi ces discussions ont eu lieu, puisqu'il est évident et qu'il a toujours été évident que la Chine ne répondait pas aux critères? Pourquoi a-t-on ouvert cette porte, alors? Les Canadiens méritent aussi une réponse à ce sujet.

M. Robert Oliphant (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères, Lib.): Madame la Présidente, par votre entremise, je remercie le député de ses questions, en particulier à propos des discussions sur l'extradition avec la Chine.

Je serai parfaitement clair. Le Canada n'envisage pas d'établir un traité d'extradition avec la Chine. Les représentants chinois et canadiens ont discuté régulièrement de questions de coopération juridique, y compris dans le cadre du dialogue entre les deux pays sur la sécurité nationale et sur la primauté du droit. Lors de discussions précédentes, les représentants chinois et canadiens ont parlé de nombreux dossiers d'intérêt commun touchant à la coopération juridique et à la primauté du droit. Parmi les thèmes abordés, mentionnons la lutte contre le terrorisme, la cybersécurité, la lutte contre le crime organisé transnational et les enjeux de sécurité régionaux et internationaux. Dans le cadre de ce dialogue, la Chine a ouvert la porte à un éventuel traité avec le Canada. Une telle demande n'a rien d'inhabituel.

Le Canada est une destination populaire pour le tourisme et l'immigration. Par conséquent, des États étrangers nous approchent régulièrement dans le but de se joindre aux 80 pays avec lesquels nous avons des accords bilatéraux d'extradition. Lorsqu'on juge qu'une entente avec un pays donné est dans l'intérêt du Canada, ces démarches peuvent mener à un processus de négociation officielle et ouvrir la voie à la conclusion d'un nouveau traité d'extradition. Dans d'autres cas, lorsque le Canada estime qu'un accord avec un pays donné n'est pas nécessaire ou possible, ou encore qu'il n'est pas dans son intérêt, les propositions de traité d'extradition ne dépassent pas la phase exploratoire et elles sont rejetées.

Conformément à nos valeurs et à nos lois, le Canada s'attend à ce que ses partenaires en matière d'extradition respectent les normes les plus élevées d'application régulière de la loi et de traitement équitable dans leurs systèmes judiciaires et correctionnels. Ce sont là les éléments clés du traité d'extradition.

En ce qui a trait à l'intérêt manifesté par la Chine de conclure un éventuel traité d'extradition avec le Canada, des discussions préliminaires ont eu lieu, mais aucune décision n'a été prise pour entamer des négociations officielles.

Motion d'ajournement

Cela dit, la Chine demeure un partenaire essentiel pour le Canada. La Chine est le troisième partenaire commercial du Canada, en ordre d'importance, et elle représente un gros marché pour les entreprises canadiennes. Un très grand nombre d'étudiants et de touristes étrangers proviennent de la Chine et apportent une contribution de taille à l'économie canadienne.

Il y a beaucoup de différences entre le Canada et la Chine. C'est évident. Toutefois, nous continuerons de prendre des mesures appropriées pour aplanir ces différences. Le Canada accorde une grande importance à ses relations avec la Chine. Le gouvernement du Canada continuera de collaborer avec le gouvernement de la Chine d'une façon qui sert l'intérêt supérieur du Canada et qui défend les valeurs canadiennes.

En ce qui concerne la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, je dirais simplement que le gouvernement actuel est favorable aux entreprises et qu'il cherche par tous les moyens possibles les occasions permettant aux entreprises canadiennes de participer à des projets dans le monde entier. La Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures est l'une de ces occasions. Nous continuerons à appuyer les entreprises canadiennes afin qu'elles puissent croître, prendre de l'expansion et favoriser la prospérité au Canada.

● (1920)

M. Garnett Genuis: Madame la Présidente, je voudrais revenir brièvement sur trois des points soulevés par le secrétaire parlementaire.

En ce qui concerne la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, j'ai bien mentionné que ces occasions existaient déjà pour les entreprises canadiennes parce que la Banque a une politique d'acquisitions ouverte. Le gouvernement ne nous a toujours pas expliqué pourquoi le pays s'est joint à la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures et pourquoi il a dépensé plus de 400 millions de dollars puisés à même l'argent des contribuables pour le faire, alors que les entreprises pouvaient déjà obtenir des contrats de la Banque. Le gouvernement ignorait-il que la Banque a une politique d'acquisitions ouverte? Avait-il fait le minimum pour s'informer? Qu'est-ce qui justifiait cette dépense de plus 400 millions de dollars?

Au sujet de la collaboration, nous avons entendu d'excellents témoignages aujourd'hui au comité sur les relations sino-canadiennes au sujet de l'importance de la collaboration et du fait qu'il s'agit d'un moyen pour atteindre ses fins, plutôt que d'une fin en soi. Autrement dit, nous pouvons collaborer avec les autres pays pour promouvoir nos valeurs et nos intérêts, mais il ne faut pas voir dans cette collaboration une fin en soi. C'est très important.

Quant aux extraditions, on a pu lire ceci dans un communiqué conjoint: « Les deux parties ont fixé les objectifs à court terme en matière de coopération Canada-Chine sur la sécurité et la primauté du droit, à savoir: amorcer les discussions concernant un traité d'extradition et un traité sur le transfèrement des délinquants, ainsi que d'autres questions connexes [...] ».

J'aimerais savoir pourquoi ce communiqué conjoint a été publié, compte tenu de ce que vient de dire le secrétaire parlementaire.

M. Robert Oliphant: Madame la Présidente, je tiens à préciser clairement que le Canada n'est pas en train de négocier un traité d'extradition avec la Chine. Le Canada est un pays indépendant et souverain. Nous reconnaissons que la Chine joue et continuera de jouer un rôle de premier plan dans les affaires internationales. Il est donc dans l'intérêt du Canada d'établir des relations appropriées avec la Chine. Les Canadiens ont décidé quel gouvernement était le mieux apte à le faire en nous élisant. Ils comptent sur nous pour agir d'une manière qui protégera les valeurs canadiennes, tout en nous permettant de défendre les droits de la personne et de prendre part à des activités qui sont chères aux Canadiens.

Malgré nos divergences, nous continuerons d'entretenir une bonne relation avec la Chine dans l'intérêt de notre pays, ainsi que dans celui des entreprises canadiennes.

[Français]

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): La motion portant que la Chambre s'ajourne maintenant est réputée adoptée. La Chambre s'ajourne donc à demain, à 10 heures, conformément à l'article 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 19 h 25.)

TABLE DES MATIÈRES

Le lundi 9 mars 2020

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Travaux des subsides

Motion de l'opposition — Les documents concernant les ralentissements économiques

M. Poilievre.....	1769
Motion.....	1769
M. Samson.....	1770
M. Lloyd.....	1770
M. Uppal.....	1771
M. Fraser.....	1773
M. Boudrias.....	1773
M. Green.....	1773
M. Fraser.....	1773
M. Lloyd.....	1776
M. Ste-Marie.....	1777
M. Johns.....	1777
M. Epp.....	1778
M. Ste-Marie.....	1778
M. Lamoureux.....	1780
M. Green.....	1780
Mme Gaudreau.....	1780
M. Lamoureux.....	1781
M. Julian.....	1782
M. Julian.....	1782
M. Easter.....	1783
Mme Gallant.....	1784
M. Johns.....	1784
M. Lamoureux.....	1786
M. Motz.....	1786
M. MacGregor.....	1786
Mme Gallant.....	1786
M. Fergus.....	1788
Mme McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo).....	1788
Mme Kwan.....	1789
M. Diotte.....	1789
M. Boudrias.....	1790
M. Lamoureux.....	1790
Mme McPherson.....	1790
M. Tabbara.....	1791
Mme McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo).....	1792
M. Green.....	1792
M. Steinley.....	1792
Mme Dabrusin.....	1793

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

La préparation aux mesures d'urgence

Mme Zann.....	1794
---------------	------

Henri Richard

M. Martel.....	1794
----------------	------

La Saint-Patrick dans Vaudreuil—Soulanges

M. Schiefke.....	1795
------------------	------

La crise ferroviaire

M. Therrien.....	1795
------------------	------

Le Jour de l'émancipation

M. Jowhari.....	1795
-----------------	------

Le chef du Parti libéral du Canada

M. Motz.....	1795
--------------	------

Les enseignants de l'Ontario

M. Anandasangaree.....	1795
------------------------	------

La Journée internationale des femmes

Mme Duncan (Etobicoke-Nord).....	1796
----------------------------------	------

Le Jour du Commonwealth

M. Diotte.....	1796
----------------	------

Le Brier Tim Hortons 2020

M. McDonald.....	1796
------------------	------

La fibrose kystique

M. Nater.....	1796
---------------	------

La Journée internationale des femmes

Mme Sahota (Calgary Skyview).....	1797
-----------------------------------	------

La Journée internationale des femmes

Mme Hughes.....	1797
-----------------	------

Saint-Charles-sur-Richelieu

M. Barsalou-Duval.....	1797
------------------------	------

L'Alberta

Mme Stubbs.....	1797
-----------------	------

La Journée internationale des femmes

Mme Lalonde.....	1797
------------------	------

QUESTIONS ORALES

L'économie

Mme Alleslev.....	1798
Mme Freeland.....	1798
Mme Alleslev.....	1798
Mme Freeland.....	1798
Mme Alleslev.....	1798
Mme Freeland.....	1798

Les ressources naturelles

M. Deltell.....	1798
Mme Freeland.....	1799
M. Deltell.....	1799
Mme Freeland.....	1799

Le transport ferroviaire

M. Therrien.....	1799
Mme Freeland.....	1799

La santé

M. Therrien.....	1799
Mme Freeland.....	1799
M. Singh.....	1799
Mme Freeland.....	1799

M. Singh	1799	Mme Anand	1805
Mme Freeland	1800		
L'économie		Les affaires étrangères	
M. Poilievre	1800	M. Genuis	1805
M. Fraser	1800	M. Champagne	1805
M. Poilievre	1800	M. Spengemann	1805
M. Fraser	1800	M. Champagne	1805
M. Poilievre	1800		
M. Fraser	1800	La sécurité publique	
		M. Baldinelli	1805
		M. Blair	1806
Les ressources naturelles			
M. Martel	1801	Le commerce international	
M. Schiefke	1801	Mme Gray	1806
M. Martel	1801	Mme Bendayan	1806
M. Schiefke	1801		
Mme Kusie	1801	La sécurité publique	
M. Schiefke	1801	M. Dreeshen	1806
		M. Blair	1806
Le transport ferroviaire			
Mme Michaud	1801	Le développement économique régional	
M. Garneau	1801	M. Serré	1806
		Mme Joly	1806
La santé		Mme Collins	1806
M. Thériault	1801	M. Fraser	1806
Mme Hajdu	1801		
M. Thériault	1802	La santé	
Mme Hajdu	1802	M. Manly	1807
M. Rayes	1802	Mme Freeland	1807
Mme Hajdu	1802		
M. Jeneroux	1802		
Mme Hajdu	1802		
M. Jeneroux	1802		
Mme Hajdu	1802		
M. Davies	1803		
Mme Hajdu	1803		
Mme Gazan	1803		
M. Miller	1803		
Les femmes et l'égalité des genres			
Mme Lambropoulos	1803		
Mme Monsef	1803		
La sécurité publique			
M. Paul-Hus	1803		
M. Blair	1803		
M. Morrison	1804		
M. Blair	1804		
La défense nationale			
Mme Gallant	1804		
M. Sajjan	1804		
M. Bezan	1804		
M. Sajjan	1804		
La santé			
M. Bergeron	1804		
Mme Hajdu	1804		
Mme Michaud	1804		
Mme Hajdu	1805		
Les services publics et l'approvisionnement			
Mme Block	1805		
Mme Anand	1805		
Mme Block	1805		

AFFAIRES COURANTES	
Le Code criminel	
M. Lametti	1807
Projet de loi C-8. Présentation et première lecture	1807
Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi	1807
Pétitions	
L'environnement	
M. Cannings	1807
Les opioïdes	
M. Manly	1807
Le cannabis	
M. Manly	1807
Les droits de la personne	
Mme Sgro	1807
Les opioïdes	
M. Johns	1808
L'environnement	
M. Amos	1808
Mme Blaney (North Island—Powell River)	1808
Postes Canada	
Mme Blaney (North Island—Powell River)	1808
Les affaires autochtones	
M. Erskine-Smith	1808
L'environnement	
M. Gerretsen	1808
L'agriculture	
M. Gerretsen	1809

L'aide aux victimes des inondations	
M. Gerretsen	1809
Les aînés	
M. Lamoureux	1809
Questions au Feuilleton	
M. Lamoureux	1809

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Travaux des subsides

Motion de l'opposition — Les documents concernant les ralentissements économiques

Motion	1809
Mme Dabrusin	1809
M. Lamoureux	1809
Mme Kwan	1809
M. Lake	1810
M. Cumming	1810
M. Sikand	1811
M. Manly	1812
M. Uppal	1812
M. Masse	1812
M. Cooper	1812
M. Gerretsen	1813
M. Brassard	1813
M. Lamoureux	1814
Mme Lalonde	1814
M. Aitchison	1815
M. Gerretsen	1815
M. Brassard	1816
M. Blois	1816
M. Brassard	1817
M. Green	1818
M. Barlow	1818
M. Gerretsen	1819
Mme Kwan	1820
M. Brassard	1820
M. Berthold	1820
M. Blois	1822
M. Barlow	1822

M. Gerretsen	1822
M. Sorbara	1822
M. Genuis	1824
Mme Kwan	1824
M. Gerretsen	1824
M. Carrie	1826
M. Hardie	1826
M. Lawrence	1826
M. Blois	1828
Mme Kwan	1828
Mme Damoff	1828
M. Carrie	1828
M. Morrison	1829
M. Lamoureux	1830
M. Calkins	1831
Mme Kwan	1831
M. Therrien	1831
M. MacKinnon	1832
M. Kitchen	1833
Mme Kwan	1833
M. Blanchette-Joncas	1833
Mme Findlay	1834
M. MacKinnon	1834
Adoption de la motion	1836

Motion de l'opposition — Les jours désignés supplémentaires

Motion	1836
Adoption de la motion	1837

MOTION D'AJOURNEMENT

L'environnement

M. Johns	1837
M. Schiefke	1838

Les nominations gouvernementales

M. Barrett	1839
M. Virani	1840

Les affaires étrangères

M. Genuis	1841
M. Oliphant	1841

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>